



**UNION EUROPÉENNE – MÉTHODES D'AJUSTEMENT DES FRAIS
ET CERTAINES MESURES ANTIDUMPING VISANT LES
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE RUSSIE
(DEUXIÈME PLAINTÉ)**

RAPPORT INTÉRIMAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

Addendum

RCC supprimés, comme indiqué [[***]]

Le présent addendum contient les annexes A à D du rapport du Groupe spécial qui se trouve dans le document WT/DS494/R.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL ET RÉEXAMEN INTÉIMAIRE

| Table des matières | | Page |
|--------------------|--|------|
| Annexe A-1 | Procédures de travail du Groupe spécial | 4 |
| Annexe A-2 | Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels | 11 |
| Annexe A-3 | Réexamen intérimaire | 13 |

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

| Table des matières | | Page |
|--------------------|---|------|
| Annexe B-1 | Premier résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie | 70 |
| Annexe B-2 | Premier résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne | 84 |
| Annexe B-3 | Deuxième résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie | 97 |
| Annexe B-4 | Deuxième résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne | 110 |

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

| Table des matières | | Page |
|--------------------|---|------|
| Annexe C-1 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Argentine | 124 |
| Annexe C-2 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie | 130 |
| Annexe C-3 | Résumé analytique intégré des arguments du Japon | 134 |
| Annexe C-4 | Résumé analytique intégré des arguments de la République de Corée | 137 |
| Annexe C-5 | Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège | 141 |
| Annexe C-6 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine | 143 |
| Annexe C-7 | Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis | 146 |

ANNEXE D

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

| Table des matières | | Page |
|--------------------|--|------|
| Annexe D-1 | Décision préliminaire du Groupe spécial (2 septembre 2019) | 152 |

ANNEXE A

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL ET RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

| Table des matières | | Page |
|---------------------------|--|-------------|
| Annexe A-1 | Procédures de travail du Groupe spécial | 4 |
| Annexe A-2 | Procédures de travail additionnelles du Groupe spécial concernant les renseignements commerciaux confidentiels | 11 |
| Annexe A-3 | Réexamen intérimaire | 13 |

ANNEXE A-1

PROCÉDURES DE TRAVAIL DU GROUPE SPÉCIAL

Adoptées le 8 mars 2019

Généralités

1. 1) Dans la présente procédure, le Groupe spécial suivra les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends ("Mémorandum d'accord"). En outre, les procédures de travail ci-après sont d'application.
- 2) Le Groupe spécial se réserve le droit de modifier les présentes procédures si nécessaire, après avoir consulté les parties.

Caractère confidentiel

2. 1) Les délibérations du Groupe spécial et les documents qui lui auront été soumis resteront confidentiels. Les Membres traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués au Groupe spécial et que le Membre qui les aura communiqués aura désignés comme tels.
- 2) Aucune disposition du Mémorandum d'accord ou des présentes procédures de travail n'empêchera une partie ou une tierce partie de communiquer au public ses propres positions.
- 3) Si une partie présente au Groupe spécial une version confidentielle de ses communications écrites, elle fournira aussi, si un Membre le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses communications qui peuvent être communiqués au public. Les résumés non confidentiels seront communiqués au plus tard 10 jours après que la communication écrite en question aura été présentée au Groupe spécial, à moins qu'un délai différend ne soit établi par le Groupe spécial sur demande écrite d'une partie exposant des raisons valables.
- 4) L'une ou l'autre partie pourra demander au Groupe spécial d'adopter des procédures de travail additionnelles concernant les renseignements commerciaux confidentiels. Si une telle demande est formulée, le Groupe spécial examinera toutes propositions concernant de telles procédures présentées par les parties, que ce soit conjointement ou séparément, et consultera celles-ci avant d'adopter de telles procédures. Si le Groupe spécial adopte de telles procédures, les parties traiteront les renseignements commerciaux confidentiels conformément à ces procédures.

Communications

3. 1) Avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, chaque partie présentera une communication écrite dans laquelle elle exposera les faits de la cause et ses arguments, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 2) Chaque partie présentera également au Groupe spécial, avant sa deuxième réunion de fond, une réfutation écrite, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 3) Chaque tierce partie qui choisira de présenter une communication écrite avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties la présentera conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial.
- 4) Le Groupe spécial pourra inviter les parties ou tierces parties à présenter des communications additionnelles pendant la procédure, y compris en ce qui concerne les demandes de décisions préliminaires conformément au paragraphe 4 ci-après.

Décisions préliminaires

4. 1) Si l'Union européenne considère que le Groupe spécial devrait, avant la remise du rapport, rendre une décision selon laquelle certaines mesures ou allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ou la première communication écrite du plaignant ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial, la procédure suivante s'appliquera. Des exceptions à la présente procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables.
- a. L'Union européenne présentera toute demande de décision préliminaire de ce type le plus tôt possible et en tout état de cause au plus tard dans sa première communication écrite au Groupe spécial. La Fédération de Russie présentera sa réponse à la demande avant la première réunion de fond du Groupe spécial, à un moment qui sera déterminé par le Groupe spécial compte tenu de la demande.
- b. Le Groupe spécial pourra rendre une décision préliminaire sur les questions soulevées dans une telle demande de décision préliminaire avant, pendant ou après la première réunion de fond ou il pourra différer une décision sur les questions soulevées par une demande de décision préliminaire jusqu'à ce qu'il remette son rapport aux parties.
- c. Si le Groupe spécial juge approprié de rendre une décision préliminaire avant de remettre son rapport, il pourra exposer les raisons de cette décision au moment où il la rendra ou ultérieurement dans son rapport.
- d. Toute demande de décision préliminaire présentée par le défendeur avant la première réunion et toutes communications ultérieures y relatives présentées par les parties avant la première réunion seront signifiées à toutes les tierces parties. Le Groupe spécial pourra ménager à toutes les tierces parties la possibilité de présenter des observations sur une telle demande, soit dans leurs communications prévues dans le calendrier, soit séparément. Toute décision préliminaire rendue par le Groupe spécial avant la première réunion de fond sur la question de savoir si certaines mesures ou allégations lui sont soumises à bon droit sera communiquée à toutes les tierces parties.
- 2) La présente procédure est sans préjudice du droit des parties de demander d'autres types de décisions préliminaires ou procédurales pendant la procédure et des procédures que le Groupe spécial pourra suivre en ce qui concerne de telles demandes.

Éléments de preuve

5. 1) Chaque partie présentera tous les éléments de preuve au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf les éléments de preuve nécessaires aux fins de la réfutation ou les éléments de preuve nécessaires pour les réponses aux questions ou les observations concernant les réponses données par l'autre partie. Des exceptions additionnelles pourront être autorisées sur exposé de raisons valables.
- 2) Si de quelconques éléments de preuve nouveaux ont été admis sur exposé de raisons valables, le Groupe spécial accordera à l'autre partie un délai approprié pour formuler des observations sur les éléments de preuve nouveaux présentés.
6. 1) Si la langue originale d'une pièce, ou d'une partie de celle-ci, n'est pas une langue de travail de l'OMC, la partie ou tierce partie qui la présente en produira simultanément une traduction dans la langue de travail de l'OMC dans laquelle elle aura rédigé la communication. Le Groupe spécial pourra accorder des prorogations de délai raisonnables pour la traduction de pièces sur exposé de raisons valables.
- 2) Toute objection concernant l'exactitude d'une traduction devrait être présentée par écrit dans les moindres délais, de préférence au plus tard à la date de la communication ou de la réunion (la première de ces dates étant retenue) suivant la présentation de la communication qui contient la traduction en question. Toute objection sera accompagnée d'une explication détaillée des motifs qui la justifient et d'une autre traduction.

7.
 - 1) Afin de faciliter la tenue du dossier du différend et d'assurer la plus grande clarté possible des communications, chaque partie ou tierce partie numérotera ses pièces par ordre chronologique tout au long du différend, en indiquant sur la page de couverture de chaque pièce le nom du Membre qui la présente et le numéro de la pièce. Les pièces présentées par la Fédération de Russie devraient être numérotées comme suit: RUS-1, RUS-2, etc. Les pièces présentées par l'Union européenne devraient être numérotées comme suit: EU-1, EU-2, etc. Si la dernière pièce se rapportant à la première communication était la pièce RUS-5, la première pièce se rapportant à la communication suivante serait donc la pièce RUS-6.
 - 2) Chaque partie fournira une liste actualisée des pièces (en format Word ou Excel) avec chacune de ses communications, déclarations orales et réponses aux questions.
 - 3) Si une partie présente un document qui a déjà été communiqué en tant que pièce par l'autre partie, elle devrait expliquer pourquoi elle le présente à nouveau.
 - 4) Si une partie inclut un hyperlien vers le contenu d'un site Web dans une communication et souhaite que le contenu cité fasse partie du dossier officiel, le contenu cité du site Web sera fourni sous la forme d'une pièce.

Guide de rédaction

8. Afin de faciliter les travaux du Groupe spécial, chaque partie ou tierce partie est invitée à présenter ses communications conformément à l'Editorial Guide for Panel Submissions de l'OMC (copie électronique fournie).

Questions

9. Le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et aux tierces parties à tout moment, et notamment:
 - a. avant toute réunion, le Groupe spécial pourra adresser des questions écrites ou une liste des sujets qu'il entend aborder dans le cadre des questions orales pendant la réunion. Il pourra poser des questions différentes ou additionnelles à la réunion;
 - b. le Groupe spécial pourra poser des questions aux parties et tierces parties oralement pendant une réunion et par écrit après la réunion, conformément aux paragraphes 15 et 21 plus loin.

Réunions de fond

10. Le Groupe spécial se réunira en séance privée.
11. Les parties n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.
12.
 - 1) Chaque partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.
 - 2) Chaque partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et des communications des parties et tierces parties.
13. Chaque partie fournira au Groupe spécial la liste des membres de sa délégation au plus tard à 17 heures (heure de Genève) deux jours ouvrables avant le premier jour de chaque réunion avec le Groupe spécial.
14. Une partie devrait présenter toute demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lors de la phase d'organisation, afin de lui laisser suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.

15. La première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la manière suivante:

- a. Le Groupe spécial invitera la Fédération de Russie à faire une déclaration liminaire pour présenter son argumentation en premier. Puis il invitera l'Union européenne à présenter son point de vue. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration. Si des services d'interprétation sont nécessaires, chaque partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes.
- b. Chaque partie devrait éviter de répéter longuement les arguments figurant dans ses communications. Chaque partie est invitée à limiter la durée de sa déclaration liminaire à 75 minutes. Si l'une ou l'autre partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et l'autre partie au moins trois jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à l'autre partie.
- c. À l'issue des déclarations liminaires, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire des observations ou de poser des questions à l'autre partie, par son intermédiaire.
- d. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions aux parties.
- e. À l'issue des questions, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité de faire une brève déclaration finale, la Fédération de Russie faisant la sienne en premier. Avant de prendre la parole, chaque partie fournira au Groupe spécial et aux autres participants à la réunion une version écrite provisoire de sa déclaration finale, si elle est disponible.
- f. Après la réunion:
 - i. Chaque partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration liminaire au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion. En même temps, chaque partie devrait aussi communiquer la version écrite finale de toute déclaration finale préparée qu'elle aura faite à la réunion.
 - ii. Chaque partie adressera par écrit à l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iii. Le Groupe spécial adressera par écrit aux parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iv. Chaque partie répondra par écrit aux questions du Groupe spécial, ainsi qu'à toutes questions posées par l'autre partie, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

16. La deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties se déroulera de la même manière que la première réunion de fond, si ce n'est que l'Union européenne se verra ménager la possibilité de présenter sa déclaration orale en premier. Si l'Union européenne choisit de ne pas se prévaloir de ce droit, elle en informera le Groupe spécial et l'autre partie au plus tard à 17 heures (heure de Genève) trois jours ouvrables avant la réunion. Dans ce cas, la Fédération de Russie fera sa déclaration liminaire en premier et l'Union européenne fera la sienne ensuite. La partie qui aura fait sa déclaration liminaire en premier fera sa déclaration finale en premier.

Séance avec les tierces parties

17. Les tierces parties n'assisteront aux réunions que lorsque le Groupe spécial les y invitera.
18. 1) Chaque tierce partie a le droit de déterminer la composition de sa propre délégation pour la réunion avec le Groupe spécial.

- 2) Chaque tierce partie sera responsable de tous les membres de sa délégation et s'assurera que chaque membre de sa délégation agit conformément au Mémorandum d'accord et aux présentes procédures de travail, en particulier en ce qui concerne la confidentialité de la procédure et des communications des parties et tierces parties.
19. Une tierce partie devrait présenter toute demande de services d'interprétation au Groupe spécial le plus tôt possible, de préférence lorsqu'elle recevra les procédures de travail et le calendrier, afin de lui laisser suffisamment de temps pour faire en sorte que des interprètes soient disponibles.
20. 1) Chaque tierce partie pourra présenter ses vues oralement au cours d'une séance de la première réunion de fond avec les parties réservée à cette fin.
- 2) Chaque tierce partie indiquera au Groupe spécial si elle a l'intention de faire une déclaration orale à la séance avec les tierces parties et lui fournira la liste des membres de sa délégation, avant cette séance et au plus tard à 17 heures (heure de Genève) deux jours ouvrables avant la séance avec les tierces parties tenue lors de la réunion avec le Groupe spécial.
21. La séance avec les tierces parties se déroulera de la manière suivante:
- a. Toutes les parties et tierces parties pourront être présentes pendant toute cette séance.
 - b. Le Groupe spécial entendra tout d'abord les déclarations orales des tierces parties, qui prendront la parole par ordre alphabétique. Chaque tierce partie faisant une déclaration orale à la séance avec les tierces parties fournira au Groupe spécial et aux autres participants une version écrite provisoire de sa déclaration avant de prendre la parole. Si l'interprétation de la déclaration orale d'une tierce partie est nécessaire, la tierce partie en fournira des copies additionnelles pour les interprètes.
 - c. Chaque tierce partie devrait limiter la durée de sa déclaration à 15 minutes et éviter de répéter les arguments figurant déjà dans sa communication. Si une tierce partie estime qu'elle a besoin de plus de temps pour faire sa déclaration liminaire, elle devrait en informer le Groupe spécial et les parties au moins trois jours avant la réunion, en donnant une estimation de la durée prévue de sa déclaration. Le Groupe spécial accordera le même laps de temps à toutes les tierces parties pour leur déclaration.
 - d. Après que les tierces parties auront fait leurs déclarations, les parties se verront ménager la possibilité de poser des questions à n'importe quelle tierce partie, par l'intermédiaire du Groupe spécial, afin d'obtenir des précisions sur tout point soulevé dans la communication ou la déclaration de cette tierce partie.
 - e. Le Groupe spécial pourra ensuite poser des questions à n'importe quelle tierce partie.
 - f. Après la séance avec les tierces parties:
 - i. Chaque tierce partie communiquera la version écrite finale de sa déclaration orale au plus tard à 17 heures (heure de Genève) le premier jour ouvrable suivant la réunion.
 - ii. Chaque partie pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles elle souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iii. Le Groupe spécial pourra adresser par écrit à une ou plusieurs tierces parties, dans le délai qu'il aura fixé avant la fin de la réunion, toutes questions auxquelles il souhaite qu'il soit répondu par écrit.
 - iv. Chaque tierce partie qui le décidera répondra par écrit aux questions écrites du Groupe spécial ou d'une partie dans le délai fixé par le Groupe spécial avant la fin de la réunion.

Partie descriptive et résumés analytiques

22. La description des arguments des parties et des tierces parties dans la partie descriptive du rapport du Groupe spécial reprendra les résumés analytiques fournis par les parties et les tierces parties, qui seront annexés en tant qu'addenda au rapport. Ces résumés analytiques ne remplaceront en aucun cas les communications des parties et des tierces parties dans l'examen de l'affaire par le Groupe spécial.

23. Chaque partie présentera deux résumés analytiques intégrés. Le premier résumera les faits et arguments présentés par la partie au Groupe spécial dans sa première communication écrite, sa première déclaration orale et, si possible, ses réponses aux questions posées après la première réunion de fond. Le deuxième résumé analytique intégré résumera sa deuxième communication écrite, sa deuxième déclaration orale et, si possible, ses réponses et ses observations concernant la deuxième série de questions posées après la deuxième réunion de fond. Le délai de présentation de ces deux résumés analytiques intégrés sera indiqué dans le calendrier adopté par le Groupe spécial.

24. Chaque résumé analytique intégré ne comportera pas plus de 15 pages.

25. Le Groupe spécial pourra demander aux parties et tierces parties de fournir des résumés analytiques des faits et arguments présentés dans toute autre communication au Groupe spécial pour laquelle une date limite pourra ne pas être spécifiée dans le calendrier.

26. Chaque tierce partie présentera un résumé analytique intégré des arguments présentés dans sa communication écrite et sa déclaration conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ce résumé analytique intégré pourra aussi inclure un résumé des réponses aux questions, s'il y a lieu. Le résumé analytique qui sera fourni par chaque tierce partie ne dépassera pas six pages. Si la communication et/ou la déclaration orale d'une tierce partie ne dépassent pas six pages au total, elles pourront tenir lieu de résumé analytique des arguments de cette tierce partie.

Réexamen intérimaire

27. Après la remise du rapport intérimaire, chaque partie pourra demander par écrit le réexamen d'aspects précis de ce rapport et demander la tenue d'une nouvelle réunion avec le Groupe spécial, conformément au calendrier que celui-ci aura adopté. Le droit de demander la tenue d'une telle réunion sera exercé au plus tard au moment où la demande écrite de réexamen sera présentée.

28. Si aucune nouvelle réunion avec le Groupe spécial n'est demandée, chaque partie pourra présenter des observations écrites sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie, conformément au calendrier adopté par le Groupe spécial. Ces observations ne porteront que sur la demande écrite de réexamen de l'autre partie.

Rapports intérimaire et final

29. Le rapport intérimaire ainsi que le rapport final avant sa distribution officielle resteront strictement confidentiels et ne seront pas divulgués.

Signification des documents

30. Les procédures suivantes concernant la signification des documents s'appliquent à tous les documents communiqués par les parties et les tierces parties pendant la procédure:

- a. Chaque partie ou tierce partie soumettra tous les documents au Groupe spécial en les communiquant au greffe du règlement des différends (bureau n° 2047).
- b. Chaque partie ou tierce partie soumettra [une] copie papier de ses communications et [une] copie papier de ses pièces au Groupe spécial avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial. Le greffe du règlement des différends tamponnera la date et l'heure de la communication sur les documents. La version papier communiquée au greffe du règlement des différends constituera la version officielle aux fins des délais de communication et du dossier du différend. Si des documents sont conservés sous un format qu'il n'est pas pratique de soumettre sur support papier, la partie pourra soumettre ces documents au greffe du règlement des différends par courriel ou sur un CD-ROM, un DVD ou une clé USB uniquement.

- c. Chaque partie et tierce partie enverra aussi au greffe du règlement des différends, en même temps que les versions papier, un courriel auquel sera jointe une copie électronique de tous les documents qu'elle soumet au Groupe spécial, de préférence à la fois en format Microsoft Word/Excel et en format PDF. Tous les courriels de ce type adressés au Groupe spécial seront envoyés à l'adresse DSRegistry@wto.org, avec copie aux autres fonctionnaires du Secrétariat de l'OMC dont les adresses électroniques auront été fournies aux parties pendant la procédure. S'il n'est pas possible de joindre toutes les pièces à un courriel, la partie ou tierce partie qui les soumet fournira au greffe du règlement des différends quatre copies des pièces sur des clés USB, des CD-ROM ou des DVD.
- d. En outre, chaque partie et tierce partie est invitée à soumettre tous les documents par l'intermédiaire du greffe numérique du règlement des différends (GNRD) dans les 24 heures suivant le délai prévu pour la présentation des versions papier. Les parties ou tierces parties qui auraient des questions ou des problèmes techniques concernant le GNRD sont invitées à consulter le guide de l'utilisateur du GNRD (copie électronique fournie) ou à contacter le greffe du règlement des différends à l'adresse DSRegistry@wto.org.
- e. Chaque partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement à l'autre partie. En outre, chaque partie signifiera toutes communications directement aux tierces parties avant la première réunion de fond avec le Groupe spécial. Chaque tierce partie signifiera tout document soumis au Groupe spécial directement aux parties et à toutes les autres tierces parties. Une partie ou tierce partie pourra signifier ses documents à une autre partie ou tierce partie par courriel ou sur un CD-ROM, un DVD ou une clé USB uniquement, à moins que la partie ou tierce partie destinataire n'ait au préalable demandé une copie papier. Chaque partie ou tierce partie confirmera par écrit que des copies ont été signifiées aux parties et tierces parties, selon qu'il sera approprié, au moment de la présentation de chaque document au Groupe spécial.
- f. Chaque partie ou tierce partie communiquera ses documents au greffe du règlement des différends et en signifiera des copies à l'autre partie (et aux tierces parties selon qu'il sera approprié) avant 17 heures (heure de Genève) aux dates fixées par le Groupe spécial.
- g. En règle générale, toutes les communications adressées par le Groupe spécial aux parties et aux tierces parties le seront par courriel. En plus de les leur transmettre par courriel, le Groupe spécial fournira aux parties une copie papier du rapport intérimaire et du rapport final.

Correction des erreurs d'écriture dans les communications

31. Le Groupe spécial pourra accorder à une partie ou tierce partie l'autorisation de corriger des erreurs d'écriture dans n'importe laquelle de ses communications (y compris la numérotation des paragraphes et des erreurs typographiques). Toute demande à cette fin devrait indiquer la nature des erreurs à corriger et devrait être présentée dans les moindres délais après le dépôt de la communication en question.

ANNEXE A-2

PROCÉDURES DE TRAVAIL ADDITIONNELLES DU GROUPE SPÉCIAL CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS

Adoptées le 22 mars 2019

1. Les présentes procédures s'appliquent à tous les renseignements commerciaux confidentiels (RCC) qu'une partie souhaite présenter au Groupe spécial. Aux fins des présentes procédures, les RCC sont définis comme étant tous renseignements qui ont été désignés comme tels par la partie qui les présente, qui ne sont pas disponibles dans le domaine public et dont la diffusion porterait gravement atteinte à un intérêt essentiel de la personne ou de l'entité qui a fourni les renseignements à la partie. À cet égard, les RCC comprendront tous renseignements traités comme confidentiels au cours des enquêtes antidumping de la Commission européenne (CE) en cause dans la procédure du Groupe spécial, à moins que la personne ayant communiqué les renseignements au cours des enquêtes antidumping de la CE n'en convienne autrement par écrit. Les présentes procédures ne s'appliquent pas aux renseignements qui sont disponibles dans le domaine public.
2. Personne n'aura accès aux RCC, à l'exception d'un membre du Groupe spécial ou du Secrétariat de l'OMC, d'un employé d'une partie ou d'une tierce partie et d'un conseiller extérieur agissant au nom d'une partie ou d'une tierce partie aux fins du présent différend. Toutefois, les conseillers extérieurs n'auront pas accès aux RCC s'ils sont cadres ou employés d'une entreprise s'occupant de la production, de l'exportation ou de l'importation des produits visés par l'enquête en cause dans le présent différend ou cadres ou employés d'une association dont une telle entreprise est membre.
3. Une partie ou tierce partie ayant accès aux RCC les traitera comme confidentiels, c'est-à-dire qu'elle ne les divulguera qu'aux personnes autorisées à y avoir accès, conformément aux présentes procédures. Chaque partie ou tierce partie sera, à cet égard, responsable de ses employés, ainsi que de tous conseillers extérieurs sollicités aux fins du présent différend. Les RCC obtenus conformément aux présentes procédures ne pourront être utilisés que pour fournir des renseignements et des arguments dans le cadre du présent différend et à aucune autre fin.
4. La partie qui communiquera des RCC fera figurer sur la page de couverture et/ou la première page, ainsi que sur chacune des pages du document contenant des RCC, une mention indiquant qu'il contient de tels renseignements. Les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]]. La première page ou la page de couverture du document portera la mention "Contient des renseignements commerciaux confidentiels aux pages xxxxxx" et en haut de chaque page du document figurera l'avertissement "Contient des renseignements commerciaux confidentiels". Dans le cas des pièces, la partie qui communiquera des RCC sous forme de pièce fera figurer la mention (RCC) à côté du numéro de la pièce (par exemple: pièce RUS-1 (RCC)). Si la partie communique des RCC spécifiques à l'intérieur d'un document considéré comme public, les renseignements spécifiques en question figureront entre doubles crochets, de la manière indiquée ci-après: [[xx,xxx.xx]].
5. Pour tous les RCC communiqués sous forme de code binaire, la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur une étiquette apposée sur le support de mise en mémoire et la mention "Renseignements commerciaux confidentiels" apparaîtra clairement sur les fichiers en code binaire.
6. Lorsqu'une déclaration orale contiendra des RCC, la partie ou la tierce partie faisant une telle déclaration informera le Groupe spécial avant de la faire que cette déclaration contiendra des RCC et le Groupe spécial veillera à ce que seules les personnes autorisées à avoir accès aux RCC conformément aux présentes procédures soient présentes dans la salle pour entendre cette déclaration.
7. Si une partie considère que des renseignements communiqués par l'autre partie auraient dû être désignés comme RCC et fait objection à ce qu'ils soient communiqués sans cette désignation, elle portera immédiatement cette objection à l'attention du Groupe spécial, de l'autre partie et, s'il

y a lieu, des tierces parties. Le Groupe spécial donnera suite à l'objection, selon qu'il sera approprié, conformément aux critères énoncés au paragraphe 1. La même procédure sera suivie si une partie considère que des renseignements communiqués par l'autre partie sous couvert de la mention "Contient des renseignements commerciaux confidentiels" ne devraient pas être désignés comme tels.

8. Les parties, les tierces parties, le Groupe spécial, le Secrétariat de l'OMC et toutes les autres personnes ayant accès à des documents contenant des RCC aux termes des présentes procédures de travail additionnelles conserveront tous les documents contenant des RCC de manière à empêcher l'accès non autorisé à ces renseignements.

9. Le Groupe spécial ne divulguera pas les RCC, ni dans son rapport ni d'aucune autre manière, aux personnes non autorisées en vertu des présentes procédures à y avoir accès. Il pourra toutefois faire des déclarations au sujet des conclusions tirées de ces renseignements. Avant de distribuer son rapport final aux Membres, le Groupe spécial ménagera à chaque partie la possibilité d'examiner le rapport pour s'assurer qu'il ne contient aucun renseignement qu'elle a désigné comme RCC.

10. Si a) conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, le rapport du Groupe spécial est adopté par l'ORD, ou l'ORD décide par consensus de ne pas adopter le rapport, b) conformément à l'article 12:12 du Mémoire d'accord, le pouvoir conféré pour l'établissement du Groupe spécial devient caduc ou c) conformément à l'article 3:6 du Mémoire d'accord, une solution mutuellement satisfaisante est notifiée à l'ORD avant que le Groupe spécial n'achève sa tâche, chaque partie et tierce partie restituera, dans un délai fixé par le Groupe spécial, tous les documents (y compris la documentation électronique et les photocopies) contenant des RCC à la partie les ayant communiqués ou déclarera par écrit au Groupe spécial et à l'autre partie (ou aux parties, dans le cas d'une tierce partie qui restitue de tels documents) que tous ces documents (y compris la documentation électronique et les photocopies) ont été détruits, conformément à ses obligations en matière de tenue des dossiers prévues dans sa législation nationale. Cette obligation est sans préjudice des renseignements confidentiels obtenus séparément par la CE et conservés dans son propre dossier des enquêtes antidumping en cause dans la procédure du Groupe spécial. De même, le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC restitueront tous ces documents ou déclareront par écrit aux parties que tous ces documents ont été détruits. Le Secrétariat de l'OMC aura toutefois le droit de conserver un exemplaire de chacun des documents contenant des RCC pour les archives de l'OMC ou pour les transmettre à l'Organe d'appel conformément au paragraphe 11 ci-après.

11. Si une partie notifie formellement à l'ORD sa décision de faire appel conformément à l'article 16:4 du Mémoire d'accord, le Secrétariat de l'OMC informera l'Organe d'appel des présentes procédures et lui transmettra tous les RCC régis par les présentes procédures en tant que partie intégrante du dossier, y compris les communications contenant des renseignements désignés comme RCC conformément aux présentes procédures de travail. Cette transmission se fera séparément de celle du reste du dossier du Groupe spécial, dans toute la mesure possible. Dans l'éventualité où il serait fait appel, le Groupe spécial et le Secrétariat de l'OMC restitueront tous les documents (y compris la documentation électronique et les photocopies) contenant des RCC à la partie les ayant communiqués ou déclarera aux parties que tous ces documents (y compris la documentation électronique et les photocopies) ont été détruits, sauf disposition contraire ci-dessus. Suite à l'achèvement d'une procédure d'appel ou à un désistement d'appel, les parties et les tierces parties restitueront dans les moindres délais tous ces documents ou déclareront aux parties que tous ces documents ont été détruits, compte tenu de toute procédure applicable adoptée par l'Organe d'appel.

12. À la demande d'une partie, le Groupe spécial pourra appliquer les présentes procédures de travail ou une version modifiée de ces procédures pour protéger des renseignements qui ne font pas partie des renseignements visés au premier paragraphe. Le Groupe spécial pourra, avec le consentement des parties, déroger à toute partie des présentes procédures.

ANNEXE A-3

RÉEXAMEN INTÉrimAIRE

1 INTRODUCTION

1.1. Le Groupe spécial a remis son rapport intérimaire aux parties le 17 avril 2020. Les deux parties ont demandé par écrit, le 1^{er} mai 2020, que des aspects précis du rapport intérimaire soient réexaminés et ont chacune présenté par écrit, le 15 mai 2020, des observations sur la demande écrite de l'autre partie. Aucune partie n'a demandé que le Groupe spécial tienne une réunion consacrée au réexamen intérimaire.

1.2. Conformément à l'article 15:3 du Mémoire d'accord, dans la présente annexe il est répondu aux questions soulevées par les parties dans le contexte du réexamen intérimaire. Nous examinons plus loin les demandes de modifications de fond formulées par les parties, en suivant l'ordre des sections et des paragraphes du rapport intérimaire auxquels se rapportent les demandes. Nous avons modifié certains aspects du rapport pour tenir compte des observations des parties lorsque nous l'avons jugé approprié, comme cela est expliqué plus loin. De plus, le Groupe spécial a procédé à un certain nombre de modifications d'ordre rédactionnel afin d'améliorer la clarté et l'exactitude du rapport ou de corriger des erreurs typographiques et d'autres erreurs ne portant pas sur le fond, qui pour certaines ont été suggérées par les parties.

1.3. Dans notre examen des demandes des parties concernant des modifications de fond, nous sommes conscients du champ, de la nature et du but spécifiques du réexamen intérimaire. S'agissant du champ de notre réexamen, nous observons que l'article 15:2 du Mémoire d'accord et le paragraphe 27 des procédures de travail du Groupe spécial ménagent aux parties la possibilité de demander que le Groupe spécial "réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire". Des groupes spéciaux antérieurs se sont abstenus d'élargir le champ du réexamen intérimaire au-delà de ce qui était prévu à l'article 15:2 du Mémoire d'accord et ont, en conséquence, circonscrit leur réexamen de manière à traiter seulement les demandes qui se rapportaient à des "aspects précis" du rapport intérimaire.¹ Pour ce qui est de la nature et du but de notre réexamen, il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties avancent de nouveaux arguments ou produisent de nouveaux éléments de preuve qui n'ont pas été auparavant présentés à un groupe spécial; ce n'est pas non plus une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.²

1.4. Compte tenu des considérations exposées ci-dessus, nous avons réexaminé notre rapport intérimaire eu égard seulement aux demandes des parties qui portaient sur des "aspects précis" de ce rapport. Nous n'avons pas accepté les demandes qui s'apparentaient à une tentative d'une partie de faire valoir à nouveau sa thèse.

1.5. En outre, nous sommes guidés par le principe selon lequel les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité des arguments des parties. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".³ Nous notons en outre que les résumés analytiques intégrés des arguments des parties sont présentés dans les annexes B1 à B4. Ces résumés ont été élaborés par les parties elles-mêmes, qui ont donc eu toute possibilité de présenter leurs arguments comme elles l'entendaient.

¹ Rapports des Groupes spéciaux *Brésil – Taxation*, paragraphes 6.7 et 6.8; *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 5.2; *Australie – Saumons*, paragraphe 7.3; *Japon – Pommes (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 7.21; *Inde – Restrictions quantitatives*, paragraphe 4.2; *Canada – Maintien de la suspension*, paragraphes 6.16 et 6.17; *États-Unis – Maintien de la suspension*, paragraphes 6.17 et 6.18; et *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5.

² Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

³ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; et *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

1.6. En raison des modifications apportées, la numérotation des notes de bas de page dans le rapport final a changé par rapport au rapport intérimaire. Dans l'exposé ci-après, nous employons la numérotation du rapport intérimaire.

1.7. Après ces remarques préliminaires, nous passons à présent au fond des demandes de réexamen des parties.

2 DEMANDES SPÉCIFIQUES DE RÉEXAMEN PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

2.1 Traitement des RCC

2.1. La Russie demande que la septième phrase du paragraphe 7.535 du rapport intérimaire soit mise entre crochets en tant que RCC.⁴ L'Union européenne n'estime pas qu'un traitement RCC aussi étendu soit nécessaire et considère que la demande de la Russie ne correspond pas à la manière dont des renseignements semblables ont été traités au cours de la procédure.⁵

2.2. Nous ne partageons pas l'avis de l'Union européenne selon lequel les renseignements concernant le comportement d'exportateurs individuels en matière de fixation des prix n'ont pas été traités de manière confidentielle au cours de la procédure (voir, par exemple, le paragraphe 7.529 du rapport intérimaire). De plus, nous notons que la phrase dont la Russie demande le traitement RCC est tirée du considérant 159 du Règlement n° 999/2014: toutefois, les noms des exportateurs individuels n'apparaissent pas dans ce document.

2.3. Nous avons donc décidé d'accorder le traitement RCC demandé par la Russie.

2.2 Allégations de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais

2.2.1 Demandes de la Russie concernant les termes "allégué"/"d'après les allégations"

2.4. La Russie demande que le Groupe spécial ajoute/supprime les mots "allégué" et "d'après les allégations" à/de plusieurs paragraphes et notes de bas de page du rapport intérimaire. Spécifiquement, elle demande au Groupe spécial: i) d'ajouter l'expression "d'après les allégations" après le mot "affectant" à la première phrase du paragraphe 7.13⁶, et, après l'expression "ne faisant pas l'objet de distorsions", à la troisième phrase du paragraphe 7.13⁷; ii) d'ajouter le mot "alléguées" après le mot "distorsions" à la deuxième phrase du paragraphe 7.13, aux première et dernière phrases du paragraphe 7.14, à la première phrase du paragraphe 7.17, au paragraphe 7.28 a), à la première phrase du paragraphe 7.30, à la dernière phrase du paragraphe 7.32, à la première phrase du paragraphe 7.34, aux deuxième et troisième phrases du paragraphe 7.68, aux troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.79, à la deuxième phrase du paragraphe 7.166 et à la deuxième phrase du paragraphe 7.234⁸; iii) d'ajouter le mot "alléguées" après l'expression "distorsions significatives" à la première phrase du paragraphe 7.79; iv) d'ajouter l'expression "d'après les allégations" avant l'expression "ne pas être faussé" à la troisième phrase du paragraphe 7.153; et v) d'ajouter l'expression "d'après les allégations" après le mot "faussés" à la deuxième phrase du paragraphe 7.30, à la deuxième phrase de la note de bas de page 137, à la troisième phrase du paragraphe 7.105, et aux deuxième et dernière phrases du paragraphe 7.153.⁹

2.5. En outre, la Russie demande au Groupe spécial de supprimer le mot "alléguée" après l'expression "méthode d'ajustement des frais" à la première phrase du paragraphe 7.13, et aux sixième et septième phrases de la note de bas de page 175.¹⁰

2.6. L'Union européenne s'oppose aux demandes de la Russie, en faisant valoir que l'utilisation des mots "allégué" et "d'après les allégations" est tout à fait appropriée pour exposer les arguments de la Russie. Toutefois, l'utilisation de ces mots n'est pas appropriée pour faire référence aux

⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 437.

⁵ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 72.

⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 12.

⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 13.

⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 23.

⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 24.

¹⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 12 et 27.

constatations formulées dans les déterminations pertinentes, qui sont fondées sur les éléments de preuve présentés dans les enquêtes particulières.¹¹

2.7. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie d'ajouter l'expression "d'après les allégations" après le mot "affectant" à la première phrase du paragraphe 7.13, parce que ce paragraphe décrit les arguments de la Russie concernant le fonctionnement de la méthode d'ajustement des frais. Pour la même raison, nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie d'ajouter l'expression "d'après les allégations" avant l'expression "ne pas être faussé" au paragraphe 7.153 et de supprimer le mot "alléguée" après l'expression "méthode d'ajustement des frais" à la première phrase du paragraphe 7.13. Nous avons également décidé d'accéder à la demande de la Russie de supprimer le mot "alléguée" des sixième et septième phrases de la note de bas de page 175, parce que, au paragraphe 7.64, le Groupe spécial avait déjà conclu que la Russie avait établi l'existence de la méthode d'ajustement des frais.

2.8. Nous avons décidé de rejeter toutes les autres demandes de la Russie parce que les ajouts proposés étaient soit inutiles, soit inappropriés.

2.9. Nous considérons qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter le mot "alléguées" après le mot "distorsions" ou l'expression "d'après les allégations" après le mot "faussés" dans le cas de la deuxième phrase du paragraphe 7.13, de la première phrase du paragraphe 7.14 et du paragraphe 7.28 a). Lorsqu'elles font référence à des "distorsions", ces phrases indiquent déjà que c'est la Commission européenne qui les *considère* comme telles. Le Groupe spécial utilise donc le libellé suivant: "considérées comme des "distorsions"". à la deuxième phrase du paragraphe 7.13 et au paragraphe 7.28 a), et "que [la Commission européenne] juge ... non affectées par des "distorsions"", à la première phrase du paragraphe 7.14. De même, dans le cas de la troisième phrase du paragraphe 7.13, de la dernière phrase du paragraphe 7.14, de la première phrase du paragraphe 7.17, de la première phrase du paragraphe 7.30, de la dernière phrase du paragraphe 7.32, des deuxième et troisième phrases du paragraphe 7.68, de la deuxième phrase du paragraphe 7.166, de la deuxième phrase du paragraphe 7.30 et de la troisième phrase du paragraphe 7.105, il n'est pas nécessaire d'ajouter le mot "alléguées" après le mot "distorsions" ou l'expression "d'après les allégations" après le mot "faussés" parce que ces mots sont déjà mis entre guillemets.

2.10. Pour ce qui est des demandes de la Russie concernant les première, troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.79, il est inapproprié d'ajouter le mot "alléguées" après les mots "distorsions significatives" et "distorsions" parce que, dans ce paragraphe, le Groupe spécial cite le Règlement n° 2017/2321, qui régit la question des "distorsions significatives". Toutefois, pour plus de précision, nous avons décidé d'ajouter le mot "significatives" après le mot "distorsions" aux troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.79. S'agissant de la demande de la Russie concernant la deuxième phrase de la note de bas de page 137, il est inapproprié d'ajouter l'expression "d'après les allégations" après le mot "faussés" parce que cette note de bas de page cite le considérant 36 du Règlement n° 2019/1688. Pour ce qui est de la demande de la Russie concernant les deuxième et dernière phrases du paragraphe 7.153, il est également inapproprié d'ajouter le mot "alléguée" après le mot "distorsion" parce que ces phrases, respectivement, citent une déclaration faite par la Commission européenne au Conseil de l'Union européenne en 2002, et y font référence. Enfin, pour ce qui est de la demande de la Russie concernant la deuxième phrase du paragraphe 7.234, nous jugeons également inapproprié d'ajouter le mot "alléguées" après le mot "distorsions" parce que cette phrase représente un argument de l'Union européenne.

2.2.2 Demandes de la Russie concernant les termes "de substitution"

2.11. La Russie demande que le Groupe spécial modifie le "texte [de son] rapport, y compris les sous-titres" en utilisant des formulations telles que "données d'intrants de substitution"¹² ou "prix d'intrants de substitution"¹³ lorsqu'il fait référence aux données sur les prix d'intrants utilisées par la Commission européenne pour calculer les coûts de production des producteurs visés par l'enquête conformément à la méthode d'ajustement des frais. Spécifiquement, elle demande au Groupe spécial: i) de supprimer les termes "informations relatives aux" avant l'expression "prix d'intrants à

¹¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphes 5 et 8.

¹² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 21.

¹³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 16.

l'extérieur du pays" à la première phrase du paragraphe 7.14¹⁴; ii) d'utiliser l'expression "prix d'intrants de substitution" au lieu de l'expression "données sur les frais d'intrants à l'extérieur du pays" au paragraphe 7.28 b)¹⁵; iii) d'utiliser l'expression "prix de substitution" au lieu de l'expression "données sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays" à la première phrase du paragraphe 7.34¹⁶; iv) d'utiliser l'expression "prix de substitution" au lieu de l'expression "informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays" à la dernière phrase du paragraphe 7.34¹⁷; v) de supprimer l'expression "à l'extérieur du pays" après l'expression "prix d'intrants de substitution" au paragraphe 7.115¹⁸; et vi) de supprimer les termes "informations sur" avant l'expression "prix d'intrants de substitution" à la première phrase du paragraphe 7.116.

2.12. La Russie fait valoir que l'Union européenne remplace les frais réels par ceux d'un autre marché que la Commission européenne considère comme plus "représentatifs" afin de supprimer les distorsions alléguées.

2.13. La Russie fait également valoir que, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a utilisé l'expression "le prix de substitution pour les fèves de soja" pour désigner le remplacement des coûts réels du soja consignés par les producteurs argentins visés par l'enquête qui a été utilisé par la Commission européenne. Par conséquent, selon elle, "il est acceptable et approprié" de qualifier des remplacements semblables effectués par la Commission européenne conformément à la méthode d'ajustement des frais de "prix d'intrants de substitution".¹⁹ La Russie estime que des formulations telles que "données sur les frais d'intrants à l'extérieur du pays" ne représentent pas "toute la gravité de la mesure contestée et des pertes commerciales des producteurs et des exportateurs".²⁰

2.14. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rejeter les demandes de la Russie, en faisant valoir qu'elle ne comprend pas pourquoi les expressions "prix d'intrants de substitution" ou "données sur les frais d'intrants à l'extérieur du pays" devraient ou pourraient refléter "la gravité de la mesure contestée et des pertes commerciales des producteurs et des exportateurs". Selon elle, les propositions faites par la Russie sont sans fondement et les mots que celle-ci utilise n'ont pas la connotation qu'elle suggère qu'ils ont; la Russie ne le prouve pas non plus.²¹ Enfin, l'Union européenne fait valoir que l'utilisation de "prix de substitution" était spécifique au différend *UE – Biodiesel (Argentine)* et que cela n'est pas applicable au présent différend.²²

2.15. Nous notons que les demandes de la Russie visent effectivement i) à supprimer les références aux termes "données" ou "informations" en relation avec ce que la Commission européenne utilise pour calculer les coûts de production des producteurs visés par l'enquête conformément à la méthode d'ajustement des frais, en demandant au Groupe spécial de les appeler "prix d'intrants" ou "prix"; ii) à supprimer la référence à l'origine des informations ou des données utilisées par la Commission européenne à ces fins; et iii) à ajouter à la place l'expression adjectivale "de substitution" pour décrire ces informations ou ces données.

2.16. Nous avons décidé de rejeter toutes les demandes de la Russie. Pour ce qui est de la demande de supprimer la référence aux "données" ou aux "informations", nous prenons note de l'argument de la Russie selon lequel cela représenterait le fait que l'Union européenne utilise en fait les prix d'intrants émanant d'autres pays ou marchés au lieu des prix intérieurs d'intrants.²³ Nous prenons également note de l'argument de l'Union européenne selon lequel le mot "information" représente correctement la position de la Russie.²⁴ À notre avis, la demande de la Russie est en contradiction avec sa propre description de la méthode d'ajustement des frais. Ainsi qu'il est indiqué au

¹⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 14.

¹⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 16.

¹⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 33 et 34.

¹⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 33 et 34.

¹⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 44.

¹⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 20.

²⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 16.

²¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 6.

²² Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 7.

²³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 14.

²⁴ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 13.

paragraphe 7.7 b), la Russie conteste le remplacement ou l'ajustement des frais consignés dans les registres du producteur visé par l'enquête "en utilisant les *données* sur les frais obtenues d'autres sources".²⁵ En outre, nous notons que la demande de réexamen de la Russie considère acceptable d'utiliser des formulations telles que "*données* d'intrants de substitution".²⁶ Compte tenu de cela, pour plus de cohérence, nous avons décidé d'ajouter les termes "renseignements sur les" avant l'expression "prix d'intrants à l'extérieur du pays" à la deuxième phrase du paragraphe 7.14.

2.17. Pour ce qui est des demandes de la Russie de supprimer les références à l'origine des informations ou des données utilisées par la Commission européenne conformément à la méthode d'ajustement des frais, nous ne voyons pas en quoi le maintien de ces références ne représenterait pas "toute la gravité de la mesure contestée et des pertes commerciales des producteurs et des exportateurs". Le fait que, conformément à cette méthode, la Commission européenne calcule les coûts de production des producteurs visés par l'enquête sur la base de données ou d'informations extérieures au pays constitue une caractéristique essentielle de la mesure contestée, comme la Russie l'a allégué au cours de la procédure du Groupe spécial.²⁷ L'expression adjectivale "de substitution" proposée par la Russie, qui est axée sur le remplacement allégué des prix d'intrants consignés dans les registres des producteurs visés par l'enquête par des prix d'intrants à l'extérieur du pays, ne décrit pas l'origine des informations ou des données utilisées par la Commission européenne.

2.18. Pour ce qui est de la demande de la Russie d'ajouter les termes "de substitution" aux paragraphes 7.28 b) et 7.34, nous ne pensons pas qu'il soit nécessaire d'ajouter cette expression adjectivale à la description des données sur les prix d'intrants utilisées par la Commission européenne pour calculer les coûts de production conformément à la méthode d'ajustement des frais. La qualification par la Russie des informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays d'informations "de substitution" est déjà mentionnée au paragraphe 7.14. En outre, nous notons que, dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel, dans son rapport, a décidé de désigner le remplacement des coûts réels par la moyenne des prix de référence des fèves de soja utilisée par la Commission européenne dans le règlement pertinent par l'expression "prix de substitution pour les fèves de soja".²⁸ Toutefois, nous convenons avec l'Union européenne que cette terminologie représente les faits spécifiques sous-tendant l'enquête sur le biodiesel menée par la Commission européenne. Pour ce qui est de la méthode d'ajustement des frais, comme cela a été conclu au paragraphe 7.41, la Commission européenne, conformément à cette méthode, a "ajusté" les frais du producteur/de l'exportateur faisant l'objet de l'enquête sur la base d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays, en application du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base.

2.2.3 Paragraphes 7.7 et 7.8 a) du rapport intérimaire

2.19. Les paragraphes 7.7 et 7.8 a) du rapport intérimaire reproduisent, respectivement, la description faite par la Russie de la méthode d'ajustement des frais et sa demande que nous constatons que cette mesure est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. La Russie indique que ces paragraphes ne reflètent pas sa position selon laquelle, conformément à la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne rejette une partie des frais consignés dans les registres, même si ces derniers remplissent les deux conditions énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping (c'est-à-dire que les registres sont "conformes aux principes GAAP du pays concerné" et "tiennent compte raisonnablement des frais liés à la production et à la vente du produit considéré"). Affirmant que le respect des deux conditions susmentionnées constitue une "partie importante de la description de la mesure", la Russie demande au Groupe spécial de i) réviser les paragraphes 7.7 et 7.8 a); et ii) "tenir compte de cette observation dans ses considérations et constatations".²⁹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.20. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie de modifier les paragraphes 7.7 et 7.8 a) afin de rendre compte correctement de la description que fait celle-ci de la méthode d'ajustement des frais et de sa demande de constatations au titre de la première phrase de

²⁵ Russie, première communication écrite, paragraphe 299. (pas d'italique dans l'original)

²⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 21. (pas d'italique dans l'original)

²⁷ Voir, par exemple, le rapport du Groupe spécial, paragraphes 7.41 et 7.124.

²⁸ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 5.7.

²⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 5.

l'article 2.2.1.1. Par conséquent, aux paragraphes 7.7 et 7.8 a), nous avons ajouté l'allégation de la Russie selon laquelle les registres des producteurs visés par l'enquête examinés par la Commission européenne conformément à la méthode d'ajustement des frais sont "tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur" et "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". En ce qui concerne la deuxième demande de la Russie, le rapport intérimaire tient déjà compte de l'allégation susmentionnée de la Russie dans les considérations et constatations du Groupe spécial sur la méthode d'ajustement des frais: le paragraphe 7.32 expose notre interprétation selon laquelle, en alléguant que les registres des producteurs visés par l'enquête sont rejetés nonobstant le fait qu'ils respectent les deux conditions énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, la Russie conteste en fait le rejet des registres des producteurs visés par l'enquête pour des motifs qui sont sans rapport avec le respect de ces deux conditions. Le paragraphe 7.32 identifie ces motifs comme suit: le fait que les prix d'intrants consignés sont notablement bas ou affectés par une réglementation des pouvoirs publics, ou d'autres situations considérées comme des "distorsions" dans le pays d'origine.

2.2.4 Paragraphes 7.12, 7.13 et 7.113 du rapport intérimaire

2.21. Faisant référence aux paragraphes 304 et 427 de sa première communication écrite, la Russie demande au Groupe spécial: i) d'ajouter l'expression "du produit considéré" après l'expression "coûts de production" au paragraphe 7.12 et à la quatrième phrase du paragraphe 7.13³⁰; et ii) d'inclure le membre de phrase "le produit considéré dans le pays d'origine" au lieu de l'expression "un produit" dans la troisième phrase du paragraphe 7.113.³¹ L'Union européenne ne s'oppose pas aux demandes de la Russie.³² Pour mieux rendre compte de ses arguments, nous avons décidé d'accéder aux demandes de la Russie.

2.2.5 Paragraphe 7.13 du rapport intérimaire

2.22. La Russie demande au Groupe spécial d'ajouter le membre de phrase "et à ce qu'elle appelle des "marchés représentatifs"" après l'expression "dans d'autres pays" à la deuxième phrase du paragraphe 7.13. À la quatrième phrase du paragraphe 7.13, elle demande au Groupe spécial d'ajouter l'expression "ou marchés" après l'expression "dans d'autres pays".³³

2.23. Nous avons décidé d'accéder partiellement à la demande de la Russie. Ainsi, nous avons ajouté une référence aux "marchés" aux deuxième et quatrième phrases du paragraphe 7.13 pour rendre compte de l'argument de la Russie selon lequel, conformément à la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne comparait les prix intérieurs d'intrants avec ceux d'autres pays ou "marchés". Toutefois, nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie de qualifier de "représentatifs" les autres pays ou marchés utilisés comme points de repère. Pour nous, cette demande est en contradiction avec la description que fait la Russie de la mesure contestée, dans laquelle celle-ci utilise les termes "marchés représentatifs" pour décrire la source dont la Commission européenne obtient les données sur les frais utilisées pour procéder à l'ajustement³⁴; la Russie ne qualifie pas systématiquement les pays ou marchés utilisés comme points de repère de "représentatifs". En outre, les déterminations antidumping que la Russie présente à l'appui de l'existence de la méthode d'ajustement des frais ne qualifient pas de "représentatifs" les pays ou marchés utilisés comme points de repère.

2.2.6 Paragraphe 7.34 du rapport intérimaire

2.24. La Russie demande au Groupe spécial de modifier le libellé du point ii) de la dernière phrase du paragraphe 7.34. Au point ii), le Groupe spécial expose son interprétation selon laquelle le deuxième élément de la méthode d'ajustement des frais consiste à "ne pas adapter ces informations sur les prix d'intrants utilisées dans les calculs afin de refléter le coût de production du produit considéré "dans le pays d'origine"". La Russie demande au Groupe spécial d'indiquer plutôt que le deuxième élément de la méthode d'ajustement des frais consiste à "ne pas prescrire l'utilisation du

³⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 8.

³¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 11.

³² Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 4.

³³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 13.

³⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 299.

coût de production dans le pays d'origine lors du calcul et de la construction de la valeur normale".³⁵ Selon elle, cela correspond à "une interprétation et une description plus correctes de la contestation de la Russie".³⁶

2.25. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Comme cela a été noté au paragraphe 7.34, notre interprétation de la méthode d'ajustement des frais et du fonctionnement de ses deux éléments est fondée sur la description et les explications données par la Russie au cours de la procédure du Groupe spécial. Bien que la Russie affirme que le libellé proposé rendrait mieux compte de sa plainte concernant la méthode d'ajustement des frais, elle n'identifie aucune référence à l'appui de cette allégation dans ses communications. Par conséquent, nous ne souscrivons pas à la demande de la Russie de modifier notre interprétation de cet aspect de la mesure contestée et considérons que cette demande va au-delà du champ du présent réexamen intérimaire.

2.2.7 Paragraphe 7.38 du rapport intérimaire

2.26. Faisant référence à sa réponse à la question n° 70 du Groupe spécial, l'Union européenne nous demande d'insérer une phrase, avant la dernière phrase du paragraphe 7.38, qui rend compte des arguments ci-après au sujet des déterminations antidumping que la Russie présente pour démontrer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais:

L'Union européenne a fait valoir que ces déterminations concernaient différents pays (Russie, Ukraine, Algérie, Libye, Croatie, Argentine, Indonésie ...), différents produits (tubes, tuyaux, urée, nitrate d'ammonium, chlorure de potassium, ferrosilicium, biodiesel ...) et différents motifs de rejet (prix réglementés, prix anormalement bas, taxes à l'exportation ...), et que rien n'indiquait que les autorités compétentes ne pourraient pas arriver à une conclusion différente à l'avenir en fonction des faits de la cause portés à leur connaissance.

2.27. Selon l'Union européenne, l'ajout de la phrase proposée "rendrait pleinement et correctement compte [de ses] arguments". L'Union européenne demande également au Groupe spécial d'ajouter le mot "autre" entre les expressions "avancé aucun" et "élément de preuve" à la dernière phrase du paragraphe 7.38.

2.28. La Russie s'oppose aux demandes de l'Union européenne. Pour ce qui est de la première demande de l'Union européenne, elle estime que la phrase proposée concerne un *argument* de l'Union européenne, alors qu'au paragraphe 7.38 le Groupe spécial décrit les *éléments de preuve* avancés par la Russie pour démontrer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais (c'est-à-dire un ensemble de 17 déterminations antidumping de la Commission européenne), et le fait que l'Union européenne n'a avancé aucun élément de preuve pour répondre aux constatations spécifiques figurant dans ces déterminations antidumping. En outre, elle fait valoir que le paragraphe 7.44 du rapport intérimaire prend déjà note des arguments de l'Union européenne. Pour ce qui est de la deuxième demande de l'Union européenne, elle considère que l'ajout demandé donnerait à penser que l'Union européenne a fourni des éléments de preuve pour réfuter les déterminations antidumping présentées par la Russie, ce qui n'est pas le cas.

2.29. Nous avons décidé d'accéder à la première demande de l'Union européenne. Le paragraphe 7.44 du rapport intérimaire ne prend pas note des arguments de l'Union européenne figurant dans la phrase proposée. Par conséquent, pour mieux rendre compte des arguments de l'Union européenne en relation avec les déterminations antidumping qui étayaient les assertions factuelles de la Russie concernant la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais, nous avons ajouté la phrase proposée par l'Union européenne au paragraphe 7.38. Toutefois, pour éviter de répéter le libellé utilisé au paragraphe 7.38, nous avons légèrement modifié les termes de la phrase proposée par l'Union européenne. Une note de bas de page faisant référence à la communication pertinente de l'Union européenne a également été ajoutée.

2.30. Par ailleurs, nous avons décidé de ne pas accéder à la deuxième demande de l'Union européenne. Indiquer que l'Union européenne n'a fourni aucun "autre" élément de preuve donnerait à penser que celle-ci a fourni *certain*s éléments de preuve pour répondre aux constatations spécifiques figurant dans les déterminations antidumping de la Commission européenne sur

³⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 34.

³⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 35.

lesquelles la Russie s'est appuyée pour étayer la teneur précise de la méthode d'ajustement des frais. Toutefois, comme cela a été noté dans la dernière phrase du paragraphe 7.38, l'Union européenne n'a avancé aucun élément de preuve à cet égard au cours de la procédure du Groupe spécial.

2.2.8 Section 7.2.2.3 du rapport intérimaire

2.31. La Russie demande au Groupe spécial de modifier la section 7.2.2.3 ("Évaluation par le Groupe spécial") du rapport intérimaire, qui contient l'évaluation et les conclusions du Groupe spécial sur la question de savoir si elle a démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais, afin d'inclure des "constatations additionnelles" en ce qui concerne l'effet allégué de la mesure contestée dans le calcul de la marge de dumping. Spécifiquement, elle fait observer qu'aux paragraphes 379 à 398 de sa première communication écrite, elle a "démontré qu'en utilisant la méthode d'ajustement des frais dans les procédures antidumping, l'Union européenne augmentait nettement le coût de production dans ses calculs et les marges de dumping et droits antidumping correspondants".³⁷ En outre, dans ses observations sur le paragraphe 7.34, la Russie demande au Groupe spécial d'"examiner les éléments de preuve" fournis aux paragraphes 379 à 386 de sa première communication écrite et de "formuler des constatations selon lesquelles le rejet des frais d'intrants effectivement assumés et [leur] remplacement ... par ... [des] prix de substitution est une politique délibérée de l'Union européenne" pour supprimer les distorsions alléguées.³⁸

2.32. L'Union européenne répond que la Russie n'a pas expliqué pourquoi le Groupe spécial devrait formuler de quelconques constatations additionnelles ou quelles constatations celui-ci a omises, ni pourquoi il y aurait des "augmentations" dans les cas concernés.³⁹ En outre, elle fait valoir qu'aucun élément de preuve n'indique une quelconque intention "délibérée". Les déterminations sont fondées sur les faits d'une enquête et n'impliquent pas de choix de "politique générale" "délibérés".⁴⁰

2.33. Nous avons décidé d'accéder aux demandes de la Russie et d'inclure dans la section 7.2.2.3 les allégations susmentionnées de la Russie, ainsi que notre conclusion sur ces allégations. Par conséquent, aux paragraphes 7.16 et 7.17 nous avons ajouté les arguments de la Russie voulant que l'application de la méthode d'ajustement des frais augmentait nettement le coût de production pour établir la valeur normale et la marge de dumping correspondante, et que cette mesure reflétait une "politique délibérée" de l'Union européenne visant à supprimer les distorsions alléguées. Nous avons ajouté trois phrases à la fin du paragraphe 7.61, ainsi que notre conclusion sur ces arguments.

2.2.9 Section 7.2.4.1.1 du rapport intérimaire

2.34. La Russie note que la section 7.2.4.1.2, qui décrit les principaux arguments de l'Union européenne en réponse à ses allégations au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, inclut les arguments de l'Union européenne concernant le terme "normalement" qui figure à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et le sens de l'expression "valeur normale" qui figure à l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Elle note également que la section 7.2.4.1.1, qui décrit ses principaux arguments, n'inclut pas sa réponse à ces arguments de l'Union européenne. Proposant un paragraphe de cinq phrases, la Russie demande donc au Groupe spécial de modifier la section 7.2.4.1.1 afin d'y intégrer ses arguments.⁴¹

2.35. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Le paragraphe 7.104, qui est inclus dans la section 7.2.4.1.3 ("Évaluation par le Groupe spécial"), comprend déjà les principaux arguments de la Russie en réponse aux arguments de l'Union européenne concernant le terme "normalement" qui figure à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. En outre, nous notons que le paragraphe proposé par la Russie porte sur ses arguments concernant le sens de l'expression "valeur normale" qui, comme la section 7.2.4.3 le montre, est une question que le Groupe spécial n'examine pas pour régler la contestation de la Russie au titre de la deuxième phrase de l'article 2.2.1.1. Nous rappelons que la description des arguments des parties figurant

³⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 30.

³⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 37.

³⁹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 9.

⁴⁰ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 11.

⁴¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 31.

dans notre rapport intérimaire n'est pas censée refléter l'intégralité des arguments des parties; cette description vise plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend.

2.2.10 Section 7.2.4.2 du rapport intérimaire

2.36. La Russie présente trois séries de demandes distinctes concernant la section 7.2.4.2 du rapport intérimaire, qui définit le critère juridique applicable à la deuxième condition figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

2.2.10.1 Demande de la Russie concernant un paragraphe introductif additionnel

2.37. La Russie demande que le Groupe spécial ajoute un paragraphe introductif additionnel à la section 7.2.4.2, dans lequel sont citées certaines déclarations de l'Organe d'appel dans les affaires *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)* et *UE – Biodiesel (Argentine)*, ainsi que du Groupe spécial *États-Unis – Bois d'œuvre résineux V*, en ce qui concerne le fonctionnement de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.⁴² Elle demande spécifiquement au Groupe spécial d'ajouter ce paragraphe introductif proposé avant le paragraphe 7.92.

2.38. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Comme il a déjà été indiqué, la section 7.2.4.2 définit le critère juridique applicable à l'examen de l'allégation de la Russie au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. La Russie n'explique pas pourquoi le paragraphe introductif proposé est nécessaire ou pertinent pour l'analyse de son allégation par le Groupe spécial qui est présentée dans la section 7.2.4.3 qui suit, mais mentionne simplement la section 6.4.3.1 de sa première communication, dans laquelle elle expose sa propre interprétation du critère juridique au titre de l'article 2.2.1.1. En fait, nous notons que le paragraphe introductif proposé par la Russie reprend le paragraphe 231 de sa première communication écrite. À notre avis, la demande de la Russie ne relève pas de la fonction limitée de la phase de réexamen intérimaire, car elle ne vise pas à ce que le Groupe spécial examine des "aspects précis" du rapport intérimaire, mais à ce que nous modifiions la manière dont nous présentons le critère juridique applicable à notre analyse des allégations de la Russie.

2.2.10.2 Paragraphe 7.93 du rapport intérimaire

2.39. La Russie demande au Groupe spécial d'utiliser les "termes précis" de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Comme cet article est déjà reproduit au paragraphe 7.91, nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie d'utiliser à nouveau le libellé "les frais seront normalement calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête" au paragraphe 7.93. Toutefois, pour plus de précision, nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie de remplacer le membre de phrase "ils sont *compatibles* avec les principes GAAP du pays exportateur", qui figure au point i) du paragraphe 7.93, par le libellé utilisé à l'article 2.2.1.1 (c'est-à-dire "ils sont *conformes aux principes GAAP* du pays exportateur").

2.40. La Russie demande également au Groupe spécial d'ajouter deux phrases additionnelles au paragraphe 7.93, afin d'inclure certaines déclarations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium* en ce qui concerne le terme "normalement" qui figure dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, et le fait que les registres des producteurs visés par l'enquête sont l'objet des conditions énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Comme cela est indiqué au paragraphe 7.105, aucun élément de preuve ne semble indiquer que la méthode d'ajustement des frais est ou a été appliquée par l'Union européenne afin de donner effet à son interprétation du terme "normalement" qui figure dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Par conséquent, les déclarations de l'Organe d'appel proposées ne sont pas pertinentes pour le règlement par le Groupe spécial de l'allégation de la Russie au titre de la première phrase de l'article 2.2.1.1. Nous rappelons à nouveau que la description des arguments des parties qui figure dans notre rapport intérimaire n'est pas censée refléter l'intégralité des arguments des parties; cette description vise plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. En outre, il est déjà indiqué au paragraphe 7.95 que les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête sont l'objet de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1.

⁴² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 38.

2.2.10.3 Paragraphes 7.92 et 7.95 du rapport intérimaire

2.41. La Russie demande au Groupe spécial d'ajouter à la note de bas de page 213 relative au paragraphe 7.92 une référence au paragraphe 6.86 et à la note de bas de page 303 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Ukraine - Nitrate d'ammonium*. Elle fait valoir que ces références contiennent "des points importants sur l'interprétation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping".⁴³ Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie d'ajouter, à la note de bas de page 213, une référence au paragraphe 6.86 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Ukraine - Nitrate d'ammonium*, car cela vient étayer la description que nous faisons au paragraphe 7.92 des obligations énoncées dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Toutefois, nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie d'ajouter une référence à la note de bas de page 303 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *Ukraine - Nitrate d'ammonium*, car celle-ci concerne des questions qui ne sont pas abordées au paragraphe 7.92 du rapport intérimaire.

2.42. La Russie demande également au Groupe spécial d'ajouter, à la troisième phrase du paragraphe 7.95, une référence au paragraphe 6.56 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*.⁴⁴ Nous avons décidé de ne pas accéder à cette demande.

2.2.11 Paragraphe 7.115 du rapport intérimaire

2.43. La Russie demande au Groupe spécial de supprimer le mot "indûment" au paragraphe 7.115. En faisant référence au paragraphe 283 de la première communication écrite de la Russie, le paragraphe 7.115 décrit l'argument de la Russie selon lequel la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'elle remplace les prix d'intrants effectivement payés par les sociétés visées par l'enquête, qui sont consignés dans leurs registres, par des prix d'intrants "de substitution" à l'extérieur du pays. En plus d'indiquer qu'elle n'utilise pas le mot "indûment", la Russie affirme qu'il n'est pas possible de remplacer "dûment" des frais d'intrants effectivement assumés dans le pays d'origine par des prix de "substitution".⁴⁵

2.44. L'Union européenne ne souscrit pas aux affirmations de la Russie concernant le mot "dûment" ni avec sa demande de supprimer le mot "indûment". Selon elle, il peut y avoir des circonstances où les frais d'intrants assumés, qui sont consignés dans les registres, doivent être rejetés et où il est donc nécessaire de remplacer dûment ces frais.⁴⁶

2.45. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie, afin de mieux rendre compte de ses arguments. Par conséquent, nous avons supprimé le mot "indûment" au paragraphe 7.115.

2.2.12 Paragraphe 7.116 du rapport intérimaire

2.46. La Russie demande au Groupe spécial de transformer la première phrase du paragraphe 7.116 en deux phrases et de supprimer les termes "même si".⁴⁷ Elle n'explique pas en quoi les modifications proposées sont nécessaires pour accroître la clarté ou l'exactitude du rapport intérimaire. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie parce que nous les jugeons inutiles pour rendre compte de ses arguments. Toutefois, nous avons modifié une autre partie de la première phrase du paragraphe 7.116 pour mieux rendre compte des arguments de la Russie

2.2.13 Section 7.2.6.1.1 du rapport intérimaire

2.47. La Russie note que la section 7.2.6.1.2, qui décrit les principaux arguments de l'Union européenne en réponse à son allégation au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, inclut les arguments de l'Union européenne concernant des questions telles que le sens de l'expression "valeur normale" qui figure à l'article 2.1 de l'Accord antidumping, et des expressions "comparaison valable" et "comparaison équitable" qui figurent, respectivement, à l'article 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping. Elle note également que la section 7.2.6.1.1 ne comprend pas sa réponse à ces arguments de l'Union européenne. Proposant un paragraphe de six phrases, la Russie demande donc au Groupe spécial de modifier la section 7.2.6.1.1 afin d'y intégrer ses arguments.⁴⁸

⁴³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 39.

⁴⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 42.

⁴⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 44.

⁴⁶ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 12.

⁴⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 45.

⁴⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 31.

2.48. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Comme cela est indiqué au paragraphe 7.130, le Groupe spécial ne juge pas que les arguments de l'Union européenne identifiés par la Russie sont pertinents pour régler l'allégation de la Russie au titre de l'article 2.2. Le Groupe spécial donne une explication de cette conclusion aux quatrième et cinquième phrases du paragraphe 7.130. Nous rappelons à nouveau que la description des arguments des parties figurant dans notre rapport n'est pas censée refléter l'intégralité des arguments des parties; cette description vise plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend.

2.2.14 Section 7.2.6.2 du rapport intérimaire

2.49. La Russie présente trois séries de demandes distinctes en ce qui concerne la section 7.2.6.2, qui définit le critère juridique applicable à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

2.2.14.1 Demande de la Russie concernant un paragraphe introductif additionnel

2.50. La Russie demande au Groupe spécial d'ajouter, avant le paragraphe 7.121, un paragraphe introductif additionnel concernant le fonctionnement de l'article 2.2, 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping.⁴⁹ Elle n'explique pas pourquoi le paragraphe introductif proposé est nécessaire ou pertinent pour l'analyse de son allégation par le Groupe spécial qui est présentée dans la section 7.2.6.3 qui suit, mais fait référence à certains paragraphes de sa première communication écrite et du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*.

2.51. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Faisant référence au rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*, le paragraphe introductif proposé décrit i) les circonstances dans lesquelles il n'est pas nécessaire de déterminer la valeur normale sur la base des ventes intérieures conformément à l'article 2.2; ii) les autres méthodes de calcul de la valeur normale au titre de l'article 2.2; et iii) le fait que l'article 2.2.1, 2.2.1.1 et 2.2.2 de l'Accord antidumping développe davantage divers aspects de l'article 2.2. Nous jugeons qu'il n'est pas nécessaire d'ajouter le paragraphe proposé à la section 7.2.6.2, car les questions qui y sont décrites ne sont pas pertinentes pour le règlement de l'allégation de la Russie au titre de l'article 2.2 par le Groupe spécial.

2.2.14.2 Paragraphe 7.121 du rapport intérimaire

2.52. En exposant le critère juridique applicable, le paragraphe 7.121 fait référence au paragraphe 6.69 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*. La Russie demande au Groupe spécial d'ajouter, au paragraphe 7.121, une référence explicite à l'article 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994, afin de "reprenre le libellé" du paragraphe 6.69 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)*.⁵⁰

2.53. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie d'ajouter, au paragraphe 7.121, une référence explicite à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Toutefois, comme la Russie ne formule pas d'allégation au titre de l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994, nous avons décidé de ne pas accéder à sa demande d'ajouter une référence à cette disposition du GATT de 1994.

2.2.14.3 Paragraphes 7.122 et 7.123 du rapport intérimaire

2.54. La Russie demande au Groupe spécial de réviser les paragraphes 7.122 et 7.123, afin d'inclure une formulation "plus proche" du "texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping" et des "interprétations de l'Organe d'appel" dans les affaires *UE - Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine - Nitrate d'ammonium*.⁵¹ Elle ne propose pas de modifications spécifiques des paragraphes 7.122 et 7.123, mais demande au Groupe spécial de "rendre compte" dans ces paragraphes d'un certain nombre d'"interprétations" qu'elle fait en ce qui concerne l'article 2.2 sur la base, entre autres, de certaines déclarations de l'Organe d'appel dans les différends susmentionnés.⁵² Elle demande en outre au Groupe spécial de revoir ses "considérations à la lumière de ces interprétations de l'Organe d'appel et d'apporter les modifications appropriées, si nécessaire".⁵³

⁴⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 49.

⁵⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 50.

⁵¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 51.

⁵² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 55.

⁵³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 56.

2.55. Nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie. Cette demande ne relève pas de la fonction limitée de la phase de réexamen intérimaire, car elle ne vise pas à ce que le Groupe spécial réexamine des "aspects précis" du rapport intérimaire.

2.2.15 Section 7.2.6.3 du rapport intérimaire

2.56. La Russie demande plusieurs modifications de la section 7.2.6.3 ("Évaluation par le Groupe spécial").

2.2.15.1 Paragraphe 7.124 du rapport intérimaire

2.57. La Russie demande au Groupe spécial de modifier la dernière phrase du paragraphe 7.124 du rapport intérimaire, qui se lit comme suit:

La Russie a démontré en outre qu'en appliquant la méthode d'ajustement des frais, la Commission européenne n'expliquait pas si ou comment ces informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays adaptés étaient capables de représenter les coûts de production dans le pays d'origine.

2.58. Spécifiquement, la Russie demande que le Groupe spécial remplace: i) le terme "ou" par le terme "et"; et ii) le membre de phrase "étaient capables de représenter les coûts" par l'expression "représentaient le coût". S'agissant de cette dernière demande, elle fait valoir qu'"une explication sur la "capacité" ne transforme pas le prix d'intrants de substitution en coût des intrants pour les producteurs du produit considéré dans le pays d'origine".⁵⁴

2.59. L'Union européenne s'oppose aux propositions de la Russie. Elle fait valoir que dans l'affaire *UE – Biodiesel* l'Organe d'appel a constaté, et que le Groupe spécial conclut à juste titre, que l'autorité chargée de l'enquête peut s'appuyer sur des informations sur le coût de production à l'extérieur du pays, à condition que ces informations soient à même d'aboutir à des informations sur le coût de production non faussé dans le pays d'origine. Cela peut nécessiter que des ajustements soient apportés aux informations.⁵⁵

2.60. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. Pour ce qui est de la première demande, nous ne jugeons pas approprié de remplacer le terme "ou" par le terme "et", car la dernière phrase du paragraphe 7.124 décrit des omissions en relation avec la méthode d'ajustement des frais. Pour ce qui est de la deuxième demande, nous jugeons qu'elle n'est pas nécessaire car la deuxième phrase du paragraphe 7.128, qui contient la constatation du Groupe spécial selon laquelle la méthode d'ajustement des frais contrevient à l'article 2.2, explique que cette méthode "prévoit le calcul des coûts de production des sociétés visées par l'enquête sur la base d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays ... sans établir si ou expliquer comment les informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays ajustés *reflètent ou représentent* le coût de production dans le pays d'origine".⁵⁶ Toutefois, pour plus de cohérence, nous avons modifié la dernière phrase du paragraphe 7.124, mais pas dans les termes spécifiques proposés par la Russie.

2.2.15.2 Paragraphe 7.125 du rapport intérimaire

2.61. La première et deuxième phrases du paragraphe 7.125 du rapport intérimaire se lisent comme suit:

Comme nous l'avons déjà indiqué, bien que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne limite pas les sources d'information à utiliser pour calculer les coûts de production aux seules sources situées dans le pays d'origine, l'autorité chargée de l'enquête reste assujettie à l'obligation d'établir le coût de production "dans le pays d'origine". Cela peut exiger de celle-ci qu'elle adapte les informations extérieures au pays afin de faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer un coût de production "dans le pays d'origine".⁵⁷

⁵⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 57 à 59. (soulignage omis)

⁵⁵ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 14.

⁵⁶ Pas d'italique dans l'original.

⁵⁷ Notes de bas de page omises.

2.62. La Russie demande au Groupe spécial i) de transformer la première phrase du paragraphe 7.125 en deux phrases; ii) de remplacer l'expression "à utiliser" par l'expression "qui peuvent être utilisées" dans la première phrase du paragraphe 7.125; iii) après la deuxième virgule, de terminer la première phrase par la phrase suivante: "cela ne signifie pas que l'autorité chargée de l'enquête peut simplement remplacer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine"; iv) que la nouvelle deuxième phrase proposée commence par la phrase suivante: "L'autorité chargée de l'enquête reste assujettie à l'obligation"; v) que la nouvelle deuxième phrase proposée se termine par la phrase suivante: "pour construire la valeur normale sur la base du coût de production dans le pays d'origine et, par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête doit faire en sorte que ces informations soient utilisées pour établir le coût de production dans le pays d'origine"; et vi) de remplacer, dans la deuxième phrase actuelle, le membre de phrase "afin de faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer un coût de production dans le pays d'origine" par le membre de phrase "afin de faire en sorte qu'elles représentent un coût de production dans le pays d'origine".

2.63. Selon la Russie, les modifications proposées "rapprocheront [le libellé de ces phrases] des obligations de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, compte tenu du libellé utilisé aux paragraphes 6.73, 6.74, 6.81 et 6.82 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*".⁵⁸

2.64. L'Union européenne s'oppose aux demandes de la Russie. Selon elle, si ces demandes étaient acceptées cela signifierait que l'autorité chargée de l'enquête, une fois qu'elle a constaté que le coût était faussé et qu'elle s'appuie sur d'autres sources d'information, y compris à l'extérieur du pays, "doit quand même établir le même niveau de coût (faussé)".⁵⁹

2.65. Nous avons décidé d'accéder à la deuxième demande de la Russie. Par conséquent, nous avons remplacé l'expression "à utiliser" par l'expression "qui peuvent être utilisées" dans la première phrase du paragraphe 7.125.

2.66. Toutefois, nous avons décidé de ne pas accéder aux autres demandes de la Russie parce que les ajouts proposés étaient soit inutiles, soit inappropriés. Pour ce qui est de la troisième demande de la Russie, la dernière phrase du paragraphe 7.122 de la section 7.2.6.2 ("Critère juridique"), contient déjà une référence à la déclaration de l'Organe d'appel dans l'affaire *EU – Biodiesel (Argentine)*, au paragraphe 6.73, selon laquelle "[l']autorité chargée de l'enquête n'est pas autorisée à simplement remplacer les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine par le "coût de production dans le pays d'origine". Pour ce qui est de la cinquième demande de la Russie, le libellé proposé, qui porte sur la construction de la valeur normale, serait mal placé au paragraphe 7.125, qui porte plutôt sur les obligations relatives au calcul du "coût de production dans le pays d'origine". Enfin, en ce qui concerne la sixième demande de la Russie, nous notons que le libellé utilisé au paragraphe 7.125 ("afin de faire en sorte qu'elles soient appropriées pour déterminer un coût de production "dans le pays d'origine") reprend celui qui est utilisé au paragraphe 7.122, figurant dans la section 7.2.6.2 ("Critère juridique"), qui cite également le paragraphe 6.73 du rapport de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*. Comme cela est indiqué au paragraphe 7.123, nous souscrivons à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'obligation énoncée à l'article 2.2 de déterminer "le coût de production dans le pays d'origine". Compte tenu de ce qui précède, nous avons également décidé de ne pas accéder aux première et quatrième demandes de la Russie.

2.2.15.3 Paragraphe 7.129 du rapport intérimaire

2.67. La troisième phrase du paragraphe 7.129 du rapport intérimaire se lit comme suit:

L'article 2.2 prescrit aux autorités chargées de l'enquête de calculer les coûts de production "dans le pays d'origine" et cette obligation exige normalement l'utilisation des registres des sociétés visées par l'enquête.

2.68. La Russie fait valoir que la troisième phrase du paragraphe 7.129 combine indûment une référence à l'obligation énoncée à l'article 2.2 et une référence à l'obligation énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, même si ces dispositions contiennent des obligations

⁵⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 61.

⁵⁹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 15.

différentes. En outre, elle fait valoir que le libellé utilisé pour décrire les deux obligations "n'est pas entièrement correct".⁶⁰ Elle demande donc au Groupe spécial de modifier la troisième phrase du paragraphe 7.129, comme suit: i) remplacer les termes "de calculer" par les termes "d'utiliser"; ii) ajouter le membre de phrase "pour la construction de la valeur normale" après l'expression "dans le pays d'origine"; et iii) remplacer le membre de phrase "cette obligation exige normalement l'utilisation des registres des sociétés visées par l'enquête" par "l'obligation énoncée à l'article 2.2.1.1 prévoit que les frais, y compris le coût de production, seront normalement calculés sur la base des registres des sociétés visées par l'enquête, pour autant que les deux conditions, énoncées dans cette disposition, soient remplies".

2.69. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. Nous ne souscrivons pas au point de vue de la Russie selon lequel la troisième phrase du paragraphe 7.129 décrit de façon incorrecte les obligations de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Toutefois, nous avons inclus, dans la troisième phrase du paragraphe 7.129, une référence à l'article 2.2.1.1, mais pas dans les termes spécifiques proposés par la Russie.

2.2.15.4 Paragraphe 7.130 du rapport intérimaire

2.70. Après avoir conclu que la méthode d'ajustement des frais contrevenait à l'article 2.2, la première phrase du paragraphe 7.130 reproduit l'argument de l'Union européenne selon lequel l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas être tenue d'utiliser des données dont elle a déjà déterminé qu'elles n'étaient pas à même de garantir une comparaison "valable" et "équitable". La deuxième phrase du paragraphe 7.130 explique que, selon l'Union européenne, cela serait incompatible avec le but de l'article 2.2, à savoir établir s'il y a dumping en effectuant une "comparaison valable" entre la valeur normale et le prix à l'exportation. Comme nous le concluons dans la troisième phrase du paragraphe 7.130, "[n]ous ne jugeons pas cet argument pertinent" pour régler l'allégation de la Russie concernant la méthode d'ajustement des frais. Nous présentons les raisons de notre conclusion aux quatrième et cinquième phrases du paragraphe 7.130.

2.71. La Russie demande au Groupe spécial de préciser si la troisième phrase du paragraphe 7.130 répond à la totalité des arguments de l'Union européenne décrits dans les première et deuxième phrases de ce paragraphe. Elle demande également au Groupe spécial de rejeter, "sur le fond", les arguments de l'Union européenne. Selon elle, pour régler son allégation selon laquelle la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping, "il ne suffit pas de refuser l'examen de ces arguments par l'Union européenne".⁶¹ L'Union européenne ne partage pas l'avis selon lequel le paragraphe 7.130 énonce deux arguments distincts de l'Union européenne.

2.72. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. Pour ce qui est de la première demande, comme nous l'avons déjà indiqué, nous traitons, à la troisième phrase du paragraphe 7.130, l'argument de l'Union européenne décrit aux première et deuxième phrases de ce paragraphe, selon lequel il serait incompatible avec le but de l'article 2.2 que l'autorité chargée de l'enquête doive utiliser des données dont elle a déjà déterminé qu'elles n'étaient pas à même de garantir une comparaison "valable" et "équitable". Comme nous l'avons déjà indiqué, nous estimons que "cet argument" n'est pas pertinent pour régler la plainte de la Russie au titre de l'article 2.2 pour les raisons indiquées aux quatrième et cinquième phrases du paragraphe 7.130. Il est manifeste qu'en faisant référence à "cet argument", nous faisons référence à l'argument de l'Union européenne décrit aux première et deuxième phrases du paragraphe 7.130. Pour ce qui est de la deuxième demande de la Russie, nous rappelons que la fonction limitée de la phase de réexamen intérimaire est d'envisager le réexamen d'"aspects précis" du rapport intérimaire. Dans la mesure où la Russie demande un réexamen du raisonnement du Groupe spécial pour disposer de l'argument de l'Union européenne décrit au paragraphe 7.130, cette demande équivaut à une tentative de faire valoir à nouveau des arguments qui nous ont déjà été présentés, ce qui n'est pas approprié lors de la phase de réexamen intérimaire.

⁶⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 63.

⁶¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 68.

2.2.15.5 Paragraphes 7.131 et 8.1.a.iv du rapport intérimaire

2.73. Le paragraphe 7.131 du rapport intérimaire contient la conclusion du Groupe spécial sur l'allégation de la Russie selon laquelle la méthode d'ajustement des frais est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping:

[L]a méthode d'ajustement des frais, en prévoyant l'utilisation d'informations sur les prix d'intrants à l'extérieur du pays sans expliquer pourquoi ces informations sont adéquates pour refléter les coûts de production dans le pays d'origine, contrevient à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

2.74. La Russie demande qu'au lieu du membre de phrase "pourquoi ces informations sont adéquates pour refléter", le paragraphe 7.131 se lise comme suit: "pourquoi ces informations extérieures au pays sont requises et comment elles reflètent" les coûts de production dans le pays d'origine.⁶² Elle demande également au Groupe spécial d'ajouter la phrase suivante au paragraphe 7.131: "en n'exigeant pas d'utiliser le coût de production dans le pays d'origine lors du calcul et de la construction de la valeur normale".⁶³ Elle demande que les mêmes modifications soient apportées au paragraphe 8.1.a.iv de la section 8 ("Conclusions et recommandation").

2.75. L'Union européenne s'oppose à la première demande de la Russie en faisant valoir que celle-ci cherche à introduire une nouvelle prescription imposant de donner une explication, qui n'est prévue nulle part.⁶⁴ Elle s'oppose également à la deuxième demande de la Russie en faisant valoir que celle-ci n'explique pas pourquoi l'ajout proposé est approprié.⁶⁵

2.76. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. Le libellé proposé par la Russie n'est pas étayé dans nos considérations ou constatations mais il apparaît qu'il est fondé sur l'interprétation que fait la Russie du fonctionnement de la mesure contestée et du critère juridique applicable à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Pour ce qui est des demandes de la Russie voulant que le Groupe spécial constate que la méthode d'ajustement des frais consiste à "ne pas prescrire l'utilisation du coût de production dans le pays d'origine lors du calcul et de la construction de la valeur normale", nous avons déjà rejeté cette demande.⁶⁶ Toutefois, pour plus de cohérence, nous avons modifié ces paragraphes, mais pas dans les termes spécifiques proposés par la Russie.

2.3 Allégation de la Russie concernant le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base

2.3.1 Paragraphe 7.132 du rapport intérimaire

2.77. La Russie demande que le libellé du paragraphe 7.132 du rapport intérimaire soit modifié afin qu'il reflète plus fidèlement celui de son argumentation en indiquant des références à sa première communication écrite.⁶⁷ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous estimons que les modifications demandées par la Russie décrivent plus précisément son argumentation et nous avons accepté sa demande, avec des modifications rédactionnelles mineures.

2.3.2 Paragraphe 7.137 du rapport intérimaire

2.78. La Russie demande l'inclusion d'une référence après la deuxième phrase du paragraphe 7.137 du rapport intérimaire. Elle demande en outre qu'une phrase additionnelle soit ajoutée à ce paragraphe pour décrire une étape additionnelle dans son argumentation au titre de cette allégation.⁶⁸ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur ces demandes. Nous avons accédé à la demande de référence à la première communication écrite de la Russie, mais nous

⁶² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 82.

⁶³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 84.

⁶⁴ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 18.

⁶⁵ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 19.

⁶⁶ Voir plus haut le paragraphe 2.25.

⁶⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 88.

⁶⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 89 et 90.

avons rejeté la demande d'inclusion de la phrase additionnelle car cet aspect de l'argumentation de la Russie n'est pas le sujet de ce paragraphe.

2.3.3 Paragraphe 7.139 du rapport intérimaire

2.79. La Russie demande l'inclusion dans l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.139 du rapport intérimaire d'une description plus détaillée des catégories figurant dans son argument qui doivent être traitées dans les paragraphes suivants et une référence à ses communications.⁶⁹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons accédé à la demande de la Russie visant à l'inclusion de descriptions plus détaillées. Nous nous sommes abstenus d'ajouter ici une référence aux communications de la Russie parce que le but de la phrase en question est simplement d'annoncer les sujets qui seront traités dans les paragraphes suivants où les références appropriées apparaissent effectivement.

2.3.4 Paragraphe 7.141 du rapport intérimaire

2.80. Pour le paragraphe 7.141, la Russie demande i) une révision de la description de son argument; ii) la suppression d'une référence à sa réponse à une question du Groupe spécial; iii) la révision de la note de bas de page pour faire référence à la définition du dictionnaire de "those" au lieu de "situation"; iv) la suppression des références aux sens précis donnés par le dictionnaire des termes qu'elle cite dans sa première communication écrite.⁷⁰ L'Union européenne s'oppose à ce que la réponse de la Russie à une question du Groupe spécial soit supprimée de la description de la position de la Russie.⁷¹ Nous avons révisé la description de l'argument de la Russie pour inclure une citation plus complète de cet argument. Nous nous abstenons de supprimer la description et la référence à la réponse de la Russie à une question du Groupe spécial parce que la description initiale était exacte. Nous avons modifié la note de bas de page pour qu'elle renvoie à la définition du dictionnaire de "those" et non de "situation" parce qu'il s'agissait d'une erreur de référence dans la note de bas de page initiale du rapport intérimaire. Nous nous abstenons de supprimer les références précises aux parties des entrées du dictionnaire citées par la Russie dans sa première communication écrite parce que ces références sont exactes.

2.3.5 Paragraphe 7.143 du rapport intérimaire

2.81. La Russie demande que le mot "coûts" figurant dans la note de bas de page relative au paragraphe 7.143 du rapport intérimaire soit remplacé par "coût" parce que l'article 2.2 de l'Accord antidumping fait référence au "coût de production" où le mot "coût" est au singulier.⁷² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons révisé la note de bas de page comme il était demandé pour la raison invoquée par la Russie et parce que la note de bas de page ne détermine pas le sens des termes "coût" et "coûts".

2.3.6 Paragraphe 7.153 du rapport intérimaire

2.82. La Russie demande l'inclusion au paragraphe 7.153 du rapport intérimaire d'une référence à sa première communication écrite en relation avec la description de son argumentation.⁷³ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons fait droit à la demande parce que la référence demandée est exacte.

2.3.7 Paragraphe 7.155 du rapport intérimaire

2.83. La Russie demande une description additionnelle de son argumentation et une référence aux parties pertinentes de sa première communication écrite et à la pièce RUS-10.⁷⁴ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons fait droit à la demande de la Russie, avec une modification rédactionnelle visant à faire en sorte que la description soit dûment concise et exacte. Nous nous sommes abstenus d'inclure la référence demandée à la pièce RUS-10

⁶⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 91.

⁷⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 92 à 98.

⁷¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 21.

⁷² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 99.

⁷³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 100.

⁷⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 101.

dans ce contexte parce qu'elle ferait double emploi avec la référence à cette même pièce pour la demande de révision présentée par la Russie en relation avec le paragraphe 7.162 du rapport intérimaire qui est examinée plus loin.

2.3.8 Paragraphe 7.158 du rapport intérimaire

2.84. La Russie nous demande de réviser la deuxième phrase du paragraphe 7.158 du rapport intérimaire en modifiant la citation de l'expression "situation particulière du marché" et en supprimant l'article, dans la version anglaise, devant l'expression "normal value".⁷⁵ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous nous abstenons de procéder aux modifications demandées parce que nous estimons que ni la citation initiale ni l'utilisation de l'article ne sont inexactes comme la Russie le laisse entendre.

2.85. La Russie nous demande en outre de réviser la référence figurant dans l'avant-dernière phrase aux "coûts de production" afin d'indiquer à la place "le coût de production" parce que c'est le libellé précis de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base.⁷⁶ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons révisé le libellé pour la raison indiquée par la Russie.

2.3.9 Paragraphe 7.160 du rapport intérimaire

2.86. La Russie demande que l'article soit supprimé, dans la version anglaise, devant l'expression "constructed normal value" figurant dans l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.160 du rapport intérimaire.⁷⁷ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous nous abstenons de procéder à cette révision parce que nous estimons que l'utilisation de l'article dans ce contexte n'est pas inexacte.

2.3.10 Paragraphe 7.162 du rapport intérimaire

2.87. La Russie demande que la note de bas de page renvoie à ses arguments car les paragraphes 71 et 72 de sa première communication écrite contiennent une référence entre parenthèses à la pièce RUS-10.⁷⁸ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons révisé la note de bas de page pour y inclure la référence à la pièce RUS-10 parce que cela décrit avec plus de précision l'argument de la Russie.

2.3.11 Paragraphes 7.164, 7.165 et 7.166 du rapport intérimaire

2.88. La Russie demande l'inclusion de références à la pièce pertinente pour les considérants du règlement cités aux paragraphes 7.164 et 7.165 du Rapport Intérimaire.⁷⁹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons inclus les références demandées.

2.89. La Russie demande en outre une description additionnelle de ses arguments concernant les considérants du règlement cités aux paragraphes 7.164, 7.165 et 7.166 du rapport intérimaire.⁸⁰ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons inclus les descriptions succinctes de l'argumentation demandées par la Russie, avec des modifications rédactionnelles à des fins de concision.

2.3.12 Paragraphe 7.168 du rapport intérimaire

2.90. La Russie demande l'inclusion de références à des pièces pour chacun des règlements mentionnés dans la première phrase du paragraphe 7.168 du rapport intérimaire.⁸¹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons inclus des références aux pièces pertinentes dans la note de bas de page relative à la première phrase de ce paragraphe.

⁷⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 102.

⁷⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 103.

⁷⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 104.

⁷⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 105.

⁷⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 106.

⁸⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 107 à 109.

⁸¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 110.

2.91. La Russie demande en outre une description additionnelle de son argumentation relative aux règlements mentionnés dans ce paragraphe et des références aux considérants spécifiques dans chaque règlement en rapport avec son argumentation.⁸² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons inclus une description additionnelle de l'argumentation de la Russie en procédant à une modification rédactionnelle par souci de concision, et nous sommes abstenus d'inclure les références à des considérants spécifiques car celles-ci sont sans rapport avec notre analyse dans ce paragraphe.

2.4 Allégations de la Russie concernant le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base

2.4.1 Portée, teneur et sens du deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base

2.92. La Russie demande l'inclusion, dans la section 7.4 du rapport intérimaire, d'une description plus complète des arguments et des éléments de preuve qu'elle présente en ce qui concerne la portée, la teneur et le sens du deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base.⁸³ L'Union européenne considère qu'un réexamen intérimaire n'est ni le lieu ni le moment pour faire valoir à nouveau sa thèse, et elle rappelle qu'un groupe spécial n'est pas tenu d'apporter une réponse à chacune des parties d'une argumentation.⁸⁴ La Russie demande en outre au Groupe spécial de formuler des constatations additionnelles concernant la portée, la teneur et le sens du deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement antidumping de base.⁸⁵ L'Union européenne rappelle que, alors que les groupes spéciaux ont l'obligation d'examiner le sens et la portée du droit interne en cause afin de procéder à une évaluation objective de la question dont ils sont saisis, il est également entendu que la mesure d'un Membre défendeur sera traitée comme étant compatible avec les règles de l'OMC jusqu'à ce que des éléments de preuve suffisants soient présentés pour prouver le contraire et, à son avis, la Russie a argumenté afin de faire peser de manière inappropriée la charge sur le Membre défendeur.⁸⁶

2.93. Nous nous abstenons de modifier notre analyse de l'allégation traitée dans la section 7.4 du rapport intérimaire. Comme il est expliqué aux paragraphes 7.171 à 7.173 du rapport intérimaire, nous axons notre analyse sur la question dont nous sommes saisis, c'est-à-dire l'allégation particulière formulée par la Russie. Comme il est expliqué au paragraphe 7.174, nous commençons notre analyse par un examen de l'interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping avancée par la Russie, dont celle-ci allègue qu'elle étaye son allégation d'incompatibilité en ce qui concerne le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base. Nous analysons aussi certains arguments additionnels d'incompatibilité développés par la Russie dans ses communications écrites. Sur la base de ces analyses, nous concluons que la Russie ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer que le fondement juridique sur lequel reposait son interprétation de l'article 2.2 fournissait une base valable pour cette allégation. En conséquence, l'allégation formulée par la Russie ne peut pas aboutir, en droit, et nous n'avons pas besoin d'en approfondir l'analyse.

2.4.2 Paragraphe 7.171 du rapport intérimaire

2.94. La Russie demande que ce paragraphe soit modifié pour "rendre pleinement compte de ses allégations ainsi que du libellé figurant au paragraphe 112 de sa première communication écrite et au paragraphe 127 de sa deuxième communication écrite."⁸⁷ Elle demande aussi une référence plus spécifique à sa première communication écrite dans la note de bas de page qui figure dans ledit paragraphe. L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.95. Nous estimons que le but de ce paragraphe introductif n'est pas de "rendre pleinement compte" de chaque aspect de l'argumentation de la Russie en relation avec cette allégation. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas

⁸² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 111 et 112.

⁸³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 113 à 116.

⁸⁴ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 22.

⁸⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 116 et 117.

⁸⁶ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 23.

⁸⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 118 et 119.

censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".⁸⁸ Nous notons en outre que les résumés analytiques intégrés des arguments des parties sont présentés dans les annexes B1 à B4. Ces résumés ont été élaborés par les parties elles-mêmes, qui ont donc eu toute possibilité de présenter leurs arguments comme elles l'entendaient. Pour ces raisons, nous rejetons les modifications de ce paragraphe demandées par la Russie. Nous avons fait droit à la demande de la Russie visant à ce qu'il y ait une référence plus spécifique dans la note de bas de page.

2.4.3 Paragraphe 7.174 du rapport intérimaire

2.96. La Russie demande que la deuxième phrase du paragraphe 7.174 du rapport intérimaire soit révisée pour préciser que les arguments interprétatifs de la Russie ont également été développés dans ses réponses aux questions du Groupe spécial.⁸⁹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons procédé à la révision comme il était demandé.

2.4.4 Paragraphe 7.175 du rapport intérimaire

2.97. La Russie demande que la première phrase du paragraphe 7.175 du rapport intérimaire soit modifiée pour refléter le libellé qu'elle a utilisé au paragraphe 152, et non au paragraphe 148, de sa première communication écrite, et pour ajuster en conséquence la référence figurant dans la note de bas de page qui l'accompagne.⁹⁰ L'Union européenne s'oppose à la modification, indiquant que les objections de la Russie sont dénuées de fondement parce que le libellé initial était impartial.⁹¹

2.98. Nous avons modifié la première phrase du paragraphe 7.175 du rapport intérimaire afin de suivre plus étroitement le libellé de l'argumentation de la Russie énoncée dans les paragraphes 148 et 152 de sa première communication écrite.

2.4.5 Paragraphe 7.177 du rapport intérimaire

2.99. La Russie demande que le paragraphe 7.177 soit modifié de façon qu'il reprenne de plus près le libellé de son argumentation et inclue des aspects additionnels de son argumentation qui ne sont pas mentionnés dans le paragraphe initial.⁹² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.100. Nous avons apporté certains ajustements au libellé de ce paragraphe afin de reprendre de plus près le libellé de l'argumentation de la Russie. Nous n'avons pas inclus la description d'aspects additionnels de l'argumentation de la Russie qui n'étaient pas au centre de cette partie de notre analyse. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".⁹³ Nous notons en outre que les résumés analytiques intégrés des arguments des parties sont présentés dans les annexes B1 à B4. Ces résumés ont été élaborés par les parties elles-mêmes, qui ont donc eu toute possibilité de présenter leurs arguments comme elles l'entendaient.

2.4.6 Paragraphe 7.178 du rapport intérimaire

2.101. La Russie demande que la troisième phrase du paragraphe 7.178 du rapport intérimaire soit modifiée afin de faire référence à l'article 2.1 de l'Accord antidumping et à d'autres parties du rapport de l'Organe d'appel cité en référence.⁹⁴ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique

⁸⁸ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

⁸⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 120.

⁹⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 121.

⁹¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 24.

⁹² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 123 à 125.

⁹³ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

⁹⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 126.

sur cette demande. Nous nous sommes abstenus d'apporter la modification demandée parce que le libellé initial décrit avec exactitude cette partie de notre analyse.

2.102. La Russie demande en outre que des modifications soient apportées aux sixième et septième phrases du paragraphe 7.178 du rapport intérimaire pour plus de clarté.⁹⁵ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté certaines des modifications demandées dans les cas où nous estimions que cela renforçait la clarté, et nous nous sommes abstenus de procéder à certaines modifications demandées qui n'amélioreraient pas, selon nous, la clarté de ces passages.

2.103. La Russie demande en outre que la note de bas de page relative à la septième phrase du paragraphe 7.178 du rapport intérimaire soit modifiée pour décrire avec plus de précision ses arguments concernant les incidences de l'utilisation de l'article indéfini "una" dans la version espagnole de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.⁹⁶ L'Union européenne s'oppose à la modification demandée comme étant une tentative de révision des conclusions du Groupe spécial.⁹⁷ Nous ne partageons pas son avis selon lequel ces modifications demandées modifient les conclusions du Groupe spécial et nous avons modifié la description des arguments de la Russie pour en accroître la précision.

2.104. La Russie demande en outre que les mots "condition relative à" soient remplacés par le mot "expression" dans la première phrase de la note de bas de page relative à la septième phrase du paragraphe 7.178 du rapport intérimaire, conformément à son argumentation sur ce point.⁹⁸ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous notons que la première phrase de la note de bas de page en question ne vise pas à décrire l'argumentation de la Russie, et nous estimons donc que la révision demandée de notre analyse n'est pas nécessaire ni appropriée.

2.4.7 Paragraphe 7.180 du rapport intérimaire

2.105. La Russie demande, dans l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.180 du rapport intérimaire, la substitution du mot "interprétation" au mot "position" pour décrire son argumentation, et la suppression des mots "condition relative à" comme descriptif de "la situation particulière du marché" dans le contexte de son interprétation.⁹⁹ L'Union européenne conteste la substitution d'"interprétation" à "position" car elle considère que "position" est une description exacte.¹⁰⁰ Nous avons accordé les révisions demandées, qui constituent une description plus précise de l'argumentation en question de la Russie.

2.4.8 Paragraphe 7.181 du rapport intérimaire

2.106. La Russie demande que la première phrase du paragraphe 7.181 soit modifiée par l'inclusion d'une référence à son invocation de certains documents constituant, selon elle, l'historique de la négociation de la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, et que la note de bas de page y relative soit précisée pour faire référence à ces documents et à l'argumentation correspondante.¹⁰¹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.107. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. Nous nous abstenons de réviser la première phrase du paragraphe comme il est demandé. Toutefois, nous avons élargi la référence figurant dans la note de bas de page pour englober les documents particuliers et l'argumentation correspondante présentés par la Russie.

⁹⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 127.

⁹⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 128 à 131.

⁹⁷ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 25.

⁹⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 132.

⁹⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 133.

¹⁰⁰ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

¹⁰¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 134 et 135.

2.108. La Russie demande en outre au Groupe spécial d'examiner son argumentation et les éléments de preuve présentés à l'appui dans les pièces RUS-26 et RUS-27 afin de formuler des constatations dans le texte du rapport.¹⁰² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.109. Nous avons examiné tous les arguments de la Russie et les éléments de preuve qu'elle a présentés à l'appui, y compris les arguments et éléments de preuve particuliers mentionnés dans sa demande. Nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".¹⁰³ Pour les raisons exposées dans notre rapport, nous n'estimons pas que des constatations additionnelles soient nécessaires pour nous prononcer sur cette allégation.

2.4.9 Paragraphe 7.183 du rapport intérimaire

2.110. La Russie demande qu'une modification soit apportée à la première phrase du paragraphe 7.183 du rapport intérimaire afin de rapprocher la description de son argument du libellé qu'elle a utilisé au paragraphe 148 de sa première communication écrite.¹⁰⁴ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté les révisions demandées car elles décrivent de manière appropriée et précise l'argumentation de la Russie qui est pertinente pour l'analyse figurant dans ce paragraphe.

2.111. La Russie demande en outre, sur la base des arguments exposés dans ses communications et nouveaux arguments, que le Groupe spécial reconsidère et modifie les conclusions qu'il a formulées dans les troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.183 du rapport.¹⁰⁵ L'Union européenne conteste la demande de la Russie, faisant observer qu'une demande visant à ce que le Groupe spécial reconsidère ses déterminations est inappropriée dans le contexte d'un réexamen intérimaire.¹⁰⁶

2.112. Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties avancent de nouveaux arguments qui n'ont pas été présentés auparavant à un groupe spécial; ce n'est pas non plus une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹⁰⁷ En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les arguments qui ont déjà été examinés ou de traiter de nouveaux arguments qui ne nous ont pas été présentés auparavant.

2.4.10 Paragraphe 7.185 du rapport intérimaire

2.113. La Russie demande que la deuxième phrase du paragraphe 7.185 du rapport intérimaire soit modifiée afin de préciser l'argumentation qu'elle a présentée en réponse à la question n° 14 du Groupe spécial.¹⁰⁸ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.114. Nous avons soigneusement examiné la réponse de la Russie à la question n° 14 du Groupe spécial et nous n'estimons pas que les modifications que la Russie demande d'apporter à la deuxième phrase du paragraphe 7.185 du rapport intérimaire précisent avec exactitude ses arguments. Nous avons révisé la phrase pour décrire de manière plus précise et plus exacte la réponse fournie par la Russie. Nous avons également apporté des modifications conformes à notre analyse aux paragraphes 7.186 et 7.189 du rapport intérimaire.

¹⁰² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 134 et 135.

¹⁰³ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

¹⁰⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 137.

¹⁰⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 138 à 143.

¹⁰⁶ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 27.

¹⁰⁷ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

¹⁰⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 144 à 146.

2.4.11 Paragraphe 7.186 du rapport intérimaire

2.115. L'Union européenne demande l'inclusion au paragraphe 7.186 du rapport intérimaire d'une référence en note de bas de page pour rendre compte de sa réponse à la question n° 14 du Groupe spécial après la phrase libellée comme suit: "[n]ous croyons comprendre que l'article 2.7 préserve le fonctionnement de la deuxième note additionnelle, et que l'article 2 de l'Accord antidumping ne devrait pas être interprété d'une manière qui annule ou limite la deuxième note additionnelle."¹⁰⁹ La Russie fait valoir que la demande devrait être rejetée parce que la phrase en question commence par le membre de phrase "[n]ous croyons comprendre" qui signifie que le Groupe spécial croit comprendre, ce qui n'était pas un aspect de la réponse de l'Union européenne à la question n° 14 du Groupe spécial.

2.116. Nous nous sommes abstenus d'inclure la référence demandée à la réponse de l'Union européenne à la question n° 14 du Groupe spécial parce que nous ne jugeons pas cette référence nécessaire pour notre analyse et notre conclusion sur ce point.

2.4.12 Paragraphe 7.187 du rapport intérimaire

2.117. La Russie demande une modification non spécifiée de la dernière phrase du paragraphe 7.187 du rapport intérimaire, en raison d'un amalgame perçu entre l'article 2.2 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping, qui fasse référence aux arguments qu'elle a présentés dans ses communications.¹¹⁰ L'Union européenne conteste la demande de la Russie, faisant observer qu'une demande visant à ce que le Groupe spécial reconsidère ses déterminations est inappropriée dans le contexte d'un réexamen intérimaire.¹¹¹

2.118. Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties avancent de nouveaux arguments qui n'ont pas été présentés auparavant à un groupe spécial; ce n'est pas non plus une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹¹² En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les arguments qui ont déjà été examinés ou de traiter de nouveaux arguments qui ne nous ont pas été présentés auparavant. Nous constatons qu'il n'y a pas de base permettant de modifier la dernière phrase du paragraphe 7.187 du rapport intérimaire.

2.4.13 Paragraphe 7.188 du rapport intérimaire

2.119. La Russie demande qu'une modification soit apportée au membre de phrase figurant entre crochets dans la dernière phrase du paragraphe 7.188 du rapport intérimaire afin de préciser que le Groupe spécial fait référence aux autres méthodes pour la détermination de la valeur normale prévues à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.¹¹³ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons révisé le libellé entre crochets de la dernière phrase du paragraphe 7.188 du rapport intérimaire afin de préciser que le Groupe spécial fait référence à l'une des deux autres méthodes de détermination de la valeur normale prévues à l'article 2.2.

2.4.14 Paragraphe 7.190 du rapport intérimaire

2.120. La Russie demande que la première phrase du paragraphe 7.190 du rapport intérimaire soit modifiée afin de fournir un contexte additionnel pour son argument.¹¹⁴ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté la modification demandée.

¹⁰⁹ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 4.

¹¹⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 147 à 152.

¹¹¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 28.

¹¹² Rapports de l'Organe d'appel *CE - Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

¹¹³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 153.

¹¹⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 154 et 155.

2.4.15 Paragraphe 7.195 du rapport intérimaire

2.121. La Russie demande que des modifications soient apportées au paragraphe 7.195 pour inclure la description d'aspects additionnels de son argumentation et pour réviser certains aspects de notre analyse.¹¹⁵ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande.

2.122. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".¹¹⁶ Nous notons en outre que les résumés analytiques intégrés des arguments des parties sont présentés dans les annexes B1 à B4. Ces résumés ont été élaborés par les parties elles-mêmes, qui ont donc eu toute possibilité de présenter leurs arguments comme elles l'entendaient. Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹¹⁷ En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les arguments qui ont déjà été examinés. Nous constatons qu'il n'y a pas de base permettant de modifier le paragraphe 7.195 du rapport intérimaire.

2.123. L'Union européenne demande l'inclusion d'une référence en note de bas de page pour rendre compte de ses observations sur la réponse de la Russie à la question n° 114 du Groupe spécial après la phrase libellée comme suit: "[n]ous tenons aussi compte du fait que le terme \"marché\" est employé comme adjectif pour indiquer que la situation visée dans le membre de phrase \"la situation particulière du marché\" est une situation qui concerne un marché et que la pertinence de \"la situation particulière du marché\" dans le contexte de l'article 2.2 se rapporte à la question de savoir si elle a pour effet ou non que les ventes du produit similaire réalisées par l'exportateur sur le marché intérieur ne permettent pas une comparaison valable avec les ventes à l'exportation réalisées par l'exportateur pour lequel l'existence d'un dumping est déterminée."¹¹⁸ La Russie s'oppose à la référence demandée par l'Union européenne, faisant valoir, entre autres choses, que la phrase à laquelle elle suggère d'ajouter la note de bas de page commence par le membre de phrase "[n]ous tenons aussi compte du fait que", c'est-à-dire que le Groupe spécial tient compte, et ne contient aucune référence à l'argument de l'Union européenne.¹¹⁹

2.124. Nous nous sommes abstenus d'inclure la référence demandée aux observations de l'Union européenne sur la réponse de la Russie à la question n° 114 du Groupe spécial parce que nous ne jugeons pas cette référence nécessaire pour notre analyse et notre conclusion sur ce point.

2.4.16 Paragraphe 7.197 du rapport intérimaire

2.125. La Russie demande que des modifications soient apportées au paragraphe 7.197 pour inclure la description d'aspects additionnels de son argumentation, et que certaines de nos analyses et conclusions dans ce paragraphe soient réexaminées et modifiées.¹²⁰ L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie, alléguant que celle-ci cherche à faire valoir à nouveau sa thèse.¹²¹

2.126. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge

¹¹⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 156 à 163.

¹¹⁶ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

¹¹⁷ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

¹¹⁸ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 5.

¹¹⁹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 11 à 15.

¹²⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 164 à 175.

¹²¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 29.

nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".¹²² Nous notons en outre que les résumés analytiques intégrés des arguments des parties sont présentés dans les annexes B1 à B4. Ces résumés ont été élaborés par les parties elles-mêmes, qui ont donc eu toute possibilité de présenter leurs arguments comme elles l'entendaient. Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹²³ En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les arguments qui ont déjà été examinés. Nous constatons qu'il n'y a pas de base permettant de modifier le paragraphe 7.197 du rapport intérimaire.

2.4.17 Paragraphes 7.197 et 7.198 du rapport intérimaire

2.127. L'Union européenne invite le Groupe spécial à inclure dans les paragraphes 7.197 et 7.198 du rapport intérimaire des références au rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier*, et elle lui propose à cet égard de rappeler certains passages contenus dans le rapport en question.¹²⁴ La Russie s'oppose aux ajouts demandés, faisant valoir que le texte des paragraphes 7.197 et 7.198 du rapport intérimaire indique clairement que le Groupe spécial a examiné les arguments qu'elle a présentés et a formulé des constatations concernant ces arguments, de sorte qu'il n'est pas approprié de renvoyer aux considérations du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier* dans ces paragraphes, et faisant aussi référence aux observations formulées par le Groupe spécial au paragraphe 7.200 du rapport intérimaire au sujet des distinctions entre les arguments et les dossiers en cause dans le présent différend et le différend *Australie – Mesures antidumping visant le papier*.¹²⁵

2.128. Nous nous sommes abstenus de faire les ajouts demandés parce que nous ne considérons pas que ces références soient nécessaires pour nos analyses et nos conclusions sur ces points.

2.4.18 Paragraphe 7.198 du rapport intérimaire

2.129. La Russie demande que la description de ses arguments présentée dans la première phrase du paragraphe 7.198 du rapport intérimaire soit modifiée.¹²⁶ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous estimons que les modifications demandées par la Russie décrivent avec exactitude ses arguments examinés dans ce paragraphe, et nous avons accepté la modification avec une légère révision à des fins de concision.

2.130. La Russie demande en outre que certaines de nos analyses et conclusions figurant dans ce paragraphe soient réexaminées et modifiées.¹²⁷ L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie, alléguant que celle-ci cherche à faire valoir à nouveau sa thèse.¹²⁸

2.131. Nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".¹²⁹ Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties avancent de nouveaux arguments qui n'ont pas été présentés auparavant à un groupe spécial; ce n'est pas non plus une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹³⁰ En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les

¹²² Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

¹²³ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

¹²⁴ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 6 et 7.

¹²⁵ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 16 à 31.

¹²⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 176 à 178.

¹²⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 179 à 184.

¹²⁸ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 30.

¹²⁹ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

¹³⁰ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

arguments qui ont déjà été examinés ou de traiter de nouveaux arguments qui ne nous ont pas été présentés auparavant. Nous constatons qu'il n'y a pas de base permettant d'apporter les modifications demandées au paragraphe 7.198 du rapport intérimaire.

2.4.19 Paragraphe 7.199 du rapport intérimaire

2.132. La Russie demande que soit modifiée la description de la constatation de l'Organe d'appel concernant l'objet et le but de l'Accord antidumping qui est énoncée dans la quatrième phrase du paragraphe 7.199 du rapport intérimaire.¹³¹ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous nous sommes abstenus d'apporter la modification demandée parce qu'elle n'est pas nécessaire étant donné que nous estimons que la phrase ne prétend pas citer les constatations de l'Organe d'appel dans leur intégralité, et nous estimons que la description qui est énoncée dans la phrase mentionnée est une description exacte et appropriée dans ce contexte.

2.4.20 Paragraphes 7.182, 7.184, 7.193, 7.194 et 7.196 et titres des sections 7.4.3 et 7.4.3.1 du rapport intérimaire

2.133. La Russie demande l'ajout des mots "relative à l'article VI:1 du GATT de 1994" après les mots "la deuxième note additionnelle" aux paragraphes 7.182, 7.184, 7.193, 7.194 et 7.196 et dans les titres des sections 7.4.3 et 7.4.3.1 du rapport intérimaire, notant qu'elle considère que la référence au GATT de 1994 est importante parce que la deuxième note additionnelle n'apparaît pas dans l'Accord antidumping.¹³² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté les modifications demandées.

2.5 Allégations de la Russie concernant la dernière partie du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base

2.5.1 Paragraphes 7.205, 7.213 et 7.218 du rapport intérimaire

2.134. La Russie demande que des éléments additionnels soient inclus dans la description du scénario décrit dans la deuxième phrase du paragraphe 7.205 du rapport intérimaire.¹³³ L'Union européenne conteste spécifiquement la demande de la Russie visant à insérer les termes "d'après les allégations" parce que s'il s'agit d'une détermination, ce n'est plus une "allégation".¹³⁴ Nous avons apporté les modifications demandées, à l'exception de la demande visant à inclure "d'après les allégations" parce que d'après ce que nous comprenons, il n'est pas exact de dire qu'une détermination établissant que des distorsions ont été alléguées serait suffisante pour rejeter les frais.

2.135. La Russie demande en outre que l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.205, le paragraphe 7.213 et le paragraphe 7.218 du rapport intérimaire soient modifiés afin qu'ils reflètent plus étroitement le libellé de son argumentation.¹³⁵ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté les modifications demandées.

2.5.2 Paragraphe 7.206 du rapport intérimaire

2.136. La Russie demande que la dernière phrase du paragraphe 7.206 du rapport intérimaire soit modifiée de manière à inclure des détails additionnels et à rendre le libellé plus conforme à son argumentation.¹³⁶ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté les modifications demandées.

2.5.3 Paragraphe 7.207 du rapport intérimaire

2.137. La Russie demande que la deuxième phrase du paragraphe 7.207 du rapport intérimaire soit modifiée pour faire référence au "coût de production" au singulier tel qu'il est mentionné à

¹³¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 185.

¹³² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 186.

¹³³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 187 et 188.

¹³⁴ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 31.

¹³⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 189 à 191, 206 et 208.

¹³⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 192.

l'article 2.2 de l'Accord antidumping.¹³⁷ L'Union européenne ne formule pas d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté la modification demandée.

2.138. La Russie demande en outre que les constatations formulées au paragraphe 7.207 soient modifiées pour indiquer qu'il y a obligation "d'utiliser le coût de production dans le pays d'origine" dans la construction de la valeur normale pour déterminer la marge de dumping, et que soit mentionné "le" coût de production dans le pays d'origine plutôt que "un" coût de production dans le pays d'origine".¹³⁸ L'Union européenne n'est pas d'accord, faisant valoir que les modifications demandées fausseraient les constatations du Groupe spécial et ne correspondent pas aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.¹³⁹ Nous nous abstenons d'apporter les modifications demandées parce que nous estimons que les constatations initiales ont été formulées de manière appropriée et que nous ne considérons pas que la révision de nos constatations initiales soit nécessaire pour régler la question.

2.139. La Russie demande en outre que les huitième et neuvième phrases du paragraphe 7.207 du rapport intérimaire soient modifiées pour faire référence aux constatations additionnelles de l'Organe d'appel dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*.¹⁴⁰ L'Union européenne s'oppose à la modification, faisant valoir que la description initiale rend compte de manière adéquate des constatations des Groupes spéciaux et de l'Organe d'appel et que la Russie cherche à fausser les constatations initiales.¹⁴¹ Nous nous sommes abstenus d'apporter les modifications demandées parce que les descriptions initiales indiquent les constatations qui sont pertinentes pour l'analyse effectuée et les constatations formulées dans ce paragraphe.

2.140. La Russie demande en outre l'inclusion, dans la version anglaise, du mot "the" avant l'expression "coût de production".¹⁴² L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons fait l'ajout demandé.

2.5.4 Titre de la section 7.5.3 et paragraphe 7.209 du rapport intérimaire

2.141. La Russie demande que le mot "the" soit utilisé en relation avec les termes "cost", "cost of production" et "investigated exporter or producer" dans le titre de la section 7.5.3 et la dernière phrase du paragraphe 7.209 du rapport intérimaire.¹⁴³ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté les modifications demandées, même si nous estimons que ces modifications n'ont aucune incidence sur le sens des termes associés dans le contexte du titre et de la phrase concernés.

2.5.5 Paragraphes 7.211 et 7.214 du rapport intérimaire

2.142. La Russie demande que la dernière phrase du paragraphe 7.211 du rapport intérimaire soit modifiée afin de remplacer "appropriées pour déterminer "un coût de production dans le pays d'origine"" par "utilisées pour établir "le coût de production dans le pays d'origine"". Elle demande en outre des références à des parties additionnelles du rapport de l'Organe d'appel sur l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.¹⁴⁴ L'Union européenne fait valoir qu'il n'y a aucune raison d'apporter la modification et considère que la formulation initiale était entièrement appropriée.¹⁴⁵

2.143. Nous nous sommes abstenus d'apporter la modification demandée car nous considérons que la phrase initiale transmet correctement le sens voulu et que les références citent les parties pertinentes du rapport.

¹³⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 194.

¹³⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 195.

¹³⁹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 32.

¹⁴⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 196 à 199.

¹⁴¹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphes 33 et 34.

¹⁴² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 200.

¹⁴³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 201 et 202.

¹⁴⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 203 à 205 et 207.

¹⁴⁵ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphes 35 et 36.

2.5.6 Paragraphe 7.219 du rapport intérimaire

2.144. La Russie demande que des modifications soient apportées au paragraphe 7.219 afin d'inclure la description d'aspects additionnels de son argumentation et d'intégrer dans ce paragraphe la citation de son argumentation tirée du paragraphe 7.220 du rapport intérimaire.¹⁴⁶ L'Union européenne conteste ces modifications, faisant valoir que les déclarations n'ajoutent rien à une représentation correcte des arguments de la Russie.¹⁴⁷

2.145. Nous rappelons que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité de ces arguments. Ces descriptions visent plutôt les principaux points que nous avons jugés pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".¹⁴⁸ Nous avons modifié la citation de l'argument de la Russie figurant au paragraphe 7.219 pour inclure une description additionnelle en tant que contexte approprié pour la citation initiale. Nous nous sommes abstenus d'apporter les autres modifications demandées car les descriptions initiales sont exactes et se rapportent à l'analyse spécifique qui est développée dans ces paragraphes.

2.5.7 Paragraphe 7.220 du rapport intérimaire

2.146. L'Union européenne demande au Groupe spécial de modifier la première phrase du paragraphe 7.220 comme suit:

[N]ous considérons que la Russie a démontré que l'adaptation d'informations extérieures au pays pour établir le coût de production dans le pays d'origine, conformément à l'article 2.2, n'est pas *explicitement* requise par la partie contestée du deuxième alinéa[.]¹⁴⁹

L'Union européenne explique qu'elle considère que cela correspond mieux à l'interprétation juridique: même si le texte de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base n'exige pas explicitement l'adaptation, il ne l'empêche pas.¹⁵⁰ La Russie s'oppose à la modification, faisant valoir qu'une telle inclusion contredirait les propres arguments de l'Union européenne et le dossier du présent différend.¹⁵¹ Nous nous sommes abstenus d'apporter la modification demandée car nous estimons que la formulation initiale est exacte et qu'une révision n'est pas nécessaire en ce qui concerne notre analyse et notre conclusion sur ce point.

2.5.8 Paragraphe 7.221 du rapport intérimaire

2.147. La Russie demande que des modifications soient apportées aux troisième et quatrième phrases du paragraphe 7.221 du rapport intérimaire afin d'inclure des constatations factuelles additionnelles concernant les ajustements effectués par la Commission européenne dans diverses déterminations.¹⁵² L'Union européenne s'oppose aux modifications demandées, faisant valoir qu'il s'agit d'arguments non étayés et non de faits étayés par des éléments de preuve, et d'une tentative visant à modifier les conclusions du Groupe spécial.¹⁵³ Nous nous sommes abstenus d'apporter les modifications demandées parce que des constatations factuelles additionnelles ne sont pas nécessaires en relation avec nos conclusions dans ce paragraphe.

2.5.9 Paragraphes 7.222 et 7.223 du rapport intérimaire

2.148. La Russie demande que la première phrase du paragraphe 7.222 du rapport intérimaire soit modifiée de manière à rendre compte plus fidèlement de l'argumentation qu'elle a présentée en

¹⁴⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 209 et 210.

¹⁴⁷ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 38.

¹⁴⁸ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis – EPO*, paragraphe 414.

¹⁴⁹ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 8. (italique dans l'original)

¹⁵⁰ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 9.

¹⁵¹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 32 à 35.

¹⁵² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 211 à 218.

¹⁵³ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphes 39 et 40.

relation avec la question traitée dans ce paragraphe.¹⁵⁴ L'Union européenne n'a pas formulé d'observation spécifique sur cette demande. Nous avons apporté la modification demandée.

2.149. La Russie demande en outre la modification de la dernière phrase du paragraphe 7.222 et du paragraphe 7.223 du rapport intérimaire afin d'inclure une constatation additionnelle sur le point de savoir si la mesure en cause empêche l'Union européenne de faire en sorte que le coût "ajusté" ou "établi" représente le coût de production dans le pays d'origine dans le scénario qu'elle décrit.¹⁵⁵ L'Union européenne fait valoir que la demande devrait être rejetée comme étant une tentative de modifier les conclusions du Groupe spécial et donc de faire valoir à nouveau un argument concernant lequel il lui a été donné tort.¹⁵⁶

2.150. Nous rappelons qu'il est bien établi que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.¹⁵⁷ En conséquence, nous nous abstenons de réexaminer les arguments qui ont déjà été examinés.

2.6 Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping visant les importations de certains tubes et tuyaux soudés originaires de Russie

2.6.1 Paragraphe 7.230 du rapport intérimaire

2.151. La Russie demande que le Groupe spécial ajoute, à la troisième phrase du paragraphe 7.230, les termes "selon les allégations" avant "représentaient seulement 30% du prix du gaz russe à l'exportation". De l'avis de la Russie, cela "est nécessaire pour fournir [une] description exacte des faits de la cause".¹⁵⁸

2.152. L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie. Selon elle, cette demande ne constitue pas une modification factuelle, mais une appréciation des faits du point de vue de la Russie qui doit être rejetée.¹⁵⁹

2.153. Nous avons décidé de ne pas faire droit à la demande de la Russie. Le paragraphe 7.230 décrit l'argument de la Russie selon lequel, dans le réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés en provenance de Russie, la Commission européenne a écarté les prix intérieurs du gaz parce que, entre autres choses, ils représentaient seulement 30% du prix du gaz russe à l'exportation. Le fait que les prix intérieurs du gaz représentaient 30% du prix du gaz russe à l'exportation n'est pas un fait allégué mais une constatation explicite formulée par la Commission européenne. Le considérant 69 du règlement n° 2015/110 indique qu'"[i]l a été constaté que le prix du gaz payé par les producteurs-exportateurs sur le marché intérieur représentait environ 30% du prix à l'exportation du gaz naturel russe".¹⁶⁰ Nous ne pensons donc pas que l'ajout suggéré par la Russie soit nécessaire pour fournir une description exacte des faits de la cause.

2.6.2 Paragraphe 7.251 du rapport intérimaire

2.154. La Russie demande au Groupe spécial d'ajouter, dans la deuxième phrase du paragraphe 7.251, les termes "selon les allégations" avant "nettement inférieurs aux prix payés sur des marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe". Selon elle, cet ajout rendrait compte avec exactitude des faits de la cause et éviterait toute hypothèse qui ne serait pas nécessaire pour le présent différend soit résolu efficacement.¹⁶¹

¹⁵⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 219 et 220.

¹⁵⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 221.

¹⁵⁶ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 41.

¹⁵⁷ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcs*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE) (article 21:5 – CE)*, paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

¹⁵⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 224 et 225.

¹⁵⁹ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 42.

¹⁶⁰ Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69.

¹⁶¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 240.

2.155. Le paragraphe 7.251 traite des arguments de l'Union européenne concernant le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC. Notant que le paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail rend compte de la déclaration du représentant de la Russie selon laquelle les producteurs de gaz naturel en Russie agiraient sur la base de considérations d'ordre commercial normales, le Groupe spécial conclut ce qui suit dans les deuxième et cinquième phrases du paragraphe 7.251:

Toutefois, rien dans le paragraphe 132 n'indique que cette déclaration était censée établir le fondement juridique permettant de ne pas tenir compte des coûts intérieurs du gaz en Russie au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 au motif que ces coûts sont réglementés ou nettement inférieurs aux prix payés sur des marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe ... Pour ces raisons, nous ne souscrivons pas à l'avis selon lequel l'engagement énoncé au paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC justifie le rejet des frais liés au gaz naturel dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés.

2.156. Nous avons décidé de ne pas faire droit à la demande de la Russie car nous la jugeons injustifiée. Comme il est indiqué au paragraphe 7.251, nous n'interprétons pas le paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail comme établissant le fondement juridique permettant de ne pas tenir compte des coûts intérieurs du gaz en Russie au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, et nous ne souscrivons pas à l'avis selon lequel cet engagement justifie le rejet de ces coûts dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés en provenance de Russie. La question de savoir s'il a été constaté ou simplement "allégué" que les coûts intérieurs du gaz en Russie étaient "nettement inférieurs aux prix payés sur des marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe" ne modifie pas notre conclusion concernant le paragraphe 132 du rapport du Groupe de travail.¹⁶²

2.6.3 Note de bas de page 405 du rapport intérimaire

2.157. La Russie demande que le Groupe spécial supprime la note de bas de page 405 relative au paragraphe 7.243. La note de bas de page 405 indique que "[d'après ce que le Groupe spécial comprend,] la Commission européenne n'a pas examiné s'il était satisfait à la première condition énoncée à la première phrase de l'article 2.2.1.1" dans le cadre du réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés en provenance de Russie. Selon la Russie, cette déclaration "n'est pas exacte". À l'appui de cette affirmation, la Russie cite le paragraphe 465 de sa première communication écrite. Dans ce paragraphe, elle indique son point de vue selon lequel la Commission européenne "a confirmé" que les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête étaient conformes aux principes GAAP du pays exportateur en n'"allégu[ant]" pas le contraire et parce qu'"aucun argument concernant une telle incompatibilité n'appar[aissait] dans la divulgation définitive". Elle estime aussi qu'au cours de la procédure du Groupe spécial, l'Union européenne n'a pas réfuté la position de la Russie selon laquelle les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête étaient compatibles avec les principes GAAP.¹⁶³

2.158. L'Union européenne s'oppose à la demande de la Russie, faisant valoir que le fait que rien n'est dit dans une détermination antidumping ne signifie pas qu'il y avait confirmation que les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête étaient compatibles avec les principes GAAP.¹⁶⁴

2.159. Nous avons décidé de ne pas faire droit à la demande de la Russie parce que nous ne sommes pas convaincus que notre interprétation du Règlement n° 2015/110 soit inexacte. Comme il est indiqué dans la note de bas de page 405, le Règlement n° 2015/110 ne traite pas du point de savoir si les registres du producteur russe faisant l'objet de l'enquête étaient conformes aux principes GAAP du pays exportateur. Contrairement à la Russie, nous ne considérons pas que cela signifie que, dans

¹⁶² En tout état de cause, nous jugeons pertinent de mentionner que, comme il est indiqué au paragraphe 7.239 du rapport intérimaire, dans le réexamen à l'expiration concernant certains tubes et tuyaux soudés en provenance de Russie, la Commission européenne a constaté, sur la base de "toutes les données disponibles", que les prix intérieurs du gaz étaient "nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe". (Règlement n° 2015/110 (pièce RUS-21), considérant 69)

¹⁶³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 232 à 234.

¹⁶⁴ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 43.

le cadre du réexamen à l'expiration, il a été constaté que les registres du producteur russe faisant l'objet de l'enquête étaient compatibles avec les principes GAAP. Comme il est indiqué dans la note de bas de page 405, l'absence de toute constatation à cet égard dans la détermination nous donne à penser que la Commission européenne n'a pas examiné cette question et nous ne voyons rien dans la demande de la Russie qui nous amènerait à remettre en question ou à réviser cette conclusion. Nous ne partageons pas non plus l'avis de la Russie selon lequel le fait que l'Union européenne n'a pas réfuté son allégation pendant la procédure du Groupe spécial signifie que les registres du producteur russe étaient conformes aux principes GAAP du pays exportateur. Parce qu'il appartient généralement à chaque partie qui affirme un fait d'en apporter la preuve¹⁶⁵, il incombe à la Russie de démontrer les allégations factuelles qu'elle formule à l'appui de ses allégations.

2.6.4 Paragraphes 7.247 et 7.248 du rapport intérimaire

2.160. Le paragraphe 7.247 rend compte de l'argument de l'Union européenne selon lequel le rejet des informations sur les frais liés au gaz "faussées" consignées dans les registres du producteur russe était justifié par deux ensembles de raisons; le paragraphe 7.248 contient la décision du Groupe spécial concernant l'argument de l'Union européenne.

2.161. La Russie demande au Groupe spécial d'inclure "l'Union européenne fait valoir" entre les deuxième et troisième phrases du paragraphe 7.247 pour indiquer clairement que "tous les termes de ce paragraphe sont uniquement ceux de l'Union européenne". Elle demande aussi que le Groupe spécial "complète ses constatations" au paragraphe 7.248. Selon elle, d'après le contexte du paragraphe 7.248, "il devient évident" que lorsqu'il utilise le libellé "[n]ous ne considérons pas que cet argument soit pertinent", le Groupe spécial fait référence au "premier argument" de l'Union européenne, qui concerne les mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2". Pour la Russie, il n'y a pas de constatation du Groupe spécial en ce qui concerne le "deuxième argument" de l'Union européenne, relatif à l'article 2. La Russie demande donc au Groupe spécial de rejeter le deuxième argument de l'Union européenne.¹⁶⁶

2.162. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. S'agissant de la première demande de la Russie, nous ne jugeons pas l'ajout suggéré nécessaire pour indiquer clairement que ce paragraphe rend compte d'un argument de l'Union européenne.

2.163. S'agissant de la deuxième demande de la Russie, nous notons que la Russie interprète le paragraphe 7.247 comme décrivant *deux* arguments de l'Union européenne: l'un se rapportant aux mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2", et l'autre se rapportant à l'article 2 de l'Accord antidumping. Toutefois, le paragraphe 7.247 expose *un seul* argument de l'Union européenne (à savoir l'argument de l'Union européenne selon lequel le rejet des informations sur les frais liés au gaz "faussées" consignées dans les registres du producteur russe" était justifié) que celle-ci fonde, comme il est indiqué au paragraphe 7.247, sur deux raisons: le fonctionnement i) des mots "normalement" et "[a]ux fins du paragraphe 2"; et ii) de l'article 2 de l'Accord antidumping. Comme nous l'avons déjà noté, nous traitons l'argument de l'Union européenne au paragraphe 7.248 en disant que nous ne le jugeons pas pertinent pour la question qui sous-tend l'allégation de la Russie, à savoir l'application de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1. Il est évident qu'en faisant référence à "cet argument", nous faisons référence à l'argument de l'Union européenne décrit au paragraphe 7.247. Nous rappelons que la fonction limitée de la phase de réexamen intérimaire consiste à réexaminer des "aspects précis" du rapport intérimaire. Dans la mesure où la Russie demande un réexamen du raisonnement suivi par le Groupe spécial pour se prononcer sur l'argument de l'Union européenne décrit au paragraphe 7.247, cette demande équivaut à une tentative pour faire valoir à nouveau des arguments qui nous ont déjà été présentés, ce qui n'est pas approprié pendant la phase de réexamen intérimaire.

2.6.5 Paragraphe 7.258 du rapport intérimaire

2.164. La Russie fait valoir que le paragraphe 7.258, qui énonce le critère juridique applicable à l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, indique un "mauvais critère" et ne reflète pas le libellé de l'article 2.2.1 ni les "interprétations" de l'Organe d'appel concernant cette disposition.¹⁶⁷ Elle demande donc au Groupe spécial: i) de supprimer les deuxième et troisième phrases du

¹⁶⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, pages 15 et 16.

¹⁶⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 238 et 239.

¹⁶⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 242 à 244.

paragraphe 7.258; ii) de modifier le libellé de la quatrième phrase du paragraphe 7.258; et iii) d'ajouter les deux phrases additionnelles suivantes au début du paragraphe 7.258, y compris les références pertinentes aux rapports de l'Organe d'appel sur les affaires *Chine – HP-SSST (Japon) / Chine – HP-SSST (UE)* et aux rapports des Groupes spéciaux *CE – Saumon (Norvège)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*:

L'article 2.2.1 énonce des règles concernant les cas dans lesquels les ventes du produit similaire sur le marché intérieur ou à un pays tiers pourront être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales et être écartées de la détermination de la valeur normale pour l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête.

L'article 2.2.1 énonce une seule obligation en vertu de laquelle l'autorité chargée de l'enquête ne peut écarter les ventes du produit similaire à des prix inférieurs aux coûts que si elle détermine que "de telles" ventes à des prix inférieurs aux coûts présentent les trois caractéristiques spécifiques susmentionnées.

2.165. Nous avons décidé de ne pas accéder aux demandes de la Russie. S'agissant de la première demande de la Russie, nous jugeons inapproprié de supprimer les deuxième et troisième phrases du paragraphe 7.258 car ces phrases sont pertinentes pour l'analyse du Groupe spécial qui est présentée dans la section 7.6.3.3. La Russie ne démontre pas pourquoi ces phrases reflètent un critère juridique incorrect au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. S'agissant de sa deuxième demande, nous jugeons inapproprié de modifier le libellé de la quatrième phrase car elle reproduit les considérations des Groupes spéciaux *CE – Saumon (Norvège)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*. S'agissant de la troisième demande de la Russie, nous jugeons inutile d'ajouter les phrases suggérées par la Russie parce que la première phrase du paragraphe 7.258 traite déjà, quoique en des termes différents, des sujets qui sont traités dans les deux phrases suggérées par la Russie.

2.7 Allégations de la Russie concernant les mesures antidumping imposées par l'Union européenne sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie et les enquêtes et réexamens correspondants

2.7.1 Paragraphe 7.282 du rapport intérimaire

2.166. L'Union européenne demande que le Groupe spécial inclue, après le paragraphe 7.282, une référence aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée* selon lesquelles l'article 32.3 de l'Accord SMC, et donc aussi l'article 18.3 identique de l'Accord antidumping, établissent une démarcation temporelle non seulement en ce qui concerne ces accords, mais aussi en ce qui concerne le GATT de 1994, y compris l'article VI.¹⁶⁸

2.167. La Russie s'oppose à la demande de l'Union européenne parce que cette demande amalgame les disciplines de l'Accord SMC et celles de l'Accord antidumping. En outre, selon elle, l'article 18.3 de l'Accord antidumping ne contient aucune référence à l'article VI du GATT de 1994 ni à aucune autre disposition du GATT de 1994. L'article 18.3 dispose explicitement que "les dispositions du présent accord [c'est-à-dire l'Accord antidumping] s'appliqueront". Par conséquent, l'article 18.3 concerne seulement l'application de l'Accord antidumping et ne traite pas de la question de l'applicabilité temporelle du GATT de 1994. La Russie fait aussi valoir que dans la section 7.7.1 du rapport intérimaire, le Groupe spécial a examiné seulement de l'applicabilité de l'Accord antidumping aux allégations de la Russie. De plus, elle fait valoir que le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée* ne contient pas le membre de phrase cité par l'Union européenne.¹⁶⁹

2.168. Nous pensons comme la Russie que le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée* ne contient pas les termes exacts que l'Union européenne nous demande d'inclure après le paragraphe 7.282 du rapport intérimaire. L'Organe d'appel établit toutefois effectivement un parallèle entre l'article 32.3 de l'Accord SMC et l'article 18.3 de l'Accord antidumping.¹⁷⁰ Il indique

¹⁶⁸ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 10.

¹⁶⁹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 36 à 45.

¹⁷⁰ "Une disposition identique à l'article 32.3 de l'Accord SMC figure à l'article 18.3 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping")." (Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, note de bas de page 23)

aussi qu'il considère qu'"il est clairement énoncé à l'article 32.3 de l'Accord SMC que pour les enquêtes ou réexamens en matière de droits compensateurs, *la démarcation* entre l'application du système d'accords du GATT de 1947 et l'application de l'Accord sur l'OMC doit être déterminée d'après la date à laquelle a été présentée la demande d'enquête ou de réexamen en matière de droits compensateurs".¹⁷¹ Cette déclaration coïncide avec l'argument avancé par l'Union européenne dans sa première communication écrite selon lequel:

L'article 32.3 établit une "démarcation" temporelle pour les enquêtes ou réexamens en matière de droits compensateurs non seulement en ce qui concerne l'Accord SMC et l'article VI du GATT de 1994, mais aussi en ce qui concerne l'Accord sur l'OMC *dans son ensemble*. Cette démarcation est "déterminée d'après la date à laquelle a été présentée la demande d'enquête ou de réexamen en matière de droits compensateurs".¹⁷²

2.169. Nous avons donc décidé d'accéder à la demande de l'Union européenne et nous avons ajouté une référence à l'article VI du GATT de 1994 au paragraphe 7.278 du rapport intérimaire, ainsi qu'une référence aux paragraphes pertinents de la première communication écrite de l'Union européenne dans la note de bas de page pertinente. La partie pertinente de ce paragraphe se lit maintenant comme suit:

L'Union européenne estime que, en vertu de l'article 18.3, les dispositions de l'Accord antidumping et l'article VI du GATT de 1994 s'appliquent seulement aux enquêtes et aux réexamens de mesures existantes, engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date.

2.7.2 Paragraphe 7.290 du rapport intérimaire

2.170. La Russie demande au Groupe spécial d'exposer plus clairement dans son rapport final les raisons pour lesquelles il rejette son argument selon lequel l'expression "un Membre" figurant à l'article 18.3 de l'Accord antidumping fait exclusivement référence à un Membre importateur.¹⁷³

2.171. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie et nous avons modifié le paragraphe 7.290 en conséquence. Ce paragraphe se lit maintenant comme suit:

La deuxième raison pour laquelle nous ne pouvons pas souscrire à l'argument de la Russie est que l'interprétation donnée par celle-ci entraînerait une asymétrie entre les droits pertinents et les obligations pertinentes contenues dans l'Accord antidumping. Nous considérons que les dispositions de l'article 18.3 de l'Accord antidumping s'appliquent de manière égale à tous les Membres de l'OMC à compter de la date de leur accession.

2.172. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'inclure dans le rapport sa réponse (qui figure au paragraphe 64 de sa deuxième communication écrite) à l'interprétation donnée par la Russie de l'article 18.3 de l'Accord antidumping.¹⁷⁴

2.173. Nous avons décidé d'accéder à la demande de l'Union européenne et nous avons inséré dans le rapport un paragraphe et une note de bas de page reflétant la teneur du paragraphe 64 de la deuxième communication écrite de l'Union européenne. Le paragraphe 7.289 du rapport final se lit maintenant comme suit:

L'Union européenne répond que l'interprétation de la Russie créerait un déséquilibre entre les droits et obligations prévus dans l'Accord antidumping, de sorte que les droits commenceraient en quelque sorte à s'appliquer avant les obligations correspondantes. Selon l'Union européenne, cela reviendrait, en effet, à appliquer l'Accord antidumping rétroactivement dans la mesure où cela crée pour la Russie les droits à l'invocation, ce qui serait contraire à la règle de non-rétroactivité énoncée à l'article 28 de la Convention de Vienne. L'interprétation de la Russie "contred[irait] la notion relativement élémentaire selon laquelle, lorsqu'un nouveau Membre accède, les Accords de l'OMC –

¹⁷¹ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 20. (pas d'italique dans l'original)

¹⁷² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 149. (italique dans l'original)

¹⁷³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 246.

¹⁷⁴ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 11.

y compris à la fois les droits et les obligations qui y figurent – entrent en vigueur *pour ce Membre*.¹⁷⁵

2.7.3 Section 7.7.2.2 du rapport intérimaire

2.174. S'agissant de son allégation n° 1, la Russie fait valoir que le Groupe spécial n'a pas examiné ses allégations au titre des articles I^{er}, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 et a traité son allégation au titre de l'article II du GATT de 1994 comme étant corollaire, bien que cette disposition contienne des obligations distinctes dont la violation n'est pas corollaire d'une violation de l'Accord antidumping.¹⁷⁶

2.175. Nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel nous n'avons pas examiné les allégations au titre du GATT de 1994 dans notre analyse de son allégation n° 1.

2.176. Premièrement, nous constatons qu'il n'y a eu aucun réexamen, et donc aucun élargissement de la gamme des produits visés dans le troisième réexamen à l'expiration de 2014 "postérieur à l'accession à l'OMC".¹⁷⁷ Nous avons donc rejeté cet aspect de l'allégation n° 1 de la Russie parce que nous ne partageons pas l'avis selon lequel la gamme des produits visés avait été étendue au nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration.

2.177. Deuxièmement, nous avons constaté qu'en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, la Russie ne pouvait pas contester un aspect non réexaminé d'une détermination faite dans des enquêtes engagées avant l'accession de la Russie à l'OMC: cette constatation concernait l'élargissement allégué de la gamme des produits visés au nitrate d'ammonium stabilisé dans le Règlement n° 945/2005.¹⁷⁸ En conséquence, nous avons rejeté l'allégation n° 1 de la Russie au titre des articles I^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping selon laquelle l'Union européenne avait imposé des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle en l'absence de déterminations de l'existence d'un dumping pour ces produits.

2.178. Selon nous, les allégations formulées par la Russie sur la base des articles 2, 3, 4 et 9 de l'Accord antidumping et des articles I^{er}, II et VI du GATT de 1994 sont corollaires d'une constatation selon laquelle l'Union européenne a imposé des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle en l'absence de déterminations de l'existence d'un dumping pour ces produits. Étant donné que nous nous sommes abstenus de formuler une telle constatation, nous rejetons aussi ces allégations corollaires. La nature corollaire des allégations additionnelles de la Russie ressort clairement en particulier des sections 9.3.1.1.3 et 9.3.1.1.5 de sa première communication écrite, qui indiquent que ces violations "résultaient" de l'imposition et de la perception par l'UE de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle "en l'absence" de déterminations de l'existence d'un dumping pour ces produits. De même, la section 9.3.1.1.6 conteste "l'imposition et la perception de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé, en l'absence d'une enquête antidumping initiale".¹⁷⁹

2.179. Nous avons toutefois accédé partiellement à la demande de la Russie en modifiant le paragraphe 7.299 du rapport intérimaire pour rendre pleinement compte de la teneur des allégations de la Russie, y compris au titre de l'article premier du GATT de 1994. Nous avons aussi modifié notre conclusion (au paragraphe 7.319) pour rendre compte plus clairement du fait que nous considérons que les allégations de la Russie au titre des articles I^{er}, II et VI du GATT de 1994, ainsi que des articles 2, 3, 4 et 9 de l'Accord antidumping sont corollaires d'une constatation selon laquelle l'Union européenne a imposé des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle en l'absence de déterminations de l'existence d'un dumping pour ces produits. Notre conclusion se lit maintenant comme suit:

Pour ces raisons, nous rejetons l'allégation n° 1 de la Russie selon laquelle l'Union européenne a "violé les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a imposé les mesures antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé pour lesquelles aucune enquête

¹⁷⁵ Note de bas de page omise; italique dans l'original.

¹⁷⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 364 à 368.

¹⁷⁷ Rapport intérimaire, paragraphe 7.316.

¹⁷⁸ Rapport intérimaire, paragraphe 7.317.

¹⁷⁹ Pas d'italique dans l'original.

antidumping n'a été menée et aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'a été faite". Étant donné que la partie de l'allégation n° 1 de la Russie qui est présentée sur la base des articles 2, 3, 4 et 9 de l'Accord antidumping et des articles I, II et VI du GATT de 1994 est corollaire d'une constatation selon laquelle l'Union européenne a imposé des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle en l'absence de détermination de l'existence d'un dumping pour ces produits, nous rejetons également ces allégations.¹⁸⁰

2.180. La Russie fait aussi valoir que notre conclusion, formulée aux paragraphes 7.310 et 7.318 du rapport intérimaire, selon laquelle il n'y a pas eu de réexamen de l'inclusion du nitrate d'ammonium stabilisé dans la gamme des produits visés après l'accession de la Russie à l'OMC, n'est pas fondée sur le dossier de la procédure du Groupe spécial. Elle demande donc au Groupe spécial d'examiner l'intégralité du dossier factuel de l'allégation n° 1 et de modifier son analyse et ses constatations en conséquence.¹⁸¹

2.181. Nous rappelons notre analyse approfondie de l'évolution de la gamme des produits visés dans la section 7.7.2.2.1 du rapport intérimaire. Nous rappelons aussi notre conclusion selon laquelle aucun réexamen de la gamme des produits visés n'a eu lieu après l'accession de la Russie à l'OMC. Sur cette base, nous rejetons la demande de la Russie visant à ce que nous modifiions notre conclusion figurant aux paragraphes 7.310 et 7.318. Néanmoins, nous avons ajouté une note de bas de page au paragraphe 7.307 du rapport intérimaire pour noter que les événements mentionnés aux considérants 20 à 22 du Règlement n° 999/2014 n'équivalaient pas, à notre avis, à un réexamen de la gamme des produits visés dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration.

2.7.4 Section 7.7.2.2.1 du rapport intérimaire

2.182. La Russie demande au Groupe spécial d'insérer dans son rapport final une nouvelle sous-section rendant compte du fait que les exportateurs russes ont demandé à la Commission européenne d'exclure le nitrate d'ammonium stabilisé du champ d'application de la mesure et du réexamen à l'expiration et du fait que la Commission européenne a refusé de faire droit à cette demande. Selon elle, ces faits sont "très pertinents pour son allégation selon laquelle un réexamen de la gamme des produits visés a effectivement eu lieu dans le cadre du troisième réexamen à l'expiration".¹⁸²

2.183. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie et nous avons rendu compte de son argument dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.309 du rapport final.

2.184. S'agissant de la même section du rapport intérimaire, la Russie demande aussi que le rapport final "résume les arguments de la Russie et de l'UE concernant le fait que [l'Union européenne] n'a jamais mené d'enquêtes antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle".¹⁸³ Nous estimons que l'historique des mesures visant les importations de nitrate d'ammonium a été décrit en détail dans cette section du rapport intérimaire et nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.5 Section 7.7.2.2.1 d) du rapport intérimaire

2.185. La Russie demande au Groupe spécial d'inclure une sous-section intitulée "Constatations" à la fin de cette section.¹⁸⁴ Nous estimons que les constatations formulées par le Groupe spécial dans cette section sont exposées de manière suffisamment claire à la fin de la section 7.7.2.2.1 et nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.6 Paragraphe 7.301 du rapport intérimaire

2.186. L'Union européenne nous demande de remplacer le membre de phrase "rend l'allégation n° 1 irrecevable" figurant dans ce paragraphe par le membre de phrase "signifie que l'allégation n° 1 doit être rejetée parce que les dispositions pertinentes de l'Accord antidumping et du GATT de 1994

¹⁸⁰ Note de bas de page omise.

¹⁸¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 371.

¹⁸² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 247 et 248. Les arguments de la Russie sur cette question figurent au paragraphe 744 de sa deuxième communication écrite.

¹⁸³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 249.

¹⁸⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 250 et 251.

ne s'appliquent pas."¹⁸⁵ Elle présente une demande semblable en ce qui concerne les paragraphes 7.318, 7.319 et 8.1 g) i) du rapport intérimaire.¹⁸⁶

2.187. De même, l'Union européenne nous demande de remplacer les mots "sort du champ de la présente procédure" au paragraphe 7.317 du rapport intérimaire par "n'est pas assujettie à l'Accord antidumping".¹⁸⁷

2.188. La Russie s'oppose aux modifications proposées. Elle note que les paragraphes en cause contiennent les propres formulations, considérations et constatations du Groupe spécial et non les arguments de l'Union européenne.¹⁸⁸

2.189. Nous avons décidé d'accéder à la demande de l'Union européenne et nous avons modifié en conséquence les paragraphes 7.301, 7.317, 7.318 et 8.1 g) i) du rapport intérimaire.

2.7.7 Paragraphe 7.314 du rapport intérimaire

2.190. L'Union européenne demande au Groupe spécial de rendre compte de l'argument qu'elle a avancé en réponse à la question n° 33 du Groupe spécial, à savoir qu'"[elle] fait valoir en outre que le fait que le chapitre 31 du Code du Système harmonisé, élément qui devrait être pris en compte dans l'interprétation à la fois du droit de l'OMC et du droit de l'UE, est intitulé "Engrais" donne à penser que décrire un groupe de produits comme étant des "engrais" n'exclut pas qu'au moins certains de ces produits puissent être, ou soient, utilisés à des fins industrielles."¹⁸⁹

2.191. La Russie s'oppose à la demande de l'Union européenne parce que l'argument en question ne fait aucune référence à la constatation de la Commission européenne dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration et constitue donc une "justification *a posteriori*".¹⁹⁰

2.192. Nous partageons l'avis de la Russie et nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de l'Union européenne.

2.7.8 Paragraphe 7.320 a) du rapport intérimaire.

2.193. La Russie demande au Groupe spécial de réviser sa description de l'allégation n° 2 de la Russie afin de rendre compte du paragraphe 43 du premier résumé analytique intégré de la Russie.¹⁹¹

2.194. Nous rappelons que la Russie a décrit son allégation dans la section 7.1.4.2 de sa deuxième communication écrite comme suit: "[l']UE a fait erreur lorsqu'elle a accepté la demande de réexamen à l'expiration présentée par la branche de production nationale qui couvrait les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, pour lesquelles aucune enquête antidumping n'avait été menée et aucune détermination de l'existence d'un dumping ou d'un dommage n'avait été établie *en vertu de l'Accord antidumping*".¹⁹² Nous estimons que la description figurant au paragraphe 7.320 a) du rapport intérimaire est compatible avec la description donnée par la Russie de son allégation.

2.195. Nous rejetons donc la demande de la Russie.

2.7.9 Paragraphe 7.329 du rapport intérimaire

2.196. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer une référence à l'argument qu'elle avance au paragraphe 55 de sa réponse à la question n° 88 du Groupe spécial, selon lequel: "[p]our "dûment justifier" une demande de réexamen à l'expiration, le requérant doit présenter des faits et éléments de preuve qui ne se limitent pas à tel ou tel "type ou qualité" et qui font qu'il est *plausible*

¹⁸⁵ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 12.

¹⁸⁶ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 15, 16 et 37.

¹⁸⁷ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 14.

¹⁸⁸ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 54.

¹⁸⁹ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 13.

¹⁹⁰ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 59 et 60.

¹⁹¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 252.

¹⁹² Pas d'italique dans l'original.

que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront dans l'avenir, si les mesures devaient arriver à expiration."¹⁹³

2.197. Nous estimons que le paragraphe 7.329 du rapport intérimaire rend suffisamment compte des arguments avancés par l'Union européenne sur cette question, mais nous avons décidé d'inclure une référence au paragraphe pertinent de la réponse de l'Union européenne à la question n° 88 dans la note de bas de page correspondante.

2.7.10 Paragraphes 7.334, 7.336 et 7.337 du rapport intérimaire

2.198. La Russie demande au Groupe spécial de rendre compte dans son rapport final du fait que "Fertilizers Europe a demandé un réexamen à l'expiration de la mesure en ce qui concerne la même gamme de produits visés que celle qui avait été établie précédemment dans le cadre du réexamen de 2005 au moyen du Règlement n° 945/2005, et non dans le cadre du réexamen de 2008".¹⁹⁴ Elle demande aussi au Groupe spécial de modifier la note de bas de page 512 relative au paragraphe 7.334 du rapport intérimaire afin de supprimer la référence au considérant 44 du Règlement n° 999/2014. Enfin, elle demande au Groupe spécial de modifier la dernière phrase du paragraphe 7.336 du rapport intérimaire parce qu'il n'est "pas exact d'un point de vue factuel de donner à entendre, comme cela est fait dans la dernière phrase du [paragraphe] 7.336, que la décision d'engager le troisième réexamen à l'expiration a été prise sur la base de la même gamme de produits visés que celle définie avant l'accession de la Russie à l'OMC".¹⁹⁵ L'Union européenne s'oppose à ces demandes parce que la Russie tente de "modifier les constatations de fait du Groupe spécial, ce qui n'est pas le but du réexamen intérimaire".¹⁹⁶

2.199. Nous convenons que le paragraphe 7.334 devrait être modifié pour rendre compte du fait que "Fertilizers Europe a demandé un réexamen à l'expiration de la mesure en ce qui concerne la même gamme de produits visés que celle qui avait été établie précédemment dans le cadre du réexamen de 2005". Toutefois, au vu de la teneur du paragraphe 7.336 du rapport intérimaire, qui cite le considérant 44 du Règlement n° 999/2014, il est approprié que la note de bas de page 512 du rapport intérimaire cite à la fois l'avis d'ouverture et le considérant du Règlement n° 999/2014 qui indique que "[l]e produit concerné par le présent réexamen est le même que le produit défini dans le Règlement (CE) n° 661/2008".¹⁹⁷

2.200. Enfin, nous estimons que la description factuelle figurant dans la dernière phrase du paragraphe 7.336 du rapport intérimaire (selon laquelle la gamme de produits visés a été définie avant l'accession de la Russie à l'OMC et n'a pas été réexaminée dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration) est correcte.

2.201. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie et nous ne voyons aucune raison de modifier notre conclusion figurant au paragraphe 7.336 du rapport intérimaire. Dans une autre section de ses observations sur le rapport intérimaire (paragraphe 372), la Russie réitère ses objections concernant notre constatation figurant au paragraphe 7.337. En particulier, elle fait valoir ce qui suit:

[L']ouverture d'un réexamen à l'expiration était fondée sur la définition obsolète de la gamme de produits visés de 2008, et donc sur une demande qui n'était pas dûment étayée, en violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. La Russie demande que le Groupe spécial révise les constatations qu'il a formulées au paragraphe 7.337 du rapport et fasse droit à son allégation.¹⁹⁸

2.202. Nous estimons que la demande présentée par la Russie au paragraphe 372 de ses observations est essentiellement la même que celle qu'elle a présentée au paragraphe 258 de ses observations sur le rapport intérimaire. En outre, nous notons que la Russie n'indique pas dans ces paragraphes dans quelle section de ses communications écrites cet argument a été avancé pendant

¹⁹³ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 17.

¹⁹⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 253.

¹⁹⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 257.

¹⁹⁶ Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 49.

¹⁹⁷ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 44.

¹⁹⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 372.

la procédure. Pour ces raisons, nous rejetons aussi la demande formulée par la Russie au paragraphe 372 de ses observations sur le rapport intérimaire.

2.203. S'agissant du même paragraphe 7.334 du rapport intérimaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de remplacer le membre de phrase "demandait un élargissement " figurant dans la première phrase du paragraphe 7.334 du rapport intérimaire par le texte suivant: "demandait, soit expressément, soit en cherchant d'une autre manière à l'obtenir, un élargissement".¹⁹⁹

2.204. Nous estimons que le paragraphe 7.333 du rapport intérimaire reflète suffisamment l'évolution de la position de la Russie pendant la procédure et nous ne pensons pas que l'ajout demandé par l'Union européenne soit nécessaire. Nous notons aussi que la Russie s'oppose à la modification demandée par l'Union européenne.²⁰⁰

2.205. Nous avons donc décidé de ne pas faire droit à la demande de l'Union européenne.

2.206. Enfin, la Russie fait valoir que le Groupe spécial n'a pas examiné son allégation selon laquelle l'Union européenne avait fait erreur lorsqu'elle avait accepté une demande de réexamen à l'expiration des "droits antidumping" sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle.²⁰¹ L'Union européenne exprime son désaccord et fait valoir que "la Russie tente de modifier ses allégations sur la base de la teneur du rapport intérimaire."²⁰²

2.207. Nous sommes d'accord avec l'Union européenne. Au paragraphe 590 de sa première communication écrite, la Russie indique clairement ce qui suit:

L'UE a approuvé la demande de réexamen à l'expiration présentée par Fertilizers Europe, dans laquelle la branche de production demandait d'étendre les mesures antidumping aux importations, entre autres, de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Toutefois, les autorités de l'UE n'ont jamais mené d'enquête antidumping initiale en ce qui concerne le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle.

2.208. Nous estimons que la section 7.7.2.3.3 décrit correctement le motif n° 1 de l'allégation n° 2 de la Russie. En particulier, nous avons noté ce qui suit au paragraphe 7.333 du rapport intérimaire:

[La Russie] précise qu'elle ne fait pas valoir que le requérant a effectivement demandé l'élargissement de la gamme des produits visés par la mesure dans la demande de réexamen à l'expiration mais plutôt que l'Union européenne "a approuvé à tort une demande d'ouverture de réexamen à l'expiration *qui visait à élargir la gamme des produits visés par les mesures antidumping* au nitrate d'ammonium stabilisé et au nitrate d'ammonium de qualité industrielle."²⁰³

2.209. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande formulée par la Russie au paragraphe 373 de ses observations sur le rapport intérimaire.

2.7.11 Paragraphe 7.339 du rapport intérimaire

2.210. L'Union européenne demande au Groupe spécial de faire référence aux arguments qu'elle a présentés au paragraphe 61 de sa réponse à la question n° 90 du Groupe spécial, en insérant le texte suivant: "[l']Union européenne fait aussi valoir que, du point de vue du requérant, ces exportations auraient pu constituer des éléments de preuve indirectement pertinents, par exemple en montrant la capacité de production de Kirovo qui pouvait être réorientée vers des produits compris dans le produit concerné."²⁰⁴

¹⁹⁹ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 18.

²⁰⁰ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 64.

²⁰¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 373.

²⁰² Union européenne, observations concernant les observations de la Russie sur le rapport intérimaire, paragraphe 67.

²⁰³ Italique dans l'original; note de bas de page omise.

²⁰⁴ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 19.

2.211. Nous estimons que le paragraphe 7.339 du rapport intérimaire reflète suffisamment les arguments de l'Union européenne. Nous notons aussi que la Russie s'oppose à la modification demandée par l'Union européenne.²⁰⁵

2.212. Nous avons donc décidé de ne pas faire droit à la demande de l'Union européenne.

2.7.12 Paragraphe 7.340 du rapport intérimaire

2.213. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer ce qui suit après l'avant-dernière phrase du paragraphe 7.340: "[l']Union européenne ajoute que la quantité des exportations russes vers [l'Union européenne] pendant ou avant la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen n'était pas, en tout état de cause, le fondement de la constatation par la Commission de la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient", en faisant référence au paragraphe 69 de sa réponse à la question n° 90 du Groupe spécial.²⁰⁶

2.214. La Russie s'oppose à la demande de l'Union européenne faisant valoir que cet argument est dénué de pertinence pour le motif n° 2 de son allégation n° 2 examiné aux paragraphes 7.338 à 7.341, qui conteste l'acceptation par l'Union européenne de la demande de réexamen à l'expiration. Elle souligne aussi que le paragraphe 7.340 contient l'analyse du Groupe spécial et non les arguments de l'Union européenne. Les parties pertinentes de ces derniers sont reprises par le Groupe spécial au paragraphe 7.339.²⁰⁷

2.215. Nous pensons comme la Russie que l'ajout demandé par l'Union européenne se rapporte à la constatation par la Commission européenne de la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiront, et non à la demande de réexamen à l'expiration. Ladite constatation est examinée dans d'autres parties du rapport.

2.216. Nous rejetons par conséquent la demande de l'Union européenne.

2.217. Dans le même paragraphe, la Russie demande au Groupe spécial de rendre compte du fait que l'avis d'ouverture utilise l'expression "produit examiné" et non pas l'expression "produit concerné" parce que, d'après les allégations, l'avis d'ouverture définit le "produit examiné" comme incluant les importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo. De plus, elle fait valoir que, contrairement à ce que le paragraphe 7.340 laisse entendre, l'avis d'ouverture a pris en considération non seulement l'accroissement probable des importations, mais aussi le niveau actuel des importations, tel qu'il ressort de la demande de réexamen, comme base de l'ouverture.²⁰⁸

2.218. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel l'utilisation des expressions "produit examiné" ou "produit concerné" a une quelconque incidence sur la question de savoir si les importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo étaient, en fait, incluses dans le champ du réexamen à l'expiration. En outre, après avoir soigneusement examiné les éléments de preuve versés au dossier et les arguments présentés par les parties, le Groupe spécial n'est pas convaincu par les arguments de la Russie selon lesquels la Commission européenne a engagé le troisième réexamen à l'expiration sur la base des statistiques d'importation qui incluaient les importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo. L'utilisation d'expressions telles que "le niveau actuel des importations du produit examiné" et "le flux des importations du produit examiné" ne suffit pas à démontrer que le niveau des importations utilisé par la Commission européenne comme base pour engager le troisième réexamen à l'expiration incluait des importations qui auraient dû être exclues du champ du réexamen à l'expiration.

2.219. Nous nous abstenons donc de faire droit à la demande de la Russie et nous ne voyons aucune raison de modifier le paragraphe 7.340 du rapport intérimaire.²⁰⁹

²⁰⁵ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 70.

²⁰⁶ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 20.

²⁰⁷ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 72 et 73.

²⁰⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 262 à 265.

²⁰⁹ Nous notons que la Russie répète au paragraphe 374 de ses observations sur le rapport intérimaire les mêmes arguments que ceux qu'elle a présentés aux paragraphes 264 à 265. Pour les raisons exposées

2.7.13 Paragraphe 7.341 du rapport intérimaire

2.220. L'Union européenne observe qu'il apparaît que le paragraphe 7.341 a été inséré par erreur ou est incomplet. Elle demande au Groupe spécial de le remplacer par le texte suivant: "[n]ous constatons donc que la Russie n'a pas démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande qui n'avait pas été dûment justifiée, en raison de l'inclusion alléguée de données concernant Kirovo dans la demande."²¹⁰

2.221. La Russie demande au Groupe spécial d'insérer à la place le paragraphe suivant:

Nous pensons comme la Russie que des prescriptions telles que les "éléments de preuve positifs" et l'"examen objectif" sont pertinentes pour les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Nous constatons que la Russie a démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande qui n'avait pas été dûment justifiée par l'inclusion alléguée des importations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo dans la demande et que, par conséquent, l'UE n'a pas examiné objectivement les éléments de preuve positifs versés au dossier, ce qui est contraire à l'article 11.3.²¹¹

2.222. Nous convenons que le paragraphe 7.341 du rapport intérimaire a été inséré par erreur. Nous avons décidé de faire droit à la demande de l'Union européenne et nous avons modifié ce paragraphe en conséquence.

2.7.14 Paragraphe 7.352 du rapport intérimaire

2.223. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer le libellé suivant après la deuxième phrase: "[l]'Union européenne fait valoir qu'il est factuellement incorrect de dire que la demande de réexamen à l'expiration était uniquement soutenue par les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, et que ni les données relatives au produit considéré, ni les données relatives au produit national similaire n'ont été, ou ne devaient être, évaluées ou déclarées séparément pour les trois sous-catégories (nitrate d'ammonium de qualité engrais, nitrate d'ammonium de qualité industrielle, nitrate d'ammonium stabilisé)".²¹²

2.224. Nous estimons qu'il est suffisamment rendu compte des arguments de l'Union européenne aux paragraphes 7.351 et 7.352 du rapport intérimaire.

2.225. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de l'Union européenne.

2.7.15 Paragraphes 7.353 et 7.354 du rapport intérimaire

2.226. La Russie fait valoir que l'analyse du dossier faite par le Groupe spécial n'a pas suffisamment tenu compte des éléments de preuve selon lesquels la demande de réexamen était fondée uniquement sur les données relatives au nitrate d'ammonium de qualité engrais.²¹³ La Russie réaffirme les arguments et éléments de preuve qu'elle a présentés au Groupe spécial sur cette question au paragraphe 267 de ses observations sur le rapport intérimaire et nous demande de "les inclure dans les "éléments de preuve versés au dossier" mentionnés au [paragraphe] 7.353 du rapport et de [les] analyser en conséquence."²¹⁴

2.227. Nous avons décidé d'accéder partiellement à la demande de la Russie et d'inclure dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.348 certaines des références qu'elle a demandées et que nous avons jugées pertinentes pour l'analyse de cette allégation. La note de bas de page pertinente est désormais libellée comme suit:

dans cette section, nous rejetons la demande de la Russie visant à ce que nous modifiions notre conclusion figurant au paragraphe 7.340 du rapport intérimaire.

²¹⁰ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 21.

²¹¹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 75.

²¹² Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 23.

²¹³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 266.

²¹⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 267 et 268.

Russie, première communication écrite, paragraphes 606 et 608. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 757 à 761 et 860; réponses aux questions n° 103, paragraphe 165, et 95, paragraphes 126 et 133, du Groupe spécial. Voir aussi Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 840; et réponse à la question n° 95 du Groupe spécial, paragraphes 135 à 137.

2.228. Nous rappelons, toutefois, que les descriptions des arguments des parties figurant dans notre rapport ne sont pas censées refléter l'intégralité des arguments des parties. Elles visent plutôt les principaux points que nous jugeons pertinents pour le règlement du présent différend. À cet égard, nous rappelons qu'"un groupe spécial est libre de ne traiter que les arguments qu'il juge nécessaire de traiter pour régler une allégation donnée".²¹⁵

2.229. Notre analyse de l'allégation n° 2 de la Russie tenait compte de tous les arguments pertinents présentés par les parties et de tous les éléments de preuve pertinents versés au dossier dans cette procédure. Nous nous abstenons donc de modifier notre analyse de l'allégation n° 2 de la Russie et notre conclusion selon laquelle l'Union européenne n'a pas violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping en engageant le troisième réexamen à l'expiration sur la base d'une demande qui analysait les indicateurs de la branche de production de l'UE fabriquant du nitrate d'ammonium de qualité engrais d'une part, et les importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle d'autre part.

2.230. En outre, la Russie demande au Groupe spécial de réviser les paragraphes 7.353 et 7.354 en supprimant la "suggestion [du Groupe spécial] selon laquelle la lettre des producteurs russes de nitrate d'ammonium datée du 4 mars 2014 confirme que la demande de réexamen à l'expiration incluait en fait le nitrate d'ammonium de qualité engrais et le nitrate d'ammonium stabilisé".²¹⁶

2.231. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel c'est ce que donnent à penser les paragraphes 7.353 et 7.354. En fait, tel qu'il est libellé, le paragraphe 7.354 du rapport intérimaire dit que le contenu de la lettre du 4 mars 2014 "semble indiquer que le demandeur n'a pas fait de distinction entre les différents types de nitrate d'ammonium dans sa réponse au questionnaire". Le Groupe spécial n'est pas parvenu à une conclusion sur la question de savoir si la demande de réexamen incluait des données sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé: il a conclu que la Russie n'avait pas démontré que le troisième réexamen à l'expiration avait été engagé sur la base d'une demande de réexamen qui contenait uniquement des données relatives au nitrate d'ammonium de qualité engrais.

2.232. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.16 Paragraphe 7.375 du rapport intérimaire

2.233. La Russie demande au Groupe spécial de supprimer la référence à l'article 4.1 de l'Accord antidumping en faisant valoir que la section 7.7.3.3 du rapport intérimaire "concerne uniquement l'application de l'article 3 de l'Accord antidumping aux réexamens à l'expiration".²¹⁷

2.234. Cette section du rapport intérimaire est intitulée "Critère juridique pertinent pour l'examen par le Groupe spécial des allégations de la Russie relatives à la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira". Comme l'allégation n° 6 concerne la détermination de la probabilité que le dommage se reproduira établie par la Commission européenne, et qu'elle inclut des allégations au titre des articles 3, 4.1 et 11.3 de l'Accord antidumping, nous ne voyons pas pourquoi une référence à l'article 4.1 ne devrait pas figurer dans ce paragraphe.

2.235. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

²¹⁵ Rapports de l'Organe d'appel *CE - Volailles*, paragraphe 135; *États-Unis - EPO*, paragraphe 414.

²¹⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 272.

²¹⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 273.

2.7.17 Paragraphe 7.381 du rapport intérimaire

2.236. La Russie demande au Groupe spécial de modifier ce paragraphe afin d'indiquer que les prescriptions telles que les "éléments de preuve positifs" et l'"examen objectif" *sont* (plutôt que *peuvent être*) pertinentes pour un examen au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

2.237. Nous convenons avec la Russie que ces principes sont pertinents pour un examen au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping et avons modifié le paragraphe 7.381 en conséquence. Dans le rapport final, la partie pertinente de ce paragraphe est désormais libellée comme suit:

Par conséquent, alors que les prescriptions fondamentales de l'article 3.1 selon lesquelles une détermination de l'existence d'un dommage doit être fondée sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" sont également pertinentes pour les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3, nous sommes d'avis que l'autorité chargée de l'enquête n'est pas obligée de se conformer aux dispositions de l'article 3 lorsqu'elle établit une détermination de la probabilité d'un dommage, à moins que cette détermination ne soit fondée sur une constatation de l'existence d'un dommage important.

2.7.18 Paragraphe 7.383 du rapport intérimaire

2.238. La Russie demande au Groupe spécial de réviser le paragraphe 7.383 afin de "rendre compte du lien établi par la Russie entre les calculs de la sous-cotation mentionnés au [paragraphe] 7.382 et les conclusions tirées par la Commission [européenne] visées au [paragraphe] 7.383".²¹⁸ En particulier, la Russie nous demande de mentionner la constatation suivante de la Commission européenne: "il est probable qu'en l'absence de mesures, les niveaux de prix auxquels les exportations russes entreraient dans l'Union seraient inférieurs aux coûts de fabrication de l'Union augmentés d'une marge bénéficiaire raisonnable, et par conséquent, préjudiciables".²¹⁹

2.239. Nous notons que cette citation, qui est en fait tirée du considérant 162 du Règlement n° 999/2014, apparaît déjà dans le cadre de l'examen des arguments de la Russie, au paragraphe 7.390 du rapport intérimaire. Par conséquent, nous ne considérons pas qu'il soit nécessaire d'inclure une référence additionnelle à cette constatation au paragraphe 7.383 du rapport intérimaire.

2.240. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.19 Paragraphes 7.384, 7.385 et 7.390 du rapport intérimaire

2.241. La Russie demande au Groupe spécial de réviser les paragraphes 7.384 et 7.385 parce qu'ils "présentent de manière erronée les allégations de la Russie"²²⁰ en donnant à penser que la Russie conteste des défauts dans les calculs de sous-cotation de la Commission européenne *en tant que tels*. La Russie rappelle que ce qu'elle fait valoir en réalité est que la Commission européenne n'a pas "satisfait à la prescription imposant que la détermination de la probabilité d'un dommage repose sur une "base factuelle suffisante" découlant d'un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs, parce qu'elle n'a pas tenu compte des éléments de preuve concernant les prix des importations russes vers [l'Union européenne], qui démontraient l'absence de sous-cotation".²²¹

2.242. Nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel le Groupe spécial a donné une présentation erronée de son allégation n° 5 en n'examinant pas la question de savoir si la détermination de la probabilité d'un dommage établie par la Commission européenne reposait sur une "base factuelle suffisante" découlant d'un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs. En fait, nous notons qu'après avoir examiné la question de savoir si la Commission européenne avait effectué des calculs de la sous-cotation (paragraphes 7.397 à 7.403), nous avons examiné "l'allégation de la Russie selon laquelle "l'UE n'a pas satisfait à la prescription imposant que la détermination de la probabilité d'un dommage repose sur une "base factuelle suffisante" qui

²¹⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 279.

²¹⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 280.

²²⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 283.

²²¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 284.

permette à l'autorité chargée de l'enquête d'arriver à une conclusion motivée au regard de l'article 11.3 de l'Accord antidumping".²²²

2.243. En outre, nous notons que les notes de bas de page relatives aux paragraphes mentionnés par la Russie (paragraphes 7.384 d), 7.385 et 7.390) citent avec exactitude les arguments formulés par la Russie dans ses communications au Groupe spécial à l'appui de son allégation n° 5.

2.244. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.20 Demande de la Russie concernant l'analyse par le Groupe spécial de son allégation n° 5

2.245. La Russie demande au Groupe spécial de modifier son analyse de l'allégation n° 5 et de conclure que la Commission européenne avait calculé l'effet sur les prix des importations futures faisant l'objet d'un dumping au moyen de calculs de la sous-cotation et qu'en faisant cela elle aurait dû se mettre en conformité avec les articles 3.1, 3.2 et 11.3 de l'Accord antidumping.²²³ En particulier, la Russie fait valoir que le Groupe spécial n'a pas examiné les éléments de preuve fournis et qu'il n'a pas expliqué en quoi et dans quelle mesure les calculs effectués par l'Union européenne diffèrent d'un calcul de la sous-cotation.

2.246. Nous rappelons que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.²²⁴ Nous considérons qu'en nous demandant d'infirmer notre constatation selon laquelle la Commission européenne n'a pas effectué de calculs de la sous-cotation dans le cadre de sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait, la Russie tente de faire valoir à nouveau sa thèse sur la base des arguments déjà analysés par le Groupe spécial.

2.247. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.21 Paragraphes 7.416 et 7.417 du rapport intérimaire

2.248. La Russie demande au Groupe spécial de modifier les paragraphes 7.416 et 7.417 afin de reconnaître le fait que "les importations de [nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo] relèvent de la gamme des produits visés par les mesures", telle que définie par la Commission européenne.²²⁵

2.249. Pour étayer cette demande, la Russie cite le paragraphe 1141 de sa deuxième communication écrite, qui contredit ce qu'elle demande au Groupe spécial de reconnaître: ce paragraphe indique en particulier que "les importations de Kirovo correspondent aux importations de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Russie qui ne sont pas visées par des mesures antidumping" et que "le nitrate d'ammonium stabilisé n'est pas visé par des mesures antidumping en ce qui concerne Kirovo".

2.250. Nous notons aussi que le paragraphe 1141 de la deuxième communication écrite de la Russie ne contient aucune référence au considérant 149 du Règlement n° 2018/722. Nous estimons donc que la Russie avance un nouvel argument à l'appui de son allégation, que nous ne pouvons pas accepter à ce stade de la procédure.

2.251. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

²²² Rapport intérimaire, paragraphe 7.404.

²²³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 378 à 393.

²²⁴ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* (article 21:5 – CE), paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

²²⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 292. La Russie réitère ses arguments au paragraphe 395 de ses observations sur le rapport intérimaire.

2.7.22 Paragraphe 7.419 du rapport intérimaire

2.252. L'Union européenne demande au Groupe spécial de tenir compte de l'argument énoncé au paragraphe 155 de sa deuxième communication écrite selon lequel "la Commission n'a été en mesure d'effectuer aucun des ajustements au titre des différences des stades commerciaux allégués par l'ARPE durant l'enquête. En effet, ... la Commission n'a pas pu effectuer ces ajustements, car, à l'exception d'Acron, les sociétés de l'échantillon n'avaient que partiellement coopéré et n'avaient pas fourni de renseignements suffisamment précis, en particulier de listes de ventes transaction par transaction (y compris par type de produit)."²²⁶

2.253. La Russie considère que cette référence est "inutile et injustifiée" parce que "[l]a question à examiner porte sur le point de savoir si – en fait – la [Commission européenne] aurait dû effectuer ces ajustements et si des éléments de preuve suffisants ont été présentés pour justifier ces ajustements".²²⁷

2.254. Nous convenons avec l'Union européenne que la modification proposée – qui concerne le point de savoir si des éléments de preuve suffisants ont été présentés pour justifier les ajustements demandés, d'après les allégations – est utile pour comprendre la position de l'Union européenne.

2.255. Nous avons donc décidé d'accéder à la demande de l'Union européenne et avons modifié le paragraphe 7.419 en conséquence.

2.7.23 Paragraphes 7.422 et 7.423 du rapport intérimaire

2.256. La Russie demande au Groupe spécial de revoir sa constatation figurant au paragraphe 7.422 selon laquelle "les observations formulées par l'ARPE sur la divulgation finale font référence à une demande d'ajustement des prix russes à l'exportation vers l'Union européenne, et non des prix russes à l'exportation vers les pays tiers", ainsi que celle figurant au paragraphe 7.423 selon laquelle "le dossier ne montre pas "où, dans l'enquête, les parties intéressées auraient formulé une demande d'ajustement" du prix des exportations russes vers des pays tiers".²²⁸

2.257. La Russie explique que le paragraphe 1150 de sa deuxième communication écrite fait référence à des éléments de preuve qui se rapportent en fait aux "constatations figurant dans la divulgation relatives à la comparaison entre les prix russes à l'exportation vers les pays tiers et le prix pratiqué par les producteurs de l'Union inclus dans l'échantillon".²²⁹ Elle fait aussi valoir que la constatation contestée au paragraphe 7.422 est "contredite par la référence au considérant 161 du Règlement n° 999/2014 figurant au paragraphe 7.420 du rapport [intérimaire]"²³⁰, qui fait référence au fait que l'ARPE avait demandé des ajustements aux "prix russes à l'exportation vers les pays tiers".

2.258. Nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel la section V.E.1 des observations de l'ARPE sur la divulgation finale datée du 8 juillet 2014, citée au paragraphe 1150 de la deuxième communication écrite de la Russie, démontre que l'ARPE avait demandé des ajustements aux prix à l'exportation russes vers les pays tiers. Nous avons, une fois de plus, examiné la page 33 de la pièce RUS-79 (RCC) et nous ne sommes pas convaincus que les ajustements demandés par l'ARPE dans cette pièce concernent le prix des exportations russes vers les pays tiers: en fait, la première phrase de la section V.E.1 indique que "[p]our assurer la comparabilité entre les prix russes et les prix de l'UE, comme dans les réexamens antérieurs, des ajustements devraient être faits dans les calculs de la sous-cotation et de la vente à des prix inférieurs", et fait référence aux ajustements reflétés dans les Règlements n° 658/2002 et 661/2008. Nous notons que les trois considérants de ces règlements mentionnés dans la note de bas de page 67 de la pièce RUS-79 (RCC) font en fait référence à des ajustements aux prix à l'exportation vers l'Union européenne.

2.259. Nous ne partageons pas non plus l'avis de la Russie selon lequel nos constatations formulées aux paragraphes 7.422 et 7.423 du rapport intérimaire sont contredites par notre référence au considérant 161 du Règlement n° 999/2014 figurant au paragraphe 7.420 de ce rapport. Dans ce paragraphe, nous avons constaté "qu'il y a[vait] des éléments de preuve versés au dossier qui

²²⁶ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 24.

²²⁷ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 80.

²²⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 293 et 298.

²²⁹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 295.

²³⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 296.

indiqu[ai]ent] que les représentants des producteurs/exportateurs [russes] [avaient] demandé *certaines ajustements*".²³¹ Cela est fondé sur le considérant 161 du Règlement n° 999/2014, qui dispose ce qui suit:

Postérieurement à l'information des parties, l'ARPE a affirmé que la comparaison entre les prix russes à l'exportation vers les pays tiers et les prix de l'Union n'avait aucun sens, une comparaison devant au contraire être faite entre des ventes pratiquées sur les mêmes marchés et avec des ajustements appropriés tenant compte des droits, des stades commerciaux, etc.

2.260. Toutefois, ni notre constatation ni le considérant 161 n'indiquent quels ajustements avaient été demandés ou s'ils étaient justifiés.

2.261. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.24 Paragraphes 7.439 à 7.443 du rapport intérimaire

2.262. La Russie demande au Groupe spécial de compléter ses constatations concernant l'allégation n° 6 de la Russie en incluant les constatations relatives à l'argument de la Russie selon lequel la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait établie par la Commission européenne dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration était fondée sur des données micro-économiques fournies par la branche de production de l'UE qui ne couvraient pas le nitrate d'ammonium stabilisé.²³²

2.263. Le Groupe spécial ne partage pas l'avis de la Russie selon lequel ses constatations concernant l'allégation n° 6 se limitent au manque allégué de données concernant le nitrate d'ammonium de qualité industrielle. En fait, au paragraphe 7.442, nous expliquons que "nous ne sommes pas convaincus par les éléments de preuve de la Russie montrant que les producteurs de l'UE n'ont systématiquement pas fait état des indicateurs économiques relatifs au nitrate d'ammonium de qualité industrielle *et au nitrate d'ammonium stabilisé*".²³³ Au paragraphe 7.438, nous notons aussi que, dans ses observations sur l'ouverture d'un réexamen à l'expiration²³⁴, "l'ARPE a critiqué la méthode choisie pour établir l'échantillon ... et l'*inclusion* du nitrate d'ammonium stabilisé dans le produit concerné". Nous avons examiné attentivement les arguments de la Russie relatifs au manque allégué de données micro-économiques concernant le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans les ensembles de données qui ont servi de base à l'analyse de la Commission européenne.²³⁵ Nous notons que ces arguments sont axés sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle²³⁶ ou qu'ils concernent l'écart allégué entre les données relatives à tous les types de produits (nitrate d'ammonium de qualité industrielle, nitrate d'ammonium de qualité engrais et nitrate d'ammonium stabilisé) et les indicateurs énoncés dans le Règlement n° 999/2014.²³⁷ Nous avons répondu à ces arguments aux paragraphes 7.439 à 7.443 du rapport intérimaire.

2.264. Dans ses observations sur le rapport intérimaire, la Russie fait référence à sa deuxième communication écrite et à sa réponse à la question n° 95 a) du Groupe spécial en indiquant qu'elles contiennent "de nombreux éléments de preuve qui montrent que les microdonnées de la branche de production de l'Union et l'analyse consécutive de la probabilité d'un dommage effectuée par l'UE ne couvraient pas le nitrate d'ammonium stabilisé".²³⁸ Nous ne sommes pas de cet avis. La deuxième communication écrite de la Russie fait simplement référence à l'"admission" alléguée de l'UE que "le nitrate d'ammonium stabilisé n'est pas produit dans l'UE" (bien que l'Union européenne ait nié avoir admis cela), alors que la réponse de la Russie à la question n° 95 b) indique que "si l'UE avait inclus

²³¹ Pas d'italique dans l'original.

²³² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 300 à 302.

²³³ Pas d'italique dans l'original.

²³⁴ Rapport intérimaire, paragraphe 7.438 (faisant référence aux observations de l'ARPE sur l'ouverture d'un réexamen à l'expiration (pièce RUS-85 (RCC)), pages 41 à 45).

²³⁵ Russie, première communication écrite, paragraphes 975 à 980; deuxième communication écrite, paragraphes 1163 à 1168.

²³⁶ Voir, par exemple, Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1165 à 1168.

²³⁷ Voir, par exemple, Russie, première communication écrite, paragraphes 976 et 977.

²³⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 301 (faisant référence à Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 1156 et 1164; et réponse à la question n° 95 a) du Groupe spécial, paragraphes 132 et 133).

des données de la branche de production de l'Union fabricant du *nitrate d'ammonium de qualité industrielle et du nitrate d'ammonium stabilisé* dans sa détermination de la probabilité d'un dommage, elle aurait trouvé une bien meilleure rentabilité de la branche de production de l'UE".²³⁹

2.265. Enfin, s'agissant de l'argument de la Russie selon lequel l'Union européenne "ne nie pas que les micro-indicateurs de sa branche de production ne couvrent pas la production et les ventes de nitrate d'ammonium stabilisé"²⁴⁰, nous notons que cela est, en fait, incorrect.²⁴¹

2.266. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.267. La Russie fait valoir en outre que notre analyse porte uniquement sur ses allégations et arguments concernant la caractère incomplet allégué des micro-indicateurs, et qu'elle ne répond pas à ses allégations et arguments concernant les indicateurs macro-économiques.²⁴²

2.268. Nous ne sommes pas de cet avis. Les arguments de la Russie concernant les macro-indicateurs sont axés sur l'allégation selon laquelle les macro-indicateurs figurant dans le Règlement n° 999/2014 n'étaient pas fondés sur des données représentant l'ensemble de la branche de production de l'UE produisant les trois types de nitrate d'ammonium.²⁴³ Nous avons décrit en détail la collecte de données de la Commission européenne et le contenu allégué des ensembles de données d'avril et de mai 2014 (y compris les indicateurs macro-économiques figurant aux paragraphes 7.431 à 7.437 et 7.444 du rapport intérimaire). Aux paragraphes 7.442 et 7.443, nous avons expliqué pourquoi nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel la Commission européenne "a[vait] exclu toute une catégorie de producteurs du produit similaire". Nous avons examiné attentivement les arguments de la Russie concernant le contenu allégué des ensembles de données d'avril et de mai, mais nous ne voyons aucune raison de modifier notre conclusion, exposée au paragraphe 7.448, selon laquelle l'allégation n° 6 de la Russie n'est pas suffisamment étayée par les éléments de preuve versés au dossier pour que le Groupe spécial constate l'existence d'une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

2.269. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie. Néanmoins, nous avons modifié le paragraphe 7.435 du rapport intérimaire afin de rendre compte du fait que la référence à "tous les macro- et micro-indicateurs pertinents couvrant tous les producteurs connus du produit similaire de l'Union" dans ce paragraphe, est une citation tirée d'une communication présentée par Fertilizers Europe (pièce RUS-83 (RCC)).

2.270. En outre, la Russie demande au Groupe spécial de modifier la note de bas de page 684 du rapport intérimaire et de constater que la pièce RUS-154, dans son annexe B-4, prouve que GrowHow avait uniquement fourni des renseignements concernant le nitrate d'ammonium de qualité engrais (un produit appelé Nitram et décrit comme un "engrais" dans la pièce). Comme nous l'avons expliqué dans la note de bas de page 684 du Rapport intérimaire, nous ne sommes pas en mesure de résoudre la question technique de savoir si un produit particulier devrait être classé comme nitrate d'ammonium de qualité engrais ou comme nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Cela est particulièrement vrai compte tenu de la déclaration faite par un représentant de GrowHow, versée au dossier de la présente procédure, selon laquelle les données relatives aux ventes de cette société incluaient des données relatives à "toutes les ventes de nitrate d'ammonium ..., qu'il s'agisse d'engrais ou d'engrais industriel".²⁴⁴

2.271. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.272. Enfin, la Russie demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.443 du rapport intérimaire afin d'indiquer qu'elle avait effectivement fourni des éléments de preuve indiquant que Yara France n'avait pas communiqué de données pour son usine de Pardies fabriquant uniquement du nitrate d'ammonium de qualité industrielle.²⁴⁵ Nous avons modifié le paragraphe 7.443 du rapport intérimaire et reproduit dans une note de bas de page relative à ce paragraphe la réponse de la

²³⁹ Pas d'italique dans l'original.

²⁴⁰ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1164.

²⁴¹ Voir par exemple Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 89.

²⁴² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 303.

²⁴³ Russie, première communication écrite, paragraphe 967.

²⁴⁴ Rapport intérimaire, paragraphe 7.442.

²⁴⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 311.

Russie à la question n° 46 du Groupe spécial, qui montre que la réponse de Yara au questionnaire de la Commission européenne couvrait uniquement ses usines de Montoir et d'Ambes, mais pas celle de Pardies. Ce paragraphe est désormais libellé comme suit:

S'agissant de Yara France, nous notons la déclaration de la Russie selon laquelle "Yara n'a pas fourni de réponse pour son usine de Pardies fabriquant uniquement du nitrate d'ammonium de qualité industrielle."⁷⁰⁸ Cette déclaration est étayée par des éléments de preuve indiquant que la réponse de Yara au questionnaire relatif au dommage contenait des données relatives à deux de ses usines (à Montoir et Ambes).⁷⁰⁹

⁷⁰⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 966; Communication de l'ARPE (4 mars 2014) (pièce RUS-82 (RCC)). Voir aussi Russie, réponse à la question n° 46 du Groupe spécial.

⁷⁰⁹ Communication de l'ARPE (4 mars 2014) (pièce RUS-82 (RCC)), page 3.

2.273. Néanmoins, après avoir examiné la totalité des éléments de preuve versés au dossier, nous nous abstenons de modifier notre conclusion en ce qui concerne l'allégation n° 6 de la Russie.

2.7.25 Paragraphe 7.448 du rapport intérimaire

2.274. La Russie demande au Groupe spécial d'examiner certains arguments avancés à l'appui de l'allégation n° 6 dont elle fait valoir qu'ils n'ont pas été examinés par le Groupe spécial, et de réviser sa conclusion concernant cette allégation en conséquence.²⁴⁶

2.275. Nous estimons que la demande de la Russie concernant le paragraphe 7.448 est essentiellement la même que celle qu'elle a présentée aux paragraphes 300 à 311 de ses observations sur le rapport intérimaire et que nous avons analysée plus haut. Par conséquent, nous nous abstenons de les examiner séparément et nous nous abstenons d'accéder à la demande de la Russie visant à ce que nous modifions nos constatations concernant l'allégation n° 6.

2.7.26 Section 7.7.3.6.1 du rapport intérimaire

2.276. La Russie nous demande de reconnaître de le Règlement n° 999/2014 indique expressément que la situation de la branche de production de l'Union était saine.²⁴⁷ Nous notons que les paragraphes 7.449 et 7.450 du rapport intérimaire décrivent en détail les arguments avancés par la Russie dans ses communications écrites, y compris le fait qu'il a été constaté dans le Règlement n° 999/2014 que la branche de production de l'UE était dans une situation non dommageable.

2.277. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.278. La Russie nous demande également d'examiner ses arguments énoncés dans la section 9.3.4.3.3 de sa première communication écrite selon lesquels la Commission européenne "a minimisé la situation actuelle de la branche de production de l'Union en ce qui concerne la probabilité que le dommage se reproduirait et à imputé à tort la situation non dommageable de la branche de production aux mesures antidumping".²⁴⁸

2.279. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel le Groupe spécial n'a pas examiné les arguments avancés par la Russie dans la section 9.3.4.3.3 de sa première communication écrite. Cette section présente une série d'arguments démontrant la situation non dommageable de la branche de production de l'UE durant la période couverte par l'enquête.²⁴⁹ En fait, le paragraphe 7.474 du rapport intérimaire contient une référence au paragraphe 1018 de la première communication écrite de la Russie et introduit l'analyse de l'allégation de la Russie. Nous avons ensuite constaté que, tout en reconnaissant la bonne santé de la branche de production de l'UE pendant la période couverte par l'enquête (comme le montrent les indicateurs mentionnés par la Russie au paragraphe 1019 de

²⁴⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 396 et 397.

²⁴⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 312.

²⁴⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 313.

²⁴⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 1018 et 1019.

sa première communication écrite), la Commission européenne a en fait basé sa détermination sur les éléments suivants:

- i. le niveau des prix sur le marché de l'Union par rapport aux prix sur les marchés de pays tiers²⁵⁰;
- ii. les limites existant pour les exportations russes à destination de pays tiers²⁵¹; et
- iii. la proximité géographique du marché de l'Union par rapport à la Russie et l'existence de circuits de distribution bien établis.²⁵²

2.280. Nous ne voyons donc aucune raison de modifier notre raisonnement et notre conclusion en ce qui concerne l'allégation n° 7 de la Russie.

2.281. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.282. En outre, la Russie demande au Groupe spécial de constater que les déterminations établies dans le Règlement n° 999/2014 ont été réfutées sur la plan factuel par la Russie, sur la base des éléments de preuve versés au dossier de l'enquête. La demande de la Russie porte sur les aspects factuels suivants:

- a. les éléments de preuve relatifs à l'évolution de la consommation²⁵³;
- b. l'évolution des prix du nitrate d'ammonium dans l'Union européenne²⁵⁴;
- b. l'évolution des prix du gaz dans l'Union européenne²⁵⁵;
- d. les performances de la branche de production de l'UE sur les marchés d'exportation, qui ont démontré sa capacité à concurrencer les producteurs russes²⁵⁶; et
- e. l'incidence des futures importations russes sur la rentabilité de la branche de production de l'UE.²⁵⁷

2.283. Nous notons que les cinq questions énumérées ci-dessus ont été examinées par le Groupe spécial dans la section 7.7.3.6.2 de son rapport intérimaire. Pour chacune d'entre elles, le Groupe spécial a examiné attentivement les éléments de preuve versés au dossier et les arguments des parties. Nous tenons à souligner à nouveau que nous n'avons pas pour tâche d'entreprendre un examen *de novo* des éléments de preuve ni de substituer notre jugement à celui de l'autorité chargée de l'enquête. Notre tâche consiste à évaluer si, au vu des éléments de preuve versés au dossier, l'autorité chargée de l'enquête a procédé à un examen objectif fondé sur des éléments de preuve positifs et, par conséquent, si sa détermination de la probabilité d'un dommage était motivée et adéquate.

2.284. Notre examen des éléments de preuve versés au dossier nous a amenés à conclure que l'Union européenne n'avait pas enfreint l'article 11.3 de l'Accord antidumping en concluant que rien dans le dossier n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production de l'UE se maintiendrait. Après examen des observations formulées par la Russie dans le cadre du réexamen intérimaire, nous ne voyons aucune raison de modifier notre conclusion concernant son allégation n° 7.

²⁵⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 153.

²⁵¹ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 154.

²⁵² Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 155.

²⁵³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 315 à 320.

²⁵⁴ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 321 à 326.

²⁵⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 327 à 333.

²⁵⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 335.

²⁵⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 336.

2.7.27 Paragraphe 7.474 du rapport intérimaire

2.285. L'Union européenne demande au Groupe spécial de tenir compte de l'argument énoncé au paragraphe 188 de sa deuxième communication écrite selon lequel:

L'Union européenne a expliqué que la jurisprudence de l'OMC confirmait que pendant la période couverte par l'enquête visée par le réexamen, le fait que la branche de production de l'UE ne subissait pas de dommage ne pouvait pas être une raison pour conclure qu'il ne pouvait pas y avoir de probabilité que le dommage se reproduirait. (Note de bas de page du rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.143.) De fait, l'effet souhaité d'un droit antidumping est l'amélioration de la situation de la branche de production nationale. Si une constatation selon laquelle il était probable que les importations auraient une incidence défavorable sur une branche de production dont la situation était généralement bonne était exclue, rien ne justifierait de maintenir une mesure antidumping sur la base de la probabilité que le dommage "se reproduirait", ce qui est spécifiquement prévu à l'article 11.3.²⁵⁸

2.286. La Russie fait objection parce que "le libellé proposé par l'Union européenne est général; toutefois, le paragraphe 7.474 du rapport est très spécifique car il décrit la réponse de l'Union européenne à l'argument de la Russie concernant le Règlement n° 999/2014".²⁵⁹

2.287. Nous sommes d'accord avec la Russie à cet égard. La section 7.7.3.6.2.4 est spécifiquement axée sur la liste des éléments de preuve que l'ARPE avait présentés pour démontrer la situation non dommageable de la branche de production de l'UE. Le libellé proposé par l'Union européenne porte sur les critères juridiques généraux et n'est pas nécessaire dans cette section car nous avons déjà établi, dans la section 7.7.3.3, qu'une détermination de la probabilité d'un dommage dans le cadre d'un réexamen à l'expiration était différente d'une détermination de l'existence d'un dommage dans le cadre d'une enquête initiale. Nous rappelons aussi que nos constatations ne visent pas à reprendre intégralement les arguments des parties comme ils sont présentés dans leurs communications, mais à résumer ces arguments dans la mesure nécessaire pour faciliter nos propres analyse et évaluation.

2.288. Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire d'insérer le libellé demandé par l'Union européenne.

2.7.28 Paragraphes 7.483 à 7.486 du rapport intérimaire

2.289. La Russie nous demande²⁶⁰ de supprimer ou de réviser la phrase figurant au paragraphe 7.484 qui dispose ce qui suit: "l'évaluation par la Commission européenne de la capacité de production des producteurs russes a[vait] pour but de déterminer le volume de nitrate d'ammonium qui pourrait être exporté vers le marché de l'Union si les mesures devaient arriver à expiration". La Russie fait valoir qu'il n'existe de base factuelle pour la constatation du Groupe spécial. Nous ne partageons pas cet avis et renvoyons aux considérants 84 et 94 du Règlement n° 999/2014 qui disposent respectivement ce qui suit:

La Commission considère que si les mesures actuelles devaient être abandonnées, une partie au moins de cette capacité inutilisée est susceptible d'être utilisée et dirigée vers les marchés de l'Union pour les raisons suivantes.

La Commission conclut par conséquent que les producteurs russes disposent d'une capacité inutilisée significative qui, en cas d'expiration des mesures, est fort susceptible d'être utilisée dans le cadre d'exportations supplémentaires substantielles vers l'Union.

2.290. Nous avons décidé d'ajouter une note de bas de page relative au paragraphe 7.484 du rapport intérimaire faisant référence à ces deux considérants.

²⁵⁸ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 25.

²⁵⁹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 89.

²⁶⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 343.

2.291. En outre, la Russie demande au Groupe spécial d'examiner certains arguments avancés à l'appui de l'allégation n° 8 concernant la méthode d'évaluation de la capacité inutilisée des producteurs russes: a) l'absence d'une méthode unique et cohérente qui s'appliquerait à chaque producteur en Russie, qui signifie, d'après la Russie, que l'Union européenne n'a pas examiné objectivement les éléments de preuve positifs concernant le niveau de capacité de production excédentaire²⁶¹; b) le gonflement allégué, par l'Union européenne, de la capacité de production à Berezniki, qui n'équivaut pas à un examen objectif des éléments de preuve positifs²⁶²; et c) l'"exercice axé sur les résultats" visant à établir le "niveau maximum de capacités inutilisées" plutôt que d'établir objectivement le niveau des capacités inutilisées.²⁶³

2.292. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel les arguments de la Russie concernant ces questions n'ont pas été examinés par le Groupe spécial.

2.293. Par exemple, en ce qui concerne l'absence alléguée d'une méthode unique et cohérente, il est indiqué au paragraphe 7.481 du rapport intérimaire que "[la Russie] critique le fait que, pour certains producteurs russes, la Commission européenne a utilisé des capacités nominales, alors que pour d'autres, elle s'est référée aux chiffres relatifs à la production effective". Nous avons tenu compte de cet argument en indiquant ce qui suit au paragraphe 7.484 du rapport intérimaire: "[a]lors que la capacité nominale est en principe un élément de preuve important dans toute enquête, nous jugeons raisonnable de la part de l'autorité chargée de l'enquête qui note un écart entre la capacité théorique et la capacité effective d'utiliser le chiffre le plus pertinent pour son analyse"

2.294. S'agissant du gonflement allégué, par l'Union européenne, de la capacité de production à Berezniki, nous notons que la deuxième communication écrite de la Russie indique, aux paragraphes 1246 et 1247, que "la détermination par l'UE du niveau de capacité de production à Berezniki est un *parfait exemple* de l'approche axée sur les résultats et partielle suivie à tort par l'UE"²⁶⁴, celle-ci ayant "calculé la capacité de production à Berezniki en multipliant la production théorique moyenne en hiver et en été par 355 jours". Bien que nous ne pensions pas que le Groupe spécial doive examiner chaque exemple utilisé par les parties pour étayer leurs arguments, nous notons que nous avons répondu à l'argument de la Russie concernant l'"approche axée sur les résultats" qui, d'après les allégations, est appliquée par la Commission européenne dans l'analyse des capacités inutilisées. Après avoir examiné attentivement tous les arguments et éléments de preuve versés au dossier, nous n'avons pas souscrit à l'argument de la Russie selon lequel les constatations de l'Union européenne relatives à la capacité de production effective des producteurs-exportateurs russes et à la capacité inutilisée dans la Fédération de Russie n'étaient pas fondées sur un examen objectif des éléments de preuve positifs versés au dossier.²⁶⁵

2.295. Nous nous abstenons donc de modifier notre conclusion concernant l'allégation n° 8 de la Russie.²⁶⁶

2.7.29 Paragraphe 7.488 du rapport intérimaire

2.296. La Russie nous demande de réviser le paragraphe 7.488 du rapport intérimaire qui indique que "[le Groupe spécial] [est] dans l'incapacité de comprendre comment l'autorité chargée de l'enquête aurait pu conclure à partir de la documentation obtenue que l'expansion de la capacité était de [[***]] kilotonnes par an au lieu de [[***]] kilotonnes par an". D'après la Russie, "le seul fait qui ressort clairement de la pièce EU-9 est que la capacité de production de nitrate d'ammonium soumis à des mesures antidumping à NAK est de [[***]] kilotonnes par an".²⁶⁷ La Russie nous renvoie au paragraphe 1255 de la deuxième communication écrite, qui dispose ce qui suit:

²⁶¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 339.

²⁶² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 340.

²⁶³ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 341.

²⁶⁴ Pas d'italique dans l'original.

²⁶⁵ Rapport intérimaire, paragraphe 7.489.

²⁶⁶ La Russie réitère les mêmes arguments et demande que le Groupe spécial modifie ses constatations concernant l'allégation n° 8. (Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 398). Nous nous abstenons d'examiner cette demande séparément.

²⁶⁷ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 344 et 345. Le document pertinent est la pièce EU-9 (RCC).

Au cours du réexamen, l'UE a allégué que la production de l'usine de NAK en Russie devait augmenter de [[***]] tonnes. Cette allégation est incorrecte puisque, d'après la documentation correspondante, la nouvelle installation avait la capacité de produire [[***]] tonnes de nitrate d'ammonium granulé. Déduction faite de la capacité de production de [[***]] tonnes de l'ancienne installation – que la nouvelle installation a remplacée – l'expansion ne représentait que 75 000 tonnes de capacité additionnelle, et non [[***]] tonnes, comme l'UE l'a constaté à tort.²⁶⁸

2.297. L'Union européenne n'est pas d'accord et nous renvoie aux paragraphes 111 et 112 de sa déclaration liminaire à la deuxième réunion avec le Groupe spécial. Nous reproduisons ci-après le paragraphe 111 de la déclaration liminaire de l'Union européenne:

Enfin, en ce qui concerne le calcul de la capacité de production de NAK avant l'expansion, les arguments de la Russie sont vains. Nous avons expliqué que l'ARPE avait effectivement présenté un rapport pour EuroChem NAK après la divulgation (annexe VI-D-7-1) qui contredit les documents recueillis par la Commission sur place. Les documents recueillis par la Commission ne font aucune distinction entre le nitrate d'ammonium et le nitrate d'ammonium calcaire. La Commission avait toutes les raisons de remettre en question le rapport présenté par l'ARPE avant la divulgation car il était quasiment identique au rapport initial présenté lors de la visite de vérification. Il émanait de l'ARPE et non de la société concernée elle-même, EuroChem NAK.²⁶⁹

2.298. Bien que nous convenions que les explications fournies par la Russie dans ses observations sont utiles pour comprendre la page 41 de la pièce EU-9 (RCC) (le document obtenu lors de la visite de vérification par la Commission européenne), nous notons que cette explication ne figure pas au paragraphe 1255 de sa deuxième communication écrite. En particulier, la distinction entre ce qu'est le produit concerné et ce qu'il n'est pas ne figure pas dans ce paragraphe.

2.299. Par conséquent, nous nous abstenons d'accéder à la demande de la Russie et de modifier le paragraphe 7.488 du rapport intérimaire.

2.7.30 Paragraphes 7.499 et 7.500 du rapport intérimaire

2.300. La Russie demande au Groupe spécial de modifier le paragraphe 7.499 a) du rapport intérimaire parce que, d'après les allégations, il donne une description erronée des allégations de la Russie au titre de l'article 2.1 et 2.3 de l'Accord antidumping en indiquant que l'Union européenne avait "effectué les calculs du dumping sur la seule base d'une comparaison entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation vers des pays tiers, tout en rejetant les données fournies par les exportateurs russes".²⁷⁰

2.301. Dans sa première communication écrite, la Russie fait valoir que "[l'Union européenne] ne s'[était] pas conformée à l'article 2.1 de l'Accord antidumping parce qu'elle a[vait] constaté l'existence de prix de dumping allégués sur la base d'une comparaison entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation vers des pays tiers, plutôt que sur la base des prix à l'exportation vers [l'Union européenne]", et que "l'article 2.3 n'autoris[ait] pas une autorité chargée de l'enquête de ne pas tenir compte des prix à l'exportation aux fins du calcul d'une marge de dumping parce que ces prix à l'exportation [étaient] pratiqués au moment d'un engagement en matière de prix".²⁷¹

2.302. Nous avons décidé de modifier le paragraphe 7.499 a) afin de rendre compte plus précisément des allégations de la Russie. Ce paragraphe est désormais libellé comme suit:

l'article 2.1 de l'Accord antidumping, parce que l'autorité chargée de l'enquête a effectué des calculs du dumping sur la seule base d'une comparaison entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation vers des pays tiers, tout en rejetant les données relatives aux prix à l'exportation vers l'UE fournies par les exportateurs russes; et l'article 2.3 de l'Accord antidumping, parce que les autorités chargées de l'enquête n'ont pas tenu compte des prix à l'exportation aux fins du calcul d'une marge de dumping parce que

²⁶⁸ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 1255.

²⁶⁹ Notes de bas de page omises.

²⁷⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 346.

²⁷¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 695 et 696.

ces prix à l'exportation étaient pratiqués au moment d'un engagement en matière de prix.

2.303. Nous avons également modifié les notes de bas de page relatives au paragraphe 7.499 du rapport intérimaire.

2.304. S'agissant du paragraphe 7.500, la Russie fait valoir que le Groupe spécial n'avait pas tenu compte de tous ses arguments concernant l'allégation n° 11 et lui demande de réviser ce paragraphe du rapport intérimaire.²⁷²

2.305. Nous ne sommes pas de cet avis. Bien que la paragraphe 7.500 résume les arguments présentés par la Russie à l'appui de son allégation n° 11, toutes les violations alléguées par la Russie sont expliquées en détail au paragraphe 7.547 du rapport intérimaire, y compris une référence, dans la note de bas de page, au paragraphe 991 de la deuxième communication écrite de la Russie.

2.306. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie concernant le paragraphe 7.500.

2.7.31 Paragraphe 7.518 du rapport intérimaire

2.307. L'Union européenne demande²⁷³ au Groupe spécial d'ajouter une nouvelle phrase finale citant le paragraphe 97 de sa deuxième communication écrite:

L'Union européenne ajoute qu'il n'est pas contesté que la Commission a procédé à une "comparaison prix à prix", c'est-à-dire à une comparaison entre les prix intérieurs moyens pondérés et les prix à l'exportation moyens pondérés pour des pays tiers au même niveau commercial, ce qui prouve, conformément aux constatations du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, que les constatations de la Commission reposaient sur une "base factuelle suffisante".

2.308. Le Russie s'oppose à cette demande et fait valoir que la modification proposée est viciée sur la plan factuel, car il n'est pas contesté que la constatation de la Commission européenne était fondée sur une "base factuelle suffisante". Au lieu de cela, cette constatation était contestée dans les allégations n° 9 et 11 de la Russie.²⁷⁴

2.309. Nous sommes d'accord avec la Russie sur ce point et avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne.

2.7.32 Paragraphe 7.535 du rapport intérimaire

2.310. La Russie demande au Groupe spécial de supprimer la dernière phrase du paragraphe 7.535, qui décrit le comportement d'Acron et d'EuroChem en matière de fixation des prix dans le cadre de l'engagement en matière de prix, parce que "[l]e Groupe spécial ne donne aucune référence concernant cette constatation qui, en tout état de cause, est incorrecte et dénuée de pertinence".²⁷⁵

2.311. Nous renvoyons au considérant 159 du Règlement n° 999/2014, qui dispose ce qui suit:

La Commission observe que pendant la période d'enquête de réexamen, l'un des deux producteurs-exportateurs russes couverts par un engagement de prix vendait le produit concerné à un prix supérieur au prix minimal à l'importation prescrit par ledit engagement. Par ailleurs, le deuxième producteur-exportateur – qui n'a été couvert par l'engagement que pendant un temps limité durant la PER – vendait pour sa part en dessous du prix minimal à l'importation. Dans ces conditions, on peut légitimement se demander comment ils fixeraient leurs prix en cas d'expiration conjointe des engagements et des droits antidumping.

²⁷² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 349.

²⁷³ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 26.

²⁷⁴ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 95.

²⁷⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 352.

2.312. Nous ne partageons pas l'avis de la Russie selon lequel cette constatation est dénuée de pertinence. Néanmoins, nous avons modifié la note de bas de page correspondante et ajouté une référence au considérant 159 du Règlement n° 999/2014.

2.313. La Russie demande aussi que ces renseignements soient traités comme des RCC, comme indiqué plus haut dans la section 2.1, et le Groupe spécial a accédé à cette demande.

2.7.33 Paragraphe 7.539 du rapport intérimaire

2.314. La Russie demande au Groupe spécial de corriger la description de l'allégation de la Russie au titre de l'article 6.1 de l'Accord antidumping en faisant valoir qu'elle "n'a[vait] jamais allégué qu'une détermination de la probabilité d'un dumping [devait] être établie pour chaque producteur-exportateur individuel".²⁷⁶

2.315. Nous rappelons que le texte du paragraphe 7.539 est le suivant:

La Russie allègue qu'étant donné que l'Union européenne a fondé sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sur une constatation de l'existence de prix "faisant l'objet d'un dumping" et qu'elle s'est appuyée sur un échantillon de producteurs-exportateurs russes, celle-ci aurait dû déterminer des marges de dumping individuelles pour les producteurs russes inclus dans l'échantillon conformément à l'article 6.10.

2.316. Nous ne partageons pas l'avis selon lequel la teneur du paragraphe 7.539 ne rend pas compte avec exactitude des arguments présentés par la Russie dans sa première communication écrite. Nous notons en particulier que la Russie a fait valoir ce qui suit:

[É]tant donné que [l'Union européenne] a fondé sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait sur une constatation de l'existence de prix "faisant l'objet d'un dumping" et qu'elle a formellement constitué, aux fins de la détermination du dumping, un échantillon de producteurs-exportateurs russes – qu'elle n'a jamais dissous – [l'Union européenne] *aurait dû déterminer des marges de dumping individuelles* pour les producteurs russes inclus dans l'échantillon conformément à l'article 6.10 de l'Accord antidumping.²⁷⁷

2.317. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.34 Section 7.7.5.1 du rapport intérimaire

2.318. La Russie demande au Groupe spécial de modifier les paragraphes 7.582 et 7.583 du rapport intérimaire afin de rendre compte du fait que les allégations n° 12 à 15 de la Russie concernent l'imposition et la perception continues de droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium russes et non le calcul de droits antidumping.²⁷⁸

2.319. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie et avons modifié les paragraphes 7.582 et 7.583 en conséquence.

2.7.35 Paragraphe 7.571 du rapport intérimaire

2.320. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'ajouter, à la fin de la dernière phrase du paragraphe 7.571, la mention "ainsi que le nitrate d'ammonium stabilisé ("nitrate d'ammonium 28")", en référence au paragraphe 89 de la deuxième communication écrite de l'Union européenne.²⁷⁹ La Russie demande au Groupe spécial de rejeter cette demande.²⁸⁰

²⁷⁶ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 353.

²⁷⁷ Russie, première communication écrite, paragraphe 702. (pas d'italique dans l'original)

²⁷⁸ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 355 à 359.

²⁷⁹ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 28.

²⁸⁰ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 98.

2.321. Nous considérons que la dernière phrase du paragraphe 7.571 décrit correctement la teneur des paragraphes 272 et 273 de la première communication écrite de l'Union européenne, auxquels nous avons fait référence dans la note de bas de page relative à ce paragraphe.

2.322. Nous avons donc décidé de rejeter la demande de l'Union européenne.

2.7.36 Paragraphe 7.582 a) du rapport intérimaire

2.323. La Russie demande au Groupe spécial de préciser que les droits actuellement appliqués aux importations de nitrate d'ammonium en provenance d'EuroChem ont été établis en 2008, prorogés en 2014 et qu'ils s'appliquent actuellement en vertu du Règlement n° 1722/2018.²⁸¹

2.324. Nous avons décidé d'accéder à la demande de la Russie et avons modifié le paragraphe 7.582 a) en conséquence.

2.7.37 Demande de la Russie concernant les allégations n° 9, 11 et 12 à 15, et l'article 6.8 de l'Accord antidumping

2.325. La Russie demande au Groupe spécial de réexaminer le dossier factuel et son analyse des allégations n° 9, 11 et 12 à 15.²⁸²

2.326. Nous rappelons que le réexamen intérimaire n'est pas une phase appropriée pour que les parties fassent valoir à nouveau leur thèse sur la base des arguments déjà présentés à un groupe spécial.²⁸³ Nous estimons que c'est précisément ce que la Russie tente de faire dans cette section de ses observations en nous demandant de réexaminer le dossier factuel, ses arguments et nos constatations concernant les allégations n° 9, 11 et 12 à 15.

2.327. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie visant à ce que nous modifions nos constatations et conclusions concernant ces allégations.

2.7.38 Paragraphe 7.627 du rapport intérimaire

2.328. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'ajouter, à la fin du paragraphe 7.627, la phrase ci-après en relation avec la réponse de la Russie à la question n° 55 du Groupe spécial: "[d]ans la même réponse, la Russie fait référence à plusieurs autres cas dans lesquels il est allégué qu'il n'avait pas été exposé de raisons valables."²⁸⁴

2.329. Nous estimons que le paragraphe 7.627 du rapport intérimaire, et en particulier la mention qui y est faite de la réponse de la Russie à la question n° 55 du Groupe spécial, résume correctement l'argument avancé par la Russie.

2.330. Nous nous abstenons donc d'apporter la modification demandée par l'Union européenne.

2.7.39 Paragraphes 7.629, 7.642 et 8.1 g) xiv) du rapport intérimaire

2.331. L'Union européenne demande²⁸⁵ au Groupe spécial d'ajouter, à la fin de la première phrase du paragraphe 7.629, le membre de phrase suivant: ", du moins lorsque les cas additionnels d'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC auraient déjà pu être identifiés dans la première communication écrite de la Russie", et d'insérer une référence aux paragraphes 207 à 212 de sa deuxième communication écrite dans la note de bas de page.

²⁸¹ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 360 et 361.

²⁸² Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 418 et 426.

²⁸³ Rapports de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301; et *CE – Certaines questions douanières*, paragraphe 259. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *Japon – DRAM (Corée)*, paragraphe 6.2; *États-Unis – Volailles (Chine)*, paragraphe 6.32; *Inde – Produits agricoles*, paragraphe 6.5; *Inde – Cellules solaires*, paragraphe 6.24; *Russie – Porcins*, paragraphes 6.6 et 6.7; *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* (article 21:5 – CE), paragraphe 7.26; et *Brésil – Taxation*, paragraphe 6.7.

²⁸⁴ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 30.

²⁸⁵ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 31.

2.332. Nous convenons que la modification demandée rendrait mieux compte de l'argument avancé par l'Union européenne et avons ajouté une référence au paragraphe 211 de sa deuxième communication écrite dans la note de bas de page.

2.333. La note de bas de page se lit désormais comme suit:

Union européenne, deuxième communication écrite, paragraphe 207. L'Union européenne ajout ceci: "il n'y a aucune raison pour laquelle la Russie n'aurait pas déjà pu identifier tous les cas additionnels d'incompatibilité alléguée avec les règles de l'OMC dans sa première communication écrite (ou même dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial): il s'agit à chaque fois de documents qui ont été fournis aux parties intéressées russes pendant le réexamen à l'expiration, comme la Russie le concède". (voir *ibid.*, paragraphe 211).

2.334. L'Union européenne nous demande aussi de préciser, au paragraphe 7.642 du rapport intérimaire, que notre constatation de violation se limite à "l'identité de l'auteur du rapport sur les exportations figurant à l'annexe I", et non à l'intégralité de l'annexe I.

2.335. Nous estimons que l'ajout demandé aide à clarifier notre constatation et avons décidé d'accéder à la demande de l'Union européenne en modifiant les paragraphes 7.642 et 8.1 g) xiv) du rapport intérimaire.

2.7.40 Paragraphe 7.653 du rapport intérimaire

2.336. L'Union européenne demande au Groupe spécial d'insérer une référence au rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.458 (constatant, comme l'Union européenne l'a expliqué au paragraphe 644 de sa première communication écrite, qu'une évaluation de l'existence d'un dommage "[devait] être faite pour la branche de production nationale dans son ensemble" et que les autorités chargées de l'enquête "[n'étaient] pas tenue[s] d'évaluer la situation des sociétés individuelles de la branche de production nationale ... afin de déterminer si, à titre individuel, elles montraient des signes de dommage.").²⁸⁶

2.337. La Russie note que cet argument a déjà été pris en compte par le Groupe spécial aux paragraphes 7.646 et 7.647. Elle note également qu'au paragraphe 7.652 le Groupe spécial inclut une citation du rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*.²⁸⁷

2.338. Nous convenons avec la Russie que cet argument formulé par l'Union européenne selon lequel "l'analyse de la probabilité d'un dommage est seulement censée évaluer la branche de production nationale dans son ensemble" figure déjà au paragraphe 7.646 du rapport intérimaire.

2.339. Nous rejetons donc la demande de l'Union européenne.

2.7.41 Paragraphe 7.671 du rapport intérimaire

2.340. L'Union européenne demande²⁸⁸ au Groupe spécial d'insérer, au paragraphe 7.671, une référence au paragraphe 1367 de la deuxième communication écrite de la Russie dans lequel la Russie fournit une liste de renseignements à laquelle le Groupe spécial renvoie.

2.341. La Russie demande que le Groupe spécial insère une référence à la fois au paragraphe 1246 de la première communication écrite de la Russie et au paragraphe 1367 de sa deuxième communication écrite.²⁸⁹

²⁸⁶ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 33. (italique dans l'original)

²⁸⁷ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 104.

²⁸⁸ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 35.

²⁸⁹ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphe 112.

2.342. Nous sommes d'accord avec la Russie et avons ajouté cette référence dans une note de bas de page. La note de bas de page se lit désormais comme suit: "Russie, première communication écrite, paragraphe 1246; deuxième communication écrite, paragraphe 1367".

2.7.42 Paragraphe 7.680 du rapport intérimaire

2.343. La Russie fait valoir qu'au paragraphe 7.680, le Groupe spécial a "mal analysé" l'allégation²⁹⁰ 21 parce que la Russie ne contestait pas le fait que la "source" de certains renseignements n'avait pas été fournie, mais le fait que ces renseignements n'avaient pas été fournis du tout.²⁹⁰

2.344. Nous ne sommes pas d'accord avec la Russie. En fait, il ressort clairement de notre description de l'allégation de la Russie que:

Nous comprenons que, selon la Russie, la Commission européenne n'a pas divulgué les données qui ont servi de base à la détermination de la consommation apparente de l'Union ni les données qui ont servi à l'établissement du volume des importations en provenance de pays tiers. De plus, la Commission européenne n'a pas fourni la base de ses calculs de la marge de dumping, des ventes à des prix inférieurs et de la sous-cotation.²⁹¹

2.345. Nous avons ensuite conclu que "[l]es renseignements figurant dans les sections E 1) à E 3) de la divulgation présent[ai]ent effectivement les chiffres sur lesquels la Commission européenne s'[était] appuyée pour établir sa détermination de la probabilité que le dumping se reproduirait, et indiqu[ai]ent la source de ces renseignements".²⁹²

2.346. Nous nous abstenons donc d'accéder à la demande de la Russie.

2.7.43 Paragraphe 7.685 du rapport intérimaire

2.347. L'Union européenne demande²⁹³ au Groupe spécial d'ajouter les mots "en détail" à la fin de la première phrase du paragraphe 7.685 et d'insérer le membre de phrase "n'a pas dûment expliqué ses arguments et" avant le membre de phrase "ne s'est pas acquitté de la charge de la preuve qui lui incombait" dans la deuxième phrase du paragraphe 7.685. La Russie s'oppose à ce changement.²⁹⁴

2.348. Nous considérons que le paragraphe 7.685 du rapport intérimaire reflète suffisamment la teneur des arguments des parties et avons décidé de rejeter la demande de l'Union européenne.

2.8 Demande de la Russie concernant certaines pièces jointes à ses communications

2.349. La Russie fait valoir que 39 pièces jointes à ses communications au Groupe spécial, y compris en relation avec le sens du dictionnaire proposé par la Russie à l'appui de certaines de ces allégations, "n'ont pas été incluses" dans le rapport intérimaire ou identifiées dans le tableau des pièces citées dans ce rapport. Par conséquent, la Russie demande au Groupe spécial "d'examiner [ces pièces], de formuler des constatations et de les inclure" dans le rapport final "afin de rendre compte correctement de l'argumentation de la Russie et des éléments de preuve qu'elle a présentés à l'appui de celle-ci".²⁹⁵

2.350. Nous rappelons qu'un groupe spécial n'est pas tenu de faire explicitement référence à chaque argument avancé, ni à chaque élément de preuve présenté par les parties.²⁹⁶ À cet égard, la liste des pièces figurant au début du rapport du Groupe spécial décrit les pièces présentées par les parties auxquelles il est explicitement fait référence dans le rapport, et attribue à chacune d'entre elles un

²⁹⁰ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 362 et 363.

²⁹¹ Rapport intérimaire, paragraphe 7.672.

²⁹² Rapport intérimaire, paragraphe 7.680. (pas d'italique dans l'original)

²⁹³ Union européenne, observations sur le rapport intérimaire, paragraphe 36.

²⁹⁴ Russie, observations concernant les observations de l'Union européenne sur le rapport intérimaire, paragraphes 114 et 115.

²⁹⁵ Russie, observations sur le rapport intérimaire, paragraphes 2 et 3.

²⁹⁶ Rapport du Groupe spécial UE – *Alcools gras (Indonésie)*, paragraphe 6.6.

titre abrégé pour que l'on puisse s'y référer plus facilement. En outre, à la suite des observations des parties et de notre révision du rapport intérimaire, nous avons ajouté à la liste des pièces certaines des pièces indiquées par la Russie dans sa demande.²⁹⁷ Pour ces raisons, nous avons décidé de ne pas accéder à la demande de la Russie visant à ce que nous énumérions explicitement dans le rapport final les pièces restantes qu'elles a identifiées.

²⁹⁷ Résolution du Conseil du 8 juin 1993 (pièce RUS-10); GATT, PARTIES CONTRACTANTES – Neuvième session – Groupe de travail des tarifs douaniers, des listes de concessions et de l'administration des douanes (Révision) (Groupe de travail n° II) – Article VI – Proposition de la délégation tchécoslovaque – Révision, W.9/86/Rev.1 (21 décembre 1954) (pièce RUS-26); et GATT, PARTIES CONTRACTANTES – Neuvième session – Rapport du Groupe de travail n° III sur les entraves au commerce autres que les restrictions quantitatives ou les tarifs douaniers (révision), L/334 (1^{er} mars 1955) (pièce RUS-27).

ANNEXE B

ARGUMENTS DES PARTIES

| Table des matières | | Page |
|---------------------------|---|-------------|
| Annexe B-1 | Premier résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie | 70 |
| Annexe B-2 | Premier résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne | 84 |
| Annexe B-3 | Deuxième résumé analytique intégré des arguments de la Fédération de Russie | 97 |
| Annexe B-4 | Deuxième résumé analytique intégré des arguments de l'Union européenne | 110 |

ANNEXE B-1

PREMIER RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

1 INTRODUCTION

1. Dans le présent différend, la Fédération de Russie conteste la méthode d'ajustement des frais et plusieurs dispositions de la législation antidumping de l'UE. Elle estime que ces mesures sont incompatibles avec les obligations de l'UE au titre de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping").

2. La Fédération de Russie conteste également certaines mesures antidumping imposées par l'UE sur les importations de nitrate d'ammonium et les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en aciers non alliés originaires de la Fédération de Russie. Ces mesures sont incompatibles avec les obligations de l'UE au titre de l'Accord antidumping et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT").

2. LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

3. La Fédération de Russie conteste la partie suivante du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base: "à condition que ces prix soient représentatifs". Le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base prescrit d'utiliser seulement des "prix représentatifs" pour les deux autres méthodes de détermination de la valeur normale, y compris pour la construction de la valeur normale.

4. Cela découle de l'utilisation, dans la version anglaise, du pronom "those" (ces), qui est plus large que le pronom "these", et de la modification du libellé **de l'expression "these prices"** (ces prix) figurant dans le membre de phrase "provided that these prices are representative" (à condition que ces prix soient représentatifs) du Règlement (CE) n° 3283/94 du 22 décembre 1994, devenue **l'expression "those prices"** (ces prix) dans le même membre de phrase du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995. Cela découle aussi du sens des termes "prix représentatifs" utilisés dans la dernière phrase du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base. L'examen de l'expression complète "à condition que ces prix soient représentatifs", y compris sa position dans la phrase et son contexte, est nécessaire pour en comprendre le sens correct.

5. Comme le montrent plusieurs dispositions du Règlement de base, les considérants 3 et 4 du Règlement (CE) n° 1972/2002 du Conseil, les considérants 5 et 6 du Règlement (UE) 2017/2321, l'application des normes pertinentes par les autorités de l'UE et les arrêts du Tribunal de l'UE, les autorités de l'UE interprètent l'expression prix "représentatifs" comme s'entendant de prix non affectés par ce qu'elles appellent des "distorsions" ou des "entraves au marché", au regard desquels elles examinent la réglementation des pouvoirs publics. Par conséquent, les prix qui sont considérés par les autorités de l'UE comme n'étant pas "[conformes] aux prix du marché mondial ou aux prix d'autres marchés représentatifs" et comme étant "faussés" en raison de la réglementation des pouvoirs publics sont traités comme étant non représentatifs.

6. La Fédération de Russie estime qu'une condition qui exige que dans la construction de la valeur normale du produit similaire, seuls les prix dits "représentatifs" (telle que l'expression est interprétée par les autorités de l'UE) soient utilisés est incompatible "en tant que telle" avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Le texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne permet pas d'étendre la prescription relative à la "représentativité" des prix à la construction de la valeur normale. Cet article indique sans ambiguïté que la base de la construction de la valeur normale est "le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices". Il n'y a aucun fondement textuel qui permette de conclure que le coût de production sur lequel la valeur normale est construite devrait satisfaire à une prescription additionnelle – être "représentatif", c'est-à-dire non réglementé par les pouvoirs publics.

7. En raison de l'examen de la question de savoir si les prix sont "représentatifs", c'est-à-dire non faussés, pour satisfaire à la prescription énoncée au premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base, les autorités de l'UE ne tiennent pas compte, dans "le coût de production dans le pays d'origine", des prix qu'elles considèrent comme non représentatifs. Ainsi, le premier alinéa de l'article 2.3 empêche les autorités de l'UE de construire la valeur normale sur la base "[du] coût de production [du produit] dans le pays d'origine" majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices, conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

3. LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

8. La Fédération de Russie conteste le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base dans la mesure où il dispose qu'il existe "une situation particulière du marché pour le produit concerné" "lorsque les prix sont artificiellement bas" et où il introduit ainsi une circonstance additionnelle pour la détermination de la valeur normale par le biais d'autres méthodes au titre du premier alinéa de l'article 2.3.

9. La circonstance décrite comme "**une** situation particulière du marché **pour le produit concerné**" est différente de "**la** situation particulière du marché" pour le pays **dans son ensemble**. L'expression "le produit concerné" s'applique, en particulier, à un intrant utilisé pour produire le produit considéré dans le cadre d'une procédure antidumping spécifique. En outre, la liste des circonstances qui relèvent de la catégorie d'"**une** situation particulière du marché pour le produit concerné" est ouverte et inclut la situation "[dans laquelle] les prix sont [considérés par les autorités de l'UE comme étant] artificiellement bas" en raison de la réglementation des pouvoirs publics. Conformément au considérant 3 du Règlement (CE) n° 1972/2002 du Conseil, les critères pour déterminer l'existence d'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" incluent la présence de "distorsions" alléguées qui ont une incidence sur les coûts et les prix pertinents, en particulier les prix des intrants, et entraînent également "un décalage des prix nationaux par rapport aux prix du marché mondial ou aux prix d'autres marchés représentatifs".

10. Au contraire, la formulation "la situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping s'applique seulement à un pays qui répond à la description de la deuxième Disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT. Il s'ensuit que "la situation particulière du marché" est une référence à la situation spécifique d'un pays dans son ensemble.

11. Premièrement, le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base dispose que les autorités de l'UE doivent recourir aux autres méthodes de détermination de la valeur normale au motif qu'il existe "une situation particulière du marché pour le produit concerné". Toutefois, l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne contient pas le membre de phrase "une situation particulière du marché pour le produit concerné". Au lieu de cela, il mentionne "la situation particulière du marché", c'est-à-dire la situation particulière d'un pays considéré dans son ensemble.

12. Deuxièmement, l'utilisation de l'article indéfini "une" dans le membre de phrase "une situation particulière du marché pour le produit concerné" et du mot "notamment" dans le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base indique la multitude potentielle de ces "situations". Étant donné que l'article 2.2 de l'Accord antidumping prévoit seulement une situation décrite comme "la situation particulière du marché", le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base est incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

13. Troisièmement, la référence aux "prix artificiellement bas" dans le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base comme étant l'une des circonstances d'"une situation particulière du marché pour le produit concerné" ne satisfait pas aux exigences de l'expression "la situation particulière du marché" utilisée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping et décrite dans la deuxième Disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI, qui figure dans l'Annexe I du GATT de 1994.

14. De plus, pour déterminer si les prix sont "artificiellement bas", les autorités de l'UE doivent examiner si les "signaux du marché" reflètent correctement l'offre et la demande et si des distorsions ont une incidence sur "les coûts et les prix pertinents", et comparer les coûts consignés pour le produit concerné, y compris ses intrants, "[avec les] prix du marché mondial ou [les] prix d'autres marchés représentatifs". Toutefois, l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne fournit pas de fondement juridique pour une telle analyse et une telle comparaison.

4 LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2:5 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

15. La Fédération de Russie conteste la partie suivante du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base: "ou, lorsque ces informations ne peuvent être utilisées, sur toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs". Le deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base:

i) concerne, en particulier, le calcul du coût de production du produit considéré. Les autorités de l'UE acceptent les prix des intrants utilisés pour la fabrication qui sont "le résultat des forces du marché";

ii) prescrit que les autorités de l'UE ajustent ou déterminent le coût de production sur les bases prévues dans cette disposition "[s]i les frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans les registres de la partie concernée". Le prix consigné des intrants utilisés pour la fabrication peut ne pas être pris en compte en tant qu'il n'est pas "raisonnablement reflété[]" s'il est considéré qu'il est, d'après les allégations, "faussé" en raison de la réglementation des pouvoirs publics. Le terme "ajuster" couvre les situations dans lesquelles le prix consigné des intrants n'est pas pris en compte et est remplacé par le prix d'intrants de substitution;

iii) fournit deux bases que les autorités de l'UE peuvent utiliser pour l'ajustement ou la détermination des frais et prescrit d'utiliser la deuxième base seulement lorsque les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays "ne sont pas disponibles ou ne peuvent être utilisé[s]". Le prix des intrants dans le pays d'origine du produit considéré "ne [peut] être utilisé[]" lorsqu'il est, d'après les allégations, "faussé" en raison de la réglementation des pouvoirs publics;

iv) dispose que la seconde base est "toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs". Par les termes "marchés représentatifs", les autorités de l'UE désignent les pays tiers et les marchés qui ne sont pas affectés par des "distorsions". Le prix des intrants ajusté sur cette base doit être sans "distorsion";

v) ne prescrit pas d'adapter le prix d'intrants de substitution ou le coût de production résultant de l'ajustement ou de la détermination sur "toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs", pour faire en sorte que ce prix ou ce coût représente le coût de production, y compris le coût des intrants, pour les producteurs ou exportateurs du produit considéré dans le pays d'origine.

16. Lorsque le coût de production dans le pays d'origine du produit considéré "ne peut pas être utilisé" en raison des "distorsions" alléguées, la partie contestée du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base interdit aux autorités de l'UE: i) de calculer le coût de production sur la base du coût "associé à la production" du produit considéré comme l'exige l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping; et ii) de construire la valeur normale sur la base "[du] coût de production [du produit] dans le pays d'origine" comme l'exige l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Par conséquent, la mesure contestée est incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

17. L'examen par le Groupe spécial et l'Organe d'appel du texte du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* a été effectué à la lumière de la mesure en cause telle qu'indiquée par l'Argentine et des arguments avancés par celle-ci. La participation de la Fédération de Russie au différend en question était limitée au rôle de tierce partie. En tout état de cause, contrairement à ce qu'affirme l'UE¹, le Mémoire d'accord ne permet pas à un groupe spécial de s'appuyer aveuglément sur le raisonnement ou les constatations formulés précédemment par un autre groupe spécial ou l'Organe d'appel dans un autre différend. Par conséquent, le raisonnement et les constatations formulés dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* ainsi que dans tout autre différend ne sauraient en aucune façon restreindre le propre droit de la Russie de protéger les avantages découlant pour elle de l'Accord sur l'OMC au moyen de sa participation en tant que plaignant dans des procédures de règlement des différends.

¹ UE, première communication écrite, paragraphes 76 à 82.

18. La position de principe de la Fédération de Russie est que tout différend porté par un Membre de l'OMC devant l'ORD devrait être résolu en fonction des circonstances propres à l'affaire. C'est un droit fondamental garanti aux Membres de l'OMC par le Mémoire d'accord. Cela signifie que dans chaque affaire, un groupe spécial est tenu de s'acquitter dûment de ses fonctions telles qu'elles sont prescrites par le Mémoire d'accord. En l'espèce, le Groupe spécial devrait: i) formuler des constatations de fait et de droit en se fondant sur son propre examen objectif de la totalité des arguments et éléments de preuve présentés par les parties au présent différend, et ii) interpréter et appliquer les dispositions pertinentes des accords visés conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public.

5. LA MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2.1.1 ET 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

19. La Fédération de Russie conteste la méthode d'ajustement des frais² que les autorités de l'UE appliquent dans les procédures antidumping pour calculer le coût de production lors de la détermination de la valeur normale. L'UE considère la réglementation des matières premières par les pouvoirs publics (par exemple la réglementation des prix et les droits d'exportation) comme des "distorsions" et des "entraves au marché", et elle utilise la méthode d'ajustement des frais pour éliminer la "distorsion" alléguée des prix des intrants supportés par le producteur ou l'exportateur faisant l'objet de l'enquête sur le marché intérieur du pays d'origine du produit considéré.

20. Lorsqu'elle examine les registres tenus par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête, au titre de la deuxième condition énoncée au premier alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base, et qu'elle calcule le coût de production du produit considéré, l'UE rejette le coût des matières premières, qui a été effectivement supporté par le producteur faisant l'objet de l'enquête pour fabriquer le produit considéré et qu'il a raisonnablement pris en compte dans ses registres conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur. Elle remplace le coût des intrants rejeté par le prix d'intrants dans un autre pays ou sur un autre marché choisi, c'est-à-dire un prix de substitution, par référence au deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base. Elle considère cet autre pays ou marché ainsi que ces prix de substitution comme étant non affectés par la réglementation des pouvoirs publics et donc comme "représentatifs", c'est-à-dire "non faussés". Les autorités de l'UE utilisent ces prix de substitution *précisément parce qu'ils ne représentent pas* le coût de production dans le pays d'origine des produits considérés dans les enquêtes antidumping spécifiques.

21. L'UE utilise ensuite le coût de production du produit considéré calculé avec le prix d'intrants de substitution pour appliquer le critère des opérations commerciales normales en raison du prix conformément à l'article 2:4 du Règlement de base et pour déterminer la valeur normale, y compris au moyen de sa construction au titre de l'article 2.3 du Règlement de base. En utilisant la méthode d'ajustement des frais, elle augmente notablement dans son calcul le coût de production, partant la valeur normale, la marge de dumping et, en conséquence, les droits antidumping. Cet effet négatif important de la méthode d'ajustement des frais est clairement démontré dans les rapports du Groupe spécial et de l'Organe d'appel sur l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.

22. La Fédération de Russie a fourni des éléments de preuve détaillés qui démontraient l'existence de la mesure contestée, y compris sa teneur précise, son imputation à l'UE et ses caractéristiques spécifiques. Elle a fait référence: i) à de multiples Règlements (UE) dans lesquels les autorités de l'UE avaient appliqué ou envisagé l'application de la méthode d'ajustement des frais et qui démontraient des déterminations et des mesures spécifiques arrêtées par les autorités de l'UE dans l'application de cette méthode; ii) à des arrêts du Tribunal de l'UE qui confirmaient l'existence de la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE, décrivaient ses éléments et montraient comment le Tribunal interprétait la méthode; iii) aux dispositions et considérants pertinents de la législation antidumping de l'UE qui éclairaient, confirmaient et clarifiaient la méthode d'ajustement des frais; iv) à la Communication et à l'Exposé des motifs de la Commission européenne accompagnant le Règlement proposé; v) à des déclarations du Commissaire européen au commerce; vi) à des déclarations relatives à la méthode de calcul du dumping sur le site Web de la Commission européenne; vii) à plusieurs affaires portées devant l'OMC dans lesquelles les Groupes spéciaux et l'Organe d'appel avaient examiné les mesures qui étaient des exemples d'application de la méthode d'ajustement des frais; viii) à des opinions d'experts juridiques; ix) à des Avis d'ouverture qui

² Exposée dans la section D de la demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS494/4) et au paragraphe 299 de la première communication écrite de la Russie.

démontraient que Fertilizers Europe avait utilisé la méthode d'ajustement des frais pour étayer ses demandes de réexamen des mesures antidumping; x) à la publication de l'Aperçu de 2012 de Fertilizers Europe qui mentionnait également la méthode.

23. La méthode d'ajustement des frais fait partie de la politique commerciale défensive délibérée de l'UE, en particulier de ses efforts visant à renforcer les instruments antidumping. Cette conclusion est fondée, entre autres, sur le cadre juridique créé par les dispositions de l'article 2.3 et 2.5 du Règlement de base, les considérants 3 et 4 du Règlement (CE) n° 1972/2002 du Conseil, l'interprétation et les orientations fournies par le Tribunal dans plusieurs affaires, et plusieurs considérants et dispositions des Règlements (UE) n° 2017/2321 et 2018/825 qui ont ajouté, entre autres, les articles 2:6 a) et 7:2 a) au Règlement de base. L'UE utilise cette méthode pour éliminer les différences de prix entre les intrants utilisés pour la production du produit considéré dans d'autres Membres et les intrants sur le marché de l'UE.

24. S'agissant de l'article 17.3 de l'Accord antidumping, la Fédération de Russie estime que la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE annule ou compromet des avantages résultant pour la Russie de l'Accord antidumping. En conséquence de la méthode d'ajustement des frais, les autorités de l'UE refusent certains avantages commerciaux légitimes dont les exportateurs et producteurs russes disposeraient autrement au titre de l'Accord antidumping. La Fédération de Russie conteste la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE dans le cadre des procédures de règlement des différends de l'OMC en tant que mesure qui présente certaines caractéristiques et sera appliquée ou probablement appliquée à l'avenir, à moins que cette méthode ne soit éliminée.

25. Le critère juridique décrit par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* pour contester la méthode de la réduction à zéro appliquée par les États-Unis n'est pas pertinent pour l'examen de la méthode de l'ajustement des frais appliquée par l'UE. Le critère juridique dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* "ne peut pas être considéré[] comme énonçant un critère juridique général permettant de prouver l'existence d'une mesure non écrite qui est contestée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC".³ En outre, l'application de ce critère dans le présent différend ne fournira pas une évaluation objective de la question comme l'exige l'article 11 du Mémorandum d'accord.

26. La méthode d'ajustement des frais a une valeur normative qui a été renforcée au fil du temps. Le Conseil de l'UE a expliqué ce qui suit: "le Tribunal a posé dans l'affaire Acron **le principe de droit** qui veut que les registres comptables ne soient pas pris comme base pour le calcul de la valeur normale si les frais liés à la production d'un produit faisant l'objet d'une enquête ne sont pas raisonnablement reflétés dans ces registres et que **ces frais puissent être remplacés par des coûts reflétant un prix résultant des forces du marché**, conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 5, du Règlement de base".⁴ Les coûts consignés sont considérés comme n'étant pas raisonnablement reflétés dans les registres parce que le prix des intrants est "réglementé[] par l'État" ou en raison "d'autres formes d'intervention étatique faussant, directement ou indirectement, un marché précis en abaissant les prix à un niveau artificiellement bas".⁵

27. Les efforts délibérés de l'UE pour renforcer ses instruments antidumping ont abouti à l'adoption d'une nouvelle législation – les Règlements (UE) n° 2017/2321 et 2018/825 – qui a modifié le Règlement de base. La teneur et l'effet des articles 2:6 a) et 7:2 a) du Règlement de base ainsi que les considérants 3, 5 et 7 du Règlement (UE) n° 2017/2321 et le considérant 8 du Règlement (UE) n° 2018/825 indiquent nettement que l'UE a confirmé l'existence de la méthode d'ajustement des frais et clarifié certains de ses aspects. Par conséquent, la valeur normative de la méthode d'ajustement des frais a été encore renforcée.

28. La méthode d'ajustement des frais est conçue par l'UE pour être appliquée de manière générale et prospective telle qu'elle a été appliquée dans diverses procédures antidumping (comme cela est démontré dans le tableau 1 de la première communication écrite de la Russie) et elle sera appliquée ou probablement appliquée à l'avenir dans un ensemble spécifique de circonstances pour éliminer les distorsions alléguées chez des Membres de l'OMC, en particulier la Fédération de Russie. La Fédération de Russie considère que la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE est

³ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.107.

⁴ Règlement d'exécution (UE) n° 1194/2013 du Conseil, pièce RUS-23, considérants 72 et 42. (pas de caractères gras dans l'original)

⁵ *Ibid.*

incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et que, par conséquent, son application dans des procédures antidumping visant les importations de produits russes dans le cadre de procédures antidumping futures sera également incompatible avec les règles de l'OMC.

29. Ainsi qu'il ressort clairement de l'explication donnée par le Conseil de l'UE dans le Règlement d'exécution (UE) n° 1194/2013 du Conseil et aussi d'autres éléments de preuve versés au dossier, la méthode d'ajustement des frais sera appliquée ou probablement appliquée par les autorités de l'UE dans le cadre des futures procédures antidumping visant les importations de divers produits, en particulier à forte intensité énergétique, fabriqués dans les pays Membres de l'OMC dans lesquels les pouvoirs publics réglementent les prix de l'énergie, appliquent des droits d'exportation ou utilisent d'autres mesures considérées par l'UE comme des "distorsions sur les matières premières" et des "distorsions significatives". Par exemple, sur son site Web, la Commission européenne a expliqué que "si l'intervention de l'État fauss[ait] significativement l'économie du pays exportateur", "la Commission ... utilis[er]ait des points de repère non faussés pour déterminer la "valeur normale" du produit" et que "[c]ela [pouvait] s'appliquer à tous les Membres de l'OMC où des distorsions significatives du marché [étaient] constatées".⁶

30. Les sociétés de l'UE qui produisent des biens à forte intensité énergétique dans l'UE connaissent la méthode d'ajustement des frais et l'utilisent dans leurs calculs du dumping allégué pour faire valoir leurs intérêts en matière de concurrence. Les sociétés russes qui produisent des produits à forte intensité énergétique et les exportent vers l'UE savent aussi que les autorités de l'UE ont appliqué et ont l'intention d'appliquer la méthode d'ajustement des frais à l'avenir jusqu'à ce qu'elle soit éliminée. La Fédération de Russie a fourni des éléments de preuve suffisants qui confirmaient que les autorités de l'UE appliquaient la méthode d'ajustement des frais indépendamment du comportement commercial des exportateurs et producteurs faisant l'objet de l'enquête.

31. La Fédération de Russie estime que la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE est incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

32. La méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE est incompatible avec la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping parce que: i) l'UE rejette certains des frais consignés dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête qui sont tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur et tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré; et ii) l'UE utilise des frais autres que les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il est tenu compte raisonnablement dans les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur. La Fédération de Russie demande au Groupe spécial d'examiner chacune de ces allégations et de constater pour chacune d'elles que la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE est incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

33. Pour rejeter les coûts des intrants consignés supportés par les producteurs ou les exportateurs faisant l'objet de l'enquête, les autorités de l'UE s'appuient sur la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Au moyen d'une comparaison entre les coûts des intrants consignés et les prix des intrants dans l'UE, dans d'autres Membres de l'OMC ou les prix internationaux, elles examinent le "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes. Toutefois, "il n'y a pas de critère additionnel ou abstrait du "caractère raisonnable" qui régirait le sens du terme "frais" figurant dans la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1".⁷ Les autorités chargées de l'enquête ne sont pas autorisées à rejeter les frais consignés parce que les frais ne se rattachent pas à la production et à la vente du produit considéré dans ce que les autorités considèrent comme étant des "circonstances normales".⁸ Par suite, la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE viole l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

⁶ Voir "Recent changes to dumping calculation methodologies" sur la page Web de la Commission européenne relative à l'antidumping, pièce RUS-156, page 1.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphe 6.102 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.37 et 6.56).

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.30. Dans l'affaire en question, l'Union européenne avait fait valoir que les autorités de l'UE étaient autorisées à examiner si les frais figurant dans les registres se rattachaient à la production et à la vente de biodiesel dans des circonstances normales,

34. La méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE est également incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'en appliquant cette méthode pour la construction de la valeur normale, l'UE utilise le prix d'intrants de substitution qui est autre que le "coût de production dans le pays d'origine". Par suite, la valeur normale construite n'est pas fondée sur "le coût de production dans le pays d'origine".

35. Alléguant que les prix des intrants dans un Membre de l'OMC comme l'Argentine, l'Indonésie ou la Fédération de Russie sont "artificiellement plus bas" que les prix internationaux ou les prix dans des pays/sur des marchés "non faussés" et donc plus "représentatifs", suivant la méthode d'ajustement des frais, les autorités de l'UE remplacent les coûts des intrants effectivement supportés par les sociétés visées par l'enquête par les prix d'intrants auxquels elles "auraient acheté" ces intrants en l'absence des distorsions alléguées. Elles *choisissent et utilisent délibérément des prix de substitution afin de supprimer les "distorsions" perçues* dans les prix intérieurs des intrants. Autrement dit, la méthode d'ajustement des frais reflète l'intention de l'UE et son objectif de politique délibéré d'utiliser le prix d'intrants de substitution parce que cela n'est *pas* le prix de l'intrant dans le pays d'origine du produit considéré. Il est clair que la méthode d'ajustement des frais appliquée par l'UE viole l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

6. LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UE SUR LES IMPORTATIONS DE TUBES ET TUYAUX SOUDÉS RUSSES SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 2.2.1.1, 2.2.1 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

36. La Fédération de Russie conteste également la décision prise par l'UE, à la suite du réexamen à l'expiration, de proroger les mesures antidumping visant les importations de certains tubes et tuyaux soudés, en fer ou en aciers non alliés, originaires de la Fédération de Russie ("Tubes et tuyaux russes").

37. Lorsqu'elle a appliqué le critère des opérations commerciales normales dans le cadre du réexamen à l'expiration des mesures antidumping visant les importations de tubes et tuyaux russes, l'UE n'a pas calculé le coût de production des tubes et tuyaux sur la base des registres tenus par le producteur faisant l'objet de l'enquête. En conséquence, elle a rejeté les prix du gaz naturel payés par le producteur russe faisant l'objet de l'enquête parce que: *i)* ils reflétaient seulement 30% du prix du gaz russe à l'exportation et étaient nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés, et *ii)* les prix intérieurs du gaz en Russie étaient réglementés. Pour ces raisons, elle a conclu que "les coûts du gaz n'étaient pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur" et ensuite elle n'a pas tenu compte des coûts du gaz consignés par référence à la deuxième condition de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.

38. Les affirmations faites par l'UE en ce qui concerne les prix du gaz en Russie par rapport aux "*prix du marché payés sur les marchés d'exportation non réglementés* pour le gaz naturel russe" *ne sont pas en soi une base suffisante* pour conclure que les "coûts du gaz n'étaient pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur". Ce rejet, pour ces motifs, du coût du gaz consigné par le producteur russe constitue une violation de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Cette interprétation est étayée par les constatations de l'Organe d'appel dans les affaires *UE – Biodiesel (Argentine)* et *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)* qui sont pertinentes pour le présent différend.

39. L'UE a également agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping lorsqu'elle a remplacé les prix réels du gaz payés par le producteur faisant l'objet de l'enquête par le prix de substitution pour le gaz pratiqué à l'extérieur du pays d'origine. Elle a remplacé le coût effectivement supporté par le producteur russe faisant l'objet de l'enquête précisément parce que le prix de Waidhaus, ajusté pour tenir compte des frais de distribution locaux, n'était pas le coût associé à la production et à la vente du produit considéré. Indépendamment des raisons sous-jacentes à cette décision, il reste que le prix de substitution pour le gaz pris à l'extérieur de la Russie n'a pas de véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique, c'est-à-dire la production de tubes et tuyaux dans la Fédération de Russie, produit par le producteur russe spécifique faisant

c'est-à-dire en l'absence de la distorsion alléguée causée par le système de taxe à l'exportation de l'Argentine. L'Organe d'appel n'a pas été de cet avis et a expliqué que "cette interprétation ajouterait à la condition en cause des mots qui ne figur[aient] pas à l'article 2.2.1.1, à savoir que les frais "*se rattacher[ai]ent*" et "*dans des circonstances normales*".

l'objet de l'enquête. Par conséquent, l'UE a utilisé le prix de substitution pour le gaz, qui était autre que les "frais associés à la production et à la vente du produit considéré" dont il était tenu compte raisonnablement dans les registres du producteur faisant l'objet de l'enquête tenus conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur.

40. Étant donné que les frais ajustés ont été utilisés aux fins de l'application du critère des opérations commerciales normales en raison du prix, l'UE a également violé l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping. Les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping devraient être respectées dans les réexamens à l'expiration. Par conséquent, en déterminant la probabilité que le dumping se reproduirait sur la base des frais calculés en violation de l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 de l'Accord antidumping, l'UE a également agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

7. LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UE SUR LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT

7.1 L'ARTICLE 18.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NE S'APPLIQUE PAS EN L'ESPÈCE

41. L'article 18.3 de l'Accord antidumping n'est pas pertinent en l'espèce. **Premièrement**, il s'agit seulement d'une disposition transitoire qui régit la transition du Code antidumping du Tokyo Round à l'Accord antidumping du Cycle d'Uruguay. Cette disposition ne concerne pas l'accession à l'Accord sur l'OMC. **Deuxièmement**, l'article 18.3 s'applique au Membre importateur et impose donc des obligations à l'UE en tant que Membre originaire de l'OMC conduisant une enquête antidumping. Par conséquent, il ne s'applique pas à la Russie. **Troisièmement**, sans préjudice de sa position selon laquelle l'article 18.3 n'est pas applicable en l'espèce, la Russie note aussi qu'elle conteste la perception continue de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium russe. L'article VI du GATT et l'Accord antidumping, y compris l'article 18.3, n'établissent aucun champ temporel d'applicabilité du GATT et de l'Accord antidumping respectivement pour une "perception" de droits antidumping.

7.2 ALLÉGATIONS CONCERNANT LE CHAMP DES MESURES APPLICABLES

42. Au titre de l'allégation n° 1, la Russie fait valoir que l'UE n'a jamais mené d'enquête antidumping initiale sur le nitrate d'ammonium stabilisé ni sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle ne sont pas similaires. Or l'UE n'a jamais établi l'existence d'un dumping, d'un dommage ni d'un lien de causalité en ce qui concerne les importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Par conséquent, en établissant des déterminations de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage, en prorogeant les mesures antidumping et en percevant des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé ainsi que de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, elle a violé les articles 1^{er}, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping et les articles I:1, II:1 a) et b), VI:1 et VI:2 du GATT.

43. Au titre de l'allégation n° 2, tout d'abord, l'UE a accepté à tort une demande de réexamen visant à la prorogation des mesures antidumping sur le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle pour cinq années supplémentaires, alors qu'elle n'a jamais mené d'enquête initiale ni établi des déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage pour ces deux produits.

44. Deuxièmement, la demande de prorogation des mesures antidumping visant les importations de nitrate d'ammonium fabriqué par Kirovo est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping puisqu'elle vise la prorogation de ces mesures en ce qui concerne Kirovo pour cinq années supplémentaires sur la base d'allégations qui couvrent les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie, y compris les importations de nitrate d'ammonium stabilisé, alors que celui-ci a été exclu du champ d'application du produit pour Kirovo.

45. Troisièmement, l'UE a agi d'une manière contraire à l'article 11.3 de l'Accord antidumping en acceptant des éléments de preuve indiquant l'existence alléguée d'un dumping dans le cadre de la demande de réexamen à l'expiration qui était fondée sur un ajustement illicite du coût de l'énergie.

46. Quatrièmement, l'UE a entrepris un réexamen à l'expiration sur la base d'une demande non dûment justifiée qui, d'une part, contenait des allégations concernant la probabilité que le dumping se reproduirait en ce qui concerne les importations russes de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé, alors que, d'autre part, elle a évalué la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base des résultats de la branche de production de l'Union en ce qui concerne le seul nitrate d'ammonium de qualité engrais. Ce faisant, elle n'a pas entrepris le réexamen à l'expiration sur la base d'une demande "dûment justifiée", ce qui contrevient à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

47. Au titre de l'allégation n° 3, la Russie fait valoir que l'UE a prorogé la mesure antidumping visant le nitrate d'ammonium fabriqué par Kirovo, à l'exclusion du nitrate d'ammonium stabilisé, alors que les déterminations de la probabilité d'un dumping et d'un dommage avaient été établies pour le nitrate d'ammonium, y compris le nitrate d'ammonium stabilisé. Cela constitue une violation des articles 11.3, 3.1, 11.1, 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping.

48. Au titre de l'allégation n° 4, la Russie fait valoir que l'UE a prorogé la mesure antidumping en ce qui concerne le nitrate d'ammonium de qualité engrais, le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé russes sur la base d'une détermination de la probabilité d'un dommage pour la seule branche de production du nitrate d'ammonium de qualité engrais de l'UE. Cela découle de la comparaison des chiffres utilisés dans le Règlement n° 999/2014 et de la série de données de la branche de production nationale qui couvrait uniquement le nitrate d'ammonium de qualité engrais. Cela constitue une violation des articles 11.3, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping dans la mesure où les droits antidumping sont perçus sur les importations de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé.

7.3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING

49. La Russie fait valoir que l'UE s'est appuyée sur une détermination de l'existence d'un dumping dans sa détermination de la probabilité d'un dumping. De fait, le Règlement n° 999/2014 établit plusieurs constatations selon lesquelles les importations russes "[faisaient] l'objet d'un dumping".⁹ En fait, l'UE ne conteste pas qu'elle a procédé à une comparaison de prix à prix entre les prix intérieurs et les prix à l'exportation¹⁰, ce qui est "le principe fondamental du dumping".¹¹ Elle ne conteste pas non plus qu'elle s'est appuyée sur une telle "comparaison de prix à prix", c'est-à-dire sur cette détermination de l'existence d'un dumping, dans sa détermination de la probabilité d'un dumping.¹²

50. Le membre de phrase "[a]ux fins du présent Accord" figurant à l'article 2.1 indique que cette disposition décrit les circonstances dans lesquelles un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping aux fins de l'Accord antidumping *tout entier*, y compris le réexamen à l'expiration visé à l'article 11.3.¹³ Par conséquent, les expressions "dumping", ainsi que "importations faisant l'objet d'un dumping" et "marge de dumping" ont le même sens tout au long de l'Accord antidumping.¹⁴ Dans sa détermination de la probabilité d'un dumping, l'UE s'est appuyée sur sa détermination de l'existence d'un "dumping" mais n'a pas fait en sorte que sa détermination soit compatible avec les dispositions de l'article 2 de l'Accord antidumping et de l'article VI:1 du GATT. Il ressort clairement du contexte de l'article 11.3 et de la jurisprudence de l'OMC que la détermination prospective de la probabilité reposera inévitablement sur un fondement factuel se rapportant au passé et au présent et que l'autorité chargée de l'enquête doit évaluer ce fondement factuel et parvenir à une conclusion motivée quant à l'évolution future probable.¹⁵

⁹ Règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission, pièce RUS-66, considérants 57, 58 et 63.

¹⁰ UE, première communication écrite, paragraphe 299.

¹¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.77.

¹² UE, première communication écrite, paragraphe 304. Cela a été également reconnu dans le Règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission, pièce RUS-66, considérant 66.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 109.

¹⁴ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)*, paragraphe 96.

¹⁵ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.279 (faisant référence au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 8.94; et au rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 7.55). Voir

51. En outre, les constatations formulées dans le cadre d'un réexamen à l'expiration doivent être conformes à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Cela signifie que toute détermination de la probabilité d'un dumping doit consister en des "conclusions motivées et adéquates", fondées sur des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante".¹⁶

52. Au titre de l'allégation n° 9, la Russie a contesté le manquement de l'UE à l'obligation d'examiner l'incidence de l'absence de dumping de la part des principaux exportateurs russes, dû notamment au fait qu'elle n'avait pas tenu compte de leurs prix à l'exportation effectifs pratiqués à l'égard de l'UE. **Premièrement**, l'UE n'a pas établi l'existence d'un dumping sur la base d'une comparaison de la valeur normale avec le prix à l'exportation conformément à l'article 2.1 et 2.3 de l'Accord antidumping. **Deuxièmement**, elle n'a pas tenu compte des renseignements fournis par les producteurs russes sur les exportations à destination de l'UE et s'est appuyée, au lieu de cela, sur d'autres renseignements extérieurs aux situations exposées à l'article 6.8 de l'Accord antidumping. **Troisièmement**, elle n'a pas déterminé des marges de dumping individuelles pour les producteurs russes retenus dans l'échantillon, comme l'exige l'article 6.10 de l'Accord antidumping. **Enfin**, elle: i) s'est appuyée sur des déterminations de l'existence d'un dumping incompatibles avec l'article 2 de l'Accord antidumping et ii) n'a pas pris en considération les éléments de preuve relatifs à l'absence de dumping fournis par les producteurs russes, ce qui contrevient à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Il est clair que dans ses déterminations, elle n'est pas arrivée à des "conclusions motivées et adéquates" fondées sur des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante". En conséquence, elle a enfreint les dispositions susmentionnées.

53. Au titre de l'allégation n° 11, la Russie a contesté la détermination de la probabilité d'un dumping établie par l'UE, qui était fondée sur ses constatations de l'existence d'un "dumping" allégué résultant de la comparaison du prix intérieur moyen sortie usine avec le prix à l'exportation moyen sortie usine à destination des marchés de pays tiers. **Premièrement**, l'UE a établi une détermination concernant le "dumping" dont elle alléguait qu'il avait été pratiqué par les exportateurs russes à l'égard des pays tiers et de ce fait, elle a violé les articles 2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT. **Deuxièmement**, tout en donnant à entendre que le dumping subsisterait à l'égard de l'UE, elle n'a pas dûment déterminé les marges de dumping et a donc violé les articles 11.3, 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT. **Troisièmement**, elle n'a pas non plus effectué une comparaison équitable entre la valeur normale et le prix à l'exportation vers l'UE et a donc violé les articles 11.3 et 2.4 de l'Accord antidumping. Il est clair que dans ses déterminations, elle n'est pas arrivée à des "conclusions motivées et adéquates" fondées sur des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante". En conséquence, elle a enfreint les dispositions susmentionnées.

7.4 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA PERCEPTION CONTINUE DES DROITS ANTIDUMPING

54. Les droits antidumping actuellement perçus conformément au Règlement n° 999/2014, modifié par le Règlement n° 2018/1722, sont fondés sur les déterminations des marges de dumping prises en compte dans le Règlement n° 661/2008 et le Règlement n° 658/2002. Ces déterminations de l'existence d'un dumping ne sont pas conformes aux obligations contractées par l'UE dans le cadre de l'OMC, en particulier à plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994. Le Règlement n° 2018/1722 ne modifie pas cette situation.

55. En fait, le Règlement n° 2018/1722 montre que l'UE a comparé la marge de dumping révisée avec les marges de dumping précédemment établies pour déterminer si la règle du droit moindre devrait s'appliquer et, en conséquence, à quel niveau il conviendrait d'imposer les droits antidumping.¹⁷ Les taux actuels des droits antidumping sont donc toujours fondés sur ces marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC.

56. Au titre de l'allégation n° 12, la Fédération de Russie conteste la perception de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium d'EuroChem, qui ont été établis à l'aide de l'ajustement des frais incompatible avec les règles de l'OMC pour le gaz naturel dans le Règlement n° 661/2008 et

aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 105.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphe 182. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127, qui confirme que le recours à des marges de dumping incompatibles avec les règles de l'OMC dans le contexte d'un réexamen à l'expiration viole l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

¹⁷ Règlement d'exécution (UE) n° 2018/1722 de la Commission, pièce RUS-96, considérants 173 et 185.

maintenus en vertu du Règlement n° 999/2014 et qui sont actuellement appliqués selon les montants modifiés.

57. Le calcul par l'UE du coût de production d'EuroChem à l'aide de l'ajustement du coût du gaz entraîne la violation par l'UE de plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et de l'article VI du GATT. L'UE: i) a rejeté le coût du gaz naturel d'EuroChem et utilisé le prix de substitution pour le gaz, ce qui contrevient à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping¹⁸, ii) a appliqué son critère des opérations commerciales normales sur la base des coûts calculés d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, ce qui contrevient à l'article 2.2.1 de cet accord¹⁹ et iii) n'a pas construit la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine", ce qui contrevient à l'article 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI:1 b) ii) du GATT. Elle a spécifiquement choisi le prix de substitution pour le gaz naturel pour éliminer la "distorsion" alléguée du coût du gaz naturel dans la Fédération de Russie. Elle a donc utilisé le prix de substitution pour le gaz précisément parce qu'il ne représentait pas le coût de production dans la Fédération de Russie.²⁰

58. L'UE contrevient à l'article 9.3 de l'Accord antidumping et à l'article VI:2 du GATT parce que le montant des droits antidumping, qui continue d'être perçu à cette date, dépasse la marge de dumping qui aurait été établie au titre de l'article 2 de l'Accord antidumping. Elle contrevient à l'article 11.1 de l'Accord antidumping, parce que la perception continue d'un droit antidumping dépassant la marge de dumping qui aurait été établie d'une manière compatible avec l'article 2 entraîne l'application de droits antidumping dans une mesure plus grande que nécessaire pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage. Elle contrevient à l'article premier de l'Accord antidumping parce qu'en continuant d'appliquer, dans sa détermination de la marge de dumping, l'imposition, la prorogation et l'application de droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium d'EuroChem, elle a violé les dispositions de l'Accord antidumping.

59. Au titre de l'allégation n° 13, la Russie conteste la perception de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium russe, dont la durée a été prolongée sur la base de calculs effectués dans le cadre du réexamen à l'expiration de 2008 dans lesquels l'UE a utilisé les prix de substitution pour le gaz et qui ont ensuite été maintenus par le Règlement n° 999/2014. L'UE s'est appuyée sur des marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 (comme cela est expliqué plus haut dans l'allégation n° 12) pour établir sa détermination de la probabilité d'un dumping et elle a prorogé la mesure antidumping dans les deuxième et troisième réexamens à l'expiration. Ces violations ont ensuite vicié les conclusions formulées au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, ce qui a donné lieu à une infraction à toutes ces dispositions.

60. Au titre de l'allégation n° 14, la Russie conteste la perception de droits antidumping à l'échelle du pays sur le nitrate d'ammonium des producteurs russes autres qu'EuroChem, qui ont été établis à l'aide de la méthode appliquée par l'UE aux pays à économie autre que de marché dans le Règlement n° 658/2002, prorogés dans les réexamens à l'expiration de 2002, 2008 et 2014 et qui sont actuellement appliqués selon les montants modifiés. Étant donné que l'UE a imposé, a maintenu et perçoit les droits antidumping calculés au moyen de la méthode applicable aux pays à économie autre que de marché, qui ne sera pas appliquée en ce qui concerne les importations de produits russes, elle viole les articles 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi que l'article VI:1, la deuxième Disposition additionnelle relative à l'article VI:1 et les articles I^{er} et VI:2 du GATT. En outre, l'UE n'étend pas aux importations de produits russes l'avantage de la méthode de calcul du dumping qu'elle accorde aux Membres de l'OMC considérés comme des économies de marché et, par conséquent, elle viole l'article I:1 du GATT.

61. Au titre de l'allégation n° 15, la Russie affirme que la méthode utilisée pour les pays à économie autre que de marché et le prix de substitution pour le gaz utilisé par l'UE lors des examens précédents ont vicié les mesures antidumping appliquées actuellement. De plus, dans le cadre de son troisième réexamen à l'expiration, en formulant sa détermination concernant la probabilité d'un dumping, l'UE s'est appuyée sur l'existence alléguée d'un "dumping" à l'égard des pays tiers déterminée de façon illicite et, par conséquent, n'a pas fait en sorte que son analyse relative au "dumping" soit conforme à l'article VI:1 du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping, y compris ses articles 2.1 et 11.3.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel UE – *Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.26 et 6.56.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphes 7.118 et 8.2c.

²⁰ Voir le rapport de l'Organe d'appel UE – *Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.81 et 6.82.

62. En conséquence, l'UE a enfreint les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping, parce que ses mesures antidumping concernant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie ne sont pas conformes aux dispositions de l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, tel qu'il est interprété par l'Accord antidumping.

7.5 ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

63. Ces allégations sont centrées sur la détermination de la probabilité d'un dommage établie par l'UE dans le réexamen à l'expiration et prise en compte dans le Règlement n° 999/2014. Le fait est que l'UE a prolongé la durée des mesures antidumping visant le nitrate d'ammonium russe pour les cinq années suivantes sur la base de cette détermination, et non sur celle du Règlement n° 2018/1722. Cette détermination est incompatible avec les règles de l'OMC.

64. Au titre de l'allégation n° 5, la Russie conteste les calculs de la sous-cotation effectués par l'UE. Dans le Règlement n° 999/2014, les prix des exportations russes à destination des pays tiers sont comparés avec les prix des producteurs de l'UE, et il est constaté que les importations russes ont été effectuées à des prix "sous-cotés" ou à un "niveau de prix préjudiciable".²¹ La Russie fait valoir que si l'autorité chargée de l'enquête tente de calculer l'effet sur les prix des importations futures faisant l'objet d'un dumping, ces calculs doivent être conformes à l'article 3 de l'Accord antidumping.²² L'UE reconnaît en effet qu'elle a comparé les prix à l'exportation de la Russie à destination de l'UE et, parallèlement, l'évolution des prix sur le marché de l'UE.²³ Autrement dit, elle a analysé "si les importations visées [avaient] une force explicative pour la survenue de la dépression notable des prix intérieurs ou de l'empêchement notable de hausses des prix intérieurs", ce qui est la caractéristique essentielle d'un calcul de la sous-cotation.²⁴ **Premièrement**, l'UE a violé l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en n'examinant pas les prix des importations russes dans l'UE et en n'apportant pas les ajustements nécessaires à ces prix pour assurer leur comparabilité avec les prix intérieurs. **Deuxièmement**, elle a violé l'article 11.3 de l'Accord antidumping parce que: i) elle s'est appuyée sur des calculs de la sous-cotation incohérents dans sa détermination de la probabilité d'un dommage et ii) elle s'est appuyée sur les prix à l'exportation russes non ajustés, ce qui ne peut pas produire un "examen objectif", fondé sur des "éléments de preuve positifs".

65. Au titre de l'allégation n° 6, la Russie fait valoir²⁵ que l'UE a fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur: i) des données concernant un échantillon non représentatif de sa branche de production; ii) les données incomplètes, non représentatives et erronées communiquées par les sociétés de l'UE retenues dans l'échantillon, et qu'elle n'a pas examiné et expliqué les résultats économiques notablement divergents des producteurs de l'UE inclus dans l'échantillon et des producteurs de l'UE qui n'étaient pas inclus dans l'échantillon. **Premièrement**, l'UE n'a pas fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur un "examen objectif" des "éléments de preuve positifs" versés au dossier, ce qui constitue une violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping. **Deuxièmement**, elle n'a pas évalué tous les facteurs et indices économiques pertinents qui influencent la situation de la branche, qui incluait non seulement les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, mais aussi les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé, ce qui contrevient à l'article 3.4 de l'Accord antidumping. **Troisièmement**, elle n'a pas interprété l'expression "branche de production nationale" comme incluant non seulement les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, mais aussi les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé, ce qui constitue une violation de l'article 4.1 de l'Accord antidumping. **Enfin**, et de ce fait, elle n'a pas fondé sa détermination de la probabilité d'un dommage sur des "conclusions motivées et adéquates", ce qui constitue une violation de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.

66. Au titre des allégations n° 7 et n° 8, la Russie soutient que certaines conclusions de l'UE ne tiennent pas compte des éléments de preuve versés au dossier. Par conséquent, l'UE n'a pas procédé à un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs", comme l'exige l'article 3.1 et

²¹ Règlement d'exécution (UE) n° 999/2014 de la Commission, pièce RUS-66, considérants 112, 160 et 169.

²² Rapport du Groupe spécial États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères, paragraphe 7.274.

²³ UE, première communication écrite, paragraphes 460 et 461.

²⁴ Rapport de l'Organe d'appel Chine – Appareils à rayons X, paragraphe 138.

²⁵ Sans préjudice des allégations relatives aux produits visés.

comme cela est également pertinent aux fins de l'article 11.3 de l'Accord antidumping.²⁶ **Premièrement**, au titre de l'allégation n° 7, la Russie affirme que la conclusion de l'UE selon laquelle la situation non dommageable de sa branche de production ne se maintiendrait pas ne reposait pas sur une base factuelle suffisante. **Deuxièmement**, au titre de l'allégation n° 8, elle vise l'évaluation par l'UE du niveau des capacités de production disponibles en Russie et de la capacité des marchés des pays tiers d'absorber les exportations russes.

7.6. ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONDUITE DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

67. Au titre de l'allégation n° 16, la Russie fait valoir qu'à quatre reprises, l'accès aux fichiers a été considérablement retardé. **Premièrement**, les renseignements présentés par écrit par les parties intéressées n'ont pas été "mis dans les moindres délais à ... disposition", ce qui constitue une violation des articles 6.1.2 et 11.4 de l'Accord antidumping. **Deuxièmement**, ces retards ont empêché les producteurs russes de se voir ménager "en temps utile ... la possibilité" de: i) prendre connaissance des renseignements qu'ils jugeaient pertinents et ii) de préparer leur argumentation sur cette base, ce qui constitue une violation des articles 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping. Lesdits retards ne peuvent pas être justifiés par le caractère confidentiel des renseignements ou d'autres préoccupations car les communications présentées par les producteurs russes ont été immédiatement ajoutées au dossier non confidentiel.

68. Au titre de l'allégation n° 17, la Russie conteste le manquement de l'UE à l'obligation de communiquer la demande initiale de réexamen à l'expiration, déposée le 28 mars 2013. **Premièrement**, cela constitue une violation des articles 6.1.3 et 11.4 de l'Accord antidumping, qui requièrent la divulgation du texte intégral de la "demande dûment justifiée présentée par la branche de production nationale ou en son nom" sur la base de laquelle l'autorité chargée de l'enquête a décidé d'ouvrir l'enquête dans le cadre du réexamen à l'expiration. **Deuxièmement**, cela constitue une violation des articles 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping parce qu'en dépit de nombreuses demandes, l'UE n'a pas divulgué un document que les producteurs russes jugeaient pertinent, qui était utilisé par l'autorité chargée de l'enquête et qui pouvait être divulgué d'une manière non confidentielle. **Troisièmement**, cela constitue une violation des articles 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping parce que, de ce fait, les producteurs russes n'ont pas eu "toutes possibilités de défendre leurs intérêts".

69. Au titre de l'allégation n° 18, la Russie conteste le traitement confidentiel par l'UE de renseignements pour lesquels il n'y a eu aucun exposé de "raisons valables" et, en particulier, de deux rapports d'experts présentés par Fertilizers Europe les 24 mars et 14 mai 2014. Soit les "raisons valables" n'ont simplement pas été exposées, soit les "raisons valables" alléguées ne constituaient pas une raison suffisante pour justifier la rétention des renseignements pour lesquels le traitement confidentiel était demandé. Cela constitue une violation des articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping.

70. Au titre de l'allégation n° 19, la Russie conteste le manquement de l'UE à l'obligation d'exiger de sa branche de production qu'elle fournisse des résumés non confidentiels suffisamment détaillés. Les communications relatives aux indicateurs de dommage présentées par Fertilizers Europe les 10 mars, 5 mai, 12 mai et 3 juin 2014 fournissaient seulement des indicateurs de dommage agrégés. Malgré l'importance de ces questions dans l'enquête, ces résumés non confidentiels ont notamment omis des renseignements importants sur: i) les produits visés et ii) les sociétés couvertes par les indicateurs de dommage agrégés. La fourniture des chiffres agrégés en tant que résumé non confidentiel n'a pas permis "de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel". Cela constitue une violation des articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping.

71. Au titre de l'allégation n° 20, la Russie conteste le refus de l'UE de s'appuyer sur les renseignements fournis par les exportateurs russes pour établir la capacité de production excédentaire en Russie. **Premièrement**, l'UE n'a pas tenu compte des renseignements de source primaire fournis par les exportateurs russes en réponse aux demandes spécifiques de l'autorité chargée de l'enquête et, au lieu de cela, s'est appuyée sur d'autres renseignements, sans avoir démontré aucunement que les renseignements de source primaire n'étaient pas vérifiables, ne pouvaient pas être utilisés sans difficultés indues ou n'avaient pas été fournis en temps utile. Cela

²⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

contrevient à l'article 6.8 et aux paragraphes 3 et 5 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. **Deuxièmement**, l'UE n'a jamais informé les producteurs russes de son intention d'appliquer les données de fait disponibles ni ne leur a ménagé la possibilité de formuler des observations sur cette application. Cela contrevient au paragraphe 6 de l'Annexe II de l'Accord antidumping. **Enfin**, l'UE a choisi les renseignements qui correspondaient le mieux à une constatation selon laquelle les producteurs russes avaient des capacités excédentaires et, partant, n'a pas examiné les "meilleurs renseignements disponibles". Cela contrevient au paragraphe 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

72. Au titre de l'allégation n° 21, la Russie conteste le manquement de l'UE à l'obligation de divulguer certains renseignements et calculs sur lesquels elle s'est appuyée dans ses déterminations de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage. Ces renseignements faisaient partie des "faits essentiels examinés qui constitu[eraient] le fondement de la décision de [proroger ou non les mesures antidumping]". Le fait de ne pas les avoir divulgués constitue une violation des articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping.

73. Au titre de l'allégation n° 22, la Russie explique que dans le Règlement n° 999/2014, les constatations et conclusions concernant: i) le dumping, ii) la sous-cotation et la vente à des prix inférieurs et iii) les produits visés ne sont pas suffisamment détaillées, et certaines demandes présentées par les producteurs russes ne sont pas traitées. Cela constitue une violation de l'article 12.2 et 12.2.2 de l'Accord antidumping parce que le Règlement n° 999/2014 i) ne contient pas les renseignements pertinents sur les points de fait et de droit qui étaient essentiels pour les déterminations de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage et ii) ne contient pas "les raisons de l'acceptation ou du rejet des arguments ou allégations pertinents des exportateurs".

ANNEXE B-2

PREMIER RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE

1 INTRODUCTION

1. Conformément au paragraphe 23 des procédures de travail du Groupe spécial, l'Union européenne fournit un résumé analytique intégré des faits et arguments qu'elle a présentés i) dans sa première communication écrite, ii) dans sa première déclaration orale liminaire, iii) dans sa première déclaration orale finale et iv) dans ses réponses aux questions posées après la première réunion de fond.

2 DEMANDE DE DÉCISION PRÉLIMINAIRE

2. L'Union européenne a demandé au Groupe spécial d'établir que plusieurs des allégations formulées par la Russie dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans sa première communication écrite n'avaient pas été soumises à bon droit au Groupe spécial. L'allégation n° 1 de la Russie et toutes ses allégations relatives aux produits visés (dans la mesure où elles font référence au "nitrate d'ammonium de qualité industrielle"), son allégation n° 9 (dans la mesure où elle fait référence aux articles 2.3, 6.8 et 6.10 de l'Accord antidumping), ses allégations n° 16 à 21 (dans la mesure où elles font référence à l'article 11.4 de l'Accord antidumping) et son allégation n° 17 (dans la mesure où elle fait référence à l'article 6.2 de l'Accord antidumping) n'entrent pas dans le champ de la demande de consultations et élargissent de manière inadmissible le champ du différend, en violation des articles 4 et 6 du Mémoire d'accord, et en particulier de ses articles 4:4 et 6:2. Les allégations n° 2, 18, 19 et 21 n'ont pas été soumises à bon droit au Groupe spécial parce que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie n'indique pas les mesures spécifiques en cause et ne contient pas de bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème, en violation de l'article 6:2 du Mémoire d'accord. L'allégation n° 11, dans la mesure où elle porte sur la probabilité que le dumping se reproduira, dépasse le champ de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par la Russie, en violation des articles 6:2 et 7:1 du Mémoire d'accord. Parce que la Russie n'a pas "indiqué" précisément que le Règlement n° 1722/2018 était la mesure en cause, les allégations n° 12, 13, 14 et 15 concernant la perception continue de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium en provenance de Russie, que la Russie fonde sur ce règlement, ne satisfont pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. L'allégation n° 14 ne satisfait pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

3 ALLÉGATIONS "EN TANT QUE TEL" CONCERNANT CERTAINES PARTIES DE L'ARTICLE 2.3 ET DE L'ARTICLE 2.5 DU RÈGLEMENT DE BASE ET UNE "MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS" ALLÉGUÉE

3.1 PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE

3. S'agissant des allégations "en tant que tel", l'UE ne souscrit pas à l'argument de la Russie selon lequel le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. La Russie n'est pas en mesure de démontrer que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant à l'article 2.3 désigne autre chose que les "prix à l'exportation". Il s'agit de la seule occurrence du terme "prix" dans le premier alinéa de l'article 2.3. Contrairement à ce que la Russie donne à penser, le membre de phrase ne fait pas référence au "coût de production". Les références de la Russie au terme "représentatif" figurant dans d'autres dispositions du Règlement de base n'y changent rien. En effet, ni l'article 2.2 ni le deuxième alinéa de l'article 2.5 n'étaient les affirmations de la Russie concernant le dernier membre de phrase du premier alinéa de l'article 2.3. L'UE a aussi expliqué que le remplacement, dans la version anglaise, des mots "those prices" (ces prix) par "these prices" (ces prix) – sur lequel la Russie cherche aussi à s'appuyer – résultait d'un réexamen linguistique effectué en 1995 sans aucune conséquence

juridique. Les arguments de la Russie sont donc fondés sur une interprétation erronée du dernier membre de phrase.

3.2 Deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base

4. La Russie fait ensuite valoir que le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'il étendrait la notion de "situation particulière du marché pour le produit concerné" au-delà de la situation décrite dans la deuxième disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. L'UE note que le deuxième alinéa de l'article 2.3 *n'oblige pas* la Commission à constater l'existence d'une situation particulière du marché lorsque les prix sont artificiellement bas. De telles déterminations sont établies au cas par cas, comme le montre l'emploi des mots "[i]l *peut* être considéré qu'il existe" à l'article 2.3. Lorsqu'une mesure n'est pas obligatoire mais facultative, un groupe spécial devrait conclure qu'elle n'est pas incompatible "en tant que telle" avec les accords visés.¹
5. Le membre de phrase "situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne doit pas être interprété comme faisant uniquement référence au marché du Membre exportateur dans son ensemble. En effet, il ressort clairement de l'article 2.2 que l'autorité chargée de l'enquête établit une détermination de l'existence d'un dumping sur la base d'une enquête portant sur le prix d'un produit exporté donné et une valeur normale établie en fonction d'un produit similaire donné. Ainsi, l'enquête ne doit pas nécessairement être axée sur le marché dans son ensemble, mais peut porter sur un produit en particulier.
6. En outre, la Russie fait erreur lorsqu'elle affirme que le membre de phrase "situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 fait uniquement référence à une situation couverte par la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. L'autre approche pour la détermination de la valeur normale prévue dans la note additionnelle existe *en plus* des situations couvertes par l'article 2.2. Le fait que ces situations existent en parallèle ressort clairement de l'article 2.7, qui dispose que l'article 2 "s'entend sans préjudice de la deuxième Disposition additionnelle relative au paragraphe 1 de l'article VI, qui figure dans l'Annexe I du GATT de 1994". Il précise simplement qu'en cas de conflit (et cela ne signifie ou n'indique pas nécessairement qu'il y a conflit), la deuxième note additionnelle prévaudrait, dans la limite du conflit. Cela signifie simplement que rien dans l'article 2 de l'Accord antidumping ne pourrait jamais être interprété comme empêchant l'application correcte de la deuxième note additionnelle.

3.3 Deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement de base

7. La troisième allégation "en tant que tel" de la Russie concerne le deuxième alinéa de l'article 2.5. Ici, la Russie formule une allégation que l'Organe d'appel a déjà rejetée dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*. Elle fait valoir que, puisque ce deuxième alinéa permet à la Commission d'utiliser des frais autres que le coût de production dans le pays d'origine comme éléments de preuve pour la construction de la valeur normale, il serait incompatible "en tant que tel" avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.
8. L'Organe d'appel a examiné le sens du membre de phrase "coût de production dans le pays d'origine" figurant à l'article 2.2. Il a noté que la définition du terme "cost" (frais/coût) faisait référence aux dépenses payées ou à payer pour quelque chose. Étant donné que le terme "coût" figurant dans cette disposition est suivi des expressions "de production" puis "dans le pays d'origine", il concerne un "prix payé ou à payer pour produire quelque chose dans le pays d'origine".²
9. L'Organe d'appel a souligné que cette définition "n'inclu[ait] pas de référence à des informations ou à des éléments de preuve".³ En effet, elle ne contient pas de mots additionnels ou de libellé à caractère restrictif spécifiant le type d'éléments de preuve devant être utilisés ou limitant les sources d'informations ou d'éléments de preuve seulement aux sources à l'intérieur du pays d'origine. Les autorités chargées de l'enquête sont donc autorisées à

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 4.477, 4.478 et 4.483.

² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.69.

³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.69.

chercher ces informations sur le coût de production auprès de sources à l'extérieur du pays d'origine, à condition que ces informations soient à même ou capables de permettre d'aboutir à un coût de production dans le pays d'origine.⁴ Les informations ou les éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine devront peut-être être adaptés afin de faire en sorte qu'ils soient appropriés pour déterminer un "coût de production" "dans le pays d'origine".⁵

10. L'Organe d'appel a aussi examiné l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Il a noté que même si cette disposition identifiait les "registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête" comme étant la source privilégiée pour les données relatives au coût de production devant être utilisées, cela n'"empêch[ait]" [pas] que des informations ou des éléments de preuve émanant d'autres sources soient utilisés dans certaines circonstances", tels que des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine.⁶ L'Organe d'appel a précisé que le fait que la deuxième phrase de l'article 2.2.1.1 disposait que les autorités devaient "prendr[e] en compte tous les éléments de preuve disponibles concernant la juste répartition des frais" démontrait que les ""éléments de preuve" utilisés pour déterminer un "frais" pouvaient être différents de ce frais lui-même".⁷
 11. En effet, dans les circonstances où l'obligation énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 qui consiste à calculer normalement les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne s'applique pas, ou lorsque des renseignements pertinents émanant de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête ne sont pas disponibles, l'autorité chargée de l'enquête peut avoir recours à *d'autres bases pour calculer certains ou la totalité de ces frais*. L'article 2.2 n'indique pas à quels éléments de preuve l'autorité peut recourir. Par conséquent, il "n'est pas interdit ... de s'appuyer sur des renseignements autres que ceux contenus dans les registres de l'exportateur ou du producteur, y compris des éléments de preuve intérieurs au pays et extérieurs au pays".⁸ Toutefois, comme l'article 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994 indiquent clairement que la détermination concerne le "coût de production ... dans le pays d'origine", l'autorité doit s'assurer que ces renseignements sont utilisés pour établir le "coût de production dans le pays d'origine". Il peut être nécessaire qu'elle adapte les renseignements.⁹
 12. Par conséquent, rien dans le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement de base n'empêche l'autorité chargée de l'enquête de faire en sorte que les frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine. La Russie fait donc erreur en alléguant que ce deuxième alinéa était incompatible "en tant que tel" avec l'Accord antidumping.
- 3.4 "MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS" ALLÉGUÉE
13. La Russie conteste en outre ce qu'elle appelle "la méthode d'ajustement des frais" qui, d'après ses allégations, est utilisée par l'Union européenne dans les procédures antidumping. Toutefois, une telle "méthode d'ajustement des frais" n'existe tout simplement pas et la Russie n'est pas en mesure de démontrer le contraire.
 14. L'Organe d'appel a précisé le critère de la preuve pour une "norme non écrite appliquée de manière générale et prospective" dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*¹⁰: la Russie doit, pour le moins, établir clairement, au moyen d'arguments et d'éléments de preuve à l'appui, la possibilité d'imputer la "règle ou norme" alléguée au Membre défendeur; sa teneur précise; et le fait qu'elle est appliquée de manière générale et prospective, ce qui doit aller au-delà de la simple présentation d'une série d'affaires.
 15. La Russie s'appuie sur un certain nombre de dispositions du Règlement de base qu'elle n'a pas contestées ou qu'elle ne peut pas contester avec succès séparément. En outre, l'application de chacune de ces dispositions dépend largement des données de fait et on ne

⁴ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.70.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.70.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.71.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.72.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.73.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.73.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Réduction à zéro (CE), paragraphes 198 à 204.

peut pas faire de généralisations concernant leur application prospective. Premièrement, les circonstances dans lesquelles les données ou renseignements figurant dans les registres de l'entreprise peuvent être rejetées dépendent largement des données de fait. Cela peut arriver en cas de non-respect de l'une ou l'autre des deux conditions expresses énoncées à l'article 2.2.1.1, mais aussi dans d'autres circonstances, notamment celles couvertes par les membres de phrase "[a]ux fins du paragraphe 2" et "normalement" apparaissant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Deuxièmement, le processus consistant à avoir recours à des informations émanant d'autres marchés représentatifs dépend aussi largement des données de fait. Une autorité chargée de l'enquête examinera et soupèsera tous les éléments de preuve pertinents disponibles pour établir la valeur normale. Troisièmement, et dans le même ordre d'idées, la question de savoir si un ajustement des données utilisées est nécessaire et justifié dépend aussi des données de fait essentielles et du contexte procédural existant. Ces déterminations, qui sont établies au cas par cas, ne peuvent pas simplement être combinées pour alléguer l'existence d'une "méthode". La Russie n'est donc pas en mesure de démontrer la teneur précise de la méthode alléguée, ni son application générale et prospective.

4 ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÉEXAMEN À L'EXPIRATION ET LA DÉCISION RELATIVE À LA PROROGATION DES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE TUBES ET TUYAUX SOUDÉS ORIGINAIRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

16. S'agissant des allégations "tel qu'appliqué" de la Russie concernant les tubes et tuyaux soudés, l'Union européenne ne partage pas l'avis selon lequel elle avait agi de manière incompatible avec l'Accord antidumping en constatant que les données disponibles relatives aux prix du gaz en Russie ne pouvaient pas être utilisées pour déterminer le coût de production.
17. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a pas exclu qu'il puisse y avoir des circonstances dans lesquelles les données concernant le coût de production déclarées par l'exportateur ou le producteur ne peuvent pas être utilisées. Par ailleurs, il n'a pas contesté le fait qu'il y avait des circonstances – outre les deux cas mentionnés expressément à l'article 2.2.1.1 – dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête avait besoin de s'appuyer sur d'autres éléments de preuve que les données consignées dans les registres de l'exportateur ou du producteur pour établir la valeur normale.¹¹ L'Organe d'appel a confirmé cela dans l'affaire *Ukraine – Nitrate d'ammonium*.¹² Dans le Règlement n° 2015/110 – le réexamen à l'expiration concernant les tubes et tuyaux soudés – la Commission a constaté que comme "les prix du gaz sur le marché intérieur russe [étaient] des prix réglementés", ces prix étaient "nettement inférieurs aux prix pratiqués sur les marchés d'exportation non réglementés pour le gaz naturel russe".¹³ La Commission a donc recherché d'autres données fiables pour établir les coûts du gaz en Russie, car l'intervention directe des pouvoirs publics sur les prix intérieurs du gaz – bien plus directe que dans le cas des taxes à l'exportation sur les fèves de soja en Argentine – ne permettait pas du tout aux forces de l'offre et de la demande de fonctionner. Ce processus de collecte et d'utilisation d'éléments de preuve est parfaitement raisonnable étant donné que l'on ne peut pas attendre de l'autorité chargée de l'enquête qu'elle utilise des renseignements "non représentatifs". Cela est aussi parfaitement compatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping, qui exige l'établissement d'une valeur normale fondée sur des données concernant les prix ou les frais qui permettent l'établissement d'une valeur qui est "normale", par opposition à des données concernant les prix ou les frais qui sont faussées et non fiables.
18. Étant donné que la Commission a constaté que le prix intérieur du gaz en Russie était faussé, elle a basé sa détermination de la valeur normale sur des "informations relatives à d'autres marchés représentatifs", à savoir le "prix moyen du gaz russe lorsque celui-ci [était] vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque (Waidhaus)".¹⁴ À nouveau, cela est compatible avec l'Accord antidumping, comme l'Organe d'appel a constaté dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)* que les autorités chargées de l'enquête étaient autorisées à chercher des informations concernant le coût de production auprès de sources à l'extérieur du pays, à

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.18 (note de bas de page 120).

¹² Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.87.

¹³ Règlement d'exécution (UE) n° 2015/110 de la Commission, considérant 69.

¹⁴ Règlement d'exécution (UE) n° 2015/110 de la Commission, considérant 69.

condition que ces informations soient à même ou capables de permettre d'aboutir à un coût de production dans le pays d'origine.¹⁵ La Commission a aussi adapté le prix de Waidhaus pour faire en sorte qu'il soit adéquat pour déterminer un "coût de production" "dans le pays d'origine"¹⁶, et l'a ajusté afin de tenir compte des coûts de distribution locaux.¹⁷ Cela est entièrement compatible avec le droit de l'OMC.

5 ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET LES ENQUÊTES CORRESPONDANTES

5.1 ALLÉGATIONS CONCERNANT LES PRODUITS VISÉS PAR LES MESURES APPLICABLES

19. Les allégations de la Russie relatives aux produits visés sont sans fondement parce que toutes les déterminations pertinentes relatives à ces produits ont été établies avant que la Russie ne soit Membre de l'OMC, et elles n'ont pas été réexaminées, modifiées ou affectées par un quelconque réexamen postérieur à son accession à l'OMC; parce que tous les produits auxquels la mesure s'applique étaient en fait visés par les constatations issues d'une enquête antidumping; et pour plusieurs raisons d'ordre juridique.
20. Les droits antidumping visant le nitrate d'ammonium en provenance de Russie ont été mis en place au moyen du Règlement n° 2022/95, bien avant l'accession de la Russie à l'OMC. Tous les réexamens intérimaires, réexamens à l'expiration et amendements ultérieurs précédant le Règlement n° 999/2014 ont été effectués avant l'accession de la Russie. Dans le Règlement n° 999/2014, il n'y a pas de réexamen, de nouvelle détermination ou de modification concernant les produits visés. Ce règlement reprend simplement les produits visés qui avaient été définis dans le cadre de déterminations antérieures auxquelles le droit de l'OMC ne s'applique pas.
21. Les Accords de l'OMC régissent uniquement les relations commerciales *entre* les Membres. L'article 18.3, qui établit la portée temporelle de l'Accord antidumping (y compris son application aux mesures qui existaient lorsque la Russie a accédé à l'OMC), détermine le moment où les *obligations* qui incombent au Membre imposant la mesure commencent à s'appliquer, mais aussi le moment où les *droits* du Membre exportateur commencent à s'appliquer. Ce n'est pas simplement parce qu'une mesure est maintenue après l'accession à l'OMC que le droit de l'OMC s'appliquera.¹⁸ Il s'applique *uniquement* aux enquêtes et réexamens postérieurs à l'accession à l'OMC. À moins qu'elles ne soient rétablies ou modifiées par un réexamen postérieur à l'accession à l'OMC, soumettre des évaluations ou déterminations antérieures à l'accession à l'OMC à l'Accord antidumping reviendrait à violer l'article 18.3 et à appliquer le droit de l'OMC de manière rétroactive. En l'espèce, la question des produits visés est "un aspect régi uniquement par une détermination antérieure à [l'accession à] l'OMC"¹⁹ qui ne relève pas du champ du réexamen postérieur à l'accession à l'OMC et qui, en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping, n'est donc soumise à aucune des disciplines de cet accord.²⁰ Par analogie avec les constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*, il en est de même pour toutes les dispositions des accords visés, en particulier les articles I^{er}, II et VI du GATT de 1994.
22. Même si les dispositions mentionnées par la Russie s'appliquaient, *quod non*, ses allégations seraient jugées sans fondement parce qu'elles reposent sur l'affirmation erronée selon laquelle les enquêtes de l'Union européenne et ses déterminations de l'existence d'un dumping ou d'un dommage en ce qui concerne les importations de nitrate d'ammonium ne couvriraient pas le "nitrate d'ammonium de qualité industrielle" et le "nitrate d'ammonium stabilisé". Ni le réexamen ayant donné lieu au Règlement n° 999/2014 ni aucun autre réexamen n'ont "élargi" la mesure au nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles. Le nitrate d'ammonium de qualité industrielle était toujours également couvert par la définition des produits visés. L'utilisation finale n'a jamais été un critère déterminant en ce qui concerne les produits visés.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

¹⁷ Règlement d'exécution (UE) n° 2015/110 de la Commission, considérant 69.

¹⁸ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.14.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.16.

²⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.17.

En effet, le "nitrate d'ammonium de qualité industrielle" peut être utilisé à des fins agricoles. S'agissant du nitrate d'ammonium stabilisé, le Règlement n° 999/2014 s'applique uniquement à la partie de qui correspond au produit concerné (c'est-à-dire la teneur en nitrate d'ammonium avec les matières et éléments fertilisants accessoires). L'enquête initiale, tous les réexamens ultérieurs et toutes les déterminations pertinentes de l'existence d'un dumping ou d'un dommage couvraient le produit concerné (nitrate d'ammonium), et donc aussi la partie du contenu des "nouveaux types de produit" mentionnés dans le Règlement n° 945/2005 correspondant à ce produit concerné.

5.2 PREMIÈRE ALLÉGATION: APPLICATION DE MESURES SUR LE NITRATE D'AMMONIUM DE QUALITÉ INDUSTRIELLE ET LE NITRATE D'AMMONIUM STABILISÉ

23. Premièrement, même si certaines disciplines de l'OMC s'appliquent à la détermination initiale des produits visés, elles ne sont pas directement pertinentes pour un réexamen à l'expiration. Deuxièmement, même pour les enquêtes initiales, l'Accord antidumping contient des obligations limitées en ce qui concerne la définition du produit concerné.²¹ Les allégations de la Russie au titre des articles 1^{er} et 18 de l'Accord antidumping, et au titre de l'article VI du GATT, sont, en substance, des allégations corollaires et le Groupe spécial devrait les rejeter. S'agissant de l'article 2 de l'Accord antidumping, la Russie ne donne pas d'explication concernant une quelconque incompatibilité avec les alinéas spécifiques de cette disposition. S'agissant du dommage, la Russie énumère de même un certain nombre d'alinéas des articles 3 et 4 sans expliquer spécifiquement où elle relève des incompatibilités. Les allégations de la Russie au titre de l'article 9.1 et 9.3 suivent un schéma semblable. L'article 9.1 ne concerne pas les produits visés, ni une quelconque obligation de mener une enquête ou d'établir des déterminations de l'existence d'un dumping ou d'un dommage. Enfin, les allégations de la Russie au titre des articles I^{er} et II du GATT de 1994 sont entièrement corollaires et fondées sur la supposition de l'existence d'une violation de l'article VI du GATT de 1994, qui est elle-même la conséquence, d'après les allégations, d'incompatibilités avec certaines dispositions de l'Accord antidumping qui n'ont pas été démontrées.

5.3 DEUXIÈME ALLÉGATION: OUVERTURE D'UN RÉEXAMEN À L'EXPIRATION QUI A DONNÉ LIEU AU RÈGLEMENT N° 999/2014

24. L'interprétation de la Russie des articles 11.3, 12.3, 12.1.1 et 5.3 de l'Accord antidumping fait l'amalgame, à tort, entre les prescriptions relatives aux enquêtes initiales et celles relatives aux réexamens à l'expiration, et entre les prescriptions relatives aux déterminations dans le cadre de réexamens à l'expiration et celles relatives aux demandes d'ouverture présentées par les parties intéressées. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel, la nature de la détermination à faire dans le cadre d'un réexamen à l'extinction diffère de la nature de la détermination à faire dans le cadre d'une enquête initiale. Ces déterminations sont de nature prospective.²² En outre, une distinction claire doit être établie entre le simple fait d'*engager* un réexamen à l'expiration et le fait de le *conclure* avec une détermination positive. C'est uniquement au moyen du réexamen lui-même, et certainement pas avant l'*engagement* de celui-ci, que l'autorité peut dûment évaluer les renseignements et éléments de preuve pertinents suivant le critère prévu pour l'établissement d'une détermination.
25. L'article 5, y compris l'article 5.3, ne s'applique pas aux demandes de réexamen à l'expiration.²³ Les réexamens à l'expiration et les déterminations initiales sont des processus distincts qui suivent des buts différents.²⁴ La prescription de l'article 11.3 exigeant que les demandes de réexamen soient "dûment justifié[s]" suppose un critère moins contraignant que le critère des "éléments de preuve suffisants" figurant à l'article 5.6. Elle exige simplement la fourniture d'éléments de preuve à l'appui d'une constatation de la probabilité que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront, conformément aux règles de

²¹ Rapport du Groupe spécial *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.48. Voir aussi les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Bois de construction résineux V*, paragraphe 7.157; *Corée – Certains papiers*, paragraphe 7.219.

²² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 341.

²³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.27.

²⁴ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 105.

procédure appropriées. Cette interprétation est aussi étayée par le libellé de l'article 11.2 de l'Accord antidumping, faisant référence aux demandes de réexamen de parties intéressées qui "justifi[ent] [simplement] par des données positives la nécessité d'un tel réexamen". De plus, contrairement aux articles 11.2 et 5.3, l'article 11.3 exige uniquement que les demandes soient "dûment justifié[s]" par rapport à la question visée par un réexamen à l'expiration: la question de savoir s'il était probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé.

26. L'article 12 ne concerne pas les critères en matière de preuve, mais simplement les avis au public concernant diverses mesures prises par l'autorité chargée de l'enquête.²⁵ Ni l'article 12, ni l'article 5, ni l'article 11.3 n'imposent une quelconque obligation que les éléments de preuve figurant dans une demande d'engagement de réexamen à l'expiration soient *suffisants* pour étayer l'allégation selon laquelle il était probable que le dumping et le dommage subsisteraient ou se reproduiraient si le droit était supprimé.
27. L'affirmation selon laquelle l'UE a accédé à une demande de réexamen à l'expiration présentée par Fertilizers Europe dans laquelle la branche de production demandait d'élargir les mesures antidumping aux importations de nitrate d'ammonium stabilisé et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle est incorrecte du point de vue des faits. Le réexamen à l'expiration exige simplement qu'il soit fait référence au même "produit concerné" que celui des mesures antidumping existantes. La Russie n'a pas montré que la demande de réexamen à l'expiration s'appuyait sur des "données relatives au nitrate d'ammonium stabilisé" se rapportant à Kirovo, mais même si la Russie avait raison, le fait que certaines données additionnelles étaient incluses dans la demande de réexamen à l'expiration ne démontre aucune incompatibilité avec les règles de l'OMC.
28. S'agissant de l'allégation selon laquelle l'UE avait agi d'une manière incompatible avec l'article 11.3 en engageant un réexamen à l'expiration, parce que la demande de réexamen à l'expiration incluait des données relatives à la situation de sa branche de production fabriquant le nitrate d'ammonium de qualité engrais et des données relatives aux importations russes de nitrate d'ammonium de qualité engrais, de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé, avant tout, l'article 11.3 n'impose aucune prescription exigeant que les demandes de réexamen à l'expiration soient "impartiales" ou "suffisantes" pour justifier l'engagement du réexamen. La limitation alléguée des données relatives à la branche de production de l'UE au "nitrate d'ammonium de qualité engrais" est incorrecte du point de vue des faits et non étayée par les éléments de preuve. Même s'il y avait des différences entre les gammes de produits de la branche de production intérieure et la branche de production exportatrice, cela ne signifierait pas que la demande de réexamen à l'expiration ou la simple décision d'engager un tel réexamen sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Ni l'article 11.3 ni aucune autre disposition de l'Accord antidumping n'exigent que la composition du produit concerné et celle du produit similaire soient identiques.²⁶

5.4 TROISIÈME ALLÉGATION: L'UNION EUROPÉENNE N'A PAS FAIT ERREUR EN NE PROCÉDANT PAS À UN RÉEXAMEN À L'EXPIRATION DISTINCT POUR LES IMPORTATIONS DE KIROVO

29. Le Règlement n° 999/2014 évalue la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiront, avec les mêmes produits visés que ceux définis précédemment. Il n'y avait aucune raison de formuler des déterminations concernant la probabilité distinctes pour Kirovo et pour les autres producteurs. L'Organe d'appel a constaté qu'il n'y avait aucune prescription de ce type.²⁷ L'article 11.1 "n'impose pas d'obligations indépendantes aux Membres"²⁸ et est sans rapport avec la préoccupation spécifique concernant des réexamens à l'expiration "uniques" ou "distincts". La Russie n'a pas montré que l'Union européenne n'avait d'une certaine manière pas respecté les prescriptions en matière de preuve énoncées à l'article 11.3. S'agissant de l'article 3, l'Organe d'appel a constaté que "les obligations énoncées à l'article 3

²⁵ Rapport du Groupe spécial États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, paragraphe 7.33.

²⁶ Rapports des Groupes spéciaux UE – Chaussures (Chine), paragraphe 7.314; CE – Linge de lit (article 21:5 – Inde), paragraphe 6.176.

²⁷ Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion, paragraphe 155.

²⁸ Rapport du Groupe spécial États-Unis – Crevettes II (Viet Nam), paragraphe 7.363.

ne s'appliqu[ai]ent pas aux déterminations de la probabilité d'un dommage établies dans le cadre de réexamens à l'extinction."²⁹ Il apparaît que les allégations au titre des articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping sont purement corollaires.

5.5 QUATRIÈME ALLÉGATION: L'UNION EUROPÉENNE N'A PAS FAIT ERREUR EN NE DÉFINISSANT PAS CORRECTEMENT SA BRANCHE DE PRODUCTION ET NE S'EST PAS APPUYÉE SUR DES DONNÉES ERRONÉES OU INCOMPLÈTES

30. Dès le début, la branche de production de l'Union a été définie comme étant l'ensemble des producteurs connus de nitrate d'ammonium opérant dans l'Union durant la période considérée.³⁰ Il est incorrect de dire que la Commission a défini la branche de production de l'UE comme étant composée uniquement des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais. Même la demande d'engagement de réexamen à l'expiration était soutenue par les producteurs de nitrate d'ammonium à usage agricole et industriel de l'Union, et un certain nombre de producteurs qui faisaient effectivement partie de la branche de production de l'UE produisaient du nitrate d'ammonium de qualité industrielle.
31. La Commission a utilisé les éléments de preuve contenus dans les communications d'avril 2014 et de mai 2014, en fonction de leur fiabilité, de leur exhaustivité et de leur pertinence. En tout état de cause, les deux ensembles de données couvraient tous les types de produits fabriqués par la branche de production de l'Union. Enfin, l'article 2.6 n'exige pas que la composition du produit concerné et celle du produit similaire soient identiques à tous égards et dans chaque sous-catégorie. L'allégation corollaire de la Russie selon laquelle l'analyse de la Commission n'était pas fondée sur un examen objectif des éléments de preuve positifs versés au dossier, en violation des articles 3.1, 3.2, 3.4 et 11.3, devrait donc aussi être rejetée. S'agissant de l'échantillonnage, la branche de production de l'UE a été définie comme étant l'ensemble des producteurs connus du produit similaire opérant dans l'UE durant la période considérée. Toutes les sociétés incluses dans l'échantillon faisaient partie de la branche de production de l'UE telle que définie avant la sélection de l'échantillon et soutenaient la demande de réexamen à l'expiration. L'allégation de la Russie au titre de l'article 4.1 devrait être rejetée parce que la définition de la branche de production de l'UE tenait compte de tous les producteurs connus du produit similaire de l'UE, y compris en particulier un certain nombre de producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle de l'UE. La Russie n'a pas montré pourquoi l'une quelconque des erreurs alléguées avait donné lieu à un quelconque risque de distorsion de l'évaluation par la Commission de la probabilité que le dommage se reproduirait. Elle n'explique pas pourquoi l'ensemble de données de mai 2014 contient des "incohérences et erreurs internes" ou quelles données il omet.

5.6 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

32. Il n'y a aucune obligation de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur celles-ci pour établir une détermination de la probabilité que le dumping subsistera ou se reproduira, et les articles 2 et 3 de l'Accord antidumping ne sont pas directement applicables à une détermination au titre de l'article 11.3.³¹ Dans le contexte d'une détermination de la probabilité qu'un dumping se reproduira, dans un réexamen à l'expiration, il serait absurde d'exiger que les autorités chargées de l'enquête constatent qu'un dumping existait ou subsistait depuis l'imposition de la mesure. Dans un réexamen à l'expiration, les disciplines énoncées à l'article 2 sont pertinentes uniquement lorsque l'autorité s'est effectivement "appuyée sur [une méthode de calcul de la marge de dumping incompatible avec les règles de l'OMC] pour étayer sa détermination de la probabilité d'un dumping ou d'un dommage."³² Autrement, dans les réexamens à l'expiration, les autorités peuvent s'appuyer sur des éléments de preuve relatifs au dumping depuis l'imposition de l'ordonnance issus de diverses sources, y compris des "éléments de preuve de l'existence d'un dumping d'une autre juridiction."³³ Dans une détermination relative à la réapparition, une constatation de

²⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 285.

³⁰ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 98.

³¹ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.157; Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127.

³² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 181.

³³ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.180.

l'existence actuelle d'un dumping peut être pertinente mais n'est en aucun cas requise. Il est possible de constater l'absence actuelle de dumping sur le marché du Membre importateur, par exemple lorsque les importations se font dans le cadre d'un engagement en matière de prix, comme c'est le cas en l'espèce.

33. La Commission n'était pas tenue, lorsqu'elle a engagé une détermination de la probabilité, de procéder à des calculs de la marge de dumping, et elle n'a pas prétendu le faire, comme cela est expliqué clairement et à plusieurs reprises dans le Règlement n° 999/2014. La Commission a comparé le prix départ usine moyen pondéré des exportations des producteurs russes vers certains pays tiers avec les prix départ usine intérieurs moyens réellement payés.³⁴ Il est clair que cela n'est pas censé être une détermination de l'existence d'un dumping telle que prévue à l'article 2 de l'Accord antidumping. Il s'agit, toutefois, d'éléments de preuve pertinents en ce qui concerne le dumping dans le contexte de l'analyse de la probabilité.

5.7 NEUVIÈME ALLÉGATION: L'UNION EUROPÉENNE N'A PAS FAIT ERREUR EN N'EXAMINANT PAS L'INCIDENCE DE L'ABSENCE ALLÉGUÉE DE DUMPING DE LA PART DES PRINCIPAUX EXPORTATEURS RUSSES

34. Le Règlement n° 999/2014 explique clairement pourquoi l'analyse de la probabilité que le dumping se reproduirait n'était pas fondée sur les prix à l'exportation des producteurs russes vers le marché de l'Union européenne, ou sur une quelconque détermination de l'existence d'un dumping en ce qui concerne ces prix. Durant la période couverte par le réexamen, soit ils n'ont fait aucune vente vers l'UE, soit ils étaient assujettis à un engagement en matière de prix qui fixait un prix minimum. En l'espèce, les ventes effectuées dans le cadre de l'engagement en matière de prix n'étaient pas un élément fiable pour évaluer si le dumping était susceptible de subsister ou de se reproduire. Les engagements en matière de prix font partie des mesures mêmes dont l'expiration possible est examinée dans le réexamen. Les ventes d'Acron étaient considérées comme non fiables aussi parce que, pendant une partie de la période considérée, il était l'unique fournisseur russe du marché de l'UE. En outre, il a été constaté que, parmi les producteurs retenus dans l'échantillon, seul Acron avait pleinement coopéré. C'était une autre raison pour laquelle la Commission n'était pas en mesure de s'appuyer sur ses prix à l'exportation.³⁵ L'allégation n° 9 de la Russie, ainsi que tous les arguments spécifiques qu'elle avance pour les étayer, doivent être rejetés.

5.8 ONZIÈME ALLÉGATION: L'UNION EUROPÉENNE N'A PAS FAIT ERREUR EN N'EFFECTUANT PAS DE CALCULS DE LA MARGE DE DUMPING CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

35. La onzième allégation semble être limitée à la question de savoir si l'UE avait agi d'une manière incompatible avec l'Accord antidumping en déterminant, d'après ce qui est allégué, l'existence d'un dumping des importations de nitrate d'ammonium russes dans des pays tiers. L'UE n'était pas tenue d'effectuer des calculs de la marge de dumping et elle n'a pas établi de détermination positive de l'existence d'un dumping. Malgré les références aux ventes à des "prix de dumping", il n'y a eu aucune tentative de faire une détermination positive de l'existence (actuelle) d'un dumping sur les marchés de pays tiers, mais simplement une utilisation d'éléments de preuve relatifs au dumping: la différence entre les prix départ usine intérieurs moyens et les prix départ usine à l'exportation moyens.
36. Même en supposant que l'article 2.1, 2.2 et 2.4 s'appliquait (*quod non*), la Russie n'indique pas exactement en quoi consiste l'incompatibilité spécifique avec ces dispositions. L'allégation de la Russie au titre de l'article VI:1 du GATT de 1994 est, en substance, corollaire.³⁶

5.9 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA PERCEPTION CONTINUE DES DROITS ANTIDUMPING

37. La Russie formule trois allégations concernant la perception de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium en provenance de Russie. Premièrement, elle allègue que la perception de droits antidumping pour EuroChem est incompatible avec le droit de l'OMC. Pourtant, le niveau des droits antidumping est fondé sur le Règlement n° 2018/1722, qui a établi le niveau du droit sur la base de la marge de dommage calculée dans le réexamen intérimaire de 2018

³⁴ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérants 57 et 58.

³⁵ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 53.

³⁶ Voir, par exemple, les rapports des Groupes spéciaux *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)*, paragraphes 7.171 à 7.175; *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphes 7.34 et 7.109.

et non sur la base d'une marge de dumping. Étant donné que le droit perçu sur les importations de nitrate d'ammonium d'EuroChem n'est pas fondé sur la marge de dumping, il n'est pas affecté par une incompatibilité alléguée en ce qui concerne la manière dont une telle marge de dumping serait calculée.

38. Le règlement précédent sur lequel la Russie cherche à s'appuyer n'étaye pas son allégation. Le Règlement n° 999/2014 ne prévoyait pas de détermination de la marge de dumping. Nulle part dans ce règlement la Commission n'a fait d'"ajustement des frais" que la Russie cherche maintenant à contester. En outre, le réexamen intérimaire partiel de 2008 figurant dans le Règlement n° 661/2008 a été effectué avant que la Russie ne soit Membre de l'OMC, et donc avant que les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ne s'appliquent aux relations entre l'UE et la Russie.³⁷ Qui plus est, même si les obligations contractées dans le cadre de l'OMC s'appliquaient à cette détermination, il était parfaitement raisonnable et compatible avec les règles de l'OMC que l'autorité chargée de l'enquête rejette des informations relatives au coût du gaz non fiables et qu'elle utilise le prix ajusté de Waidhaus pour construire la valeur normale du NA. La Commission s'est appuyée sur le prix moyen du gaz russe vendu à l'exportation à la frontière germano-tchèque, ajusté pour tenir compte des frais de transport, comme source d'information pour déterminer ce que les prix du gaz non faussés auraient été si les forces de l'offre et de la demande avaient pu fonctionner en Russie.³⁸
39. Deuxièmement, la Russie allègue que la "prorogation" de la durée des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie, effectuée par le troisième réexamen à l'expiration de 2014, est incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Toutefois, le niveau des droits imposés sur le nitrate d'ammonium en provenance de Russie n'est pas basé sur le réexamen à l'expiration de 2014, mais en fait sur le réexamen à l'expiration de 2018 figurant dans le Règlement n° 2018/1722.³⁹ La Russie n'a pas allégué l'existence d'une quelconque incompatibilité avec les règles de l'OMC en ce qui concerne ce règlement. En outre, le troisième réexamen à l'expiration figurant dans le Règlement n° 999/2014 ne contenait aucune détermination de l'existence d'un dumping. Compte tenu de la nature distincte d'un réexamen à l'expiration, les obligations énoncées dans l'Accord antidumping qui s'appliquent aux enquêtes initiales ne peuvent pas simplement être transposées.⁴⁰ Il n'y a aucune obligation de calculer des marges de dumping ou de s'appuyer sur ces marges dans un réexamen à l'expiration.⁴¹ Ce dernier ne peut donc pas être affecté par une incompatibilité alléguée en ce qui concerne la manière dont cette marge de dumping serait calculée. La seule mesure pour laquelle la marge de dumping était calculée était le deuxième réexamen à l'expiration de 2008 figurant dans le Règlement n° 661/2008. Cette mesure ne pouvait pas être incompatible avec les règles de l'OMC parce qu'elle était antérieure au moment où les obligations contractées dans le cadre de l'OMC s'appliquaient entre l'UE et la Russie, et, en tout état de cause, elle prévoyait une utilisation compatible avec les règles de l'OMC d'éléments de preuve fiables par la Commission pour déterminer la valeur normale.
40. Troisièmement, la Russie formule aussi une allégation concernant la perception de droits antidumping à l'échelle du pays, contestant i) les droits antidumping qui ne sont plus applicables, calculés dans le Règlement n° 658/2002 de 2002 sur la base des dispositions relatives aux économies autres que de marché qui existaient à l'époque du Règlement de base, et ii) les droits antidumping actuellement appliqués conformément au Règlement n° 1722/2018. Or, lorsque la Commission a établi la détermination de la marge de dumping en 2002, la Russie n'était pas Membre de l'OMC. L'Accord antidumping ne s'appliquait donc pas entre l'UE et la Russie. Par conséquent, l'approche utilisée pour déterminer la valeur normale en 2002 ne peut pas être incompatible avec les règles de l'OMC. Puisque cette détermination n'était pas incompatible avec le droit de l'OMC en 2002, il n'était pas possible qu'une incompatibilité avec les règles de l'OMC soit "prorogée" ou qu'elle "existe" en 2018. En tout état de cause, depuis l'accession de la Russie à l'OMC, l'UE n'a à aucun moment appliqué

³⁷ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – DRAM*, paragraphe 6.14.

³⁸ Règlement (CE) n° 661/2008 du Conseil, considérant 35.

³⁹ Voir les articles 1^{er} et 2 du Règlement d'exécution (UE) n° 2018/1722 de la Commission.

⁴⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.8.

⁴¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 123. Voir aussi le Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphe 7.34.

les dispositions relatives aux économies autres que de marché énoncées dans le Règlement de base à son égard.

41. La Commission a seulement évalué le dommage dans le réexamen intérimaire de 2018 et n'a formulé aucune détermination de l'existence d'un dumping. De fait, elle n'était pas tenue de le faire.⁴² Dans le Règlement n° 1722/2018, la Commission a calculé la marge de dommage et a établi le niveau des droits sur cette base, à 32,71 EUR pour le nitrate d'ammonium normal.⁴³ Ainsi, elle n'a pas utilisé les dispositions relatives aux économies autres que de marché qui s'appliquaient à la Russie en 2002. Même s'il était admissible de soumettre un aspect d'une mesure antérieure à l'accession à l'OMC non couverte par le champ du réexamen postérieur à l'accession à l'OMC à un examen au titre du droit de l'OMC, la Russie n'a pas démontré que les droits de 2018 étaient imposés à un taux plus élevé que la marge de dumping qui aurait été établie si l'autorité avait agi – selon la Russie – d'une manière compatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping.

5.10 PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

42. S'agissant du dommage, l'UE a expliqué que l'analyse de la probabilité qu'il se reproduirait sur laquelle repose la perception de droits antidumping actuellement est contenue dans le réexamen intérimaire partiel figurant dans le Règlement n° 2018/1722. Par conséquent, dans la mesure où la Russie a des doutes concernant la détermination de la probabilité d'un dommage formulée dans le Règlement de 2014, ces doutes portent sur une détermination de la probabilité d'un dommage antérieure qui n'existe plus ou qui n'est plus pertinente. Le Groupe spécial ne doit formuler aucune recommandation concernant cette détermination.⁴⁴ La détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait a été actualisée dans le Règlement de 2018. Étant donné que la Russie n'a présenté aucune allégation ni aucun argument concernant l'établissement d'une détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait dans le Règlement de 2018, le Groupe spécial ne peut pas non plus formuler de constatations ou de recommandations concernant cette détermination.
43. En tout état de cause, l'UE a démontré qu'aucun calcul n'avait été effectué de la sous-cotation des prix ou que de tels calculs n'étaient même requis au titre du droit de l'OMC⁴⁵, dans le cadre de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait, dans le Règlement n° 999/2014. Les allégations de la Russie basées sur les calculs allégués de la sous-cotation des prix sont donc infondées du point de vue des faits et du droit.
44. L'analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait effectuée dans le Règlement de 2014 est différente d'une analyse de la sous-cotation des prix au titre de l'article 3 de l'Accord antidumping. Dans le réexamen à l'expiration de 2014, la Commission a déterminé ce qui serait susceptible de se produire si les mesures arrivaient à expiration. Il s'agit d'une analyse "tournée vers l'avenir"⁴⁶ fondée sur des éléments de preuve fiables concernant les prix et des données relatives à la consommation, à la capacité excédentaire, aux flux commerciaux et à l'attractivité du marché de l'Union. Étant donné que l'analyse porte sur ce qui est "susceptible" de se produire à l'avenir, elle ne peut pas avoir le même degré de précision qu'une analyse du dommage effectuée dans le cadre d'une détermination initiale. De plus, étant donné que la Commission a constaté que, durant la période couverte par l'enquête, la branche de production de l'UE ne se trouvait pas dans une situation dommageable (grâce aux mesures en place), elle ne pouvait pas établir de détermination de l'existence d'une sous-cotation des prix. La Commission n'a pas examiné – et n'était pas tenue d'examiner – si une sous-cotation des prix avait lieu ou quelle serait le degré exact de cette sous-cotation.

⁴² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 123.

⁴³ Règlement d'exécution (UE) n° 2018/1722 de la Commission, considérant 173.

⁴⁴ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphes 81 et 129.

⁴⁵ Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 7.273, faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 123. Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphes 281 et 284.

⁴⁶ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 341.

45. En outre, la façon dont la Commission a établi la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait ne présente aucune incompatibilité avec le droit de l'OMC. Sa détermination était fondée sur un échantillon représentatif composé de producteurs représentant environ 42% de la production de l'Union et 41% des ventes de celle-ci, produisant du nitrate d'ammonium de qualité engrais ainsi que d'autres produits à base de nitrate d'ammonium, y compris du nitrate d'ammonium de qualité industrielle, avec des emplacements géographiques différents. Cette détermination reposait sur des données fiables, vérifiées au moyen d'enquêtes sur place et de recoupements. De plus, il n'y avait aucune différence significative entre les résultats économiques des producteurs retenus dans l'échantillon et ceux des autres producteurs.
46. La Commission a aussi constaté à juste titre que la situation non dommageable de la branche de production nationale de l'UE n'était pas durable. En effet, sur la base d'éléments de preuve positifs, la Commission a constaté que la consommation de l'UE avait baissé; que, d'après les prévisions, les milieux d'affaires allaient connaître une baisse et que les coûts de production resteraient stables ou augmenteraient davantage. L'UE a démontré qu'aucun des "éléments de preuve" allégués sur lesquels la Russie entendait s'appuyer ne contredisait cela.
47. L'UE a démontré qu'il y avait des éléments de preuve positifs étayant les conclusions de la Commission concernant les capacités excédentaires, la capacité des marchés de pays tiers d'absorber des exportations russes additionnelles et les incitations à rediriger les exportations russes vers l'UE en cas de suppression des mesures. La Commission a effectivement établi le lien requis entre l'expiration du droit et la probabilité que le dommage se reproduirait sur la base d'une analyse objective des éléments de preuve dont elle disposait.

5.11 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONDUITE DE L'ENQUÊTE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

48. Dans l'allégation n° 16, la Russie fait référence à certains cas dans lesquels, d'après les allégations, la Commission n'a pas mis à la disposition des exportateurs russes des éléments de preuve écrits non confidentiels en temps utile. Il fallait du temps pour traiter et préparer les documents et pour évaluer s'il convenait ou non d'accorder le traitement confidentiel. La Russie exagère les retards allégués, les attribue à tort à la Commission ou conteste les délais raisonnables de quelques jours. Dans certains cas, elle ne fait même pas référence à un quelconque élément de preuve ou renseignement particulier. En tout état de cause, elle n'explique pas pourquoi la capacité de l'ARPE de défendre ses intérêts ou de préparer les exposés était limitée. Pour toutes ces raisons, les allégations de la Russie au titre de l'article 6.1.2 et 6.4 doivent être rejetées.
49. S'agissant de l'allégation n° 17 (fondée, en substance, sur l'article 6.4 et 6.1.3), tous les renseignements contenus dans la demande de réexamen à l'expiration, ainsi que les renseignements additionnels, étaient à la disposition des parties intéressées à la date d'ouverture du réexamen. L'article 6.1.3 et 6.4 fait référence à des "renseignements" et au "texte" et non à des communications ou des documents particuliers. De plus, même s'il y avait des modifications importantes entre la demande initiale et la demande consolidée, de sorte que certains renseignements avaient été omis (*quod non*), cela signifierait simplement que les renseignements omis n'avaient pas été utilisés. La demande consolidée a été élaborée en réponse à la demande de précisions de la Commission et c'est cette version de la demande qui a été utilisée aux fins du réexamen à l'expiration.
50. Dans l'allégation n° 18, la Russie identifie deux cas de traitement confidentiel inapproprié allégué de la source, ou des auteurs, de certains rapports. Toutefois, le dossier montre que la Commission avait exigé et évalué des raisons valables, aussi bien de manière générale que pour les renseignements spécifiques en cause. L'allégation n° 19 au titre de l'article 6.5.1 est en grande partie sans rapport avec la confidentialité mais plutôt avec la question de savoir si le document contient ou non certains renseignements que la Russie, ou l'ARPE, aimeraient qu'il contienne. Les autres renseignements sont soit manifestement disponibles pour l'ARPE, soit traités comme confidentiels afin d'éviter de nuire à la position concurrentielle des sociétés et dûment résumés pour les groupes de sociétés auxquels ils se rapportent. S'agissant des indicateurs de dommage, la Russie ne précise pas à quelles données l'allégation fait référence; en tout état de cause, les communications mentionnées fournissent des renseignements sous

une forme résumée (chiffres agrégés) qui est utile, en particulier parce que l'évaluation du dommage est faite pour la branche de production dans son ensemble.⁴⁷

51. L'allégation n° 20 concerne l'utilisation des données de fait disponibles. Toutefois, ni l'article 6.8 ni l'annexe II de l'Accord antidumping ne s'appliquent parce que la Commission ne s'est pas appuyée sur les "données de fait disponibles". Toutes les déterminations mentionnées par la Russie sont fondées sur les données de faits et éléments de preuve reçus des parties intéressées russes.
52. L'allégation n° 21 au titre de l'article 6.9 devrait être rejetée avant tout parce que la Russie ne précise pas quels renseignements spécifiques sont en cause. S'agissant de la source de certains renseignements (non spécifiés), la Russie n'a même pas essayé de montrer pourquoi la source constituait un fait essentiel.⁴⁸ En tout état de cause, la Divulgaration définitive explique toutes les sources pertinentes.⁴⁹
53. L'allégation n° 22 devrait être rejetée, premièrement, parce que la majorité des plaintes de la Russie ne concernent pas l'avis au public de la Commission mais la divulgation de renseignements *durant* le réexamen; deuxièmement parce que la Russie ne fait pas la moindre référence spécifique à un "calcul", un "chiffre" ou une constatation se rapportant au champ des produits visés contenu dans le Règlement n° 999/2014, ou parce qu'elle n'explique pas pourquoi les parties intéressées ou le public n'étaient "pas en mesure de comprendre" quoi que ce soit; troisièmement parce qu'il apparaît que la Russie recycle simplement ses allégations de fond.⁵⁰

⁴⁷ Rapports des Groupes spéciaux *Argentine – Carreaux en céramique*, paragraphe 6.48; *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphes 7.730, 7.779 et 7.458.

⁴⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Russie – Véhicules utilitaires*, paragraphe 5.220.

⁴⁹ Pièce RUS-78 (RCC), considérant 66 et note de bas de page 25; tableaux 1 à 3.

⁵⁰ Rapports des Groupes spéciaux *CE – Saumon (Norvège)*, paragraphe 7.831; *CE – Linge de lit*, paragraphe 6.259.

ANNEXE B-3

DEUXIÈME RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

1. INTRODUCTION

1. Dans le présent deuxième résumé analytique intégré, la Russie résume les arguments présentés au Groupe spécial dans sa deuxième communication écrite, ses déclarations orales liminaire et finale à la deuxième réunion de fond, et ses réponses aux questions du Groupe spécial après la deuxième réunion de fond.

2. LE PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. Premièrement, contrairement à ce qu'affirme l'UE, la Russie a fourni des arguments et des éléments de preuve à l'appui qui démontrent clairement que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base s'appliquait aux deux autres méthodes de détermination de la valeur normale, y compris sa construction sur la base "du coût de production dans le pays d'origine". Cela a été confirmé par le texte de la mesure contestée, sa structure et ses principes de base, ainsi que par son contexte et les éléments de preuve, y compris plusieurs exemples issus des enquêtes antidumping de l'UE.

3. Les éléments de preuve fournis par la Russie démontrent clairement que, lorsque les autorités de l'UE sont chargées de déterminer la valeur normale, elles commencent par calculer des frais. Lorsque les autorités de l'UE se réfèrent à la construction de la valeur normale et calculent le coût de production, elles évaluent les frais ou prix d'intrants pour déterminer si ces frais ou prix sont "faussés". Elles acceptent uniquement les prix et les frais qui sont considérés comme n'étant pas "faussés", c'est-à-dire comme étant "représentatifs". La terminologie employée par l'UE dans certaines enquêtes antidumping donne une indication claire concernant les dispositions appliquées du Règlement de base, y compris le premier alinéa de l'article 2.3. À cet égard, contrairement à ce qu'allègue l'UE, tous les éléments de preuve fournis par la Russie sont **pertinents** pour l'examen par le Groupe spécial de la mesure contestée et sa détermination relative à son incompatibilité avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

4. Deuxièmement, les assertions de l'UE concernant la non-pertinence de la Déclaration de la Commission européenne de 2002 (la Déclaration) sont manifestement erronées. Cette déclaration est pertinente pour l'interprétation du Règlement de base et l'UE ne peut pas s'appuyer sur son droit interne pour en amoindrir la pertinence dans la présente procédure. En tout état de cause, les références de l'UE à ses décisions judiciaires n'étaient pas sa position car elles ne traitent même pas des circonstances dans lesquelles la Commission européenne, en tant qu'auteur d'une proposition au Conseil, a formulé des observations sur sa proposition en ce qui concerne des projets de dispositions de la législation de l'UE qu'elle appliquerait par la suite, une fois ces dispositions entrées en vigueur. En outre, la Déclaration ne devrait pas être lue isolément du premier alinéa de l'article 2.3. Elle précise que la prescription imposant de "ne pas être faussés" porte sur à la fois les "prix et les frais". Elle fait référence à l'article 2.3, second alinéa, d'après lequel l'existence d'"une situation particulière du marché" est déterminée compte tenu de "prix ... artificiellement bas" et fait également référence à l'article 2:5, deuxième alinéa, dans lequel le terme "frais" est employé dans le membre de phrase "frais liés à la production et à la vente d'un produit faisant l'objet d'une enquête".

5. En conséquence, pour déterminer si la mesure contestée est incompatible avec les règles de l'OMC, le Groupe spécial est tenu, en vertu de l'article 11 du Mémoire d'accord, de procéder à une évaluation objective de tous les arguments et éléments de preuve, y compris à un examen détaillé du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base.

6. Troisièmement, pour établir le champ d'application du membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3, il faut d'abord analyser l'ensemble du texte de la mesure contestée et **tous** les mots qu'il contient, y compris le terme

"représentatifs". C'est uniquement après cette analyse que des conclusions sur le champ d'application du premier alinéa de l'article 2.3 **peuvent** être faites.

7. Quatrièmement, le remplacement du pronom "these" par le pronom "those" dans la version en anglais de l'article 2.3 du Règlement (CE) n° 384/96 du Conseil du 22 décembre 1995 n'était **pas** un changement purement linguistique ni une amélioration purement linguistique. Il s'agissait d'une **modification juridique de fond** du texte du premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base. En outre, l'emplacement des mots "à condition que ces prix soient représentatifs" à la fois après les mots "prix à l'exportation" et après les mots "coût de production" indique que ce membre de phrase s'applique aux deux méthodes de détermination de la valeur normale.

8. Cinquièmement, le terme "représentatifs" figurant dans le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base est différent du terme "représentatif" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Les mêmes termes employés à la fois dans le droit interne et dans les Accords de l'OMC n'ont pas nécessairement le même sens.¹ Le sens du terme "représentatifs" dans le Règlement de base comprend "non faussés". Toutefois, à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, le terme "représentatif" renvoie à un prix à l'exportation typique pratiqué par l'exportateur faisant l'objet de l'enquête pour le produit similaire exporté vers un pays approprié.

3. LE SECOND ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

9. La Russie s'oppose vivement à la demande de l'UE visant l'application de la notion de distinction impératif/facultatif en l'espèce. Elle désapprouve l'utilisation de cet outil analytique par le Groupe spécial. Le Mémoire d'accord ne prescrit pas aux groupes spéciaux ni à l'Organe d'appel d'utiliser la distinction impératif/facultatif dans leur examen de la législation contestée. Malgré le fait que la notion de distinction impératif/facultatif a été introduit avant l'adoption de l'Accord sur l'OMC, les rédacteurs n'ont pas inclus dans l'article 6 ou l'article 7 du Mémoire d'accord une disposition qui confirmerait leur intention d'utiliser cette distinction à titre de question juridictionnelle préliminaire ou en tant qu'outil analytique pour déterminer si la législation contestée est incompatible avec les règles de l'OMC.

10. Indépendamment du point de savoir si la mesure est impérative ou facultative, son existence signifie qu'elle a été adoptée afin d'être appliquée et qu'elle sera appliquée dans l'avenir. L'existence de la mesure incompatible avec les règles de l'OMC a une incidence sur les participants au marché prenant part au commerce international car cette mesure rend l'environnement commercial moins sûr et moins prévisible, et nuit ainsi aux projets commerciaux futurs de ces participants. En outre, rédiger une disposition législative en employant des termes qui créent l'apparence d'une disposition "facultative" pourrait constituer une approche stratégique visant à contourner les obligations contractées dans le cadre de l'OMC et éviter l'examen de cette législation par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel dans le cadre du système de règlement des différends de l'OMC. Le Groupe spécial ne devrait pas permettre à l'UE d'éviter l'examen de ses mesures. Sans préjudice de cette position principale, la Russie a démontré que le second alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base, en dépit de son apparence, était non pas facultatif, mais de nature impérative.

11. Encore une fois, l'UE ne tient pas compte des éléments de preuve fournis par la Russie. Ces éléments de preuve confirment que le second alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base vise directement une situation dans laquelle le prix d'"intrants" jugé "artificiellement bas" par les autorités chargées de l'enquête de l'UE entraîne la construction de la valeur normale. La Russie a expliqué en détail que l'article 2 de l'Accord antidumping concernait *uniquement* le "produit considéré" ou le "produit similaire", et non son intrant. Toutes les circonstances donnant à l'autorité chargée de l'enquête le droit de recourir à la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2 de l'Accord antidumping sont directement liées au *produit similaire*, et non à son intrant. La Russie rappelle que les conditions prévues à l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne permettent ni d'analyser si les signaux du marché reflètent correctement l'offre et la demande ni de comparer le prix du produit concerné, y compris de ses intrants, avec les prix dans d'autres pays ou avec les prix du marché mondial. Si les rédacteurs avaient eu l'intention de décrire une condition exigeant une telle analyse ou comparaison, ils l'auraient explicitement énoncée dans le texte de la disposition. Par conséquent, l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne contient aucun fondement juridique pour une

¹ Rapport du Groupe spécial, *États-Unis – Article 301 de la Loi sur le commerce extérieur*, paragraphe 7.20.

telle analyse ou comparaison. La Russie a démontré, en se référant à la Convention de Vienne, que le mot "faussés" ne figurait pas dans le texte juridique de l'Accord antidumping. Ni l'article 2.2 ni l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping ne renferment un critère qui permette à l'autorité chargée de l'enquête d'examiner les conditions du marché du pays exportateur et de déterminer s'il existe des "distorsions". Cette disposition concerne uniquement le calcul des frais des producteurs ou des exportateurs faisant l'objet de l'enquête et l'examen de leurs registres. L'UE ne parvient pas à réfuter les arguments de la Russie ni les éléments de preuve qu'elle a présentés à l'appui à cet égard. Par conséquent, sa position selon laquelle "l'article 2.2 de l'Accord antidumping permet de rejeter les prix intérieurs au motif que des frais sous-tendant ces prix ne sont pas compatibles avec une disposition pertinente de l'article 2.2" doit être rejetée dans sa totalité.

12. La Russie a donné son interprétation de l'expression "la situation particulière du marché" conformément à l'article 31 de la Convention de Vienne et a démontré que cette expression renvoyait à une situation spéciale sur un marché d'un Membre de l'OMC dans son ensemble. Le texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping indique fortement qu'il y a une seule "situation particulière du marché", qu'il ne s'agit pas d'une "notion", et que les rédacteurs de l'Accord antidumping savaient exactement à quelle situation particulière cette expression renvoyait. Il s'agit de la seule interprétation résultant de l'application correcte des règles coutumières d'interprétation du droit international public conformément à la première phrase de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, et la seconde phrase de l'article 17.6 ii) de l'Accord ne s'applique donc pas. Le fait que l'UE n'interprète pas l'expression "la situation particulière du marché" conformément aux articles 31 et 32 de la Convention de Vienne fait qu'elle ne s'appuie pas sur une "interprétation admissible" au titre de la seconde phrase de l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping. Il s'ensuit que les arguments de l'UE doivent être jugés sans fondement.

4. LE DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2:5 DU RÈGLEMENT DE BASE EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

13. La Russie réitère sa **position principale** selon laquelle, d'après le texte juridique du Mémoire d'accord, chaque différend soumis à un groupe spécial doit être réglé en fonction des circonstances propres à l'affaire. Chaque différend soumis à l'ORD est **unique**. Le fait qu'un Membre a auparavant essayé de prouver l'annulation ou la réduction d'avantages résultant pour lui de l'Accord antidumping et n'y est pas parvenu ne peut en **aucun** cas prédéterminer l'issue d'une procédure de règlement des différends engagée par un autre Membre de l'OMC. Il s'agit d'un droit fondamental garanti aux Membres de l'OMC par le Mémoire d'accord. L'UE **ne parvient pas** à réfuter la position de la Russie.

14. Sans préjudice de cette position principale et par souci d'exhaustivité, la Russie fait valoir que, contrairement à ce qu'allègue l'UE, à savoir que "la Russie n'a identifié aucune différence ou aucune différence pertinente entre les deux affaires"², la Russie a fourni de nombreux arguments et éléments de preuve attestant qu'il y avait des différences entre le différend soumis au présent Groupe spécial et l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*.

15. La Russie a étayé ce qui suit: 1) la disposition contestée du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base prescrit l'**ordre spécifique** des "bases" de l'"ajustement" ou de la "détermination" des frais; 2) les "distorsions" alléguées dues à la réglementation par les pouvoirs publics dans le pays d'origine du produit considéré **excluent** l'utilisation à la fois i) des prix d'intrants consignés par les producteurs faisant l'objet de l'enquête et ii) des données disponibles relatives aux frais des producteurs ou des exportateurs du même pays; 3) lorsque les autorités de l'UE "ajustent" ou "déterminent" les données relatives aux frais d'intrants correctement consignées pour éliminer la "distorsion" alléguée due à la réglementation par les pouvoirs publics dans le pays d'origine du produit considéré, la deuxième prescription imposant d'"ajuster" à la baisse les données relatives aux frais d'intrants du pays ou marché tiers représentatif pour tenir compte du coût de production dans le pays d'origine aurait **vidé de son sens** le premier "ajustement" ou la première "détermination" étant donné que les "distorsions" alléguées sont **la raison même** du rejet des prix et des frais intérieurs; 4) la mesure en cause **empêche** les autorités de l'UE de se conformer à l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping; 5) la mesure en cause **n'exige pas d'adapter** le prix d'intrants de substitution ou le coût de production qui a résulté de l'ajustement ou de la détermination sur "toute autre base raisonnable, y compris les informations émanant d'autres marchés représentatifs", **pour faire en sorte** que ce prix ou ce coût représente le coût de production

² UE, deuxième communication écrite, paragraphe 28.

pour les producteurs ou exportateurs du produit considéré dans le pays d'origine; 6) les autorités de l'UE **reconnaissent** que rien n'autorise à adapter les prix d'intrants et coûts de production ajustés ou déterminés au niveau du coût de production du produit dans le pays d'origine; 7) les autorités de l'UE recourent aux informations émanant d'"autres marchés représentatifs" **parce qu'il ne s'agit pas du coût de production dans le pays d'origine**; 8) même lorsque l'autorité chargée de l'enquête est fondée à ne pas calculer les coûts de production sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur au titre de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, elle **reste soumise aux disciplines énoncées à l'article 2.2 de l'Accord, indépendamment** de la raison pour laquelle la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures au titre de l'article 2.2. Voilà seulement *certaines* des nombreuses différences entre les deux différends que la Russie a déjà expliquées dans ses communications.

16. En résumé, la Russie a présenté des arguments détaillés et des éléments de preuve suffisants attestant que la disposition contestée du deuxième alinéa de l'article 2:5 du Règlement de base était incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

5. LA MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS EST INCOMPATIBLE AVEC L'ARTICLE 2.2.1.1 ET 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

17. Au cours de la procédure du présent groupe spécial, la Russie a démontré l'existence de la méthode d'ajustement des frais de l'UE³, y compris sa teneur précise, son imputation et ses caractéristiques spécifiques, et ses incompatibilités avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

18. Au lieu d'examiner et de réfuter chacun des arguments et éléments de preuve présentés par la Russie, l'UE a simplement nié l'existence de cette mesure.

19. La Russie ne convient pas avec l'UE que, pour pouvoir être contestée dans le cadre du règlement des différends à l'OMC, la méthode d'ajustement des frais de l'UE doit atteindre le niveau "en tant que tel" en ce sens qu'elle devrait être la règle ou norme appliquée de manière générale et prospective qui s'applique "d'une manière totalement mécanique et mathématique" dans toutes les affaires futures.⁴ De même, la Russie ne souscrit pas à la position de l'UE selon laquelle seuls deux types de plaintes sont recevables dans le cadre du règlement des différends à l'OMC: les allégations "en tant que tel" décrites et les allégations "tel qu'appliqué" en ce qui concerne un cas particulier qui s'est produit. L'UE a tort.

20. En se référant au Mémoire d'accord, aux articles 17.3 et 18.4 de l'Accord antidumping et à la jurisprudence de l'OMC, la Russie a expliqué qu'une vaste gamme de mesures pouvaient être contestées à l'OMC.⁵ Selon l'Organe d'appel, "[u]n plaignant qui cherche à prouver l'existence d'une mesure non écrite sera invariablement tenu de prouver l'imputation de cette mesure à un Membre et sa teneur précise. Selon la mesure spécifique contestée et la manière dont elle est décrite ou qualifiée par **un plaignant**, il pourra être nécessaire, cependant, de prouver d'autres éléments".⁶

21. Toutefois, l'UE ne tient pas compte de la manière dont la Russie a présenté la mesure contestée et décrit ses éléments, son imputation et ses caractéristiques spécifiques. Par conséquent, l'UE ne parvient pas à réfuter les arguments et éléments de preuve de la Russie.

22. La Russie ne pense pas qu'il convienne d'utiliser, comme le suggère l'UE, le critère de l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)* pour examiner la méthode d'ajustement des frais de l'UE. Contrairement à ce qu'allègue l'UE, il n'y a *pas* de critère juridique général *unique* qui convienne pour *tous* les types de mesures non écrites contestées dans le cadre d'une procédure de règlement

³ L'expression "méthode d'ajustement des frais" est fondée sur la terminologie que les autorités de l'UE emploient dans leurs déterminations: par exemple, "un ajustement au coût de l'énergie" (Règlement (CE) n° 172/2008 du Conseil, pièce RUS-37, considérant 35); "[m]éthode d'ajustement appliquée concernant le gaz" (Règlement d'exécution (UE) n° 1251/2009 du Conseil, pièce RUS-33, titre de la section 2.1.1.2).

⁴ UE, première communication écrite, paragraphes 86, 87, 88, 96, 101, 102 et 103.

⁵ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Méthodes antidumping (Chine)*, paragraphe 5.125; et *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.109.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.110. (pas de caractères gras dans l'original)

des différends à l'OMC.⁷ Le Groupe spécial n'est **pas** tenu d'examiner les arguments et éléments de preuve de la Russie selon le critère juridique utilisé dans l'affaire *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*.⁸

23. L'Accord SMC et l'interprétation de l'article 3.4 et de la note de bas de page 4 de cet accord donnée par l'Organe d'appel dans les procédures *Canada – Aéronefs* et *Canada – Aéronefs (article 21:5 – Brésil)* sont *sans pertinence* pour le présent différend. L'Accord SMC et l'Accord antidumping réglementent des questions différentes, et la distinction nette entre ces accords ne doit jamais être brouillée.

24. La Russie ne pense pas qu'il convienne d'examiner, comme le suggère l'UE, l'article 2:5 du Règlement de base au lieu de la méthode d'ajustement des frais de l'UE. Le mandat du Groupe spécial consiste notamment à examiner si *la méthode d'ajustement des frais de l'UE* est compatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

25. La Russie ne souscrit pas à l'argument de l'UE concernant une application de l'article 2:5 du Règlement de base "dépendant largement des données de fait" et ne pense pas qu'il convienne d'examiner, comme le suggère l'UE, des circonstances diverses pour des ajustements divers au lieu de la méthode d'ajustement des frais de l'UE. Contrairement à ce que l'UE laisse entendre, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner l'ensemble des "circonstances" et des ajustements pour régler le différend concernant la méthode d'ajustement des frais de l'UE.

26. Les arguments de l'UE concernant les dispositions de l'annexe n° 8 du Traité instituant l'Union économique eurasiatique et la suggestion de l'UE d'évaluer la plausibilité et le caractère raisonnable des allégations de la Russie devraient être rejetés. Premièrement, le présent différend n'est pas un cadre approprié pour soulever des questions relatives à l'annexe car il ne concerne pas ce traité.⁹ Deuxièmement, l'UE a tort de suggérer d'évaluer si les allégations du plaignant sont "plausibles" et "raisonnables". Il n'y a aucun fondement juridique pour une telle évaluation dans le Mémoire d'accord ni dans l'Accord antidumping.

27. La Russie ne souscrit pas à l'argumentation subsidiaire de l'UE, dans laquelle celle-ci demande au Groupe spécial de procéder à l'analyse en deux étapes suivante: i) examiner si la méthode d'ajustement des frais de l'UE "correspond" à deux dispositions du Règlement de base; et ii) examiner si ces dispositions du Règlement de base "correspondent" à des dispositions particulières de l'Accord antidumping. De fait, pour s'acquitter de son mandat au titre des articles 7:1 et 11 du Mémoire d'accord, le Groupe spécial doit comparer la méthode d'ajustement des frais de l'UE *directement* avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping. Seul un tel examen produira le résultat le plus exact et le plus objectif.

28. La Russie désapprouve en outre la demande de l'UE tendant à ce que le Groupe spécial n'examine pas les considérants 3, 5 et 7 du Règlement (UE) n° 2017/2321, le considérant 8 du Règlement (UE) n° 2018/825 ni les articles 2:6 a) et 7:2 a) du Règlement de base, qui ont été introduits par les Règlements (UE) n° 2017/2321 et 2018/825 et sont entrés en vigueur en 2017 et 2018, respectivement. Le champ large de la demande d'établissement d'un groupe spécial (voir la section IV) permet au Groupe spécial d'examiner ces considérants des Règlements (UE) n° 2017/2321 et 2018/825 et les nouvelles dispositions du Règlement de base. Dans la mesure où ces considérants et ces dispositions ont une teneur et des effets semblables à ceux de la méthode d'ajustement des frais de l'UE, ils ont un lien étroit et sont donc pertinents pour l'examen du Groupe spécial.

29. La Russie a mis en évidence les similitudes entre la méthode d'ajustement des frais de l'UE et ce qu'il est convenu d'appeler la "nouvelle méthode" (qui est en fait une version clarifiée et renforcée de la mesure contestée) introduite dans le Règlement de base par le Règlement (UE) n° 2017/2321. Ces méthodes font partie de la politique commerciale défensive intentionnelle de l'UE consistant à renforcer les instruments antidumping.¹⁰ En particulier, ces deux méthodes: i) concernent les calculs

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.107.

⁸ Russie, première communication écrite, paragraphe 297 et note de bas de page 263 y relative (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *Argentine – Mesures à l'importation*, paragraphe 5.118). Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 546.

⁹ L'UE a reconnu que "les mesures en cause en l'espèce [étaient] des mesures de l'UE". UE, première communication écrite, paragraphe 105.

¹⁰ Voir Russie, première communication écrite, paragraphes 363 à 378.

du coût de production et la détermination de la valeur normale; ii) ciblent les "distorsions importantes" alléguées et les "distorsions concernant les matières premières" dans les prix d'intrants liées à la réglementation par les pouvoirs publics; iii) consistent à remplacer les prix d'intrants consignés dont il est allégué qu'ils sont "faussés" par des prix d'intrants de substitution. La Russie a démontré que la méthode d'ajustement des frais de l'UE accroissait sensiblement les marges de dumping, et, par conséquent, les droits antidumping. En raison de son lien étroit et de ses similitudes avec la méthode d'ajustement des frais de l'UE, la "nouvelle méthode", comme il est convenu de l'appeler, accroît elle aussi les marges de dumping et les droits antidumping. Les autorités de l'UE utilisent de tels prix de substitution "non faussés" précisément *parce qu'ils ne représentent pas* le coût de production dans le pays d'origine des produits considérés dans des procédures antidumping particulières.¹¹ Les deux méthodes sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

30. En outre, la Russie ne souscrit pas à l'interprétation de plusieurs termes et dispositions de l'article 2.1, 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping donnée par l'UE. Premièrement, l'UE a tort d'interpréter l'expression "valeur normale" comme désignant "une valeur qui est normale, ou une valeur normale".¹² De fait, l'article 2.1 et 2.2 ne comprend pas de critère consistant à examiner le "fonctionnement des forces du marché que sont l'offre et la demande", ou les "circonstances commerciales normales", ou une détermination d'une "valeur qui est normale". L'expression "valeur normale" figurant dans l'Accord antidumping fait référence à une valeur typique, habituelle, du produit dans le pays exportateur. L'article 2.1 et 2.2 indique comment la valeur normale sera déterminée. La Russie souligne en outre que l'Accord antidumping ne réglemente pas les prix intérieurs d'intrants, étant donné qu'il établit le fondement juridique et la procédure à suivre pour traiter uniquement la discrimination par les prix au niveau international concernant *le produit considéré*.

31. Deuxièmement, l'UE ne reconnaît pas l'interprétation de l'article 2.2.1.1 donnée par l'Organe d'appel.¹³ La détermination sur le point de savoir si les registres "tiennent compte raisonnablement des frais ..." au sens de l'article 2.2.1.1 ne comprend pas un examen du "caractère raisonnable" des frais consignés eux-mêmes.¹⁴ Or l'élément essentiel de l'évaluation par l'UE de la "fiabilité" des frais consignés est l'examen des frais consignés eux-mêmes et leur comparaison avec les prix dans d'autres pays ou sur d'autres marchés ou avec des prix de référence internationaux considérés comme étant "non faussés".¹⁵ Les tentatives de l'UE pour déguiser le critère du "caractère raisonnable" et le renommer critère de la "fiabilité" doivent être rejetées.

32. Troisièmement, la Fédération de Russie ne souscrit pas à la qualification par l'UE des prix d'intrants réglementés comme étant une "distorsion", "non fiables" ou des "prix faussés", elle ne considère pas, comme le fait l'UE, que les frais dont il est allégué qu'ils sont "faussés" soient "non fiables" et elle désapprouve leur rejet dans le calcul des frais. L'article 2.2.1.1 ne permet pas de rejeter les frais d'intrants consignés au motif que les prix d'intrants intérieurs sont réglementés et plus bas que les prix d'intrants "non faussés" dans d'autres pays ou sur d'autres marchés ou qu'un prix de référence international.¹⁶ De même, cette disposition ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête de "déterminer" quels frais auraient été engagés par les producteurs ou exportateurs faisant l'objet de l'enquête dans des "circonstances commerciales normales" et des conditions du marché "non faussées" et d'utiliser des prix de substitution dans le calcul des frais. En outre, simplement expliquer les actions et déterminations de l'autorité chargée de l'enquête ne justifierait **pas** de déroger à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC, comme le laisse entendre l'UE.

33. Le fait est que l'Accord antidumping ne contient pas de mots tels que "distorsion", "réglementation par les pouvoirs publics", "forces de l'offre et de la demande", "considérations d'ordre commercial normales", "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence" et "autres pratiques".¹⁷ Seuls les mots effectivement utilisés dans la disposition

¹¹ Voir la section 7 de la première communication écrite de la Russie.

¹² Voir Russie, deuxième communication écrite, paragraphes 87, 88, 166, 199, 388, 389 et 678.

¹³ Voir le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.56.

¹⁴ Rapports de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.37 et 6.56; et *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphe 6.102.

¹⁵ Voir Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 635.

¹⁶ Voir le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.30; et le rapport du Groupe spécial *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphe 7.69.

¹⁷ L'Organe d'appel a déjà reconnu que les expressions "transactions n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence" et "autres pratiques" ne figuraient pas à l'article 2.2.1.1 ni ailleurs dans l'Accord antidumping. (Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, paragraphe 6.94)

juridique offrent la base pour une interprétation qui doit conférer sens et effet à tous ses termes.¹⁸ Par conséquent, l'interprétation de l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping donnée par l'UE n'a aucun fondement juridique.

34. Quatrièmement, contrairement à ce qu'allègue l'UE, le membre de phrase "[a]ux fins du paragraphe 2" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 ne contient pas de fondement juridique pour la dérogation à l'obligation énoncée dans cette disposition. Ce membre de phrase indique seulement que les frais calculés doivent être utilisés dans le cadre du critère des opérations commerciales normales au titre de l'article 2.2.1 et de la détermination de la valeur normale.

35. Cinquièmement, le terme "normalement" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 n'offre pas non plus de fondement juridique pour la dérogation à cette obligation. Ce terme *indique* qu'il peut être dérogé à la règle énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 dans certaines circonstances. L'Organe d'appel a expliqué que des "dispositions de l'Accord antidumping indiqu[aient] **explicitement** qu'il [était] admissible de ne pas tenir compte de certaines questions."¹⁹ Le terme "normalement" n'est **pas** une disposition explicite selon laquelle il est admissible de ne pas tenir compte des frais correctement consignés engagés par les sociétés faisant l'objet de l'enquête. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête ne peut pas simplement "s'appuyer sur" le terme "normalement" pour ne pas tenir compte des frais consignés.

36. Le Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)* a clairement indiqué que la liste des dispositions permettant explicitement d'utiliser les prix ou frais autres que ceux du pays d'origine du produit considéré était très limitée: la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 incorporée par l'article 2.7 et les engagements spécifiques concernant la comparabilité des prix dans les procédures antidumping figurant dans les protocoles d'accession de certains Membres.²⁰ Aucune de ces dispositions ne s'applique à la Russie. En particulier, la Russie n'a pas pris d'engagement spécifique concernant la comparabilité des prix dans les procédures antidumping, c'est pourquoi la référence au rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC faite par l'UE doit être rejetée.

37. Sixièmement, l'UE ne reconnaît pas que l'article 2.2 de l'Accord antidumping prescrit de construire la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine", et qu'il incombe aux autorités chargées de l'enquête de veiller à ce que cette obligation soit respectée. Dans la procédure du présent groupe spécial, l'UE a déclaré, en substance, qu'il n'y avait, selon elle, aucun sens à ajuster le prix de substitution pour le ramener au prix dans le pays d'origine qu'elle avait rejeté comme étant "faussé". Ainsi, il est clair que l'UE n'a **pas** l'intention de veiller à la construction de la valeur normale sur la base du "coût de production dans le pays d'origine".

38. Septièmement, dans le cadre de son argument concernant "une comparaison valable", l'UE tente d'amalgamer l'article 2.2 et l'article 2.4 de l'Accord antidumping, qui sont deux dispositions différentes énonçant des obligations différentes. L'Organe d'appel a expliqué que l'obligation énoncée à l'article 2.4, "présuppos[ait] que les éléments constitutifs de la comparaison, à savoir la valeur normale et le prix à l'exportation, [avaient] déjà été établis".²¹ La tentative de l'UE devrait donc être rejetée. De plus, les références faites par l'UE aux déclarations de l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5)* et *Chine – HP-SSST* sont hors de propos et devraient elles aussi être rejetées.

39. En somme, la Russie a établi *prima facie* que la méthode d'ajustement des frais de l'UE était incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.

¹⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, paragraphe 37.

¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 286.

²⁰ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.241.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel *Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)*, note de bas de page 419 relative au paragraphe 6.122 (faisant référence au rapport de l'Organe d'appel *UE – Alcools gras (Indonésie)*, paragraphe 5.21). (pas de guillemets dans l'original) Voir aussi le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.48.

6. L'UE N'EST PAS PARVENUE À RÉFUTER LES ARGUMENTS ET ÉLÉMENTS DE PREUVE DE LA RUSSIE. LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UE SUR LES IMPORTATIONS DE TUBES ET TUYAUX SOUDÉS RUSSES SONT INCOMPATIBLES AVEC LES ARTICLES 2.2.1.1, 2.2.1 ET 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

40. La réponse de l'UE aux allégations de la Russie en ce qui concerne les mesures antidumping visant les importations de tubes et tuyaux soudés en provenance de Russie **confirme en des termes très clairs** le fonctionnement des dispositions contestées du Règlement de base ainsi que l'existence de la méthode d'ajustement des frais. L'UE **confirme** que, si les prix d'intrants consignés utilisés dans la production du produit considéré sont réglementés par les pouvoirs publics, les autorités de l'UE considèrent ces prix comme étant "faussés", comme n'étant "pas raisonnablement reflétés dans les registres du producteur-exportateur, comme prévu à l'article 2, paragraphe 5, du règlement de base"²² et comme étant "non fiables" et les rejettent, en dépit du fait que les registres tenus par le producteur russe faisant l'objet de l'enquête remplissaient les deux conditions de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. L'UE **confirme** également que ses autorités chargées de l'enquête doivent "examiner des renseignements relatifs au coût de production émanant de sources extérieures au pays [d'origine] **au lieu** des renseignements relatifs aux frais émanant de sources intérieures". L'UE **confirme** qu'elle évalue le **caractère raisonnable** des frais consignés eux-mêmes. Tous les éléments de l'approche de l'UE sont en vive contradiction avec les obligations de celle-ci dans le cadre de l'Accord antidumping.

41. La Russie a démontré que tous les arguments de l'UE fondés sur des interprétations erronées de l'article 2.2.1.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping étaient viciés sur le plan juridique et devaient être rejetés.²³ La construction du coût de production n'est **pas permise** au titre de l'Accord antidumping.

42. Sans préjudice de sa position selon laquelle le rejet des frais engagés par le producteur et exportateur russe faisant l'objet de l'enquête et correctement consignés dans ses dossiers est incompatible avec les règles de l'OMC, la Russie souhaite formuler des observations sur les déclarations de l'UE concernant l'adaptation des données de substitution relatives aux frais. L'UE n'a pas ajusté le prix de substitution pour le gaz pour le ramener au prix payé pour le gaz par le producteur russe de tubes et tuyaux en Russie, c'est-à-dire au "coût de production dans le pays d'origine". L'ajustement que l'UE a effectué pour tenir compte des frais de distribution locaux ne permet **pas** de faire en sorte que les frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine. Il s'ensuit clairement du considérant 69 du Règlement d'exécution (UE) n° 2015/110 de la Commission que les autorités de l'UE ont **spécifiquement** choisi le prix de substitution pour le gaz précisément parce qu'il ne s'agissait **pas** du coût de production dans le pays d'origine et ont remplacé les prix effectivement payés pour le gaz par le producteur russe faisant l'objet de l'enquête et correctement consignés dans ses registres par ces données de substitution. En conséquence, l'UE n'avait pas l'intention d'adapter ces données de substitution au coût du gaz dans le pays d'origine et elle ne l'a pas fait. L'absence d'une telle intention a également été confirmée au cours de la présente procédure.

43. En outre, contrairement à ce qu'affirme l'UE, la Russie formule des **allégations indépendantes** au titre des articles 2.2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping: i) en appliquant son critère des opérations commerciales normales au titre de l'article 2.2.1 de l'Accord antidumping, la Commission européenne a utilisé un coût de production qui avait été calculé d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping; ii) la Commission européenne s'est appuyée sur une marge de dumping calculée d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 et 2.2.1 pour établir sa détermination de la probabilité d'un dumping au cours du réexamen à l'expiration. Par conséquent, pour régler la question relative à la mesure antidumping visant les importations de tubes et tuyaux, le Groupe spécial devrait examiner toutes les allégations de la Russie, y compris ses allégations au titre des articles 2.2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.

²² Règlement n° 2015/110, pièce RUS-21, considérant 69.

²³ Voir les paragraphes 27 à 35 du présent résumé.

7. LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UE SUR LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM SONT INCOMPATIBLES AVEC L'ACCORD ANTIDUMPING ET LE GATT DE 1994

7.1 ALLÉGATIONS CONCERNANT LE CHAMP DES MESURES APPLICABLES

44. La Russie soutient que l'imposition de mesures antidumping et la perception de droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé en provenance de Russie sont contraires aux obligations de l'UE au titre du GATT de 1994 et de l'Accord antidumping, étant donné que l'UE n'a jamais mené d'enquête antidumping initiale, ni établi de déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping pour ces deux produits.

45. La Russie soutient que l'article 18.3 de l'Accord antidumping ne s'applique pas au présent différend. Contrairement à ce que dit l'UE, l'article 28 de la Convention de Vienne indique que l'Accord antidumping s'applique à la présente situation. Une situation qui est apparue avant l'accession de la Russie continue d'exister: l'UE applique de façon continue les mesures antidumping et perçoit les droits antidumping sur le nitrate d'ammonium russe. De plus, il existe, au titre de l'article VI du GATT, l'obligation de faire en sorte que la perception de droits antidumping repose sur une détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage compatible avec les règles de l'OMC pendant toute la période d'application de la mesure antidumping.

46. La Russie a démontré que les producteurs-exportateurs russes avaient demandé une modification de la gamme des produits visés avant et pendant le réexamen à l'expiration de 2014 et que l'UE avait établi une détermination de la gamme des produits visés dans le Règlement n° 999/2014. L'UE a pour la première fois demandé à sa branche de production de fournir des données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle vers la fin du réexamen à l'expiration de 2014, soit près de 20 ans après la mise en place des droits antidumping. Or les producteurs de l'UE n'ont, malgré cela, pas présenté ces données, de sorte que les déterminations de la probabilité établies par l'UE, en tout état de cause, n'englobent pas le nitrate d'ammonium de qualité industrielle. En ce qui concerne le nitrate d'ammonium stabilisé, il n'est pas contesté que l'UE n'a pas mené d'enquête initiale pour ce produit et n'a pas établi de déterminations de l'existence d'un dumping et d'un dommage, comme le confirme la décision judiciaire de l'UE.²⁴ L'UE n'a indiqué, dans le dossier, aucun cas où le nitrate d'ammonium stabilisé était visé par l'enquête initiale et les déterminations de l'existence d'un dommage et d'un dumping correspondantes.

47. La Russie souligne par ailleurs que l'application proportionnelle des droits antidumping sur les importations de nitrate d'ammonium stabilisé, qui n'était pas le produit considéré dans l'enquête initiale, est incompatible avec les articles 1^{er}, 2.1, 2.2, 2.4, 2.6, 3.1, 3.2, 3.4, 3.5, 4.1, 9.1, 9.3 et 18.1 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, indépendamment du point de savoir si le nitrate d'ammonium est un composant du nitrate d'ammonium stabilisé. De plus, et sans préjudice de cette position principale, la Russie note que les arguments de l'UE équivalent à une justification *a posteriori*. Sur cette base, la Russie a établi des éléments *prima facie* concernant l'allégation n° 1.

48. En ce qui concerne l'allégation n° 2, la Russie ne partage pas l'avis selon lequel un réexamen à l'expiration pourrait être engagé sur la base d'un simple critère de "plausibilité", sans aucune prescription concernant "l'exactitude et l'adéquation" des éléments de preuve. Elle considère que non seulement "l'exactitude et l'adéquation", mais aussi "le caractère suffisant" et la "qualité" des éléments de preuve sont tout aussi pertinents pour que l'autorité chargée de l'enquête considère qu'une demande est "dûment justifiée". En outre, étant donné que "les faits futurs n'existent pas"²⁵ et compte tenu de l'article 11.1 de l'Accord antidumping, qui indique que les droits antidumping ne resteront en vigueur que le temps et dans la mesure nécessaires pour contrebalancer le dumping qui cause un dommage, la demande d'ouverture d'un réexamen à l'expiration doit contenir des éléments de preuve suffisants. Lorsqu'elle repose sur un calcul de marges de dumping incompatible avec les règles de l'OMC à l'appui d'une probabilité que le dumping subsistera, cette demande ne peut pas être considérée comme étant "dûment justifiée".

²⁴ Arrêt du 10 septembre 2008 dans l'affaire T-348/05, pièce RUS-73, paragraphes 61 à 64.

²⁵ Voir le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.279.

7.2 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ D'UN DUMPING

49. En ce qui concerne les allégations n° 9 et 11, l'UE reconnaît elle-même qu'elle a "comparé les prix départ usine intérieurs avec les prix départ usine à l'exportation sur la base de données communiquées par les sociétés retenues dans l'échantillon". Sur la base de cette comparaison, l'UE a conclu que les exportations russes "[faisaient l'objet d'un] dumping".²⁶ Ainsi, l'UE a établi une détermination de l'existence d'un dumping. Cette détermination aurait dû être conforme à l'article 2 de l'Accord antidumping.

50. De plus, en ce qui concerne l'allégation n° 9, la Russie a démontré que l'UE n'avait, illégalement, pas tenu compte des prix à l'exportation russes vers l'UE pratiqués dans le cadre d'engagements en matière de prix. Rien dans le texte juridique de l'Accord antidumping ne justifie de ne pas tenir compte, dans le cadre d'enquêtes antidumping, y compris de réexamens à l'expiration, de prix pratiqués dans le cadre d'engagements en matière de prix.

7.3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA PERCEPTION CONTINUE DES DROITS ANTIDUMPING

51. La Russie a démontré que l'article 18.3 de l'Accord antidumping ne s'appliquait pas au présent différend. La raison en est que i) l'article 18.3 est une disposition transitoire qui ne s'applique pas à la Russie en l'espèce et ii) il n'y a pas de champ temporel pour l'application des disciplines de l'OMC à la "perception" de droits antidumping, qui n'a pas cessé après l'accession de la Russie à l'OMC. En outre, au titre de l'article 28 de la Convention de Vienne, un traité n'est pas applicable en ce qui concerne "une situation qui avait cessé d'exister à [la date d'entrée en vigueur de ce traité]". Par conséquent, un traité, tel que l'Accord antidumping, **s'applique bien** à une situation qui n'avait pas cessé d'exister avant la date de son entrée en vigueur. De plus, les déterminations de l'existence d'un dumping en cause ont été prises en compte dans le cadre des réexamens qui ont abouti à l'adoption des Règlements n° 999/2014 et 2018/1722.

52. La Russie fait valoir en outre que, pour établir le niveau du droit antidumping, la marge de dommage déterminée lors du réexamen de 2018 a été comparée avec les marges de dumping de 2002 et 2008. Par conséquent, le droit antidumping est toujours fondé sur les marges de dumping calculées d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC.

53. Contrairement à ce qu'allègue l'UE, la Russie s'est acquittée de la charge de la preuve qui lui incombait en établissant qu'une marge de dumping compatible avec les règles de l'OMC pour EuroChem en 2008 était plus faible que la marge de dommage la plus récente établie lors du réexamen intermédiaire partiel de 2018. La Russie a en outre fourni des éléments de preuve démontrant qu'une marge de dumping en 2002, si elle avait été calculée d'une manière compatible avec l'article 2 de l'Accord antidumping, aurait été inférieure à la marge de dommage sur la base de laquelle les droits antidumping sont actuellement appliqués.

54. En ce qui concerne l'allégation n° 12, la Russie conteste la perception des droits antidumping sur le nitrate d'ammonium d'Eurochem, qui ont été établis à l'aide de l'ajustement des frais incompatible avec les règles de l'OMC pour le gaz naturel dans le Règlement n° 661/2008 puis maintenus en vertu du Règlement n° 999/2014 et sont actuellement appliqués selon les montants modifiés. La Russie a démontré que la détermination de l'existence d'un dumping figurant dans le Règlement n° 661/2008 du Conseil était incompatible avec les règles de l'OMC car elle contrevenait à l'article 2.2.1.1, 2.2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping et à l'article VI:I b) ii) du GATT de 1994. Les allégations de la Russie au titre des articles 1^{er}, 9.3 et 11.1 de l'Accord antidumping et de l'article VI:2 du GATT de 1994 ne sont pas corollaires. Des constatations de violation de chacune de ces dispositions sont importantes pour le règlement du présent différend.

55. En ce qui concerne l'allégation n° 13, la Russie fait valoir que la perception continue des droits antidumping au moyen des Règlements n° 999/2014 et 1722/2018 est fondée sur la marge de dumping calculée dans le Règlement n° 661/2008 pour EuroChem d'une manière incompatible avec les règles de l'OMC. Le Règlement d'exécution n° 999/2014 de la Commission a prorogé les mesures antidumping pour EuroChem qui étaient fondées sur des déterminations de l'existence d'un dumping incompatibles avec les règles de l'OMC. Cela est vrai indépendamment du point de savoir si le droit était perçu sur la base d'une marge de dumping ou de dommage: en l'absence d'une détermination

²⁶ Règlement d'exécution n° 999/2014 de la Commission, pièce RUS-66, considérants 57 et 58.

de l'existence d'un dumping, même s'il y avait une marge de dommage, aucun droit ne pouvait être perçu. La conséquence logique de la prorogation de mesures incompatibles avec les règles de l'OMC est que les mesures prorogées restent incompatibles avec les règles de l'OMC. En effet, au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer qu'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé". Cette détermination doit reposer sur des "conclusions motivées et adéquates" étayées par des "éléments de preuve positifs" et une "base factuelle suffisante". La base factuelle et les éléments de preuve sur lesquels reposait la détermination selon laquelle il existait une probabilité de dumping établie par l'UE dans le cadre du réexamen à l'expiration qui a abouti à l'adoption du Règlement d'exécution n° 999/2014 de la Commission sont entachés par les déterminations de l'existence d'un dumping incompatibles avec les règles de l'OMC figurant dans le Règlement n° 661/2008.

56. En ce qui concerne l'allégation n° 14, la Russie note que l'UE ne conteste pas le fait que l'application de la méthode de l'économie autre que de marché aux producteurs-exportateurs russes serait incompatible avec l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping, l'article VI:1 du GATT de 1994 et la seconde disposition additionnelle y relative. La Russie a présenté des arguments et des éléments de preuve à l'appui selon lesquels les droits antidumping visant le nitrate d'ammonium étaient fondés sur la marge de dumping à l'échelle du pays pour tous les producteurs-exportateurs russes, à l'exception d'EuroChem, cette marge de dumping avait été maintenue, étendue et utilisée dans les Règlements d'exécution n° 999/2014 et 2018/1722 de la Commission et sa compatibilité avec l'Accord antidumping et le GATT de 1994 pouvait donc faire l'objet d'un examen dans le cadre de l'OMC. De même, l'UE viole l'article 11.3 de l'Accord antidumping en continuant d'appliquer pour tous les producteurs-exportateurs russes, à l'exception d'EuroChem, des droits antidumping à l'échelle du pays qui sont déterminés sur la base de déterminations de l'existence d'un dumping incompatibles avec les articles mentionnés.

57. Dans sa position et ses allégations, l'UE tente de "naviguer" à travers la jurisprudence de l'OMC pour éviter que le Groupe spécial ne constate une violation de l'article I:1 du GATT de 1994. Contrairement à ce qu'elle allègue, l'article I:1 d GATT de 1994 n'établit pas de distinction entre les économies de marché et les économies autres que de marché. Le GATT ne contient pas de définition de l'expression "économie autre que de marché". L'UE ne tient pas compte, à tort, du fait que l'article I:1 établit une obligation de non-discrimination fondamentale au titre du GATT et englobe aussi bien les discriminations *de jure* que les discriminations *de facto*. Si les conditions de l'accès à l'"avantage" sont formulées de telle manière que seuls certains Membres peuvent y prétendre, alors, même si cet "avantage" est étendu "sans condition" à d'autres Membres, certains Membres resteront exclus de l'accès à cet "avantage".

7.4 ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

58. Les allégations n° 5 et 8 ont trait à la détermination de la probabilité d'un dommage faite dans le Règlement n° 999/2014. Il s'agit de la seule détermination de la probabilité d'un dommage au sens de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Le Règlement n° 2018/1722, quant à lui, a suivi un réexamen intermédiaire conformément à l'article 11.2 de l'Accord antidumping. Par conséquent, la seule détermination selon laquelle les mesures devraient être prorogées du fait qu'il était probable que le dommage subsisterait ou se reproduirait en l'absence de la mesure antidumping figure dans le Règlement n° 999/2014, et ce règlement reste le fondement juridique de l'application des droits antidumping au nitrate d'ammonium russe.

59. En ce qui concerne l'allégation n° 5, la Russie a démontré que, sur la base du calcul de la sous-cotation, l'UE avait conclu qu'il était probable que les prix des importations en provenance de Russie, en l'absence des mesures antidumping, seraient dommageables.²⁷ Elle a démontré que l'UE avait violé l'article 3.1 et 3.2 de l'Accord antidumping en effectuant le calcul de la sous-cotation sans se conformer au critère prescrit pour une telle analyse. L'UE n'a pas utilisé les prix des exportations des producteurs russes vers son territoire ni procédé aux ajustements nécessaires pour faire en sorte que les prix des importations russes et ceux des ventes de sa branche de production soient comparables. Par conséquent, la détermination de la probabilité d'un dommage qui repose sur ces calculs viciés de la sous-cotation est également biaisée et incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping. De plus, l'UE a également commis une violation autonome de l'article 11.3 de l'Accord antidumping en utilisant sélectivement les prix russes les plus bas figurant au dossier, et en ne procédant donc pas à un "examen objectif" fondé sur des "éléments de preuve positifs".

²⁷ Règlement d'exécution n° 999/2014 de la Commission, pièce RUS-66, considérant 160.

60. En ce qui concerne l'allégation n° 6, la Russie a démontré que les macro et microdonnées de la branche de production nationale que l'UE avait utilisées dans son analyse de la probabilité n'englobaient pas le nitrate d'ammonium de qualité industrielle ni le nitrate d'ammonium stabilisé. En particulier, les plaignants n'ont pas inclus les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé ni leurs données lorsqu'ils ont élaboré leur demande de réexamen à l'expiration; l'UE n'a pas inclus les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et de nitrate d'ammonium stabilisé dans la branche de production nationale ni dans l'échantillon et n'a pas, par ailleurs, recueilli de données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé ni utilisé de telles données aux fins de la détermination de la probabilité d'un dommage.

61. Pour sa défense, l'UE avance des allégations *pro domo* selon lesquelles elle n'a pas traité comme branche de production de l'Union uniquement ses producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais, ou elle a bien, en fait, examiné des données de sa branche de production concernant tous les nitrates d'ammonium de qualité engrais, nitrates d'ammonium de qualité industriel et nitrates d'ammonium stabilisés. Ces allégations ne sont pas étayées par des éléments de preuve et devraient être rejetées. En outre, l'UE est complètement revenue sur sa position sur deux points de fait fondamentaux au cours de la présente procédure de règlement des différends. Bien qu'elle ait initialement formulé l'allégation surprenante selon laquelle aucun nitrate d'ammonium stabilisé n'était produit sur son territoire, elle a ultérieurement allégué qu'il en était produit et vendu sur son territoire et que des données relatives à ce produit étaient prises en compte dans une colonne de l'ensemble de données d'avril 2014. Sur la question des produits visés par l'ensemble de données d'avril 2014 dont il apparaît qu'il sert de base aux macro-indicateurs dans le Règlement n° 999/2014, l'UE a d'abord allégué que la colonne correspondante de l'ensemble de données couvrait le nitrate d'ammonium de qualité industrielle, mais allègue maintenant qu'elle couvre le nitrate d'ammonium stabilisé. L'UE ne fournit toutefois aucun élément de preuve à l'appui de ses allégations.

62. En ce qui concerne l'échantillon des producteurs de l'UE dont les données ont servi à établir les micro-indicateurs, là encore, l'UE ne fournit aucun élément de preuve selon lequel ces données englobaient le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé. Par exemple, l'UE allègue que sa branche de production a fourni des données relatives au nitrate d'ammonium stabilisé dans la colonne correspondante de l'ensemble de données d'avril 2014. Toutefois, il ressort clairement du dossier du Groupe spécial que les données de cette colonne ont été présentées par trois sociétés, dont deux n'avaient pas été retenues dans l'échantillon. L'UE ne conteste pas que la troisième société a communiqué des données uniquement pour le nitrate d'ammonium de qualité engrais, et non pour le nitrate d'ammonium stabilisé. Par conséquent, les micro-indicateurs n'englobent pas non plus le nitrate d'ammonium stabilisé.

63. La Russie fait valoir que l'omission du nitrate d'ammonium de qualité industrielle et du nitrate d'ammonium stabilisé dans l'analyse des macro et micro-indicateurs de la branche de production de l'UE entache entièrement la détermination de la probabilité d'un dommage établie par l'UE, qui a été faite pour le nitrate d'ammonium de qualité engrais uniquement. L'UE ne conteste pas qu'en n'examinant pas de données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé, elle n'a pas tenu compte des données se rapportant à près de 50% de sa production et de sa consommation du nitrate d'ammonium visé par les droits antidumping. Compte tenu de cela, la Russie soutient que l'UE a agi en contravention des articles 11.3, 3.1, 3.4 et 4.1 de l'Accord antidumping.

64. En ce qui concerne l'allégation n° 7, la Russie a démontré que l'analyse de la probabilité d'un dommage devait reposer sur une "base factuelle suffisante" permettant de tirer des "conclusions motivées et adéquates", conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping. Dans ce contexte, les prescriptions concernant les "éléments de preuve positifs", l'"examen objectif" et les "éléments de preuve solides" inscrites à l'article 3.1 de l'Accord antidumping sont tout aussi pertinentes dans le contexte d'un réexamen à l'expiration.²⁸

65. La Russie a présenté des arguments détaillés indiquant que la conclusion de l'UE selon laquelle la situation non dommageable de la branche de production de l'Union ne se maintiendrait pas était incompatible avec les articles 3.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. L'UE a sélectionné les

²⁸ Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284; et *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 178.

renseignements qui se prêtaient le mieux à une constatation de probabilité d'un dommage, sans tenir dûment compte des "éléments de preuve positifs" présentés par les parties intéressées et, ainsi, n'a pas procédé à un "examen objectif" reposant sur des "éléments de preuve solides". Par conséquent, la détermination de la probabilité d'un dommage établie par l'UE est incompatible avec les articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping.

66. En ce qui concerne l'allégation n° 8, la Russie a démontré que le calcul de la capacité de production excédentaire de l'UE n'était pas objectif et ne reposait pas sur des éléments de preuve positifs, en violation des articles 11.3 et 3.1 de l'Accord antidumping. La Russie a présenté des arguments détaillés et des éléments de preuve à l'appui selon lesquels la détermination de sa capacité de production excédentaire de nitrate d'ammonium n'était pas objective et ne reposait pas sur des éléments de preuve positifs pour les raisons suivantes: a) l'absence d'une méthode unique et cohérente servant à établir le niveau de la capacité de production excédentaire en Russie; b) le rejet de la capacité de production nominale; c) le rejet de la capacité de production en Russie communiquée par des sources réputées de la branche de production; d) la détermination manifestement erronée du niveau de la capacité de production; et e) l'exagération erronée du niveau des plans d'expansion de la capacité.

7.5 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONDUITE DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

67. En ce qui concerne l'allégation n° 16, la Russie fait valoir que le retard dans l'accès aux renseignements non confidentiels présentés par les parties intéressées peut violer l'article 6.1.2 ou 6.4 de l'Accord antidumping, même si les parties intéressées ont finalement pu faire des présentations sous une certaine forme. Cela n'est pas pertinent au regard de l'article 6.1.2 de l'Accord antidumping et ne démontre pas que les producteurs russes se soient vu ménager "en temps utile ... la possibilité" prévue à l'article 6.4. La Russie soutient qu'à quatre reprises, l'UE a retardé l'accès des producteurs russes aux renseignements non confidentiels, en contravention aux articles 6.1.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping. L'UE justifie ces retards par la nécessité de traiter les documents et de veiller à ce qu'il n'y ait aucune préoccupation en matière de confidentialité au regard de l'article 6.5 et 6.5.1 de l'Accord antidumping. Toutefois, cette justification *a posteriori* est dénuée de fondement dans la mesure où, à l'inverse, les communications faites par les producteurs russes ont été immédiatement ajoutées au dossier non confidentiel.

68. En ce qui concerne l'allégation n° 17, la Russie fait valoir que le point de savoir si la demande globale ultérieure contient ou non tous les renseignements figurant dans la demande initiale n'est pas pertinent. Conformément à l'article 6.1.3 de l'Accord antidumping, l'enquête a été ouverte sur la base non pas de la demande globale, mais de la demande initiale du 28 mars 2013, comme il est clairement indiqué dans l'avis d'ouverture.

69. En ce qui concerne l'allégation n° 18, la Russie conteste le traitement confidentiel par l'UE de renseignements pour lesquels il n'y a eu aucun exposé de "raisons valables", et en particulier de deux rapports d'experts présentés par Fertilizers Europe les 24 mars et 14 mai 2014. La Russie considère que les "raisons valables" ont été simplement présumées en ce qui concerne le rapport du 14 mai 2014 et insuffisamment étayées en ce qui concerne le rapport du 24 mars 2014.

70. En ce qui concerne l'allégation n° 20, le moyen de défense de l'UE repose sur la simple allégation selon laquelle, dans la mesure où elle considère qu'elle n'a pas appliqué les "données de fait disponibles", l'UE n'avait pas à se conformer à la discipline de l'OMC. Toutefois, l'UE ne peut pas s'appuyer sur ses propres qualifications de ses actions pour déterminer si ces actions devraient ou non être conformes aux dispositions de l'Accord antidumping. La Russie a démontré que le refus de l'UE de s'appuyer sur les renseignements fournis par les exportateurs russes en ce qui concerne la capacité n'était pas conforme aux articles 6.8 et 11.4 ni aux paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping.

71. En ce qui concerne l'allégation n° 21, la Russie conteste le fait que l'UE n'a pas divulgué i) ce qu'il est convenu d'appeler la "base de données prévue à l'article 14, paragraphe 6", qu'elle a utilisée pour déterminer les statistiques d'importation, ii) ses calculs du dumping ni iii) ses calculs de la sous-cotation et de la vente à des prix inférieurs. Ces renseignements, et non pas seulement leur source, n'ont jamais été divulgués, et pourtant l'UE s'est appuyée dessus dans ses déterminations de la probabilité d'un dumping et de la probabilité d'un dommage. Ces renseignements faisaient partie des "faits essentiels examinés qui constituer[ai]ent le fondement de la décision de [proroger ou non les mesures antidumping]". Le fait de ne pas les divulguer est une violation des articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping.

ANNEXE B-4

DEUXIÈME RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE

1. **INTRODUCTION**

1. Conformément au paragraphe 23 des procédures de travail du Groupe spécial, l'Union européenne fournit un deuxième résumé analytique intégré des faits et arguments qu'elle a présentés i) dans sa deuxième communication écrite, ii) dans sa deuxième déclaration orale liminaire, iii) dans sa deuxième déclaration orale finale, iv) dans ses réponses aux questions posées après la deuxième réunion de fond et v) dans ses observations sur les réponses aux questions posées après la deuxième réunion.

2. **ALLÉGATIONS "EN TANT QUE TEL" CONCERNANT CERTAINES PARTIES DE L'ARTICLE 2.3 ET DE L'ARTICLE 2.5 DU RÈGLEMENT DE BASE ET UNE "MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS" ALLÉGUÉE**

2.1 PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE

2. S'agissant des allégations "en tant que tel", l'UE ne souscrit pas à l'argument de la Russie selon lequel le premier alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping. La Russie n'est pas en mesure de démontrer que le membre de phrase "à condition que ces prix soient représentatifs" figurant à l'article 2.3 renvoie à autre chose qu'aux "prix à l'exportation". Il s'agit de la seule occurrence du terme "prix" dans le premier alinéa de l'article 2.3. Contrairement à ce que la Russie donne à penser, le membre de phrase ne renvoie pas au "coût de production". La Russie n'a présenté aucune décision judiciaire ni aucun acte administratif de l'UE ni aucun autre document de quelque sorte que ce soit contenant une telle déclaration.
3. Les références de la Russie au terme "representative" (représentatif(s)/représentative(s)) figurant dans d'autres dispositions du Règlement de base n'y changent rien. En effet, ni l'article 2.2 ni le deuxième alinéa de l'article 2.5 n'étaient les affirmations de la Russie concernant le dernier membre de phrase du premier alinéa de l'article 2.3. L'UE a en outre expliqué que le remplacement des mots "those prices" (ces prix) par "these prices" (ces prix) résultait d'un réexamen linguistique effectué en 1995 qui n'avait pas eu la moindre conséquence juridique. Les arguments de la Russie sont donc fondés sur une interprétation erronée de ce dernier membre de phrase. Par conséquent, son allégation doit être jugée sans fondement.

2.2 DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2.3 DU RÈGLEMENT DE BASE

4. La Russie fait ensuite valoir que le deuxième alinéa de l'article 2.3 du Règlement de base serait incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping parce qu'il étendrait la notion de "situation particulière du marché pour le produit concerné" au-delà de la situation décrite dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. L'UE note que le deuxième alinéa de l'article 2.3 n'*oblige* pas la Commission à constater l'existence d'une situation particulière du marché lorsque les prix sont artificiellement bas. De telles déterminations sont établies au cas par cas, comme le montre l'emploi des mots "[i]l peut être considéré qu'il existe" à l'article 2.3. Lorsqu'une mesure n'est pas obligatoire mais facultative, un groupe spécial devrait conclure qu'elle n'est pas incompatible "en tant que telle" avec les accords visés.
5. La Russie a expliqué que son argument concernant l'article 2.3 du Règlement antidumping de base n'était pas seulement qu'"une situation particulière du marché" pouvait – à son avis – concerner uniquement le marché du Membre exportateur dans son ensemble, mais aussi qu'aucune "situation particulière du marché" ne pouvait jamais découler d'une situation dans laquelle les prix étaient "artificiellement bas". S'agissant de cet argument, l'Union européenne a expliqué que rien dans les termes de l'article 2.2 ne limitait le sens de cette disposition de cette manière. Au contraire, l'article 2.2 indique simplement qu'une enquête est en cours en

ce qui concerne un produit exporté particulier et que la valeur normale sera en principe établie en ce qui concerne un produit similaire particulier. Par conséquent, tout indique que le marché en question ne doit pas nécessairement être considéré à l'échelle du pays, mais qu'il peut être celui d'un produit particulier, y compris du produit visé par l'enquête. Cela est également confirmé au paragraphe 7.32 du récent rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4*.

6. Dans ce contexte, la Russie allègue qu'il est possible que les autorités constatent que les prix sont "artificiellement bas" en raison de la réglementation des pouvoirs publics. Elle laisse entendre que cela serait inapproprié car les mots "réglementation des pouvoirs publics" ne sont pas employés à l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Pourtant, l'absence de ces mots ne signifie pas que l'expression "situation particulière du marché" ne pourrait pas découler d'une situation dans laquelle les prix sont "artificiellement bas", ce qui correspond à la question posée par le Groupe spécial. De plus, l'article 2.2 n'impose pas, ni n'interdit, de critère quel qu'il soit pour la détermination du point de savoir s'il existe une "situation particulière du marché".
7. D'une manière plus générale, l'argument de la Russie montre que son approche de l'interprétation du droit de l'OMC est essentiellement que ce qui n'est pas explicitement autorisé est interdit. Cette approche est incompatible avec l'article 17.6 ii) de l'Accord antidumping, où il est indiqué que, lorsqu'il existe différentes interprétations admissibles, "le groupe spécial constatera que la mesure prise par les autorités est conforme à l'Accord si elle repose sur l'une de ces interprétations admissibles". De fait, au paragraphe 7.32 de son rapport, le Groupe spécial *Australie – Mesures antidumping visant le papier pour copie A4* est convenu qu'il n'était pas nécessairement exclu qu'une situation dans laquelle il y avait un intrant à bas prix constitue une "situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

2.3 DEUXIÈME ALINÉA DE L'ARTICLE 2.5 DU RÈGLEMENT DE BASE

8. La troisième allégation "en tant que tel" de la Russie concerne le deuxième alinéa de l'article 2.5. La Russie fait valoir que comme ce deuxième alinéa permet à la Commission d'utiliser des frais autres que le coût de production dans le pays d'origine comme éléments de preuve pour construire la valeur normale, il serait incompatible "en tant que tel" avec l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping.
9. La Russie allègue que la Commission de l'UE se serait appuyée sur le membre de phrase "ne peuvent être utilisées" figurant au deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping de base pour rejeter les frais d'intrants d'autres producteurs ou exportateurs dans le pays d'origine. La Russie mentionne un certain nombre de paragraphes de certains règlements du Conseil. Toutefois, aucun des paragraphes mentionnés ne concerne l'application du deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement antidumping.
10. L'Union européenne rappelle que, contrairement à ce qu'affirme la Russie, le deuxième alinéa de l'article 2.5 du Règlement de base (la mesure en cause) n'aborde pas la question de savoir si les frais d'autres producteurs ou exportateurs du même pays pourraient ou non être utilisés. Comme l'Organe d'appel l'a déjà constaté¹, il ne prescrit ni n'exclut cette utilisation: il n'aborde tout simplement pas cette question.

2.4 "MÉTHODE D'AJUSTEMENT DES FRAIS" ALLÉGUÉE

11. La Russie conteste en outre ce qu'elle appelle la "méthode d'ajustement des frais" qui, d'après les allégations, est utilisée par l'Union européenne dans les procédures antidumping. Toutefois, une telle "méthode d'ajustement des frais" n'existe tout simplement pas et la Russie ne parvient pas à démontrer le contraire.
12. La Russie énumère un certain nombre de déterminations établies dans le cadre d'enquêtes antidumping. Les déterminations qu'elle énumère sont factuelles et l'on ne peut pas en tirer de règle générale. Elles concernent des applications individuelles des dispositions pertinentes

¹ Rapport de l'Organe d'appel UE – *Biodiesel (Argentine)*, paragraphes 6.242 à 6.244.

du Règlement antidumping de base de l'UE. Elles concernent différents pays (Russie, Ukraine, Algérie, Croatie, Libye, Argentine, Indonésie ...); différents produits (tubes, tuyaux, urée, nitrate d'ammonium, chlorure de potassium, ferrosilicium, biodiesel ...); et différents motifs de rejet (prix réglementés, prix anormalement bas, taxes à l'exportation ...).

13. Rien n'indique que les autorités compétentes ne pourraient pas arriver à une conclusion différente dans l'avenir, en fonction des faits de la cause portés à leur connaissance. En outre, la Russie n'a été capable d'identifier aucune loi, réglementation ou directive administrative ni quoi que ce soit de ce type qui exigerait de la Commission européenne qu'elle procède à une évaluation particulière dans l'avenir. Une telle évaluation concernant la fiabilité des données relatives aux frais (ou de toutes autres données utilisées pour déterminer s'il y a dumping, c'est-à-dire exportation à un prix inférieur à la valeur normale) dépendra très largement des faits de la cause.
14. Lorsque la Russie formule une contestation "en tant que tel" contre une mesure, cela signifie qu'elle formule une contestation aussi sérieuse afin "d'empêcher [l'Union européenne] *ex ante* d'adopter une certaine conduite". Cela est possible uniquement si la mesure est "appliquée de manière générale et prospective". Dans le cas d'une mesure écrite, cela signifie que la Russie chercherait à supprimer cette règle ou norme du corpus de règles de l'UE. Dans le cas d'une contestation visant une mesure non écrite, la Russie cherche à empêcher l'Union européenne d'appliquer la mesure non écrite alléguée dans l'avenir. Toutefois, dans ce dernier cas, la Russie devrait démontrer non seulement que cette mesure non écrite alléguée *existe* effectivement, mais aussi qu'elle est *imputable* à l'Union européenne, et elle devrait aussi démontrer la *teneur précise* de la mesure – or elle ne l'a pas fait. La Russie demande au Groupe spécial de simplement "devin[er] l'existence d'une mesure dans l'abstrait".² Elle doit aussi démontrer que cette mesure sera "appliquée de manière générale et prospective" dans l'avenir. Elle n'a même pas entrepris de le faire.

3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LE RÉEXAMEN À L'EXPIRATION ET LA DÉCISION RELATIVE À LA PROROGATION DES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE TUBES ET TUYAUX SOUDÉS ORIGINAIRES DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

15. S'agissant des allégations "tel qu'appliqué" de la Russie concernant les tubes et tuyaux soudés, l'UE ne partage pas l'avis selon lequel elle a agi de manière incompatible avec l'Accord antidumping en constatant que les données disponibles relatives aux prix du gaz en Russie ne pouvaient pas être utilisées pour déterminer le coût de production.
16. La Commission européenne a rejeté les coûts du gaz en Russie parce qu'il s'agissait de prix réglementés très inférieurs aux prix du marché payés pour le gaz naturel russe sur les marchés d'exportation non réglementés. Elle a rejeté ces coûts conformément à l'article 2.5 du Règlement de base.
17. Cette disposition est entièrement compatible avec l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. En effet, les circonstances dans lesquelles les données ou informations figurant dans les registres de l'entreprise peuvent être rejetées dépendent largement des données de fait. Le rejet peut découler du non-respect de l'une ou l'autre des deux conditions expresses énoncées à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping. Il peut aussi découler d'autres circonstances, notamment celles qui sont visées par les termes "Aux fins du paragraphe 2" et "normalement" figurant dans la première phrase de l'article 2.2.1.1. Il peut s'agir, par exemple, de l'existence d'une "situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Il peut aussi s'agir de l'existence d'une association ou d'un arrangement de compensation qui fait que l'on ne peut pas se fonder sur les données pertinentes.
18. La Russie allègue que l'"ajustement que l'UE a effectué pour tenir compte des frais de distribution locaux ne permet pas de faire en sorte que les frais ajustés ou déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine". Au lieu d'expliquer, faits et éléments de preuve à l'appui, pourquoi tel ne serait pas le cas, la Russie se réfère à une explication que l'Union européenne a faite dans sa deuxième communication écrite. L'Union européenne a expliqué, en se référant à la jurisprudence de l'OMC, que l'"ajustement" auquel

² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réduction à zéro (CE)*, paragraphe 204.

l'autorité chargée de l'enquête devait procéder lorsqu'elle s'appuyait sur une valeur de remplacement pour déterminer le coût de production dans le pays d'origine après avoir rejeté les frais consignés qui ne convenaient pas pour sa détermination de la valeur normale ne pouvait pas être tel que l'autorité chargée de l'enquête arrivait à nouveau au prix faussé.

19. Cela ne signifie pas pour autant que l'UE ne procède pas à des ajustements, lorsque cela est nécessaire et justifié, pour faire en sorte que les données de remplacement appropriées utilisées représentent le "coût de production dans le pays d'origine". La Commission procède bien aux ajustements appropriés pour faire en sorte que les frais utilisés correspondent à ceux du producteur dans le pays d'origine (mais soient nécessairement non affectés par la distorsion qui a été identifiée). La question de savoir si un ajustement de ces données est nécessaire et a été justifié dépend ou non de faits concrets, tels que l'existence ou l'absence d'une taxation sur l'autre marché représentatif. Mais elle dépendra aussi du contexte procédural, par exemple le point de savoir si la justification et le montant de tout ajustement demandé ont été dûment étayés ou non par la partie intéressée ayant formulé la demande.
20. Dans la détermination relative aux tubes et tuyaux soudés, la Commission a procédé à un ajustement pour tenir compte des frais de distribution locaux, pour faire en sorte que les frais représentent le coût de production dans le pays d'origine.

4 ALLÉGATIONS CONCERNANT LES MESURES ANTIDUMPING IMPOSÉES PAR L'UNION EUROPÉENNE SUR LES IMPORTATIONS DE NITRATE D'AMMONIUM EN PROVENANCE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ET LES ENQUÊTES CORRESPONDANTES

4.1 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA GAMME DES PRODUITS VISÉS PAR LES MESURES APPLICABLES

4.1.1 Première allégation: application de mesures au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé

21. L'allégation n° 1 devrait être rejetée car, premièrement, le droit de l'OMC ne s'applique pas aux déterminations concernant la gamme des produits visés en cause en vertu de l'article 18.3 de l'Accord antidumping. L'article 18.3 ne fait pas que régir la transition entre le Code du Tokyo Round et l'Accord antidumping actuel, comme l'allègue la Russie. Dans l'affaire *Brésil – Noix de coco desséchée*³, l'Organe d'appel n'a pas déclaré que l'article 18.3 de l'Accord antidumping ne s'appliquait pas aux Membres ayant récemment accédé à l'OMC.
22. L'article 18.3 de l'Accord antidumping détermine l'application temporelle non seulement des obligations des Membres imposant les mesures, mais aussi des *droits* des autres Membres. L'argument de la Russie selon lequel le champ temporel de l'Accord antidumping n'est pas pertinent parce qu'elle conteste la "perception continue de droits antidumping" devrait être rejeté car il reviendrait à faire de l'Accord antidumping une lecture omettant l'article 18.3 et permettrait indûment à la Russie de s'appuyer rétroactivement sur cet accord. Quant à l'article VI:6 a) du GATT de 1994, il suppose explicitement qu'il y a un Membre de l'OMC, ou une partie contractante au GATT de 1994, des *deux* côtés. Sa référence à la "perception" ne peut pas changer le fait que le droit de l'OMC ne s'applique pas à une détermination de la gamme des produits visés antérieure à l'OMC juste parce qu'il y a eu un réexamen à l'expiration postérieur à l'OMC.
23. La Russie n'a pas montré qu'une quelconque "extension" ou modification inadmissible de la gamme des produits visés avaient eu lieu lors du réexamen à l'expiration. En outre, il y a eu une enquête initiale pour toutes les importations pertinentes. Dès l'application de la mesure initiale, le produit concerné a été défini comme étant simplement le "nitrate d'ammonium", quelle qu'en soit l'utilisation. Par conséquent, les données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle n'ont pas été recueillies séparément des données relatives aux autres sous-types. Quant au nitrate d'ammonium stabilisé, les mesures n'ont jamais été appliquées que proportionnellement à la teneur en nitrate d'ammonium stabilisé correspondant au produit concerné pour lequel des marges de dumping avaient été calculées, initialement dans la détermination initiale de 1995 et, plus récemment, dans le Règlement (CE) n° 661/2008.

³ Russie, deuxième communication écrite, paragraphe 737.

24. La Russie se réfère au fait allégué que certaines communications des parties intéressées de l'UE ne comprenaient pas certaines données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé. Cela n'est pas pertinent. Lors de toute enquête ou de tout réexamen antidumping, certains producteurs nationaux ne seront pas connus, et il peut y avoir certaines questions quant au caractère complet des données. Les allégations catégoriques de la Russie n'ont pas lieu d'être pour autant. En tout état de cause, l'UE a montré que des données relatives à la fois aux producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et aux producteurs de nitrate d'ammonium stabilisé avaient été prises en compte lors du réexamen à l'expiration. Dans le Règlement de 2014, la branche de production de l'Union a été définie comme étant tous les producteurs du produit similaire de l'Union; elle n'a pas été définie en termes de trois sous-catégories distinctes de produits qui devraient être évaluées séparément. Il n'est pas juridiquement prescrit que toutes les sous-catégories du produit considéré ou du produit similaire doivent être "similaires" entre elles, et, dans tous les cas, les arguments de la Russie concernant l'absence alléguée de similarité sont formulés *a posteriori*. L'UE a également montré que des droits antidumping avaient été perçus sur le nitrate d'ammonium de qualité industrielle avant 2014. De plus, lors du réexamen, l'ARPE a cru comprendre et a fait valoir que le nitrate d'ammonium de qualité industrielle aurait toujours dû être considéré comme relevant de la catégorie des produits désignés comme "engrais" sur le plan international, dans le système harmonisé.

4.1.2 Deuxième allégation: engagement du réexamen à l'expiration qui a donné lieu au Règlement n° 999/2014

25. La simple décision d'engager un réexamen ou une demande de réexamen à l'expiration sur laquelle elle est fondée ne doit pas nécessairement suivre une "méthode" particulière, examiner des "facteurs" spécifiques ou contenir un "type ou une qualité" spécifique d'éléments de preuve dans tous les cas. Le Groupe spécial *Guatemala – Ciment II* a expliqué que, même en ce qui concerne les enquêtes initiales auxquelles les articles 2 et 3 de l'Accord antidumping s'appliquent pleinement, la décision d'ouvrir l'enquête ne peut pas être soumise aux mêmes critères en matière de preuve qu'une détermination finale.⁴
26. Lors d'un réexamen à l'expiration, le critère applicable à la détermination finale de la probabilité est celui du caractère vraisemblable.⁵ Le critère applicable à l'engagement doit être moins strict. Pour "dûment justifier" une demande de réexamen à l'expiration, le requérant doit présenter des faits et éléments de preuve qui ne se limitent pas à un "type ou une qualité" en particulier quel qu'il soit et qui font qu'il est *plausible* que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront dans l'avenir, si les mesures devaient venir à expiration. Il appartient alors à l'autorité, à l'issue d'un processus contradictoire de "reconsidération et d'examen", d'évaluer si tous les faits et éléments de preuve font qu'il est *vraisemblable* que le dumping et le dommage se reproduiront dans l'avenir si les mesures devaient venir à expiration. Le critère proposé par la Russie est incorrect car il exigerait qu'un réexamen à l'expiration démontre, avec certitude, qu'il y a actuellement un dumping et un dommage sur le marché du pays importateur.
27. La Russie semble maintenant admettre que les requérants n'ont demandé aucune extension de la gamme des produits visés. Les requérants ont simplement demandé que la mesure, telle qu'elle était en vigueur à l'époque, soit *prorogée*. En effet, il n'y a aucune raison d'exiger qu'au stade de l'engagement d'un réexamen à l'expiration, le requérant ou l'autorité revienne sur la gamme des produits visés par la mesure existante. On ne sait donc pas au juste s'il reste de la teneur indépendante à l'allégation n° 2. En tout état de cause, l'UE a montré que la demande était appuyée par les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, dont certains étaient également inclus dans l'échantillon. Ni les données relatives au produit considéré ni les données relatives au produit similaire de l'Union ne devaient être évaluées séparément s'agissant du nitrate d'ammonium de qualité engrais, du nitrate d'ammonium de qualité industrielle et du nitrate d'ammonium stabilisé, que ce soit dans la demande de réexamen à l'expiration ou dans les communications et éléments de preuve ultérieurs.

⁴ Rapport du Groupe spécial *Guatemala – Ciment II*, paragraphe 8.35.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 111.

28. Lors d'un réexamen à l'expiration, une mesure antidumping est déjà en place, et ce qui doit être "dûment justifié[]" est, au mieux, le point de savoir s'il est *probable* que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront. Par conséquent, une demande de réexamen à l'expiration peut encore comporter certaines imperfections ou lacunes, qui peuvent être corrigées ou comblées par la suite sur la base des éléments de preuve recueillis au cours de la procédure. Prendre connaissance de ces imperfections ultérieurement et les corriger est précisément le but du réexamen à l'expiration, et cela ne rend pas rétroactivement la demande de réexamen à l'expiration illicite, même si elle n'incluait pas toute la production intérieure. Par conséquent, l'absence de données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé ne montrerait pas, en elle-même et à elle seule, que la demande n'était pas "dûment justifiée".
29. De même, une quelconque incompatibilité du calcul des marges de dumping présenté dans la demande de réexamen à l'expiration avec l'article 2 ne pourrait pas rendre la décision d'engager le réexamen (et, partant, la détermination dans son ensemble) incompatible avec les règles de l'OMC. L'UE ne convient pas avec la Russie que, dans toute demande de réexamen à l'expiration, il faut calculer une marge de dumping et démontrer qu'il y a actuellement dumping conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'Accord antidumping.
30. Tout comme la demande de réexamen à l'expiration ne doit pas obligatoirement démontrer de façon concluante qu'il est vraisemblable que le dumping subsistera ou se reproduira, les autorités ne sont pas liées par le type d'éléments de preuve ou la méthode utilisés ni par les allégations spécifiques présentées dans la demande de réexamen à l'expiration. Les différences entre la demande et la détermination finale ne montrent pas que la demande de réexamen à l'expiration n'était pas dûment justifiée. Les requérants ont montré de façon plausible qu'il était probable qu'il y aurait dumping ou que le dumping subsisterait. Ensuite, après avoir mené une procédure de réexamen contradictoire et évalué tous les faits et éléments de preuve portés à sa connaissance, l'autorité est arrivée à la conclusion qu'il était probable que le dumping se reproduise, mais pas qu'il subsiste. Elle n'a pas suivi la même méthode que les requérants et elle n'était pas tenue de le faire.

4.1.3 Troisième allégation: l'Union européenne n'a pas fait erreur en ne procédant pas à un réexamen à l'expiration distinct pour les importations de Kirovo

31. L'allégation de la Russie est qu'une détermination de la probabilité par société aurait dû être faite pour Kirovo. L'UE ne convient pas qu'une telle détermination aurait dû, ou aurait pu, être faite. Fertilizers Europe n'a pas pu séparer les données d'importation confidentielles de Kirovo des statistiques douanières. La Commission pouvait le faire au cours de la procédure. En effet, la mesure n'était pas, en fait, fondée sur les données de Kirovo, comme il ressort clairement du Règlement n° 999/2014. En tout état de cause, la quantité des exportations russes vers l'UE pendant ou avant la période d'enquête de réexamen n'a pas servi de base à la constatation de la Commission concernant la probabilité que le dumping et le dommage se reproduiraient. Les exportations de nitrate d'ammonium stabilisé de Kirovo ne faisaient pas partie du produit considéré. Néanmoins, il est concevable qu'elles aient pu constituer un élément de preuve indirectement pertinent pouvant être pris en compte à d'autres fins, telles que l'évaluation de la capacité de production de Kirovo pouvant être réorientée.
32. L'UE rappelle en outre que le requérant n'est pas tenu de montrer que le dumping et le dommage se reproduiront *vraisemblablement* et que chaque élément de preuve figurant dans sa demande ne doit pas obligatoirement être pertinent pour la détermination de la probabilité établie en définitive par l'autorité. L'inclusion d'un élément de preuve superflu ne peut pas signifier en elle-même et à elle seule que la demande n'est pas "dûment justifiée".

4.1.4 Quatrième allégation: l'Union européenne n'a pas fait erreur en ne définissant pas correctement sa branche de production et ne s'est pas appuyée sur des données erronées ou incomplètes

33. Dès le début, la branche de production de l'Union a été définie comme étant l'ensemble des producteurs connus de nitrate d'ammonium opérant dans l'Union durant la période considérée.⁶ Le caractère incomplet allégué de certains ensembles de données fournis par les

⁶ Règlement n° 999/2014 (pièce RUS-66), considérant 98.

parties intéressées ne peut pas en lui-même montrer qu'il y a une erreur dans la définition du produit similaire ou de la branche de production de l'Union. En effet, lorsqu'elle recevait des données émanant des parties intéressées de l'UE, la Commission considérait qu'elles couvraient tous les indicateurs de dommage pertinents (y compris la production) pour le produit similaire tel qu'il avait été défini initialement⁷, y compris le nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Lorsqu'il y avait des indications du contraire, la Commission s'adressait de nouveau à la branche de production, demandait des corrections et en tenait compte dans sa détermination.

34. Les éléments de preuve (tels que les ensembles de données d'avril et de mai 2014) montrent irréfutablement que des données relatives à des producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle et au nitrate d'ammonium stabilisé ont été examinées lors de l'évaluation de la situation de la branche de production de l'Union, y compris des producteurs de l'échantillon. De plus, les divergences alléguées entre les ensembles de données d'avril et de mai n'auraient absolument rien changé. Les deux ensembles de chiffres donnent à penser la même chose: les indicateurs de dommage étaient stables pendant la période d'enquête de réexamen, et il y avait une situation non dommageable.
35. Même si cela était pertinent ou nécessaire, il incomberait à la Russie de montrer qu'aucun des producteurs de la branche de production de l'UE ou de l'échantillon concernant le dommage n'étaient des producteurs de nitrate d'ammonium stabilisé. La Russie ne peut pas montrer cela en tentant de déplacer la charge de la preuve vers l'UE, ou en alléguant que les *données* d'un producteur individuel n'ont pas été intégralement fournies dans une communication particulière.

4.2 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA DÉTERMINATION DE LA PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

36. La prescription imposant à l'autorité chargée de l'enquête d'arriver à une "conclusion motivée" quant à la probabilité que le dommage subsistera ou se reproduira n'a pas à être satisfaite par le biais d'une méthode spécifique ou de l'examen de facteurs particuliers dans chaque cas. L'important est que les facteurs offrent une base factuelle suffisante pour une conclusion que le dumping se reproduira probablement dans l'avenir. Dans le Règlement de 2014, la Commission s'est appuyée sur trois facteurs de ce type: les prix des exportations de la Russie vers d'autres destinations; les capacités excédentaires des producteurs russes; et les incitations à réorienter les volumes de vente vers l'UE.
37. La Russie déforme le Règlement de 2014 pour le faire ressembler à quelque chose qu'il n'est pas (une détermination de marge de dumping) afin de le soumettre ensuite à des disciplines qui ne s'appliquent pas (article 2). La Commission n'était pas tenue de procéder à un calcul de marge de dumping et, de fait, elle ne l'a pas fait. Elle a comparé certains prix russes avec certains prix à l'exportation vers des pays tiers, ce qui constituait une partie seulement des éléments de preuve pertinents pour le point de savoir s'il est probable que le dumping se reproduira. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles la Commission n'a pas calculé de marge de dumping sur la base des exportations russes vers l'UE, et l'une d'entre elles est le fait que toutes les exportations russes pendant la période couverte par le réexamen ont été faites dans le cadre d'un engagement en matière de prix. L'UE n'allègue pas que les prix consignés dans le cadre d'engagements en matière de prix ne peuvent jamais servir à établir un prix à l'exportation. Toutefois, dans ce cas précis, ces prix n'étaient pas probants pour plusieurs raisons. Comme la Commission l'a constaté, par exemple, les prix à l'exportation d'Acron étaient en fait "déterminés par cet engagement de prix". Pour montrer que ce n'était pas le cas, la Russie devrait expliquer que l'engagement en matière de prix n'avait aucune incidence sur les prix des exportateurs. Elle ne l'a pas fait, ni n'aurait pu le faire.
38. La Russie a tort de dire que, chaque fois que l'autorité chargée de l'enquête évalue la probabilité que le dumping se reproduira, l'article 2 s'applique.⁸ Lorsqu'elle procède à une détermination de la probabilité d'un dumping futur, l'autorité chargée de l'enquête peut

⁷ Il convient de noter qu'au paragraphe 820 de sa deuxième communication écrite, la Russie indique que, déjà, "la demande elle-même visait le nitrate d'ammonium de qualité industrielle et le nitrate d'ammonium stabilisé".

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 127; et rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.157.

s'appuyer sur des méthodes qui ne font pas intervenir de calculs de marges de dumping ni d'autres types d'éléments de preuve liés au dumping ou à la "notion générale de dumping". Elle peut aussi procéder à une comparaison "de prix à prix" des prix intérieurs russes avec les prix à l'exportation vers des pays tiers. Il ne s'agit pas d'une détermination de l'existence d'un dumping. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, le dumping est l'introduction d'un produit à un prix inférieur à sa valeur normale "sur le marché du pays importateur"⁹ et non une analyse de ventes qui sont faites *non pas* au pays importateur mais à un pays tiers.

39. Le Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)* a, de même, fait une distinction entre les "détermination[s] de l'existence d'un dumping soumise[s] à toutes les prescriptions énoncées à l'article 2" et de simples "analyse[s] relative[s] à la notion de dumping". Pour ces dernières, la condition est simplement qu'elles doivent avoir une "base factuelle suffisante", ce qui signifie qu'elles ne doivent pas être contraires au "principe fondamental du dumping [en tant que] comparaison de prix à prix".¹⁰ En l'espèce, il n'est pas contesté que la Commission a procédé à une "comparaison de prix à prix", ce qui signifie qu'il y a une "base factuelle suffisante". Étant donné que "[l]es "faits" futurs n'existent pas"¹¹, une détermination de la probabilité peut être fondée sur des éléments de preuve issus du passé et du présent, bien qu'elle soit prospective. Les autorités sont autorisées à s'appuyer sur des éléments de preuve qui sont indirects ou, dans une certaine mesure, éloignés du dumping futur en cause proprement dit. Les éléments de preuve peuvent par exemple être éloignés dans le temps (parce qu'ils se rapportent à une période antérieure ou actuelle) ou géographiquement (parce qu'ils se rapportent à une autre juridiction).
40. Enfin, en ce qui concerne la capacité de production intérieure, les éléments de preuve montrent que la Commission a vérifié et ajusté les capacités communiquées, notamment sur la base des données relatives à la production effective. Ainsi, la capacité de production des producteurs russes et celle des producteurs de l'UE ont été calculées suivant la même approche.

4.3 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA PERCEPTION CONTINUE DES DROITS ANTIDUMPING

41. En formulant ses allégations concernant la perception continue de droits antidumping sur le nitrate d'ammonium en provenance de son territoire, la Russie cherche à appliquer le droit de l'OMC *rétroactivement* à des déterminations faites par la Commission *avant* que la Russie ne soit Membre de l'Organisation. Pourtant, il n'existe pas, dans l'Accord antidumping, d'obligation de revenir sur chaque aspect, sans exception, des déterminations antidumping faites avant que les obligations contractées dans le cadre de l'OMC ne s'appliquent entre deux Membres de l'Organisation.
42. Conformément à son article 18.3, l'Accord antidumping s'applique au Règlement 2018/1722 de même qu'au Règlement n° 999/2014. Il s'agit de réexamens de mesures existantes, engagés à la suite de demandes présentées *après* la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC entre la Russie et l'Union européenne.
43. À l'inverse, l'Accord antidumping ne s'applique *pas* aux déterminations antérieures à l'OMC, telles que les Règlements n° 661/2008 ou 658/2002. Toute autre approche reviendrait à appliquer le droit de l'OMC *rétroactivement* à des déterminations faites à un moment où les autorités chargées de l'enquête n'avaient pas affaire à des marchandises provenant d'un Membre de l'OMC.
44. Dans ce cas précis, les aspects des Règlements n° 661/2008 et 658/2002 antérieurs à l'OMC dont la Russie allègue qu'ils sont incompatibles avec les règles de l'OMC ne relèvent *pas* du

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 109.

¹⁰ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères (article 21:5 – Argentine)*, paragraphes 7.75 et 7.77.

¹¹ Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 7.279.

champ du réexamen postérieur à l'OMC figurant dans les Règlements n° 2018/1722 et 999/2014.

45. La Russie allègue que "le taux du droit antidumping [établi dans le Règlement 2018/1722] est fondé sur des marges de dumping qui ont été établies soit en 2008, soit en 2002, avec l'utilisation de l'ajustement du coût du gaz et de la méthode applicable aux économies autres que de marché". Elle fait erreur. L'UE a démontré que les droits antidumping n'étaient *pas* "fondé[] sur des marges de dumping" mais sur la *marge de dommage*. De fait, la Russie reconnaît cela explicitement, indiquant que "[c]es marges de dumping [calculées en 2008 et en 2002] ont conduit à l'imposition de droits antidumping actuellement appliqués *fondés sur la marge de dommage*".
46. Plus spécifiquement, en ce qui concerne EuroChem, les droits perçus sur les importations de nitrate d'ammonium d'EuroChem sont fondés sur le Règlement n° 2018/1722. Ce règlement ne contient pas de détermination de l'existence d'un dumping. Il contient seulement une détermination de la probabilité que le dommage se reproduira et établit une marge de dommage dans le cadre du réexamen intermédiaire. Il dispose que le niveau du droit imposé sur les importations de nitrate d'ammonium d'EuroChem est fondé non pas sur la marge de dumping, mais, en fait, sur la *marge de dommage* calculée lors du troisième réexamen intermédiaire partiel de 2018. Par conséquent, le droit perçu sur les importations de nitrate d'ammonium d'EuroChem n'est pas fondé sur la marge de dumping, et il n'est donc pas affecté par une incompatibilité alléguée en ce qui concerne la manière dont une telle marge de dumping aurait été calculée pour le nitrate d'ammonium.
47. Ensuite, en ce qui concerne les droits antidumping à l'échelle du pays pour le nitrate d'ammonium en provenance de Russie, il n'y a aucun aspect du Règlement 658/2002 antérieur à l'OMC dont la Russie allègue qu'il est incompatible avec les règles de l'OMC qui soit couvert par le Règlement n° 2018/1722 postérieur à l'OMC.
48. Les droits antidumping actuellement perçus sur les produits du nitrate d'ammonium en provenance de Russie sont fondés sur le Règlement n° 2018/1722. Dans ce règlement, la Commission ne s'est pas appuyée sur une marge de dumping pour établir le niveau des droits. En fait, elle a établi les droits sur la base de la marge de dommage déterminée lors du réexamen intermédiaire de 2018.
49. Lors du réexamen intermédiaire et du réexamen à l'expiration de 2002, le niveau du droit n'a pas non plus été fondé sur la marge de dumping. En effet, lors de ces réexamens, la règle du droit moindre énoncée aux articles 7.2 et 9.4 du Règlement de base a été appliquée et le droit a été fondé sur la marge de dommage.

4.4 PROBABILITÉ QUE LE DOMMAGE SE REPRODUIRA

4.4.1. Allégation n° 5: L'UE n'a pas effectué de calculs de la sous-cotation des prix et n'était pas obligée de le faire

50. En ce qui concerne le dommage, l'UE rappelle qu'il n'a pas été effectué de calculs de la sous-cotation des prix ou que ces calculs n'étaient même pas requis au titre du droit de l'OMC, dans le cadre de la détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait figurant dans le Règlement n° 999/2014. Les allégations de la Russie basées sur les calculs allégués de la sous-cotation des prix sont donc infondées du point de vue des faits et du droit. Pour la Russie, une détermination de la probabilité d'un dommage peut reposer sur une base factuelle suffisante et peut être considérée comme une conclusion motivée *uniquement* une fois que toutes les analyses détaillées dans les paragraphes de l'article 3 ont été effectuées. L'Organe d'appel a explicitement rejeté une telle approche des déterminations de la probabilité qu'un dommage se reproduirait dans le cadre de réexamens.
51. Contrairement à ce que la Russie fait valoir, la Commission ne pouvait pas prendre en considération les prix des importations russes dans son analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait. De fait, en disant cela, la Russie fait valoir que la Commission aurait dû fonder son analyse sur des renseignements non fiables. Or, dans le cadre de son analyse au titre de l'article 11.3, la Commission devait arriver à des conclusions motivées sur la base

d'éléments de preuve positifs concernant la probabilité que le dommage se reproduirait. Les prix des importations russes vers l'UE pendant la période couverte par l'enquête ne pouvaient pas servir d'éléments de preuve positifs pour l'établissement de telles conclusions motivées.

52. Les prix des exportations vers l'UE des producteurs russes concernés étaient soumis à un engagement en matière de prix, qui implique un prix minimal et un plafonnement des quantités. Ces prix ne sont généralement pas des indicateurs fiables de l'évolution future des prix en l'absence d'un engagement en matière de prix. Un engagement en matière de prix fait justement partie des mesures qui font l'objet d'un réexamen à l'expiration elles-mêmes. Par conséquent, utiliser de tels prix à l'exportation revient à supposer que les prix à l'exportation *sans* la mesure seraient exactement les mêmes que les prix à l'exportation *avec* la mesure, c'est-à-dire que l'engagement en matière de prix n'a aucune incidence sur les prix. Le dossier correspondant n'étaye aucune supposition de ce type.
53. De plus, la Commission a également pris en considération et expliqué le fait qu'Acron était le seul fournisseur de l'UE pendant une partie importante de la période d'enquête de réexamen, ce qui rendait ses prix encore moins fiables. En outre, les prix d'EuroChem ne pouvaient pas être pris en compte car celle-ci n'avait pas coopéré dans le cadre du réexamen à l'expiration.
54. Par conséquent, étant donné les circonstances spécifiques de cette affaire, la Commission est arrivée à la conclusion adéquate et bien motivée que les prix à l'exportation vers l'UE n'étaient pas un indicateur fiable sur lequel fonder son analyse de la probabilité que le dommage se reproduirait.
55. Les prix à l'exportation vers des pays tiers étaient la base la plus fiable disponible pour déterminer si les prix probables d'exportations russes additionnelles vers l'Union seraient à un niveau tel qu'il serait attractif pour les producteurs russes de réorienter leurs exportations vers l'Union au lieu de pays tiers dans le cas où les mesures antidumping viendraient à expiration et s'il était probable que le dommage causé à la branche de production de l'Union se reproduirait.

4.4.2. Allégation n° 6: L'UE a fait usage d'un échantillon représentatif de sa branche de production et a utilisé des données représentatives et correctes

56. La Russie fait aussi valoir que la Commission européenne aurait fondé sa détermination de la probabilité que le dommage se reproduirait sur des données relatives à un échantillon non représentatif de la branche de production de l'Union. Elle se trompe.
57. L'UE rappelle que la Commission a défini la branche de production de l'Union comme étant "les producteurs connus de nitrate d'ammonium opérant dans l'Union durant la période considérée". La branche de production de l'Union se composait de plus de 25 sociétés. La Russie fait valoir qu'aucun de ces producteurs n'"est un grand producteur de nitrate d'ammonium de qualité industrielle". Néanmoins, l'UE a expliqué que le produit concerné était le nitrate d'ammonium, qu'il soit utilisé à des fins industrielles ou agricoles. Le Règlement n° 999/2014 confirme explicitement que le nitrate d'ammonium utilisé à des fins agricoles et le nitrate d'ammonium utilisé à des fins industrielles "présentent les mêmes caractéristiques techniques et chimiques, peuvent être aisément interchangeables et sont considérés comme le produit concerné". Par conséquent, la Commission a correctement défini la branche de production de l'Union comme étant les "producteurs connus de nitrate d'ammonium opérant dans l'Union durant la période considérée". En tout état de cause, les producteurs connus comprenaient les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité industrielle, par exemple Yara France et GrowHow. L'Union européenne n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec l'article 4.1 de l'Accord antidumping, puisqu'elle n'a pas traité sa branche de production comme étant "seulement les producteurs de nitrate d'ammonium de qualité engrais de l'UE", contrairement à ce que la Russie laisse entendre.
58. La Russie allègue que la Commission n'a examiné aucune donnée relative au nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Toutefois, la catégorie "nitrate d'ammonium" des communications d'avril et de mai désigne simplement le nitrate d'ammonium, quelle qu'en soit l'utilisation. Cela signifie que la branche de production de l'UE aurait fait état de sa

production à la fois de nitrate d'ammonium de qualité engrais et de nitrate d'ammonium de qualité industrielle sous cette rubrique (ce qui cadre avec l'interprétation, confirmée par la Russie, selon laquelle le nitrate d'ammonium de qualité industrielle a toujours été inclus dans le produit concerné et le produit similaire, sous les mêmes codes de la NC). La catégorie "AN28" (nitrate d'ammonium 28), quant à elle, comprend ce que la branche de production de l'UE appelle "nitrate d'ammonium sale", ce qui semble être ce que la Russie appelle "nitrate d'ammonium stabilisé". Par conséquent, la Commission a bien pris en considération des données de l'UE relatives à l'ensemble des trois sous-catégories identifiées par la Russie lors du réexamen à l'expiration. Cela concerne à la fois les macro et les micro-indicateurs, qui ont été utilisés pour le produit dans son ensemble, c'est-à-dire le nitrate d'ammonium, et non pour chaque type de produit. Dès lors que les sociétés retenues dans l'échantillon ont fourni des données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle, ces données ont été intégrées dans les micro-indicateurs agrégés. La Russie a tort d'alléguer que les données relatives au nitrate d'ammonium de qualité industrielle comprenaient seulement les macrodonnées.

4.4.3. Allégation n° 7: L'UE a conclu à juste titre que rien n'indiquait que la situation non dommageable de la branche de production de l'UE se maintiendrait

59. La Russie fait valoir en outre que la conclusion de l'Union européenne selon laquelle la situation non dommageable de sa branche de production ne se maintiendrait pas ne repose pas sur une base factuelle suffisante.
60. Pourtant, la Commission a constaté que la consommation du produit concerné avait diminué de 11% pendant la période couverte par l'enquête par rapport aux années précédentes. Elle a examiné tous les éléments de preuve vérifiés disponibles et a fondé ses conclusions motivées sur des éléments de preuve positifs en procédant à une évaluation objective. La consommation a été établie à partir du volume des ventes de la branche de production de l'Union sur le marché de l'Union, fondé sur les données fournies par le requérant, ainsi que des importations en provenance de pays tiers, fondées sur les données réelles émanant des autorités douanières des États membres.
61. La Russie continue de contester la constatation de la Commission, qui était fondée sur une analyse du marché, selon laquelle "[l]e cycle économique, ainsi que les prix, dev[aient] ... s'inscrire à la baisse". La Russie ne peut que se référer à une autre étude portant sur l'année 2013, qui montrait en fait que les prix devaient diminuer par rapport à 2008 ou à 2011, et devaient, selon les projections, baisser entre 2013 et 2015. L'étude de la Russie ne parvient pas à réfuter les conclusions de la Commission, et la Russie ne conteste pas la validité des données sur lesquelles la Commission s'est appuyée.
62. En outre, en ce qui concerne le rejet par la Commission de l'argument selon lequel les coûts du gaz diminueraient dans l'Union, la Russie laisse entendre que la Commission n'a pas tenu compte de constatations de l'étude économique des associations d'agriculteurs. Pourtant, cette étude a précisément démontré que les prix du gaz dans l'Union étaient plus élevés que dans d'autres régions et qu'ils devaient augmenter. La Commission a encore tenu compte des opinions des agriculteurs dans le cadre de l'évaluation de l'intérêt de l'Union.
63. La Russie rappelle que son "argument le plus important" est que les contingents dans le cadre de l'engagement en matière de prix n'étaient pas remplis. À son avis, cela amènerait à nuancer les constatations de la Commission concernant l'attractivité du marché de l'UE. L'UE a expliqué que la part de marché des importations a bien sûr été influencée par la présence des droits antidumping et de l'engagement en matière de prix. L'attractivité doit être considérée d'une manière prospective, dans le cas où les mesures viendraient à expiration. La Russie adopte une perspective axée sur le passé, sur des éléments (en particulier l'engagement en matière de prix) qui, précisément, ne seraient plus là si les mesures antidumping étaient supprimées. La présence d'un engagement en matière de prix, établissant des prix minimaux à l'importation de nitrate d'ammonium dans l'UE, fait que le jeu normal de l'offre et de la demande n'a pas cours. Les prix et volumes en présence d'un tel engagement et de mesures antidumping ne peuvent donc pas servir de base à une conclusion sur le point de savoir si les producteurs russes réorienteraient leurs exportations vers le marché de l'UE.

64. La Commission a par ailleurs indiqué des limites existantes d'exportations russes additionnelles vers des pays tiers, qui resteraient en place, ainsi que la proximité géographique et les chaînes de distribution établies dans l'Union. Cela explique encore pourquoi les producteurs russes préféreraient exporter vers le marché de l'UE.

4.4.4. Allégation n° 8: La conclusion de l'UE selon laquelle il était probable que le dumping et le dommage se reproduiraient était fondée sur des éléments de preuve positifs, y compris le niveau des capacités de production disponibles

65. La Russie conteste la manière dont la Commission a établi les capacités de production excédentaires qui étaient disponibles sur son territoire.
66. La Russie fait valoir que "le calcul des capacités de production excédentaires effectué par l'UE n'est pas objectif et ne repose pas sur des éléments de preuve positifs". Elle fait valoir que la méthode utilisée par la Commission consistait à "gonfler le niveau des capacités de production de nitrate d'ammonium de la Russie".
67. Pourtant, au lieu de "gonfler" le niveau des capacités de production, l'UE a simplement établi, d'une manière objective, quelle était la capacité de production de nitrate d'ammonium de la branche de production russe et quelle en était la part qui pourrait être orientée vers le marché de l'UE dans le cas où les mesures antidumping seraient supprimées. La Commission a fait cela sur une base entièrement objective: elle a examiné les éléments de preuve positifs concernant les capacités nominales et les niveaux de production maximaux dont elle disposait. Cette approche n'a rien de "partial".
68. La Russie laisse entendre que le fait que les usines chimiques peuvent fonctionner à un taux d'utilisation des capacités supérieur à 100% montrerait que la Commission a eu tort de s'appuyer sur des éléments de preuve indiquant une capacité nominale supérieure à celle qui avait été communiquée. L'UE ne comprend pas pourquoi tel serait le cas. Comment ne peut-il pas être admissible d'ajuster la capacité déclarée si des éléments de preuve montrent que l'usine fonctionnait à une capacité plus élevée? L'UE rappelle en outre que la Commission disposait d'éléments de preuve montrant que des sociétés avaient augmenté leurs capacités. Pourquoi l'autorité chargée de l'enquête devrait-elle obligatoirement faire abstraction de tels éléments de preuve?

4.5 ALLÉGATIONS CONCERNANT LA CONDUITE DE L'ENQUÊTE DANS LE CADRE DU RÉEXAMEN À L'EXPIRATION

69. Les allégations n° 18, 19, 21 et 22 de la Russie devraient être purement et simplement rejetées car elles ne sont pas suffisamment précises. Tout au moins, elles devraient être rejetées dans la mesure où la Russie cherche à ajouter de nouveaux "cas" de comportement incompatible avec les règles de l'OMC allégué uniquement dans ses réponses aux questions du Groupe spécial.
70. S'agissant de l'allégation n° 16, le fait que les parties intéressées ont effectivement fait des présentations peu après avoir reçu les éléments de preuve en question est pertinent au regard de l'article 6.1.2 comme de l'article 6.4. Il éclaire le point de savoir si ces éléments de preuve ont été "mis dans les moindres délais à ... disposition". Le fait que les renseignements ont été fournis "suffisamment tôt pour permettre aux parties intéressées prenant connaissance des renseignements de préparer leur argumentation sur la base de ces renseignements" montre en outre que l'autorité a agi conformément à l'article 6.4. Tout au moins, il incomberait à la Russie de montrer pourquoi, même malgré le fait que les retards allégués n'ont pas empêché les parties intéressées de faire des présentations, la possibilité d'accéder aux renseignements ménagée par la Commission ne l'a pas été en temps utile. De plus, l'article 6.1.2 et l'article 6.4 s'appliquent seulement à des "renseignements" et "éléments de preuve" spécifiques identifiés par le plaignant, et non à l'"accès au dossier" dans l'abstrait.
71. La Russie tente d'exagérer la durée des retards allégués. Elle ne tient pas compte du temps nécessaire au traitement des documents, y compris pour des raisons de confidentialité, et cherche à imputer à l'UE des retards qui dépendaient de la partie intéressée (par exemple l'intervalle entre l'insertion dans le dossier non confidentiel et l'accès réel de la société au

document). Nombre des communications mentionnées par la Russie n'existaient pas encore, ou n'avaient pas encore été reçues par la Commission, lorsque les demandes d'accès pertinentes ont été formulées. Certains contretemps de plusieurs jours sont dus à des périodes de vacances pendant lesquelles la Commission était fermée. Enfin, la Russie n'étaye pas son allégation selon laquelle, en raison de certains retards allégués, la Commission n'a pas eu le temps de tenir compte des présentations de l'ARPE.

72. S'agissant de l'allégation n° 17, la "demande" qui doit être divulguée au titre de l'article 6.1.3 (lu à la lumière des articles 5.1 et 11.4), et qui constitue les renseignements "pertinents" que l'autorité "utilis[e]" effectivement au sens de l'article 6.4, est la demande sur la base de laquelle le réexamen à l'expiration a été engagé. En l'espèce, il s'agit de la demande globale du 8 mai. En tout état de cause, la mesure dans laquelle la demande globale contient les mêmes renseignements que la communication du 28 mars serait clairement pertinente. L'unique différence entre les documents du 28 mars et ceux du 8 mai relevée par la Russie (l'omission de Yara GmbH) est négligeable et dénuée de pertinence.
 73. S'agissant de l'allégation n° 18, pour tous les nouveaux cas où il est allégué qu'il n'a pas été exposé de raisons valables, il a été exposé des raisons valables au moyen de plusieurs explications et précisions versées au dossier. En particulier pour les renseignements qui sont de nature confidentielle, il suffit de décrire la nature des renseignements en question et de noter que le fournisseur subirait des conséquences défavorables s'ils étaient librement divulgués. En ce qui concerne les allégations que la Russie formule dans sa première communication écrite, elles portent seulement sur le traitement confidentiel de la *source* des rapports d'experts. Il était suffisant que l'expert expose des raisons valables pour un traitement confidentiel de son identité une fois, en ce qui concerne les deux rapports. Les raisons valables peuvent être exposées en ce qui concerne des catégories générales de renseignements.
 74. Pour ce qui est de l'allégation n° 19, la Russie n'a pas démontré pourquoi les résumés seraient inadéquats. Les indicateurs de dommage ont été résumés sous forme agrégée, ce qui correspond au fait que l'évaluation du dommage est effectuée pour la branche de production de l'Union dans son ensemble. Étant donné que la branche de production de l'Union a toujours été définie comme étant l'ensemble des producteurs du produit similaire de l'UE, ni la Commission ni aucune partie intéressée n'étaient tenues d'évaluer ou de communiquer séparément des renseignements pour des sous-catégories du produit similaire, des producteurs individuels ou des usines individuelles. L'article 6.5.1 ne concerne pas les demandes d'explications additionnelles ou de présentation différente des renseignements ni, par exemple, les documents élaborés par l'autorité chargée de l'enquête.
 75. S'agissant de l'allégation n° 20, la Commission n'a pas utilisé les données de fait disponibles, étant donné qu'elle n'a écarté aucun renseignement fourni par les parties intéressées. En effet, si elle avait décidé de fonder ses conclusions uniquement sur la capacité nominale, elle pourrait être accusée d'écarter indûment les renseignements concernant la *production* fournis par les parties intéressées. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *États-Unis – Tôles en acier*, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de faire plus que d'"examiner" les renseignements présentés par une partie et elle n'est pas liée par les conclusions de cette partie.
 76. En ce qui concerne l'allégation n° 21 (article 6.9), dans sa deuxième communication écrite, la Russie tente d'élargir indûment la portée de son allégation. En tout état de cause, les allégations de la Russie ne sont pas suffisamment précises pour que le Groupe spécial formule de quelconques constatations. La Russie ne précise pas *le moindre fait*, ni, *a fortiori*, n'explique pourquoi il est essentiel.
 77. Pour ce qui est de l'allégation n° 22, les allégations de la Russie ne sont pas suffisamment précises pour que le Groupe spécial formule de quelconques constatations. Elles équivalent à des assertions très abstraites sur la qualité de l'analyse figurant dans le Règlement de 2014 (consistant par exemple à alléguer que la Commission n'a pas "examiné de façon appropriée" la gamme des produits visés), ou à des reformulations des allégations de fond de la Russie.
-

ANNEXE C

ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

| Table des matières | | Page |
|--------------------|---|------|
| Annexe C-1 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Argentine | 124 |
| Annexe C-2 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Australie | 130 |
| Annexe C-3 | Résumé analytique intégré des arguments du Japon | 134 |
| Annexe C-4 | Résumé analytique intégré des arguments de la République de Corée | 137 |
| Annexe C-5 | Résumé analytique intégré des arguments de la Norvège | 141 |
| Annexe C-6 | Résumé analytique intégré des arguments de l'Ukraine | 143 |
| Annexe C-7 | Résumé analytique intégré des arguments des États-Unis | 146 |

ANNEXE C-1

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'ARGENTINE

I. INTRODUCTION

1. L'Argentine se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues au Groupe spécial dans le cadre de la présente procédure.

2. En tant que tierce partie, l'Argentine a un intérêt systémique dans l'interprétation correcte de certaines dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping") et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("GATT de 1994") que nous considérons comme fondamentales pour garantir que les droits antidumping sont imposés d'une manière conforme aux accords de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

3. Le présent différend porte sur des questions d'une importance capitale concernant l'interprétation de l'article 2.2 et 2.2.1.1. En particulier, il traite de la question de savoir si, au moment de la détermination de la valeur normale, ces dispositions de l'Accord antidumping autorisent les Membres de l'OMC à :

1) ne pas tenir compte des frais effectivement supportés par les exportateurs simplement parce que l'autorité chargée de l'enquête constate qu'ils sont affectés, d'après les allégations, par une intervention des pouvoirs publics;

2) remplacer ces frais par les frais d'un pays tiers qui ne sont pas affectés par la distorsion alléguée;

3) déterminer l'existence d'un dumping et imposer les droits correspondants sur une base autre que le comportement de l'exportateur visé par l'enquête en matière de fixation des prix.

4. De l'avis de l'Argentine, il devrait être répondu à ces questions par la négative. Ainsi, toute allégation contraire ne devrait pas aboutir, non seulement parce qu'elle ne serait fondée sur aucune disposition en vigueur des Accords de l'OMC, mais aussi parce qu'elle a déjà été rejetée par la jurisprudence antérieure, comme exposé ci-après :

II. CRITÈRE JURIDIQUE APPLICABLE À LA DÉTERMINATION DE LA VALEUR NORMALE

5. Dans sa première communication écrite, la Russie conteste la méthode d'ajustement des frais utilisée par l'UE dans les procédures antidumping car elle considère que cette méthode est contraire à l'article 2.2.1.1 et 2.2 de l'Accord antidumping; par conséquent, l'autorité chargée de l'enquête de l'UE¹:

a) rejette les frais figurant dans les registres de l'exportateur visé par l'enquête lorsque cette autorité considère que les frais et/ou les prix des intrants sont "*artificiels ou anormalement bas*" en raison de "distorsions" ou d'"*entraves au marché*" alléguées, comme la réglementation des prix par les pouvoirs publics ou l'application de droits d'exportation dans le pays d'origine; et

b) remplace et/ou ajuste ces données concernant les frais par des données concernant les frais obtenues d'autres sources, y compris ce qu'elle appelle les "marchés représentatifs", qui sont considérées comme n'étant pas affectées par ces "distorsions" ou "entraves au marché" sans garantir que ces frais ajustés ou ainsi déterminés représentent le coût de production dans le pays d'origine.

¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 85 et 299.

6. Pour sa part, l'Union européenne fait valoir que la méthode d'ajustement des frais alléguée n'existe pas en tant que mesure générale d'application prospective, et que la Russie n'a pas été en mesure d'établir l'existence et la teneur précise de cette méthode.²

7. En tant que tierce partie, l'Argentine ne prend pas position sur les faits en l'espèce. Toutefois, au cas où le Groupe Spécial jugerait nécessaire d'évaluer le bien-fondé de la plainte russe, l'Argentine expose les considérations ci-après concernant l'interprétation correcte de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord Antidumping.

II.1. Allégation relative à l'incompatibilité de la méthode d'ajustement et à l'utilisation de renseignements d'un pays tiers conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

8. Tout d'abord, l'Argentine rappelle que la partie pertinente de l'article 2.2 dispose ce qui suit: "Lorsque aucune vente du produit similaire n'a lieu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur ou lorsque, du fait de la situation particulière du marché (...) de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable, la marge de dumping sera déterminée par comparaison avec un prix comparable du produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers approprié (...) ou avec le coût de production dans le pays d'origine (...)".

9. En interprétant cette disposition dans le cadre de l'affaire **UE – Biodiesel (Argentine)**, l'Organe d'appel a conclu que, conformément à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, lorsqu'elle calculait le coût de production, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas autorisée à remplacer les frais dans le pays d'origine par les frais dans un pays tiers non affectés par la distorsion alléguée.

10. En particulier, dans ce différend, l'Organe d'appel a constaté et conclu que même si: "l'article 2.2 n'indiqu[ait] pas précisément à quels éléments de preuve l'autorité [pouvait] recourir", "(...) cela ne signifiait] pas que l'autorité chargée de l'enquête [pouvait] simplement [substituer] les frais émanant de l'extérieur du pays d'origine [au] "coût de production dans le pays d'origine"", et que: "[e]n fait, l'article 2.2 de l'Accord antidumping et l'article VI:1 b) ii) du GATT de 1994 indiqu[ai]ent] clairement que la détermination concern[ait] le "coût de production [...] dans le pays d'origine". Par conséquent, quelles que soient les informations qu'elle utilis[ait], l'autorité chargée de l'enquête [devait] s'assurer qu'elles [étaient] utilisées pour établir le "coût de production dans le pays d'origine".³

11. L'Argentine rappelle que les conclusions de l'Organe d'appel dans l'affaire **UE – Biodiesel (Argentine)** ont récemment été réaffirmées par le Groupe spécial chargé du différend **Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)**⁴, et que le Groupe spécial chargé du différend **UE – Biodiesel (Indonésie)** n'avait pas non plus trouvé la moindre raison de s'écarter des conclusions et constatations formulées dans l'affaire DS473.⁵

12. Par conséquent, l'Argentine ne souscrit pas à l'interprétation proposée par d'autres tierces parties qui semble laisser entendre que la référence à un "*prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales*" ou la nécessité de parvenir à une "valeur de substitution" appropriée en l'absence de telles opérations autorisent l'autorité a) à évaluer l'incidence de l'intervention des pouvoirs publics sur la "comparaison valable"; et b) à ne même pas tenir compte des frais dans l'ensemble du pays d'origine visé par l'enquête, après que cette autorité a conclu qu'il ne serait pas approprié d'établir une valeur normale sur la base de ces frais dans de telles circonstances.⁶

13. De l'avis de l'Argentine, une lecture de l'article 2.2 de l'Accord antidumping telle que celle soutenue par ces tierces parties, qui pourrait implicitement écarter les frais et les prix dans l'ensemble du pays d'origine visé par l'enquête, même dans le cas des économies de marché, devrait être rejetée.

14. À cet égard, l'Argentine estime que l'article 2.2 de l'Accord antidumping prévoit déjà la situation décrite par les tierces parties en question. En particulier, cette disposition prescrit que lorsque l'absence ou l'insuffisance de ventes dans des conditions commerciales normales ne permet

² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 86.

³ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphes 6.73, 6.81 et 6.82.

⁴ Rapport du Groupe spécial **Ukraine – Nitrate d'ammonium (Russie)**, paragraphe 7.99.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphes 6.73, 6.81 et 6.82.

⁶ États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphes 6 à 12 et note de bas de page 9.

pas d'établir une "*comparaison valable*", l'autorité chargée de l'enquête doit utiliser l'une des méthodes de substitution qui y sont prévues pour remédier à cette situation.

15. Par conséquent, l'Argentine ne souscrit à aucune interprétation ayant pour effet de valider, en ce qui concerne le calcul de la marge de dumping, une méthode additionnelle en plus des deux méthodes déjà prévues à l'article 2.2 de l'Accord antidumping pour traiter de telles situations.

16. D'après ce que l'Argentine comprend, une telle conclusion est étayée par la jurisprudence provenant de l'affaire **États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)**, dans laquelle l'Organe d'appel a constaté une fois de plus que la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 constituait le seul fondement juridique du recours à des valeurs de substitution pour l'ensemble du pays d'origine visé par l'enquête, dans le contexte des enquêtes antidumping.⁷

17. Cela a été réaffirmé par le Groupe spécial **UE – Biodiesel (Argentine)** qui, en faisant référence aux: "(...) dispositions explicites permettant aux autorités chargées de l'enquête de ne pas tenir compte des prix et des coûts intérieurs pour déterminer la valeur normale, qui sont prévues dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 (incorporée par référence dans l'Accord antidumping au moyen de l'article 2.7 de cet accord) (...)", a conclu ce qui suit: "[à] tout le moins, [ces dispositions] nous donnent à penser que leurs rédacteurs ont considéré que des dérogations explicites étaient nécessaires pour permettre aux autorités chargées de l'enquête d'utiliser des prix ou des coûts autres que ceux pratiqués dans le pays d'origine".⁸

18. Enfin, l'Argentine rappelle que, dans le différend **UE – Biodiesel (Argentine)**, après avoir conclu que, pour calculer le coût de production, l'autorité chargée de l'enquête n'était pas autorisée à remplacer les frais dans le pays d'origine par les frais dans un pays tiers non affectés par la distorsion alléguée⁹, l'Organe d'appel a conclu que l'UE avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping, précisément parce qu'elle avait établi le coût de la matière première principale utilisée par les producteurs de biodiesel sur la base des prix internationaux et non des prix sur le marché argentin.¹⁰

19. À cet égard, l'Argentine souhaite aussi appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que, conformément à la jurisprudence provenant de l'affaire **Inde – Brevets (États-Unis)**, les principes d'interprétation des traités énoncés à l'article 31 de la Convention de Vienne: "*ne signifient pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne contient pas*".¹¹

20. À la lumière de ce qui précède, et compte tenu du libellé actuel de l'article 2.2 et 2.7 de l'Accord antidumping, l'Argentine estime que toute interprétation de ces dispositions ayant pour effet d'autoriser l'utilisation d'une méthode de calcul du dumping qui suppose le rejet des frais intérieurs et leur remplacement par les frais d'un pays tiers non affectés par une "distorsion" alléguée causée par les pouvoirs publics devrait être rejetée, s'agissant d'économies de marché, car cela supposerait un élargissement indu de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.

II.2. Allégation relative à l'expression "situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2.

21. Dans sa communication, la Russie soutient que: "la situation particulière du marché" visée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping se limite à "une seule circonstance" ... qui concerne le marché du pays dans son ensemble" et non une "situation de marché particulière pour le produit concerné"¹², et qu'elle se limite à la situation d'un pays correspondant à la description donnée dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994.¹³

⁷ Rapport de l'Organe d'appel **États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)**, paragraphe 569.

⁸ Rapport du Groupe spécial **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 7.241.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphes 6.73, 6.81 et 6.82.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 6.81.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel **Inde – Brevets (États-Unis)**, paragraphe 45.

¹² Russie, première communication écrite, paragraphes 138 et 147.

¹³ Russie, première communication écrite, paragraphe 144.

22. À cet égard, l'Argentine ne souscrit pas à l'interprétation si restrictive de la Russie et partage donc l'avis d'autres tierces parties selon lequel il peut exister d'autres situations pouvant être qualifiées de "*situation particulière du marché*" selon les termes de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.¹⁴

23. Toutefois, dans le même temps, l'Argentine conteste aussi vivement la position de certaines tierces parties qui semblent faire valoir qu'une constatation de l'existence d'une "*situation particulière du marché*" pourrait conduire à l'utilisation, pour le calcul de la marge de dumping d'économies de marché, d'une méthode exceptionnelle comme celle prévue dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 pour des économies autres que de marché.¹⁵

24. À cet égard, l'Argentine réaffirme que, d'après le libellé exprès de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, si à cause d'une "*situation particulière du marché*" les ventes ne permettent pas d'établir une comparaison valable, s'agissant d'économies de marché, la marge de dumping devra être déterminée par les autorités, au moyen d'une des deux autres méthodes déjà prévues par cette disposition.

25. Selon elle, cette interprétation est étayée par la jurisprudence de l'Organe d'appel provenant de l'affaire **CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5)**, dans laquelle il a conclu que l'article 2.7 de l'Accord antidumping et la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 étaient les seules dispositions juridiques des accords permettant aux autorités chargées de l'enquête de remplacer valablement tous les coûts et prix intérieurs par ceux d'un pays tiers.¹⁶

26. En outre, compte tenu de l'absence de définition de l'expression "situation particulière du marché" à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, l'Argentine souhaite indiquer qu'elle partage l'avis du Brésil selon lequel le rapport du Groupe spécial du GATT **CEE – Fils de coton**, pouvait constituer une référence adéquate pour l'interprétation en l'espèce, dans la mesure où il précisait que: "[l]a notion de "*situation particulière du marché*" n'était pertinente que dans la mesure où elle faisait en sorte que les ventes mêmes ne permettaient pas une comparaison valable ... il aurait fallu, de l'avis du Groupe spécial, établir qu'il influait sur les ventes intérieures au point que celles-ci ne permettaient pas une comparaison valable."¹⁷

27. Enfin, toujours dans le contexte de l'absence de définition dans l'Accord antidumping, l'Argentine tient aussi à souligner qu'elle partage l'avis du Brésil selon lequel, aux fins de la détermination d'une "*situation particulière du marché*" au sens de l'article 2.2: "(...) le simple fait que les pouvoirs publics participent à un marché donné ou soient présents sur ce marché – sans aller jusqu'à la situation décrite dans la première note additionnelle relative à l'article VI du GATT – n'indique pas en soi l'existence de distorsions des prix qui justifient que l'autorité chargée de l'enquête rejette l'utilisation des prix pratiqués dans le pays."¹⁸

II. 3. Allégation relative à l'incompatibilité de la méthode d'ajustement avec la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping

28. Tout d'abord, en ce qui concerne la contestation par la Russie du rejet des frais lorsque ceux-ci sont jugés "*artificiellement ou anormalement bas*" en raison des "*distorsions*" alléguées ou des "*entraves au marché*", l'Argentine estime que la jurisprudence provenant de l'affaire **UE – Biodiesel (Argentine)** peut être prise comme exemple.

29. Nous commençons par rappeler que, dans ce différend, au moment de l'interprétation de la portée de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, l'Organe d'appel a constaté que cette disposition: "(...) [avait] trait à la question de savoir si les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête représent[ai]ent ou reproduis[ai]ent convenablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le

¹⁴ Brésil, communication en tant que tierce partie, paragraphe 15. États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 22.

¹⁵ États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 22.

¹⁶ Rapport de l'Organe d'appel **CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21:5 – Chine)**, paragraphe 5.205.

¹⁷ Brésil, communication en tant que tierce partie, paragraphe 16.

¹⁸ Brésil, communication en tant que tierce partie, paragraphe 17.

producteur visé par l'enquête qui [avaient] une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".¹⁹

30. L'Organe d'appel était aussi d'accord avec le Groupe spécial sur le fait que cette disposition ne contenait pas un examen du caractère raisonnable des frais eux-mêmes.²⁰

31. Dans cette même affaire, l'Organe d'appel a rejeté l'idée que l'existence de frais et/ou de prix d'intrants "*artificiellement ou anormalement bas*" par rapport aux prix internationaux en raison de "*distorsions*" alléguées résultant de réglementations des pouvoirs publics pouvait constituer, en elle-même, un fondement juridique suffisant pour ne pas tenir compte des registres comptables des exportateurs visés par l'enquête, et les remplacer par les frais non affectés par cette distorsion.²¹

32. De l'avis de l'Argentine, les constatations et conclusions mentionnées de l'affaire **UE – Biodiesel (Argentine)** sont compatibles avec le fait que:

1) l'article premier de l'Accord antidumping, en tant que contexte pertinent pour l'interprétation de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, dispose qu'une mesure antidumping pourra être appliquée de manière compatible seulement dans les circonstances prévues à l'article VI du GATT de 1994, et conformément à l'objet et au but de cet accord²²; et que

2) comme l'a constaté l'Organe d'appel dans l'affaire **États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)**: "[l]e dumping résulte des pratiques des exportateurs en matière de fixation des prix (...)".²³

33. En ce qui concerne ce dernier point, l'Argentine souhaiterait aussi appeler l'attention du Groupe spécial sur le fait que l'affirmation selon laquelle la pratique du dumping ne se limite pas au comportement des exportateurs en matière de fixation des prix, a déjà été rejetée par le passé par le Groupe spécial **UE – Biodiesel (Argentine)** lorsqu'il a conclu catégoriquement ce qui suit: "*Nous ne voyons (...) aucune raison d'extrapoler à partir de cette disposition que le concept de "dumping" vise généralement à couvrir toute distorsion résultant de l'action des pouvoirs publics ou de circonstances telles que celles entourant le système de taxe à l'exportation de l'Argentine et son incidence sur les prix des fèves de soja en tant qu'intrant pour le biodiesel*".²⁴

34. Par conséquent, l'Argentine ne souscrit pas à l'avis des autres tierces parties qui considèrent que, dans l'affaire **UE – Biodiesel (Argentine)**, l'Organe d'appel a laissé ouverte la possibilité de ne pas tenir compte, "*dans des circonstances spécifiques*", des frais des exportateurs ou des producteurs lorsque, d'après les allégations, ces frais étaient affectés par des "*contrôles de prix par les pouvoirs publics*".²⁵

35. En outre, l'Argentine rappelle que le Groupe spécial **UE – Biodiesel (Indonésie)** a récemment confirmé les constatations et conclusions formulées dans l'affaire DS473 en ce qui concerne la deuxième condition énoncée dans la deuxième phrase de l'article 2.2.1.1.

36. Par conséquent, de l'avis de cette tierce partie, l'article 2.2.1.1 de l'Accord Antidumping exclut clairement toute interprétation qui valide l'utilisation d'une méthode de calcul du dumping qui ne tient pas compte des frais effectivement supportés par les exportateurs (et dûment consignés dans les registres comptables), sur la base de l'existence alléguée d'une "*distorsion*" ou d'"*entraves au marché*", et leur remplacement par des frais hypothétiques que l'exportateur visé par l'enquête aurait supportés en l'absence d'une intervention ou d'une réglementation alléguée des pouvoirs publics.²⁶

¹⁹ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 6.56.

²⁰ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphes 6.37, 6.39 et 6.56. Brésil, communication en tant que tierce partie, paragraphe 10.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 6.56.

²² Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 6.25 et note de bas de page 130.

²³ Rapport de l'Organe d'appel **États-Unis – Acier inoxydable (Mexique)**, paragraphe 94; rapport de l'Organe d'appel **États-Unis – Réduction à zéro (Japon)**, paragraphe 156; rapport de l'Organe d'appel **États-Unis – Réduction à zéro (CE)**, paragraphe 129.

²⁴ Rapport du Groupe spécial **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphe 7.240.

²⁵ Japon, communication en tant que tierce partie, paragraphe 24.

²⁶ Rapport de l'Organe d'appel **UE – Biodiesel (Argentine)**, paragraphes 6.19, 6.20, 6.22, 6.30, 6.81 et 6.82.

III. CONCLUSION

37. L'Argentine remercie le Groupe spécial de l'occasion qui lui a été donnée de présenter ses vues sur les questions soulevées dans le présent différend.

ANNEXE C-2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'AUSTRALIE

I. INTRODUCTION

1. La communication de l'Australie porte sur deux questions d'interprétation importantes relatives à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping: i) le sens des expressions "situation particulière du marché" et "comparaison valable" figurant à l'article 2.2; et ii) le principe directeur pour la construction du coût visé à l'article 2.2.1.1.

II. ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. Ensemble, l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.1 de l'Accord antidumping disposent qu'un produit est considéré comme "faisant l'objet d'un dumping" – c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un pays importateur à un prix inférieur à sa valeur normale – si le prix du produit exporté d'un pays vers un autre est: i) inférieur au prix *comparable*, ii) *pratiqué au cours d'opérations commerciales normales*, iii) pour le produit similaire, iv) destiné à la consommation dans le pays exportateur.
3. Le sens ordinaire de ces qualificatifs fondamentaux "*comparable*", "*au cours d'opérations commerciales normales*" et "*comparaison valable*" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping, indique: i) que l'existence du dumping doit être déterminée en comparant le prix à l'exportation d'un produit avec un prix intérieur approprié ou adéquat du produit similaire; et ii) qu'un prix intérieur ne sera approprié ou adéquat à cette fin que s'il est déterminé par la pratique commerciale "normale".¹
4. Cette interprétation est confirmée par la note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994, qui renforce l'idée que les prix non déterminés par la pratique commerciale normale – tels que les prix faussés par l'intervention de l'État – ne constituent pas une base *adéquate ou appropriée* pour la détermination de l'existence d'un dumping ou de la marge de dumping.²
5. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a aussi confirmé que l'article 2.2 de l'Accord antidumping concernait l'établissement de la "valeur normale" au moyen d'une "valeur de remplacement *appropriée*" pour le produit similaire *au cours d'opérations commerciales normales* sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne [pouvait] pas être déterminée sur la base des ventes intérieures"³ – une entreprise décrite par le Groupe spécial dans ce différend comme étant l'"objectif fondamental" de la construction de la valeur normale.⁴
6. L'article 2.2 de l'Accord antidumping prévoit trois circonstances dans lesquelles les Membres de l'OMC doivent écarter les ventes intérieures pour déterminer la "valeur normale" d'un produit aux fins du calcul de la marge de dumping. La présente communication est axée sur la deuxième circonstance, à savoir lorsque les ventes sur le marché du pays exportateur ne "permettent pas une comparaison valable" avec le prix à l'exportation du fait de la "situation particulière du marché".⁵
7. L'expression "situation particulière du marché" n'est pas définie à l'article 2.2. Par conséquent, les groupes spéciaux doivent l'interpréter (comme le prescrit la *Convention de Vienne sur le droit des traités*⁶) suivant son sens ordinaire, dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping.

¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier laminé à chaud*, paragraphe 140.

² Voir les rapports de l'Organe d'appel *CE – Éléments de fixation (Chine)*, paragraphe 285, et *CE – Éléments de fixation (Chine) (article 21.5 – Chine)*, paragraphe 5.207.

³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24.

⁴ Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.233.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 94.

⁶ Convention de Vienne sur le droit des traités, article 31.

8. Le sens ordinaire du mot "particular" (particulier) est "pertaining or relating to a single definite thing or person, or set of things or persons, as distinguished from others; of or belonging to some one thing (etc.) and not to any other, or to some and not to all ... special; not general" (qui se rapporte ou est lié à une seule chose ou personne déterminée, ou à un ensemble de choses ou de personnes, qui se distinguent d'autres choses ou personnes; qui est ou appartient à quelqu'un ou à quelque chose (etc.) et à nulle autre chose ou personne, ou à certaines personnes ou choses et non à toutes ... spécial; qui n'est pas général.⁷ Le sens ordinaire du mot "market" (marché) est "the action or business of buying and selling" (action ou activité d'achat et de vente)⁸ et "sale as controlled by supply and demand" (vente contrôlée par l'offre et la demande").⁹ Le sens ordinaire du mot "situation" est "condition or state (of anything)" (condition ou état (de quelque chose)) et "position of affairs; combination of circumstances" (état des choses; ensemble de circonstances).^{10,11}
9. S'agissant du contexte, l'expression "situation particulière du marché" désigne l'une des trois conditions dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête doit établir la "valeur normale". Les deux autres conditions concernent des circonstances relatives aux ventes du produit similaire sur le marché du pays exportateur (à savoir, lorsqu'"aucune vente du produit similaire n'a lieu dans le pays exportateur au cours d'opérations commerciales normales" et lorsque "les ventes sur le marché du pays exportateur ne "permettent [pas] une comparaison valable" du fait de leur faible volume").¹² Aucune ne concerne la situation spécifique d'un pays dans son ensemble.
10. Par conséquent, de l'avis de l'Australie, le sens ordinaire de l'expression "situation particulière du marché", interprétée dans son contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, fait référence à toute condition, conjoncture ou combinaison de circonstances concernant l'achat et la vente du produit similaire sur le marché du pays exportateur qui est distinguable et non générale.¹³
11. L'interprétation du membre de phrase "de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable" est aussi un exercice contextuel. L'Australie rappelle que l'objectif exprès de la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2 est de permettre une "comparaison valable" avec le prix à l'exportation. Par conséquent, l'inclusion du qualificatif "valable" indique que la construction de la valeur normale au titre de l'article 2.2 doit permettre d'obtenir un prix qui est *approprié* ou *adéquat* pour la comparaison avec le prix à l'exportation pertinent aux fins de la détermination de l'existence d'un dumping (et de la marge de dumping).
12. Ainsi, l'autorité chargée de l'enquête peut constater qu'une "situation particulière du marché" existe lorsque les éléments de preuve versés au dossier montrent qu'une situation spécifique ou un ensemble de circonstances font en sorte que les ventes intérieures ne permettent pas une comparaison avec le prix à l'exportation. Cette interprétation est pleinement compatible avec les constatations formulées dans l'affaire *CE – Fils de coton*, dans laquelle le Groupe spécial du GATT a constaté qu'une "situation particulière du marché" était "pertinente ... dans la mesure où elle faisait en sorte que les ventes mêmes ne permettaient pas une comparaison valable" et qu'"[i]l devait y avoir quelque chose dans la nature intrinsèque des ventes elles-mêmes qui empêchait d'effectuer une comparaison valable".
13. L'Australie note en outre qu'il n'y a rien dans le texte de l'article 2.2 et 2.7 ou dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 qui donne à penser que l'expression "situation particulière du marché" est limitée de la manière décrite par la Russie. En particulier, la deuxième note additionnelle ne prétend pas définir une "situation particulière du marché"; elle reconnaît simplement qu'un cas dans lequel le prix intérieur ne peut pas servir de base pour la détermination de la "valeur normale" existe lorsque les importations sont "en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État".

⁷ The Compact Oxford English Dictionary, 2^{ème} édition, J. A. Simpson & E. S. C. Weiner (éd.) (Oxford University Press, 1994), page 1279. (pas de guillemets dans l'original)

⁸ The Compact Oxford English Dictionary, page 1038. (pas de guillemets dans l'original)

⁹ The Compact Oxford English Dictionary, page 1038.

¹⁰ The Compact Oxford English Dictionary, page 1778.

¹¹ Voir aussi, États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 16.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 94.

¹³ Voir aussi États-Unis, communication en tant que tierce partie, paragraphe 19.

14. Pour ces raisons, l'Australie ne souscrit pas au point de vue de la Russie selon lequel une "situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping s'applique uniquement pour un pays qui correspond à la description donnée dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT, et fait référence à la situation spécifique d'un pays dans son ensemble.¹⁴ De l'avis de l'Australie, cette interprétation n'est pas compatible avec l'analyse des termes pertinents faite par la Convention de Vienne et n'est pas en accord avec le raisonnement suivi dans l'affaire *CE – Fils de coton*.
15. Une "situation particulière du marché" telle que les ventes intérieures ne "permettent pas une comparaison valable" constitue un ensemble de circonstances séparé et distinct de celui qui est indiqué dans la deuxième note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994.

III. ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

16. La Russie allègue l'existence de plusieurs violations des dispositions de l'Accord antidumping liées au Règlement de base de l'UE et à la méthode de construction des frais de l'UE. L'Australie ne formule pas d'observations sur les faits particuliers en cause mais se concentre plutôt sur l'interprétation correcte de l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
17. Le texte même de l'article 2.2.1.1 indique clairement que cette disposition éclaire la façon dont les frais devraient être calculés "aux fins de" l'établissement de la valeur normale au titre de l'article 2.2.¹⁵ La première phrase dispose que "les frais seront *normalement* calculés sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête", à condition que soient respectées deux conditions expressément indiquées.
18. D'après son sens ordinaire, le terme "normally" (normalement) s'entend de "[u]nder normal or ordinary conditions; ordinarily; as a rule" (dans des conditions normales ou habituelles; habituellement; en règle générale).¹⁶ Le texte de l'article 2.2.1.1 dispose donc que, dans des conditions normales ou habituelles, une autorité chargée de l'enquête devrait calculer les frais aux fins de l'article 2.2 sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur concerné, à condition que ces registres remplissent les conditions énoncées.
19. Dans les cas où les circonstances concernant les registres ne sont pas normales et habituelles, l'autorité chargée de l'enquête n'est pas tenue de calculer les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, même si les deux conditions de l'article 2.2.1.1 sont remplies.¹⁷ Cette interprétation est pleinement compatible avec les constatations de groupes spéciaux et de l'Organe d'appel concernant le sens du terme "normalement" figurant à l'article 2.2.1.1.¹⁸
20. Le texte de l'article 2.2.1.1 indique donc qu'une autorité chargée de l'enquête peut s'écarter "de la règle"¹⁹ consistant à calculer les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur: i) si les conditions ou circonstances pertinentes ne sont pas "normales" ou "habituelles"; et ii) si l'autorité chargée de l'enquête explique ou justifie cet écart.
21. L'Australie note que le principe directeur devant être appliqué par une autorité chargée de l'enquête, conformément à l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, est que la valeur normale construite doit établir une "valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures".²⁰ L'Organe d'appel a confirmé que les "frais calculés conformément à

¹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 152.

¹⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.17.

¹⁶ *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 4^{ème} édition, L. Brown (éd.) (Oxford University Press, 1993), volume 2, page 1940.

¹⁷ Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273.

¹⁸ Voir les rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273, et *Ukraine – Nitrate d'ammonium*, paragraphe 6.87 et note de bas de page 315; et les rapports de Groupes spéciaux *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.161 et *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.227.

¹⁹ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.161.

²⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24; voir aussi le rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.233.

l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping [devaient] pouvoir générer une telle valeur de remplacement".²¹

22. Il ne s'agit pas de savoir si les frais consignés sont "raisonnables". Il s'agit plutôt de savoir si les registres permettent d'atteindre l'"objectif fondamental"²² de la construction du coût en générant une valeur de remplacement appropriée pour la valeur normale. Lorsque le recours aux frais reflétés dans les registres du producteur ou de l'exportateur ne permettrait pas d'obtenir une valeur de remplacement appropriée, même si les deux conditions énoncées à l'article 2.2.1.1 sont remplies, l'autorité chargée de l'enquête doit ajuster ces frais ou faire abstraction de ceux-ci et donner les raisons pour lesquelles elle le fait.
23. Dans ces situations, l'Organe d'appel a clairement indiqué qu'un point de repère "à l'extérieur du pays" pouvait être utilisé aux fins de la détermination de la valeur normale construite. Cependant, il a aussi averti que "quelles que soient les informations qu'elle utilis[ait], l'autorité chargée de l'enquête [devait] s'assurer qu'elles [étaient] utilisées pour établir le "coût de production dans le pays d'origine". Afin de se conformer à cette obligation, il peut être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête adapte les informations qu'elle recueille".²³
24. En cas d'adaptation d'un point de repère à l'extérieur du pays pour tenir compte du coût de production dans le pays d'origine, ces ajustements ne devraient pas réintroduire des inexactitudes ou des manques de fiabilité qui ont été légitimement rejetés au titre de l'article 2.2.1.1. Cela restreindrait la capacité du point de repère de produire une valeur de remplacement appropriée – c'est-à-dire d'atteindre l'"objectif fondamental" de la construction du coût.
25. Comme l'a confirmé l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, les frais pertinents visés à l'article 2.2.1.1 sont les "frais qui, conjointement avec d'autres éléments, constitueraient par ailleurs la base du prix du produit similaire s'il était vendu au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur".²⁴
26. Lorsqu'il est interprété d'une manière qui donne du sens à tous les termes fondamentaux employés, l'article 2.1, 2.2 et 2.2.1.1 exige une "comparaison valable" avec un "prix comparable" "*au cours d'opérations commerciales normales*" – c'est-à-dire avec des prix et des frais déterminés par la pratique commerciale normale.

²¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24.

²² Rapport du Groupe spécial *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 7.233.

²³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73.

²⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.24.

ANNEXE C-3

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DU JAPON

I. LES MÉTHODES PRESCRITES À L'ARTICLE VI:1 DU GATT DE 1994 ET À L'ARTICLE 2.1 ET 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NE SONT PAS EXHAUSTIVES

1. Contrairement à ce que la Russie argumente, l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne prescrit pas une liste exhaustive de méthodes pour la détermination de la valeur normale ou de la marge de dumping.¹ Pour aborder cette question, le Groupe spécial devrait examiner les première et deuxième phrases de l'article VI:1 du GATT de 1994, qui constituent le contexte pertinent pour l'interprétation de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.² La première phrase de l'article VI:1 du GATT de 1994 définit le "dumping" comme étant l'importation de produits "à un prix inférieur à la valeur normale".³ La deuxième phrase de l'article VI:1 du GATT de 1994 établit une méthode de comparaison des prix pour déterminer si les importations visées font "l'objet d'un dumping", c'est-à-dire si elles sont introduites sur le marché d'un autre pays "à un prix inférieur à la valeur normale". Cette méthode suppose une comparaison entre le prix à l'exportation et le prix intérieur des importations visées. En l'absence de prix intérieur comparable, la deuxième phrase de l'article VI:1 du GATT de 1994 contient deux alinéas énumérant deux autres méthodes.

2. La "valeur normale", au sens des deux phrases de l'article VI:1 du GATT de 1994, est un concept distinct des "prix" ou du "coût" auxquels il est spécifiquement fait référence dans les autres méthodes prévues dans la deuxième phrase de cette disposition. La deuxième phrase n'indique pas spécifiquement que les "prix" ou les "coûts" qui y sont décrits constituent la "valeur normale" et qu'une comparaison entre ces prix ou ces frais et les prix à l'exportation est le seul moyen de déterminer l'existence d'un "dumping". En fait, ELLE illustre seulement la relation qui existe entre la "valeur normale" et les trois autres prix et frais des transactions sur le marché intérieur. Le libellé de la deuxième phrase démontre donc que les méthodes décrites à l'article VI:1 du GATT de 1994 sont simplement des exemples de moyens pour déterminer ce qui est *inférieure* à la valeur normale; elles ne couvrent pas de manière exhaustive les moyens acceptables de le faire. Cette interprétation s'applique aussi à l'article 2.1 et 2.2 de l'Accord antidumping parce que ces dispositions ne modifient pas la relation entre les première et deuxième phrases de l'article VI:1 du GATT de 1994.

II. L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING NE S'APPLIQUE PAS DANS LE CONTEXTE D'ÉCONOMIES AUTRES QUE DE MARCHÉ

3. L'expression "situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping désigne uniquement des situations du "marché", comme le reste de l'article 2.2 de cet accord, y compris l'article 2.2. Par conséquent, lorsque le pays exportateur n'est pas une économie de marché, ces dispositions ne s'appliquent pas. Pour étayer cette interprétation, le Japon note qu'une interprétation correcte de l'expression "valeur normale" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping est une valeur qui est conforme aux prix ou aux frais générés dans les conditions d'une économie de marché, ou qui ne s'écarte pas de ces prix ou de ces frais. Cette interprétation de la "valeur normale" concilie la définition du dumping avec la prescription énoncée à l'article VI:1 du GATT de 1994 selon laquelle elle doit être déterminée en fonction du "prix comparable" et selon laquelle la comparaison doit permettre la "comparabilité des prix". Les prix ou les frais générés dans une économie autre que de marché ne peuvent pas être considérés comme étant "comparables". Cela est dû au fait qu'une comparaison entre ces prix et ces frais et le prix à l'exportation ne permet pas d'obtenir une réponse significative à la question de savoir s'il existe un dumping, tel que défini à l'article VI:1 du GATT de 1994 et à l'article 2.1 de l'Accord antidumping. Par conséquent,

¹ Russie, première communication écrite, paragraphe 94.

² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et droits compensateurs (Chine)*, paragraphe 564 ("L'article VI, intitulé "Droits antidumping et droits compensateurs", constitue la genèse à la fois de l'Accord SMC et de l'Accord antidumping").

³ L'article VI:1 du GATT de 1994 dispose que "[l]es parties contractantes reconnaissent que le dumping, qui permet l'introduction des produits d'un pays sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à leur valeur normale, est condamnable s'il cause ou menace de causer un dommage important à une branche de production établie d'une partie contractante ou s'il retarde de façon importante la création d'une branche de production nationale" (non souligné dans l'original).

l'article 2.2 de l'Accord antidumping, y compris l'article 2.2.1.1, ne s'applique pas dans le contexte des économies autres que de marché.

4. Dans le cas des économies de marché, "une situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping peut être réputée exister suivant les faits et les circonstances d'un cas particulier. Il peut s'agir d'une situation dans laquelle on constate que les prix ou les frais relatifs à un produit ou à une branche de production spécifiques sont faussés par l'intervention des pouvoirs publics. À cet égard, même si l'article VI:1 du GATT de 1994 et l'article 2.1 de l'Accord antidumping définissent le "dumping" comme étant l'importation d'un produit à un prix inférieur à sa "valeur normale", ils n'identifient pas les causes sous-jacentes du dumping, et n'excluent pas non plus que l'intervention des pouvoirs publics puisse donner lieu à un dumping.⁴ En effet, l'article VI:5 du GATT de 1994 prévoit explicitement que le dumping peut résulter de subventions ou d'autres actions des pouvoirs publics.

III. L'ARTICLE 2.2 ET 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING PERMET L'UTILISATION DE RENSEIGNEMENTS EXTÉRIEURS AU PAYS

5. Pour les "économies de marché", l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping permet l'utilisation de renseignements extérieurs au pays pour construire la valeur normale dans les circonstances où les frais générés sur le marché intérieur sont faussés. Cela découle du fait que l'article 2.2 de l'Accord antidumping "concerne l'établissement de la valeur normale au moyen d'une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures".⁵ Ainsi, "[l]es frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 ... doivent pouvoir générer une telle valeur de remplacement".⁶ Lorsque le coût de production dans le pays d'origine ne permet pas de générer une valeur de remplacement appropriée, les renseignements relatifs aux frais peuvent donc être obtenus de sources extérieures au pays d'origine. S'il en était autrement, cela irait à l'encontre du but de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Toutefois, comme l'article 2.2 et 2.2.1.1 de l'Accord antidumping concerne la génération d'une *valeur de remplacement appropriée* pour les prix sur le marché intérieur, il pourrait être nécessaire d'adapter tout renseignement relatif aux frais obtenu de sources extérieures au marché intérieur pour faire en sorte que la valeur de remplacement générée soit effectivement une valeur de remplacement appropriée pour les prix sur le marché intérieur.⁷ L'adaptation requise dépendrait des caractéristiques du pays d'origine et des circonstances propres à chaque cas.

IV. L'ARTICLE 11.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING EXIGE UN LIEN DE CAUSALITÉ ENTRE LE DUMPING ET LE DOMMAGE POUR MAINTENIR UN DROIT ANTIDUMPING

6. Les réexamens à l'extinction menés au titre de l'article 11.3 de l'Accord antidumping sont différents par nature des enquêtes initiales. Contrairement aux enquêtes initiales, les réexamens à l'extinction ne portent pas sur l'imposition de droits antidumping. Ils portent plutôt sur la question de savoir si les droits antidumping devraient être *maintenus*. En raison de cette différence, l'Organe d'appel a noté que les autorités chargées de l'enquête n'étaient pas explicitement tenues de se conformer aux dispositions de l'article 3 de l'Accord antidumping dans les réexamens à l'extinction.⁸ Cela ne signifie pas, toutefois, que les autorités chargées de l'enquête peuvent établir des déterminations libres dans les réexamens à l'extinction. En particulier, bien qu'il ne soit pas nécessaire d'établir à nouveau le lien de causalité entre le dumping et le dommage dans les réexamens à l'extinction, cela ne signifie pas que l'existence d'un tel lien n'est pas requise pour maintenir un droit antidumping. Au contraire, l'article 11.3 de l'Accord antidumping exige explicitement une connexion entre le fait que "le droit est supprimé" et la probabilité que "le dumping et le dommage subsist[ent] ou se reprodui[sent]". Cette connexion, si elle est démontrée, permet

⁴ Le Japon n'exclut pas la possibilité que l'intervention des pouvoirs publics fondée sur des motifs politiques raisonnables, comme la fourniture de services universels, puisse ne pas être considérée comme faussant les prix.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.24.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.24.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel UE – Biodiesel (Argentine), paragraphe 6.73.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères, paragraphe 280.

raisonnablement de présumer l'existence d'un lien de causalité entre le dumping et le dommage.⁹ Cette connexion ne peut pas être présumée. L'article 11.3 de l'Accord antidumping exige une connexion "clairement démontrée"¹⁰ entre le fait que "le droit est supprimé", d'une part, et la probabilité que "le dumping et le dommage subsiste[ent] ou se reprodui[sent]" d'autre part.

7. L'idée qu'un lien de causalité est requis pour maintenir un droit antidumping dans le contexte des réexamens à l'extinction est aussi étayée par l'article VI du GATT de 1994. L'article VI du GATT de 1994 indique clairement que le but d'un droit antidumping est de contrebalancer le dumping qui cause un dommage. Ce but est commun aux enquêtes initiales et aux réexamens à l'extinction. Comme l'a reconnu l'Organe d'appel, "[u]n lien de causalité entre le dumping et le dommage causé à la branche de production nationale est ... fondamental pour l'imposition et le *maintien* d'un droit antidumping".¹¹

8. Enfin, le Japon note en outre que l'Organe d'appel a aussi confirmé que "la prescription fondamentale de l'article 3.1 selon laquelle une détermination de l'existence d'un dommage [devait] se fonder sur des "éléments de preuve positifs" et un "examen objectif" serait aussi pertinente pour les déterminations de la probabilité au titre de l'article 11.3".¹² Par conséquent, il serait incompatible avec l'article 11.3 de l'Accord antidumping de maintenir un droit antidumping sans assurer, sur la base d'éléments de preuve positifs et d'un examen objectif, que les importations causent un dommage.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 121 ("[L]orsqu'un "réexamen" est effectué au titre de l'article 11.3, et qu'il est déterminé qu'il est "probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé", il est raisonnable de supposer que, si le dumping et le dommage subsistent ou se reproduisent, le lien de causalité entre le dumping et le dommage, établi lors de l'enquête initiale, existe et n'a pas besoin d'être établi à nouveau").

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 108 (mentionnant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 111).

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures antidumping concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 117.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamens à l'extinction concernant les produits tubulaires pour champs pétrolifères*, paragraphe 284.

ANNEXE C-4

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE

I. INTRODUCTION

1. La Corée se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues sur l'interprétation correcte des deux dispositions qui sont principalement en cause dans le présent différend. La première concerne la signification de l'expression "situation particulière du marché" au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping et la deuxième la méthode de calcul du coût de production conformément à la première phrase de l'article 2.2.1.1 de cet accord. La Corée a des intérêts systémiques dans l'interprétation et l'application correctes de ces dispositions, qui sont des éléments essentiels de l'établissement de la valeur normale dans les procédures antidumping.

II. SIGNIFICATION DE L'EXPRESSION "SITUATION PARTICULIÈRE DU MARCHÉ" AU TITRE DE L'ARTICLE 2.2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

2. Les Accords de l'OMC ne donnent pas de définition de la situation particulière du marché. En conséquence, les Membres ont exprimé des vues divergentes concernant l'interprétation correcte de cette expression, comme le prouvent les différentes interprétations proposées en l'espèce. La Corée présente les observations suivantes sur l'interprétation correcte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping, en particulier en ce qui concerne les circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête est autorisée à ne pas tenir compte des ventes intérieures sur la base de sa constatation de l'existence d'une situation particulière du marché.

3. Une interprétation correcte de la situation particulière du marché doit être faite conformément aux règles générales de l'interprétation des traités telles que prévues dans la Convention de Vienne, à savoir que le traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.¹

4. Le texte même de l'article 2.2 permet à l'autorité chargée de l'enquête de rejeter les prix de vente intérieurs en constatant l'existence d'une situation particulière du marché lorsque trois conditions sont réunies: 1) il doit exister une situation "particulière" sur le "marché en cause"; 2) cette situation doit avoir un effet sur les "ventes du produit similaire sur le marché intérieur du pays exportateur"; et 3) l'effet doit être tel qu'il n'est pas possible de procéder à une "comparaison valable" avec le prix à l'exportation. La Corée est d'avis que les trois conditions doivent être remplies pour invoquer correctement l'exception relative à la situation particulière du marché. Elle examine tour à tour chacune des conditions.

5. Premièrement, dans sa première communication écrite, la Russie a donné les définitions du dictionnaire des termes "particulière", "marché" et "situation".² Selon le sens ordinaire de ces termes, la Corée souscrit à l'avis de la Russie selon lequel une situation particulière du marché fait référence à une situation "spéciale et distincte" sur un marché.³ À cet égard, la Corée estime qu'une situation "spéciale et distincte" ne comprendrait pas de circonstances qui se présentent normalement dans une économie qui fonctionne principalement sur la base du jeu des forces de l'offre et de la demande sur le marché.

6. La Corée ne considère pas, toutefois, que la situation doit concerner le pays exportateur dans son ensemble, comme il apparaît que la Russie le fait valoir.⁴ Une situation particulière du marché devrait plutôt être interprétée comme une situation qui se limite au marché d'un produit particulier. Une interprétation contextuelle à la lumière de l'objet et du but de l'Accord étaye cette constatation. Comme le fait observer l'UE, l'article 2.2 porte principalement sur l'établissement de la valeur normale par rapport à un produit similaire donné.⁵ Par conséquent, il est raisonnable que le "marché"

¹ Convention de Vienne sur le droit des traités, article 31 1).

² Russie, première communication écrite, paragraphe 140.

³ Russie, première communication écrite, paragraphe 142.

⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 142.

⁵ UE, première communication écrite, paragraphes 67 et 68.

auquel les prescriptions relatives à la situation particulière du marché s'appliquent soit le marché du produit particulier visé par l'enquête et non le marché dans son ensemble.

7. La Corée reconnaît que l'article 2.7 de l'Accord antidumping, comme l'a fait observer la Russie, fait référence à la note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT.⁶ Toutefois, elle estime qu'il ne serait pas correct d'accorder un poids indu à la note additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT dans l'interprétation de la situation particulière du marché au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Bien qu'elle puisse offrir une orientation en ce qui concerne le contexte pour l'interprétation de l'article 2.2, cette note additionnelle est une disposition juridiquement séparée qui concerne une situation spécifique différente de celle qui est exposée en détail dans l'Accord antidumping. La Corée estime que ni les Accords de l'OMC dans leur ensemble ni l'historique de la négociation de l'Accord antidumping ne permettent d'établir un lien significatif entre le concept de situation particulière du marché au sens de l'article 2.2 de l'Accord antidumping et la note additionnelle relative à l'article VI du GATT. En outre, la note additionnelle s'applique dans une situation très spécifique qui n'est peut-être même pas présente actuellement. La Corée fait remarquer que la note additionnelle concerne une situation "dans laquelle tous les prix intérieurs sont fixés par l'État". Par conséquent, interpréter une situation particulière du marché comme étant uniquement limitée à la situation décrite dans la note additionnelle rendrait effectivement inutile le concept de situation particulière du marché.

8. Deuxièmement, il est clair que la situation particulière du marché en question doit affecter les ventes intérieures du produit similaire dans le pays exportateur et non les ventes à l'exportation. Cela découle de la construction de l'article 2.1, 2.2 et 2.3 de l'Accord antidumping. L'article 2.1 établit la règle par défaut selon laquelle la valeur normale doit être basée sur le prix de vente du marché intérieur. L'article 2.2 établit les circonstances dans lesquelles l'autorité chargée de l'enquête doit déterminer la valeur normale sur une autre base. Par conséquent, la situation particulière du marché au titre de l'article 2.2 doit être comprise comme faisant référence à une situation qui affecte la valeur normale qui, autrement, serait déterminée conformément à l'article 2.1 – c'est-à-dire sur la base des ventes du produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur. À cet égard, l'article 2.2, qui porte sur le calcul de la valeur normale, contraste clairement avec l'article 2.3 qui s'applique à la détermination du prix à l'exportation.

9. Troisièmement, une situation particulière du marché pertinente est une situation qui a pour effet d'empêcher une "comparaison valable" avec le prix à l'exportation, comme l'exige l'article 2.2 de l'Accord antidumping. C'est seulement lorsqu'une situation particulière du marché empêche une "comparaison valable" que d'autres méthodes peuvent être utilisées pour déterminer la valeur normale. En revanche, si l'existence d'une situation particulière du marché est constatée mais qu'il n'y a aucune incidence sur la comparaison de la valeur normale et du prix à l'exportation, rien ne justifie le recours à d'autres méthodes. C'est seulement lorsqu'il y a des facteurs qui affectent différemment le calcul de la valeur normale et celui du prix à l'exportation que l'existence d'une situation particulière du marché peut être constatée, justifiant l'utilisation d'autres méthodes. L'Organe d'appel a confirmé cela dans l'affaire *CE – Accessoires de tuyauterie* lorsqu'il a dit que, pour qu'il ne soit pas tenu compte des prix de vente intérieurs sur la base de la constatation de l'existence d'une situation particulière du marché, il devait être établi que les "ventes sur le marché du pays exportateur ne "permett[aient] [pas] une comparaison valable" du fait de "la situation particulière du marché".⁷

10. La Corée estime que des situations spécifiques affectant le coût de production, telles que les subventions aux intrants, n'empêcheront habituellement pas une "comparaison valable" parce que les coûts de production sont en principe les mêmes, indépendamment du fait que le produit est destiné au marché national ou à l'exportation. Cela est confirmé par l'Organe d'appel qui a observé qu'en principe les subventions "affecteront [] les prix auxquels un producteur vend sa marchandise sur le marché intérieur et sur les marchés d'exportation de la même manière et dans la même mesure", étant donné que "toute baisse des prix imputable à la subvention sera prise en compte des deux côtés du calcul de la marge de dumping".⁸ En conséquence, la marge de dumping globale ne serait pas affectée par ce subventionnement.

⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 146.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *CE – Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 94.

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits antidumping et compensateurs (Chine)*, paragraphe 568.

11. Pour ces raisons, le fait que les prix sur le marché du pays exportateur sont "artificiellement bas" ne peut pas constituer à lui seul un fondement valable pour constater l'existence d'une situation particulière du marché. Le Groupe spécial doit plutôt examiner: 1) si la situation qui a donné lieu à des prix "artificiellement bas" relève d'un ensemble de circonstances exceptionnelles; 2) si les "prix bas" affectent les prix de vente intérieurs du produit similaire; et 3) s'ils créent une asymétrie avec le prix à l'exportation de sorte qu'une comparaison valable ne peut pas être effectuée. Seule une réponse affirmative à chacune de ces trois questions justifierait le recours à une autre méthode pour établir la valeur normale en cas de situation particulière du marché.

III. MÉTHODE DE CALCUL DU COÛT DE PRODUCTION CONFORMÉMENT À LA PREMIÈRE PHRASE DE L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. Lorsque les prix de vente intérieurs ne peuvent pas être utilisés, l'article 2.2 prévoit deux autres méthodes pour l'établissement de la valeur normale: l'utilisation des ventes à un pays tiers ou la construction de la valeur normale sur la base du "coût de production *dans le pays d'origine* majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices".⁹ Spécifiquement, dans le présent différend, sont en cause les conditions permettant de justifier le rejet des registres des frais tenus par les exportateurs conformément à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et, lorsque ces registres sont rejetés à bon droit, la question de savoir si l'interprétation correcte de l'article permet l'utilisation de frais extérieurs au pays pour déterminer le coût de production.

13. Sans prendre position sur la compatibilité de la législation de l'UE en cause, la Corée souhaite présenter les observations suivantes sur 1) les conditions permettant de ne pas tenir compte des registres des exportateurs ou producteurs faisant l'objet de l'enquête prévues à l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping et 2) la source des renseignements relatifs aux frais pouvant être utilisés au titre de l'article 2.2 et 2.2.1.1.

14. Premièrement, l'article 2.2.1.1 dispose que le coût de production sera normalement calculé sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête. Cette règle est subordonnée à deux conditions: 1) que les registres soient tenus "conformément aux principes comptables généralement acceptés du pays exportateur"; et 2) qu'ils "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré".

15. L'UE a suggéré que la référence à l'article 2.2 et l'utilisation du terme "normalement" à l'article 2.2.1.1, en plus des deux conditions susmentionnées, fournissaient aussi un fondement permettant de rejeter les *frais consignés* dans le cadre de la construction du *coût de production* lors d'une constatation de l'existence d'une situation particulière du marché.¹⁰ Toutefois, de l'avis de la Corée, le terme "normalement" n'étaye pas l'existence de situations autres que les deux prescrites à l'article 2.2.1.1 permettant de justifier qu'une autorité chargée de l'enquête déroge à l'obligation qui lui incombe d'utiliser les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête. En fait, d'après ce que la Corée comprend, l'emploi du terme "normalement" établit la présomption que si les conditions spécifiques énoncées à l'article 2.2.1.1 sont respectées, la source du calcul du coût de production doit être les registres tenus par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête. Ce point de vue a été confirmé par le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* (article 21:5 – États-Unis).¹¹

16. Deuxièmement, bien que l'article 2.2.1.1 ne contienne pas de restrictions explicites concernant la *source* des renseignements pouvant être utilisés dans les situations où les autorités chargées de l'enquête rejettent à bon droit les registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête, ces autorités sont toutefois tenues d'utiliser les renseignements qui reflètent les frais pertinents *dans le pays d'origine*. Cela ressort clairement du texte de l'Accord antidumping. En particulier, comme il a été indiqué plus haut, l'article 2.2 dispose que lorsqu'elles construisent la valeur normale, les autorités chargées de l'enquête doivent la baser sur "le coût de production *dans le pays d'origine*".¹² En outre, l'article 2.2.2, qui constitue un autre pilier dans l'établissement de la "valeur normale construite", dispose que les frais d'administration et de commercialisation, les frais de caractère général et les bénéfices seront basés sur les données du "pays d'origine".

⁹ Pas d'italique dans l'original.

¹⁰ UE, première communication écrite, paragraphe 98.

¹¹ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* (article 21:5 – États-Unis), paragraphe 7.29.

¹² Pas d'italique dans l'original.

17. Par conséquent, de l'avis de la Corée, même dans la situation où les frais consignés sont rejetés à bon droit, ces frais ne peuvent pas simplement être remplacés par des données extérieures au pays pour la construction de la valeur normale. En fait, dans les situations où des données extérieures au pays sont utilisées pour calculer le coût de production, l'autorité chargée de l'enquête est tenue de procéder aux ajustements nécessaires et de fournir une explication suffisante de la manière dont elle s'est assurée que le coût utilisé reflète les frais dans le pays d'origine. La Corée partage l'avis suivant exprimé par l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*: "*quelles que soient* les informations qu'elle utilise, l'autorité chargée de l'enquête doit s'assurer qu'elles sont utilisées pour établir le "coût de production dans le pays d'origine". Afin de se conformer à cette obligation, il peut être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête adapte les informations qu'elle recueille".¹³

18. Pour cette raison, chaque fois que des renseignements sont utilisés qui n'émanent pas du pays exportateur en question mais résultent de points de repère de pays tiers ou de points de repère mondiaux, il incombe à l'autorité chargée de l'enquête de s'assurer que les données relatives aux frais sont adaptées à l'objectif, à savoir l'établissement du coût de production *dans le pays d'origine*. Par conséquent, il est possible que les données doivent être ajustées et adaptées aux circonstances spécifiques concernées et étayées par une explication adéquate et motivée de façon à ce que les parties intéressées puissent exercer leurs droits de défense dans le cadre de procédures nationales ou de procédures de règlement des différends à l'OMC.

¹³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73. (pas d'italique dans l'original)

ANNEXE C-5

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE LA NORVÈGE

1. La Norvège se félicite de l'occasion qui lui est donnée de présenter ses vues sur les questions soulevées dans la présente procédure de groupe spécial.
2. La Norvège n'a pas adressé de communication écrite en tant que tierce partie au Groupe spécial et, sans prendre position sur les faits en l'espèce, elle présentera brièvement ses observations sur l'interprétation de la première phrase de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping.
3. La Fédération de Russie conteste la "méthode d'ajustement des frais" de l'Union européenne, selon laquelle, d'après les allégations, les autorités chargées de l'enquête de l'UE rejettent une partie des frais consignés dans les registres lorsqu'elles considèrent que ces frais et/ou prix sont "artificiellement ou anormalement bas" en raison de "distorsions" ou d'"entraves au marché" alléguées comme la réglementation des prix par les pouvoirs publics ou l'application de droits d'exportation dans le pays d'origine.¹
4. L'obligation imposée aux autorités chargées de l'enquête conformément à l'article 2.2.1.1 est subordonnée à deux conditions cumulatives:
 - i) que les registres de l'exportateur ou du producteur soient conformes aux principes comptables généralement acceptés (les "principes GAAP") du pays exportateur; et
 - ii) que ces registres tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré.
5. Si ces deux conditions sont remplies, les autorités chargées de l'enquête calculeront "normalement" les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur faisant l'objet de l'enquête.
6. D'après son sens ordinaire, l'adverbe "normally" (normalement) s'entend de "[u]nder normal or ordinary conditions; ordinarily; as a rule" (dans des conditions normales ou habituelles; habituellement; en règle générale).² Dans l'affaire *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, l'Organe d'appel a confirmé que "le fait de nuancer une obligation par l'adverbe "normalement" ne modifi[ait] pas nécessairement la qualification de cette obligation comme constituant une "règle", mais que le terme "normalement" indiquait que la règle "admet[tait] une dérogation" dans des conditions qui n'étaient pas "normales" ou "habituelles".³
7. En outre, le Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair* a aussi précisé que "l'utilisation du terme "normally" (normalement) figurant à l'article 2.2.1.1 signifi[ait] que l'autorité chargée de l'enquête [était] tenue d'expliquer pourquoi elle s'[était] écartée de la règle et [avait] refusé d'utiliser les livres et registres d'une société interrogée".⁴
8. Par conséquent, la jurisprudence de l'OMC indique qu'une autorité chargée de l'enquête peut s'écarter "de la norme" consistant à calculer les frais sur la base des registres de l'exportateur ou du producteur seulement: i) si les conditions ou circonstances pertinentes ne sont pas "normales" ou "habituelles"; et ii) si l'autorité chargée de l'enquête explique ou justifie cet écart.
9. S'agissant du sens de la deuxième condition énoncée dans la première phrase de l'article 2.2.1.1, la Norvège note que la question concernant le point de savoir si le critère du

¹ Fédération de Russie, première communication écrite, paragraphe 299.

² The New Shorter Oxford English Dictionary, 4^{ème} édition, L. Brown (éd.) (Oxford University Press, 1993), volume 2, page 1940.

³ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Cigarettes aux clous de girofle*, paragraphe 273.

⁴ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.161.

caractère raisonnable se rapporte à la qualité des registres en tant que telle a été précisée dans le rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*. Ce sont les *registres* qui doivent être conformes aux principes GAAP et les *registres* qui doivent "tenir compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré". L'Organe d'appel a estimé ce qui suit: "conformément au sens ordinaire des termes pris dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'Accord antidumping, nous croyons comprendre que cette condition fait référence à la question de savoir si les registres de l'exportateur ou du producteur représentent ou reproduisent durablement et suffisamment les frais engagés par l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête qui ont une véritable relation avec la production et la vente du produit spécifique considéré".⁵

10. De l'avis de la Norvège, la définition du dumping donnée à l'article VI du GATT de 1994 sous-tend cette interprétation de l'article 2.2.1.1. La réglementation ou l'intervention des pouvoirs publics sur le marché intérieur affectent généralement aussi bien les prix des produits consommés dans le pays que ceux des produits exportés. Ainsi, les produits ne sont pas "introduit[s] sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à [leur] valeur normale", comme l'exige la définition du dumping.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel*, paragraphe 6.26.

ANNEXE C-6

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DE L'UKRAINE

1. INTRODUCTION

1. L'Ukraine se félicite de l'occasion qui lui est donnée de participer en tant que tierce partie à l'affaire DS494 *Union européenne – Méthodes d'ajustement des frais et certaines mesures antidumping visant les importations en provenance de Russie (deuxième plainte)* et de présenter ses vues sur certaines questions soulevées par les parties au présent différend. Elle présentera ses observations sur l'interprétation et l'application des dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord antidumping").
2. L'Ukraine est particulièrement intéressée et préoccupée par les positions exprimées par la Russie en ce qui concerne l'interprétation et l'application de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, parce que la position de la Russie n'est ni étayée par le texte de l'article 2.2.1.1 ni par la constatation de l'Organe d'appel dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, contrairement à ce que la Russie allègue. Selon le libellé clair de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping, l'autorité chargée de l'enquête peut examiner si les frais consignés "tiennent compte raisonnablement des frais associés à la production et à la vente du produit considéré."
3. L'Ukraine se réserve le droit de soulever d'autres questions lors de l'audition des tierces parties par le Groupe spécial.

2. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ARTICLE 2.2.1.1 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

4. L'Ukraine fournira dans la présente section des éléments de compréhension et d'interprétation pertinents de l'article 2.2.1.1 de l'Accord antidumping en ce qui concerne l'ajustement du prix en fonction des frais.

2.1. Utilisation du prix de Waidhaus ajusté comme source d'information pour établir les coûts de production non faussés en Russie

5. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a pas exclu la possibilité qu'une autorité chargée de l'enquête puisse utiliser des informations et des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pour déterminer les prix dans le pays d'origine en indiquant que "l'autorité [pourrait] aussi avoir besoin de chercher des informations de ce type auprès de sources à l'extérieur du pays".¹
6. La référence à l'expression "dans le pays d'origine" indique toutefois que, quel que soit l'information ou l'élément de preuve qui est utilisé pour déterminer le "coût de production", il doit être à même ou capable de permettre d'aboutir à un coût de production dans le pays d'origine.² L'Organe d'appel a aussi dit dans son raisonnement que, aux fins du respect de cette obligation, il pouvait être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête adapte les informations qu'elle recueillait".³
7. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a confirmé l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'Union européenne avait agi d'une manière incompatible avec l'article 2.2.1.1 parce que "la détermination des autorités de l'UE établissant que les prix intérieurs des fèves de soja en Argentine étaient inférieurs aux prix internationaux en raison du système argentin de taxe à l'exportation ne constituait pas, en elle-même" une base suffisante pour conclure que les registres ne tenaient pas compte raisonnablement des coûts, ou pour ne pas tenir compte des coûts lors de la construction de la valeur normale du biodiesel.⁴

¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

² Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

³ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

⁴ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.55.

8. Toutefois, l'Ukraine estime que dans l'affaire *UE - Biodiesel (Argentine)* la situation était différente parce que le prix était réglementé par l'État et que l'État était un fournisseur prédominant du produit en question. En effet, la Russie possède les plus grandes ressources et réserves du monde de gaz naturel et de gisements de gaz et la majorité du gaz naturel en Russie est produit par Gazprom, une entreprise appartenant majoritairement à l'État, et donc le prix du gaz pour la consommation intérieure ne résulte pas des forces du marché.
9. En fait, une telle situation était en cause dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*. Dans cette affaire, l'Organe d'appel a confirmé que les obligations qui incombaient à l'autorité chargée de l'enquête au titre des dispositions respectives d'un accord applicable ne devraient pas être interprétées d'une manière qui compromettrait ou contournerait le droit des Membres d'appliquer des mesures compensatoires à l'encontre de subventions ou, comme en l'espèce, de contrebalancer le dumping dommageable.⁵
10. L'Ukraine estime que les constatations formulées par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV* sont pertinentes en l'espèce car toutes les dispositions de l'OMC, quel que soit l'Accord de l'OMC dans lequel elles figurent, constituent un contexte pertinent pour leur interprétation mutuelle lorsque le libellé le permet.⁶
11. Dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, l'Organe d'appel a aussi indiqué que le rôle des pouvoirs publics dans la fourniture d'une contribution financière, en termes de fourniture de produits et de services, pouvait être si prédominant qu'il déterminait effectivement le prix auquel les fournisseurs privés vendaient les produits identiques ou semblables, faussant ainsi l'ensemble du marché intérieur.⁷
12. Par conséquent, l'Ukraine souscrit au rejet par l'UE des frais liés au gaz russe et à son utilisation d'un prix ajusté à la frontière germano-tchèque (Waidhaus)⁸, en raison de la réglementation par l'État des prix sur le marché intérieur et de la différence importante avec les prix du marché payés sur les marchés à l'exportation non réglementés pour le gaz russe qui en résulte.
13. Dans le même ordre d'idées, l'Ukraine partage l'avis de l'UE selon lequel "il y a des circonstances dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête peut rejeter des données figurant dans le registre d'une entreprise faisant l'objet de l'enquête; et selon lequel il y a des circonstances dans lesquelles une autorité chargée de l'enquête peut avoir recours à des informations émanant d'un autre marché représentatif".⁹
14. En outre, dans l'affaire *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, et plus encore dans le contexte de l'antidumping dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a pas exclu la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête puisse utiliser des informations et des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pour déterminer les prix dans le pays d'origine.¹⁰
15. L'Organe d'appel a aussi indiqué qu'en utilisant ces informations et éléments de preuve, une autorité chargée de l'enquête devait s'assurer que ces informations étaient utilisées pour établir le "coût de production dans le pays d'origine". L'Organe d'appel a aussi dit dans son raisonnement que, aux fins du respect de cette obligation, il pouvait être nécessaire que l'autorité chargée de l'enquête adapte les informations qu'elle recueillait".¹¹
16. L'Ukraine est donc d'avis que l'UE a précisément agi précisément en conformité avec ces lignes directrices en ajustant ces prix pour parvenir au prix pratiqué en Russie.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphe 95.

⁶ Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Pommes*, paragraphe 173, note de bas de page 285.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Bois de construction résineux IV*, paragraphes 93 et 101.

⁸ Règlement d'exécution (UE) n° 2015/110 de la Commission, considérant 69.

⁹ UE, première communication écrite, paragraphe 103.

¹⁰ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.70.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *UE – Biodiesel (Argentine)*, paragraphe 6.73.

3. CONCLUSIONS

17. L'Ukraine espère que sa contribution au présent différend sera utile au Groupe spécial pour ce qui est d'évaluer objectivement la question dont il est saisi et d'élaborer les interprétations juridiques correspondantes des dispositions pertinentes de l'Accord antidumping. Elle remercie le Groupe spécial de l'occasion qui lui a été donnée d'exposer ses vues et serait heureuse de présenter d'autres observations lors de la séance avec les tierces parties ou de répondre à toute question que le Groupe spécial pourrait avoir.

ANNEXE C-7

RÉSUMÉ ANALYTIQUE INTÉGRÉ DES ARGUMENTS DES ÉTATS-UNIS

I. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 2 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

A. Allégation de la Russie selon laquelle le Règlement de base de l'UE prévoyant l'utilisation de prix "représentatifs" pour la valeur normale construite est incompatible "en tant que tel" avec l'article 2.2 de l'Accord antidumping

1. La Russie fait valoir que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne permet pas aux autorités chargées de l'enquête d'évaluer la "représentativité" des coûts de production dans le pays d'origine parce que le fait d'exiger que les coûts soient "représentatifs" – c'est-à-dire non affectés par des distorsions créées par les pouvoirs publics – impose une prescription qui ne figure pas dans le texte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping. Dans la mesure où le Groupe spécial juge nécessaire d'évaluer le bien-fondé de l'allégation de la Russie, les États-Unis formulent des observations sur l'interprétation correcte de l'article 2.2 de l'Accord antidumping.

2. L'article 2.2 de l'Accord antidumping précise que des valeurs de remplacement des prix sur le marché intérieur peuvent être utilisées pour déterminer la valeur normale lorsque du fait d'une "situation particulière du marché" ou d'un "faible volume de[] ventes sur le marché intérieur du pays exportateur", les prix intérieurs "ne permettent pas une comparaison valable". L'article 2.2 prescrit deux autres sources de données qui peuvent permettre une "comparaison valable" chaque fois que les données relatives aux prix de vente sur le marché intérieur ne peuvent pas être utilisées pour calculer la valeur normale: 1) un "prix comparable" pour le produit similaire lorsque celui-ci est exporté à destination d'un pays tiers "approprié", à condition que ce prix soit représentatif; ou 2) le coût de production dans le pays d'origine majoré d'un montant raisonnable pour les frais d'administration et de commercialisation et les frais de caractère général, et pour les bénéfices. Une expression clé figurant à l'article 2.2 est la "comparaison valable" et son emplacement dans le libellé de cet article renforce l'idée que la valeur normale doit être basée sur les prix (ou frais) qui "permettent ... une *comparaison valable*". L'article VI:1 du GATT de 1994 établit que la comparaison aux fins du dumping exige des prix ou des frais comparables. L'article VI:1 a) établit qu'il y a dumping lorsque le prix d'un produit exporté "est inférieur au prix *comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales* pour un produit similaire" sur le marché intérieur. Cela donne à penser que la "détermination de la comparabilité des prix" au titre de l'article VI:1 consiste d'abord à déterminer s'il existe un tel "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales". En l'absence de "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales" ou de valeur de remplacement appropriée, aucune comparaison aux fins de l'analyse du dumping ne peut être faite. Cela s'applique aux prix intérieurs, aux prix à l'exportation vers des pays tiers et aux coûts de production (qui incluent les prix pratiqués entre les fournisseurs d'intrants et l'exportateur ou le producteur faisant l'objet de l'enquête).

3. L'Accord antidumping est, comme son titre le laisse entendre, un accord sur l'application de l'article VI du GATT de 1994 qui met en œuvre, au moyen de son article 2, le principe de la comparabilité énoncé à l'article VI:1. Par exemple, l'article 2.1 de l'Accord antidumping établit qu'"un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping, c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale, si le prix à l'exportation de ce produit, lorsqu'il est exporté d'un pays vers un autre, est inférieur au prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur". Ce libellé est quasiment identique à celui de l'article VI:1 (spécifiquement la deuxième phrase et l'alinéa a)). L'article 2.1 conserve donc les éléments essentiels de l'article VI:1 en ce qui concerne les prix ou les coûts intérieurs devant être utilisés pour calculer la valeur normale. Spécifiquement, il doit y avoir un "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales". Par conséquent, l'expression "comparaison valable" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping reflète le fait que l'établissement de la valeur normale exige un "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales", et ne peut pas être interprétée comme empêchant l'autorité chargée de l'enquête d'évaluer les éléments de preuve selon lesquels l'intervention des pouvoirs publics affecte la "comparaison valable" des prix ou des coûts. Plusieurs exemples démontrent que l'on peut considérer que le prix intérieur, le prix à l'exportation vers un

pays tiers et le coût de production ne sont pas des "prix comparable[s] pratiqué[s] au cours d'opérations commerciales normales" lorsque les éléments de preuve versés au dossier indiquent qu'ils ne reflètent pas les principes commerciaux normaux:

- le prix d'une vente peut ne pas refléter les critères du marché;
- le prix d'une vente peut ne pas refléter les pratiques commerciales normales, notamment en relation avec d'autres conditions et modalités de vente;
- le prix d'une vente peut être un prix établi entre des parties liées, et non une transaction entre des entités économiquement indépendantes aux prix du marché, et par conséquent ne pas refléter les principes commerciaux normaux; ou
- le prix de vente d'un intrant utilisé dans la production du produit considéré peut ne pas être compatible avec le prix d'une transaction faite dans des conditions de pleine concurrence ou ne pas refléter les principes commerciaux normaux.

B. Allégations concernant l'expression "situation particulière du marché" figurant à l'article 2.2 de l'Accord antidumping

4. La Russie fait valoir que "la situation particulière du marché" mentionnée à l'article 2.2 de l'Accord antidumping se limite à "une seule circonstance ... qui affecte le marché du pays dans son ensemble" et non à une "situation particulière du marché pour le produit concerné". De l'avis de la Russie, des "prix artificiellement bas" ne peuvent pas servir de base pour une constatation relative à une situation particulière du marché, parce que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne contient aucun libellé concernant des "prix artificiellement bas" ou une comparaison avec "les prix du marché mondial ou les prix d'autres marchés représentatifs". Toutefois, comme il est indiqué plus haut, l'article 2.2 de l'Accord antidumping établit certaines options pour déterminer la valeur normale lorsque, "du fait de la situation particulière du marché ... de telles ventes ne permettent pas une comparaison valable". Cet article, qui contient l'expression "comparaison valable", renvoie à la définition du dumping donnée à l'article 2.1. Si une situation particulière du marché affecte la comparabilité des prix, par exemple si une situation particulière du marché indique que les prix de vente du produit similaire ne tiennent pas compte des conditions du marché (telles que celles qui reflètent les principes commerciaux normaux), ces prix de vente ne doivent pas être utilisés comme base pour la valeur normale parce qu'ils ne "permett[raient] [pas] une comparaison valable". Bien que l'article 2.2 de l'Accord antidumping ne définisse pas l'expression "situation particulière du marché", les définitions des mots individuels qui la composent en éclairent le sens – à savoir le fait qu'elle se réfère à une condition spécifique ou à un ensemble spécifique de circonstances sur le marché intérieur. Par exemple, le mot "market" (marché) s'entend d'"[a] place or group with a demand for a commodity or service" (un lieu ou un groupe ayant une demande pour un produit ou un service), et le mot "situation" (situation) s'entend généralement de "condition or state of a thing" (condition ou état d'une chose). Ces définitions indiquent que ce qui constitue une "situation particulière du marché" dépendra des faits particuliers en cause et devrait donc être évalué au cas par cas.

5. La Russie a tort d'affirmer que l'article 2.2 de l'Accord antidumping interdit une analyse de la question de savoir si "la réglementation par les pouvoirs publics du prix du produit concerné, y compris ses intrants, et non l'effet d'une telle réglementation" constitue une situation particulière du marché. L'autorité chargée de l'enquête peut constater l'existence d'une "situation particulière du marché" lorsque les éléments de preuve versés au dossier démontrent qu'une condition spécifique ou un ensemble spécifique de circonstances font que le prix comparable, pratiqué au cours d'opérations commerciales normales pour le produit similaire, ne se prête pas à une comparaison valable. Rien dans le libellé de l'article 2.2 ne donne à penser que le sens de l'expression "situation particulière du marché" est limité par la deuxième note additionnelle qui identifie une situation dans laquelle "la détermination de la comparabilité des prix ... peut présenter des difficultés spéciales". La situation identifiée existe dans le "cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État". Autrement dit, le texte ne limite pas la détermination selon laquelle il n'y a aucun "prix comparable pratiqué au cours d'opérations commerciales normales" à cette unique situation. La reconnaissance par les Membres d'un "cas" présentant des difficultés spéciales ("Il est reconnu que, dans le cas ...") n'implique pas logiquement qu'il ne pourrait pas y avoir d'autre "cas".

6. En outre, l'historique de la deuxième disposition additionnelle relative à l'article VI:1 n'étaye pas les conditions de la situation particulière du marché proposées par la Russie non décrites dans le texte. Comme la Russie le note, en 1955, le sous-groupe du Groupe de travail a rejeté la proposition de la Tchécoslovaquie de modifier l'alinéa 1.b) de l'article VI du GATT de 1947 "en vue de résoudre le problème spécial qui consiste à trouver des prix comparables pour l'application de cet alinéa au cas d'un pays dont toutes ou presque toutes les opérations commerciales sont exercées par un monopole d'État". Toutefois, le sous-groupe n'a pas estimé qu'une modification de l'article VI:1 serait nécessaire pour une constatation selon laquelle les prix du marché intérieur n'étaient pas utilisables pour effectuer une comparaison aux fins de l'analyse du dumping. Au lieu de cela, il a recommandé l'adoption d'une "note interprétative" quasiment identique à ce qu'est aujourd'hui la deuxième note additionnelle. Par conséquent, l'activité du sous-groupe en 1955 étaye aussi l'interprétation de l'article VI du GATT de 1994 donnée par les États-Unis.

C. Allégations selon lesquelles l'article 2.5 du Règlement de base de l'UE et la "méthode d'ajustement des frais" sont incompatibles avec l'article 2.2.1.1, 2.2 et 2.2.1 de l'Accord antidumping

7. La Russie fait valoir que l'UE applique une mesure non écrite – à savoir une "méthode d'ajustement des frais" – en tant que "mesure qui présente certaines caractéristiques et qui sera appliquée ou probablement appliquée à l'avenir". Pour évaluer l'allégation de la Russie, le Groupe spécial devrait examiner: si la règle ou la norme incorporée dans cette mesure est imputable au Membre défendeur; la teneur précise de la mesure; et si la mesure est appliquée de manière générale et prospective. Pour l'examen d'une mesure non écrite, l'Organe d'appel a noté qu'"[u]ne rigueur particulière [était] requise ... pour étayer une conclusion quant à l'existence d'une "règle ou norme" qui n'[était] pas énoncée sous la forme d'un document écrit". Par conséquent, un groupe spécial "ne [devait] pas présumer à la légère l'existence d'une "règle ou norme" car en faisant ainsi il "agirait d'une manière incompatible avec ses obligations", à savoir "procéder à une évaluation objective de la question" dont il [était] saisi".

8. S'agissant du fond des allégations de la Russie, le membre de phrase "[a]ux fins du paragraphe 2" indique que l'article 2.2.1.1 devrait être lu conjointement avec l'article 2.2. Les frais calculés conformément à l'article 2.2 doivent être capables de générer "une valeur de remplacement appropriée pour le prix du produit similaire au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur lorsque la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures". Étant donné que l'utilisation des frais conformément à l'article 2.2.1.1 doit être capable de générer une valeur de remplacement pour permettre une comparaison valable, le terme "frais" fait référence aux frais qui reflètent les principes commerciaux normaux associés à la production du produit dans le pays exportateur et non simplement aux "frais" reflétés, par exemple, dans le prix d'une facture. Le fait que les frais soient "associés à la production et à la vente du produit considéré" étaye aussi une conception commerciale des frais, parce que l'expression "associés à" suggère l'existence d'un lien fondamental entre les coûts économiques réels et la production ou la vente du produit considéré. L'Accord antidumping, dans d'autres circonstances, indique de même que l'autorité chargée de l'enquête devrait examiner des données réelles et économiquement significatives.

9. Dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel a reconnu que les autorités chargées de l'enquête disposaient d'une marge de manœuvre au titre de l'article 2.2.1.1 pour rejeter ou ajuster les frais consignés dans certaines situations. Il a spécifiquement rejeté l'argument selon lequel "aussi déraisonnables que soient les coûts de production (ou de vente) indiqués dans les registres de l'entreprise faisant l'objet de l'enquête par rapport à une valeur de remplacement ou à un point de repère compatible avec une situation normale de marché, il n'y [avait] rien qu'une autorité chargée de l'enquête puisse faire". Une vente n'ayant pas lieu dans des conditions de pleine concurrence illustre un type de transaction pour laquelle l'autorité chargée de l'enquête peut regarder au-delà des registres d'un défendeur et déterminer si la transaction ne "tient pas compte raisonnablement" de tous les coûts supportés pour la production et la vente du produit, parce que le prix déclaré peut ne pas tenir compte de manière exacte et fiable de l'interaction entre acheteurs et vendeurs indépendants. Lorsque la valeur normale ne peut pas être déterminée sur la base des ventes intérieures, les frais calculés conformément à l'article 2.2.1.1 doivent pouvoir générer une valeur de remplacement appropriée du prix du produit similaire pratiqué au cours d'opérations commerciales normales sur le marché intérieur du pays exportateur. Par conséquent, comme dans la situation dans laquelle les parties à une transaction sont liées, lorsqu'un État intervient sur le marché et affecte la capacité des acheteurs et des vendeurs de réaliser des transactions

conformément à leurs propres intérêts commerciaux, "il y a des raisons de supposer que le prix de vente *pourrait* être fixé en fonction de critères qui ne sont pas ceux du marché". Le rapport du Groupe de travail de l'accession de la Russie à l'OMC met en avant l'interprétation selon laquelle, lorsqu'il existe des éléments de preuve suffisants de l'absence possible de conditions commerciales normales (par exemple, à cause de l'intervention de l'État), l'autorité chargée de l'enquête devrait pouvoir examiner, au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, les registres tenus par une entreprise faisant l'objet d'une enquête.

10. Les États-Unis rappellent que rien dans le texte de l'article 2.2 n'interdit l'utilisation de renseignements extérieurs au pays pour évaluer les frais consignés ou pour ajuster ou remplacer les frais consignés dans le cadre de l'établissement des frais appropriés d'un producteur individuel. En effet, dans l'affaire *UE – Biodiesel (Argentine)*, l'Organe d'appel n'a pas exclu la possibilité que l'autorité chargée de l'enquête puisse utiliser des renseignements et des éléments de preuve émanant de l'extérieur du pays d'origine pour déterminer les prix dans le pays d'origine. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, lorsque l'autorité chargée de l'enquête rejette les données relatives aux frais au titre de la deuxième condition énoncée à l'article 2.2.1.1, les renseignements émanant de sources extérieures au pays pourraient être utilisés pour parvenir au coût de production dans le pays d'origine.

11. L'article 2.2.1 de l'Accord antidumping indique une méthode pour déterminer si les ventes à des prix inférieurs aux coûts peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales. Les "règles servant à calculer les coûts qui sont utilisées pour déterminer si les ventes inférieures au coût peuvent être considérées comme n'ayant pas lieu au cours d'opérations commerciales normales en raison de leur prix sont énoncées à l'article 2.2.1.1". Si une autorité chargée de l'enquête impartiale et objective trouvait une base d'éléments de preuve appropriée pour rejeter ou ajuster un coût qui ne reflétait pas les principes commerciaux normaux au titre de l'article 2.2.1.1, et fournissait une explication motivée et adéquate pour ce faire, elle ne serait toutefois pas tenue d'utiliser les renseignements relatifs aux coûts qu'elle aurait déjà rejetés en appliquant le critère au titre de l'article 2.2.1.

II. INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 18.3 DE L'ACCORD ANTIDUMPING

12. L'article 18.3 de l'Accord antidumping peut se rapporter aux allégations de la Russie concernant des déterminations formulées avant son accession à l'OMC en 2012. Au titre de l'article 18.3, l'Accord antidumping s'applique aux enquêtes et aux réexamens de "mesures existantes" qui ont été "engagés sur demande présentée à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre ou après cette date". Par conséquent, l'Accord antidumping ne s'applique pas aux enquêtes ou réexamens antérieurs à la "date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC pour un Membre". Le Groupe spécial *États-Unis – DRAM* a observé que l'article 18.3 n'indiquait pas que l'Accord antidumping s'appliquait à "tous les aspects" d'une "mesure antérieure à [l'accession à] l'OMC simplement parce que des parties de cette mesure [faisaient] l'objet d'un réexamen postérieur à [l'accession à] l'OMC". En outre, l'Organe d'appel a identifié la disposition parallèle de l'Accord SMC, l'article 32.3, comme "règle transitoire", laissant entendre qu'elle exprimait "l'intention expresse de fixer le moment à partir duquel le nouvel *Accord sur l'OMC* serait applicable aux enquêtes et réexamens ... à un moment différent de celui retenu pour d'autres mesures de caractère général" et qu'elle s'appliquait lorsqu'une procédure "était en cours au moment de l'entrée en vigueur de l'*Accord sur l'OMC*". De plus, "la situation d'un futur Membre de l'OMC, qui accède" à l'OMC "est différente de celle des anciennes parties contractantes au GATT de 1947 ou des signataires du ... *Tokyo Round* parce que ces accords ne s'appliquaient pas auparavant à ses relations commerciales avec d'autres États".

III. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ANALYSE DE LA SOUS-COTATION DES PRIX

13. Les obligations qui incombent à l'autorité chargée de l'enquête dans le cadre d'une détermination de la probabilité d'un dommage ne découlent pas de l'article 3 mais de l'article 11.3 de l'Accord antidumping. L'article 11.3 oblige les autorités chargées de l'enquête à "déterminer" s'il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront si le droit est supprimé, dans le cadre d'un "réexamen". Dans l'affaire *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, l'Organe d'appel a dit que le sens ordinaire du terme "determine" (déterminer) était "to decide or settle" (décider ou régler) et que le sens ordinaire du terme "review" (réexamen), était "an examination or a reconsideration of some subject" (un examen ou une reconsidération d'un sujet). Sur la base de ce libellé, il a constaté que l'autorité chargée de l'enquête

devait arriver à une "conclusion motivée sur la base des renseignements recueillis dans le cadre d'un processus de reconsidération et de réexamen". En outre, l'Organe d'appel a estimé, comme le Groupe spécial, que "[l']autorité chargée de l'enquête [devait] disposer d'une base factuelle suffisante pour lui permettre de tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité que le [dommage] subsiste ou se reproduise". Il a souligné, toutefois, que la conclusion motivée nécessaire quant à la probabilité d'un dommage ne devait pas être obtenue dans chaque cas, à l'aide d'une méthode particulière ou de l'examen de facteurs particuliers. La nécessité de procéder à une telle analyse dans une affaire donnée découle de la prescription énoncée à l'article 11.3 exigeant qu'une détermination de la probabilité d'un dommage repose sur une "base factuelle suffisante" permettant à l'organisme administratif de tirer des "conclusions motivées et adéquates", et non des prescriptions de l'article 3.

14. Dans la mesure où le Groupe spécial juge nécessaire d'évaluer le bien-fondé des allégations de la Russie concernant l'analyse de la sous-cotation des prix, il devrait évaluer la question de savoir si l'autorité chargée de l'enquête a agi conformément à l'article 11.3 de l'Accord antidumping de telle sorte qu'elle disposait d'une base factuelle suffisante, fondée sur les renseignements recueillis dans le cadre du processus de reconsidération et de réexamen, pour tirer des conclusions motivées et adéquates concernant la probabilité d'un dommage.

IV. ALLÉGATIONS CONCERNANT L'ÉCHANTILLONNAGE DE LA BRANCHE DE PRODUCTION NATIONALE

15. La Russie fait valoir que dans leur réexamen à l'expiration concernant le nitrate d'ammonium russe en 2014, les autorités de l'UE ont utilisé un échantillon de producteurs nationaux non représentatif, en violation des articles 3.1, 3.4, 4.1 et 11.3 de l'Accord antidumping. Pour déterminer si l'abrogation de l'ordonnance relative au nitrate d'ammonium était susceptible d'entraîner la reproduction du dommage pour ces producteurs, l'UE a procédé à un échantillonnage des producteurs nationaux en invitant ceux qui n'avaient pas été inclus dans l'échantillon provisoire à se porter volontaires en vue de leur inclusion.

16. L'article 11.3 de l'Accord antidumping dispose que les autorités chargées de l'enquête doivent examiner s'"il est probable que le dumping et le dommage subsisteront ou se reproduiront" pour la "branche de production nationale". Dans le cadre du réexamen à l'expiration, y compris l'analyse de la probabilité d'un dommage, les prescriptions globales reflétées dans l'article 3.1 selon lesquelles une détermination de l'existence d'un dommage doit se fonder sur des éléments de preuve positifs et un examen objectif seraient aussi pertinentes pour les déterminations de la probabilité d'un dommage au titre de l'article 11.3. En l'espèce, compte tenu du nombre limité de producteurs dans la branche de production nationale, le Groupe spécial devrait évaluer si l'échantillonnage de cette branche de production a introduit un risque important de distorsion et entraîné une définition faussée de la branche de production nationale, empêchant ainsi un examen objectif. Une telle distorsion, le cas échéant, pourrait favoriser indûment un demandeur, d'une manière incompatible avec les prescriptions d'objectivité énoncées dans l'Accord antidumping.

17. Dans l'affaire *CE – Éléments de fixation*, l'Organe d'appel a examiné si l'autorité chargée de l'enquête pouvait, conformément à la prescription d'objectivité, définir la branche de production nationale en publiant un avis invitant les producteurs nationaux à demander volontairement à être inclus dans la définition de la branche de production nationale. Dans cette affaire, l'UE avait publié un avis invitant les producteurs nationaux à se manifester et à demander volontairement à être inclus dans un échantillon de la branche de production nationale. Elle a ensuite défini la branche de production nationale en incluant uniquement les producteurs qui avaient répondu à l'avis et demandé volontairement à être inclus dans l'échantillon. L'Organe d'appel a considéré qu'"en définissant la branche de production nationale sur la base de la volonté d'être inclus dans l'échantillon, l'approche {de l'UE} [avait] imposé un processus d'autosélection parmi les producteurs nationaux qui [avait] introduit un risque important de distorsion", d'une manière incompatible avec l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

18. Le Groupe spécial devrait donc examiner si les autorités de l'UE 1) ont autorisé l'autosélection des entreprises et 2) si, en procédant ainsi, elles avaient introduit un risque de distorsion important, en violation de l'article 3.1 de l'Accord antidumping.

ANNEXE D

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

| Table des matières | | Page |
|---------------------------|--|-------------|
| Annexe D-1 | Décision préliminaire du Groupe spécial (2 septembre 2019) | 152 |

ANNEXE D-1

DÉCISION PRÉLIMINAIRE DU GROUPE SPÉCIAL

2 septembre 2019

1 INTRODUCTION

1.1. Dans sa première communication écrite, déposée le 10 mai 2019, l'Union européenne a demandé au Groupe spécial de décider que plusieurs allégations formulées par la Fédération de Russie (la Russie) en ce qui concerne les mesures antidumping qu'elle appliquait aux importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie ne lui étaient pas soumises à bon droit.¹

1.2. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater ce qui suit:

- a. l'allégation n° 1 et les autres allégations relatives à la gamme des produits visés, ainsi que les allégations n° 9, 16 à 21 et 17, ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial car elles ne relèvent pas du champ de la demande de consultations² et élargissent de façon inadmissible le champ du différend, en violation des articles 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (Mémoire d'accord);
- b. l'allégation n° 11 n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial car elle va au-delà du champ de la demande d'établissement d'un groupe spécial, en violation de l'article 6:2 du Mémoire d'accord;
- c. la Russie n'a pas précisément indiqué le Règlement n° 2018/1722 comme étant une mesure en cause. Par conséquent, les allégations n° 12 à 15 que la Russie fonde sur le Règlement n° 2018/1722 ne relèvent pas du champ de la procédure car elles ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord;
- d. l'allégation n° 14 ne relève pas du mandat du Groupe spécial car, en ce qui concerne cette allégation, la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord; et
- e. Les allégations n° 2, 18, 19 et 21 ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial car, en ce qui concerne ces allégations, la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.³

1.3. La Russie a répondu à la demande de l'Union européenne le 17 juin 2019. Elle considère que ces allégations sont soumises à bon droit au Groupe spécial et demande à celui-ci de décider ce qui suit:

- a. l'allégation n° 1 et les autres allégations relatives à la gamme des produits visés, ainsi que les allégations n° 9, 16 à 21 et 17 sont soumises à bon droit au Groupe spécial conformément aux articles 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord;

¹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 11 à 44.

² Le 7 mai 2015, la Russie a demandé l'ouverture de consultations avec l'Union européenne au sujet, entre autres choses, des mesures antidumping appliquées par la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne aux importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie (document WT/DS494/1 du 19 mai 2015). Les consultations ont eu lieu le 26 juin 2015. La Russie a demandé l'ouverture de nouvelles consultations avec l'Union européenne le 29 mars 2016 (document WT/494/1/Add.1 du 6 avril 2016). Dans la présente décision, nous appelons le document WT/494/1/Add.1 la "demande de consultations de la Russie".

³ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 44.

- b. l'allégation n° 11 est soumise à bon droit au Groupe spécial, conformément aux articles 6:2 et 7:1 du Mémoire d'accord;
- c. le Règlement n° 2018/1722 est visé par la demande d'établissement d'un groupe spécial, et les allégations n° 12 à 15 sont soumises à bon droit au Groupe spécial, conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord; et
- d. les allégations n° 2, 14, 18, 19 et 21 sont soumises à bon droit au Groupe spécial conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.⁴

2 DISPOSITIONS PERTINENTES ET CRITÈRE JURIDIQUE

2.1 Cohérence entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial

2.1. Les articles 4 et 6 du Mémoire d'accord définissent un processus selon lequel une partie plaignante doit demander des consultations, et des consultations doivent avoir lieu, avant qu'une question puisse être portée devant l'Organe de règlement des différends (ORD) en vue de l'établissement d'un groupe spécial.⁵

2.2. La partie pertinente de l'article 4:4 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

Toute demande de consultations sera déposée par écrit et motivée; elle comprendra une indication des mesures en cause et du fondement juridique de la plainte.

2.3. La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémoire d'accord dispose ce qui suit:

La demande d'établissement d'un groupe spécial sera présentée par écrit. Elle précisera si des consultations ont eu lieu, indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

2.4. Il est toutefois bien établi qu'il ne doit pas nécessairement y avoir d'identité précise entre la demande de consultations présentée par [un Membre] et sa demande d'établissement d'un groupe spécial, qu'il s'agisse des mesures spécifiques en cause ou du fondement juridique de la plainte".⁶

2.5. S'agissant des *mesures en cause*, les articles 4:4 et 6:2 du Mémoire d'accord n'exigent pas "une *identité précise et exacte*" de la demande de consultations et de la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'"essence" des mesures contestées n'ait pas été modifiée.⁷

2.6. La même logique s'applique en ce qui concerne le *fondement juridique de la plainte*: le fondement juridique mentionné dans la demande de consultations n'a pas à être identique au fondement juridique énoncé dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, du moment que "l'on puisse raisonnablement dire" que ce dernier "est le prolongement" de la demande de consultations et des consultations elles-mêmes.⁸

2.2 Caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial

2.7. Conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit satisfaire à deux prescriptions distinctes, à savoir i) l'indication des mesures spécifiques en cause; et ii) la fourniture d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.⁹

⁴ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 169.

⁵ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 131.

⁶ Rapport du Groupe spécial *UE – Chaussures (Chine)*, paragraphe 7.61.

⁷ Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Aéronefs*, paragraphe 132. (italique dans l'original)

⁸ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

⁹ Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125.

2.8. L'indication des mesures spécifiques en cause et du fondement juridique de la plainte a une double fonction. Premièrement, elle constitue le fondement du mandat d'un groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémoire d'accord. Deuxièmement, elle informe les autres Membres de l'OMC de la nature du différend, ce qui permet ensuite au défendeur de préparer sa défense et permet aux autres Membres d'évaluer s'ils ont un intérêt dans l'affaire.¹⁰

2.9. Le respect des prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémoire d'accord doit être démontré *par le texte* de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques en cause et contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui est suffisant pour énoncer clairement le problème, un groupe spécial doit procéder à un examen objectif de la demande *dans son ensemble*, telle qu'elle existait au moment du dépôt, et en se fondant sur le libellé qui y est utilisé.¹¹ Un exposé du fondement juridique de la plainte est considéré comme "suffisant pour énoncer clairement le problème" lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial établit explicitement un lien entre la mesure contestée et la disposition dont il est allégué qu'elle a été violée. Cela garantit qu'un défendeur puisse "savoir à quelle argumentation [il] doit répondre, et ... commencer à préparer sa défense".¹²

2.10. Il n'est pas possible de remédier aux lacunes d'une demande d'établissement d'un groupe spécial dans des communications ultérieures. Néanmoins, lorsqu'on examine le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est possible de consulter les communications et les déclarations présentées par les parties au cours de la procédure, en particulier la première communication écrite de la partie plaignante, afin: i) de confirmer le sens des termes utilisés dans la demande d'établissement; et ii) d'évaluer s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre.¹³

3 OBJECTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE CONCERNANT LE CHAMP DE LA DEMANDE DE CONSULTATIONS

3.1 Allégation n° 1 et autres allégations relatives à la gamme des produits visés par les mesures antidumping

3.1.1 Principaux arguments des parties

3.1. L'allégation n° 1 concerne la gamme des produits visés par certains réexamens menés par les autorités de l'UE au sujet des importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie.

3.2. La Russie allègue que, tandis que l'enquête initiale menée par la Commission européenne visait uniquement le nitrate d'ammonium utilisé comme engrais dans l'agriculture (nitrate d'ammonium de qualité engrais), les réexamens ultérieurs ont élargi les mesures antidumping à deux autres produits: le nitrate d'ammonium stabilisé et le nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Selon elle, les autorités de l'UE ont ainsi élargi de manière inadmissible la gamme des produits visés par les mesures au fil du temps, en contradiction avec plusieurs dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994.¹⁴

3.3. Dans sa demande de décision préliminaire, l'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que l'allégation n° 1 de la Russie et les autres allégations relatives à la gamme des produits visés qui figurent dans la première communication écrite de la Russie ne relèvent pas du champ de la présente procédure dans la mesure où elles se rapportent au nitrate d'ammonium de qualité industrielle. Elle fait observer que, tandis que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie indique que le "nitrate d'ammonium stabilisé" et le "nitrate d'ammonium de qualité industrielle" sont des produits qui ne relevaient pas du champ des enquêtes initiales, sa demande

¹⁰ Rapports de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23; *CE – Bananes III*, paragraphe 142; *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126; *États-Unis – Maintien de la réduction à zéro*, paragraphe 161; et *États-Unis – Réduction à zéro (Japon)* (article 21:5 – Japon), paragraphe 108.

¹¹ Rapport de l'Organe d'appel *CE et certains États membres – Aéronefs civils gros porteurs*, paragraphe 641.

¹² Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.

¹³ Rapports de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127; et *Australie – Pommes*, paragraphe 418.

¹⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 510 à 571.

de consultations fait référence uniquement au "nitrate d'ammonium stabilisé" et ne fait aucune mention du "nitrate d'ammonium de qualité industrielle". Selon l'Union européenne, l'allégation de la Russie concernant le nitrate d'ammonium de qualité industrielle n'aurait pas pu apparaître pendant les consultations, étant donné les références à ce produit faites par les parties intéressées au cours des procédures correspondantes.¹⁵

3.4. La Russie répond que, bien que la demande de consultations ne mentionne pas le "nitrate d'ammonium de qualité industrielle", l'ajout d'une référence à ce produit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial était le prolongement de l'allégation n) figurant dans sa demande de consultations ainsi que de clarifications reçues pendant les consultations.¹⁶ La Russie estime en outre que cette inclusion ne modifie pas l'essence du différend car, dans le cadre de l'allégation n) de sa demande de consultations et de l'allégation n° 1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial, elle conteste le fait que les autorités de l'UE ne disposaient pas d'éléments de preuve:

... pour engager un réexamen à l'expiration, proroger les mesures antidumping, percevoir et continuer de percevoir des droits antidumping sur une partie des produits actuellement visés par les mesures antidumping.¹⁷

3.1.2 Évaluation du Groupe spécial

3.5. Nous rappelons qu'il ne doit pas nécessairement y avoir d'identité précise entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'"essence" des mesures contestées n'ait pas été modifiée.

3.6. Au paragraphe n) de la demande de consultations de la Russie, il est indiqué ce qui suit:

L'Union européenne a engagé un réexamen à l'expiration, a établi des déterminations de la probabilité que le dommage et le dumping se reproduiraient, a prorogé les mesures antidumping, a perçu et continue de percevoir des droits antidumping sur les importations de *nitrate d'ammonium stabilisé* pour lesquelles aucune enquête antidumping n'avait jamais été menée et pour lesquelles aucune détermination de l'existence d'un dumping et d'un dommage important n'avait jamais été faite.¹⁸

3.7. L'allégation n° 1 de la demande d'établissement d'un groupe spécial contient la même description de l'allégation de la Russie, sauf qu'une référence au nitrate d'ammonium de qualité industrielle y a été ajoutée.¹⁹ Nous notons en outre que la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial lient toutes deux cette allégation aux mêmes mesures en cause, à savoir le Règlement n° 2022/95 du Conseil (qui contient les résultats de l'enquête initiale) et les réexamens ultérieurs, dont le Règlement d'exécution n° 999/2014 de la Commission (Règlement n° 999/2014), qui contient les résultats du troisième réexamen à l'expiration.

3.8. D'après ce que nous croyons comprendre des allégations de la Russie relatives à la gamme des produits visés, l'Union européenne a enfreint un ensemble de dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994 en élargissant indûment le champ des mesures antidumping. Nous considérons qu'ajouter une référence au nitrate d'ammonium de qualité industrielle dans la demande d'établissement d'un groupe spécial ne modifie pas l'essence du présent différend car la question sous-jacente demeure l'incohérence alléguée entre la gamme des produits visés par l'enquête initiale et la gamme des produits visés par les réexamens ultérieurs.

3.9. Nous prenons note de l'argument de l'Union européenne selon lequel la question de la gamme des produits visés avait déjà été soulevée en ce qui concerne le nitrate d'ammonium de qualité industrielle pendant les procédures correspondantes, de sorte que l'on ne peut pas dire que l'inclusion de ce produit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial soit raisonnablement le prolongement des consultations.²⁰ Toutefois, nous prenons également note de la déclaration de la Russie selon laquelle elle a "obtenu la confirmation pendant les consultations en ce qui concerne

¹⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 19.

¹⁶ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphes 50 et 51.

¹⁷ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 50.

¹⁸ Russie, demande de consultations, page 4 (pas d'italique dans l'original).

¹⁹ Fédération de Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, WT/DS494/4 (Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial), page 6.

²⁰ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 19.

le champ d'application de la mesure antidumping, en particulier le nitrate d'ammonium de qualité industrielle".²¹

3.10. En conséquence, nous concluons que l'ajout du "nitrate d'ammonium de qualité industrielle" dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie est raisonnablement le prolongement de la demande de consultations et ne modifie pas l'essence du différend. Par conséquent, nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que nous décidions que l'allégation n° 1 de la Russie et les autres allégations relatives à la gamme des produits visés ne nous sont pas soumises à bon droit dans la mesure où elles se rapportent au nitrate d'ammonium de qualité industrielle.

3.2 Allégation n° 9

3.2.1 Principaux arguments des parties

3.11. L'allégation n° 9 concerne le fait allégué que les autorités de l'UE n'ont pas examiné l'incidence d'une absence de dumping par les principaux exportateurs russes pendant la période couverte par l'enquête aux fins du troisième réexamen à l'expiration. La Russie a invoqué comme fondement juridique les articles 11.3, 2.1, 2.3, 6.8 et 6.10 de l'Accord antidumping.

3.12. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que l'allégation n° 9 de la Russie, dans la mesure où elle invoque les articles 2.3, 6.8 et 6.10 de l'Accord antidumping, ne lui est pas soumise à bon droit car l'allégation correspondante figurant dans la demande de consultations de la Russie – l'allégation e) – mentionne seulement les articles 2.1 et 11.3 de l'Accord antidumping.²²

3.13. La Russie affirme que l'allégation n° 9 en ce qui concerne les articles 2.3, 6.8 et 6.10 de l'Accord antidumping est le prolongement des allégations e) et h) figurant dans la demande de consultations ainsi que de clarifications reçues au cours des consultations et d'éléments de preuve recueillis avant les consultations et par la suite.²³

3.2.2 Évaluation du Groupe spécial

3.2.2.1 Articles 2.3 et 6.8 de l'Accord antidumping

3.14. Le paragraphe e) de la demande de consultations de la Russie énonce une allégation au titre des articles 11.3 et 2.1 de l'Accord antidumping concernant le fait allégué que les autorités de l'UE n'ont pas examiné l'incidence de l'absence de dumping par les principaux exportateurs russes au cours de la période couverte par l'enquête aux fins du réexamen.²⁴ Cette allégation ne mentionne pas les articles 2.3 et 6.8 de l'Accord antidumping, comme le fait observer l'Union européenne.

3.15. Toutefois, comme la Russie, nous notons qu'une allégation connexe figurant dans la demande de consultations concernant l'utilisation des renseignements des producteurs faisant l'objet de l'enquête et l'application des données de fait disponibles est fondée sur les articles 2.3 et 6.8 de l'Accord antidumping. Spécifiquement, au paragraphe h) de la demande de consultations de la Russie, il est allégué que les mesures en cause sont incompatibles avec:

les articles 11.3, 2.1, 2.3, 6.8 et les paragraphes 3, 5, 6 et 7 de l'Annexe II de l'Accord antidumping et l'article VI:1 du GATT de 1994 parce que l'Union européenne, lorsqu'elle a effectué la détermination de l'existence d'un dumping, a rejeté à tort les données relatives aux prix à l'exportation communiquées par les exportateurs russes et a fondé à tort ses constatations sur l'existence d'un dumping sur les données de fait disponibles.²⁵

3.16. À notre avis, le fait que le plaignant a structuré sa demande d'établissement d'un groupe spécial différemment de sa demande de consultations n'équivaut pas à une modification de l'essence du différend et ne porte pas atteinte à la capacité du défendeur de préparer sa défense. Par

²¹ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 51.

²² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 21.

²³ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 58.

²⁴ Russie, demande de consultations, page 3.

²⁵ Russie, demande de consultations, page 3.

conséquent, nous rejetons la demande de l'Union européenne d'exclure l'allégation n° 9 de la Russie du champ du différend dans la mesure où elle invoque les articles 2.3 et 6.8 de l'Accord antidumping.

3.2.2.2 Article 6.10 de l'Accord antidumping

3.17. Contrairement aux articles 2.3 et 6.8, l'article 6.10 de l'Accord antidumping n'est pas mentionné dans la demande de consultations de la Russie. Cette disposition impose à l'autorité chargée de l'enquête l'obligation de calculer des marges de dumping individuelles pour chaque exportateur ou producteur connu, sauf dans les cas où le nombre important d'exportateurs, de producteurs, d'importateurs ou de types de produits visés rend des déterminations de marges de dumping individuelles irréalisables.²⁶

3.18. Nous rappelons qu'à l'appui de l'allégation n° 9, la Russie invoque également les articles 11.3, 2.1, 2.3 et 6.8 de l'Accord antidumping. Ces dispositions traitent respectivement des réexamens à l'expiration, de la détermination de l'existence d'un dumping et des prix à l'exportation, et de l'utilisation des données de fait disponibles. À cet égard, la Russie fait valoir ce qui suit:

... l'allégation exposée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et celles qui sont indiquées dans la demande de consultations ont trait à la même question faisant l'objet du différend et reposent sur les mêmes circonstances factuelles. En effet, l'allégation e) de la demande de consultations du 29 mars comme l'allégation n° 9 de la demande d'établissement d'un groupe spécial contestent le fait que l'UE n'a pas examiné les éléments de preuve appropriés ni ne s'est appuyée dessus pour arriver à ses conclusions concernant l'existence d'une probabilité que le dumping subsisterait ou se reproduirait au cours du réexamen à l'expiration. Spécifiquement, ces allégations concernent le fait que l'UE n'a pas examiné l'incidence de l'absence de dumping par certains exportateurs russes.²⁷

3.19. Spécifiquement, en ce qui concerne son allégation au titre de l'article 6.10, la Russie fait valoir qu'elle:

est clairement le prolongement de l'allégation h) de la demande de consultations du 29 mars et d'une meilleure compréhension du fonctionnement de la mesure contestée acquise lors des consultations.²⁸

3.20. À l'appui de sa position selon laquelle on peut dire que son allégation au titre de l'article 6.10 est raisonnablement le prolongement de la demande de consultations, la Russie mentionne le rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*²⁹, dans lequel il est indiqué ce qui suit:

Bien qu'elle dépende nécessairement des circonstances propres à chaque affaire, l'application de ce critère dans des différends antérieurs montre qu'à tout le moins, il doit exister un certain rapport entre les allégations exposées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et celles qui sont indiquées dans la demande de consultations du point de vue des dispositions citées de l'obligation en cause ou de la question faisant l'objet du différend ou des circonstances factuelles ayant entraîné la violation alléguée.³⁰

3.21. Nous rappelons qu'il ne doit pas nécessairement y avoir d'identité précise du fondement juridique de la plainte entre la demande de consultations et la demande d'établissement d'un groupe spécial, à condition que l'"essence" des mesures contestées n'ait pas été modifiée.

3.22. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a considéré qu'une partie plaignante "[pouvait] acquérir des renseignements additionnels pendant les consultations ... qui pourraient justifier une révision de

²⁶ Article 6.10 de l'Accord antidumping.

²⁷ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 67. (note de bas de page omise)

²⁸ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 64.

²⁹ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, note de bas de page 72.

³⁰ Rapport du Groupe spécial *Chine – Produits à base de poulet de chair*, paragraphe 7.224. (note de bas de page omise)

la liste des dispositions conventionnelles avec lesquelles il [était] allégué que la mesure [était] incompatible". Une telle révision peut aboutir à une réduction du champ de la plainte, ou à "une reformulation de la plainte qui tienne compte de nouveaux renseignements de sorte que des dispositions additionnelles des accords visés deviennent pertinentes".³¹

3.23. Dans la demande de consultations, l'allégation h) est exposée comme suit:

... l'Union européenne, lorsqu'elle a effectué la détermination de l'existence d'un dumping, a rejeté à tort les données relatives aux prix à l'exportation communiquées par les exportateurs russes et a fondé à tort ses constatations sur l'existence d'un dumping sur les données de fait disponibles.

3.24. Comme l'Union européenne, nous notons que les dispositions de l'Accord antidumping mentionnées dans la demande de consultations et celles qui sont mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial à l'appui de l'allégation n° 9 sont différentes et, en particulier, qu'"à aucun moment la demande de consultations de la Russie ne fait la moindre mention de l'article 6.10".³² Mais nous convenons également avec la Russie que son allégation au titre de l'article 6.10 est étroitement liée aux autres allégations qu'elle formule dans le cadre de l'allégation h) de sa demande de consultations. Ces allégations ont trait à la décision de l'autorité chargée de l'enquête de ne pas s'appuyer sur les données relatives aux prix à l'exportation des sociétés incluses dans l'échantillon pour calculer une marge de dumping pour ces exportateurs. En ce sens, il apparaît que la question faisant l'objet du différend et les circonstances factuelles conduisant à la violation alléguée sont étroitement liées.

3.25. Nous constatons donc que l'on peut dire que l'inclusion de l'article 6.10 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est raisonnablement le prolongement de la demande de consultations et des consultations et ne modifie pas "l'essence" du différend. Pour ces raisons, nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que nous décidions que l'allégation n° 9, dans la mesure où elle invoque l'article 6.10 de l'Accord antidumping, ne nous est pas soumise à bon droit.

3.3 Allégations n° 16 à 21

3.3.1 Principaux arguments des parties

3.26. Les allégations n° 16 à 21 concernent certaines questions de procédure dont il est allégué qu'elles ont affecté la conduite du troisième réexamen à l'expiration. Elles sont fondées sur diverses dispositions de l'article 6 et de l'Annexe II de l'Accord antidumping, ainsi que sur l'article 11.4 du même accord.³³ L'article 11.4 dispose que les dispositions de l'article 6 concernant les éléments de preuve et la procédure dans le contexte des enquêtes initiales s'appliqueront aux réexamens.

3.27. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que les allégations n° 16 à 21 de la Russie, dans la mesure où elles font référence à l'article 11.4 de l'Accord antidumping, ne lui sont pas soumises à bon droit. Elle fait observer que l'article 11.4 n'était pas mentionné dans la demande de consultations de la Russie. Pour l'Union européenne, cela indique que les allégations relatives à des questions de procédure exposées dans la demande de consultations de la Russie concernaient seulement l'enquête initiale et non les réexamens. En ajoutant une référence à l'article 11.4 dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie élargit donc le champ du différend de sorte que celui-ci recouvre non seulement l'enquête initiale, mais aussi les réexamens ultérieurs.³⁴

3.28. La Russie affirme que les allégations n° 16 à 21 sont le prolongement des allégations o) à t) figurant dans la demande de consultations ainsi que de clarifications reçues au cours des consultations et d'éléments de preuve recueillis avant les consultations et par la suite. Elle affirme aussi que les allégations o) à t) de la demande de consultations ne permettent aucun doute quant

³¹ Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Mesures antidumping visant le riz*, paragraphe 138.

³² Union européenne, première communication écrite, paragraphe 22.

³³ Russie, première communication écrite, paragraphe 1085.

³⁴ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 36 et 37.

au fait que toutes ces allégations ont trait à la conduite du réexamen à l'expiration qui s'est achevé avec l'adoption du Règlement n° 999/2014.³⁵

3.3.2 Évaluation du Groupe spécial

3.29. Nous notons que la demande de consultations de la Russie énumère explicitement, en tant que mesures en cause, l'enquête initiale visant les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie et les réexamens ultérieurs.³⁶ De plus, nous notons que, dans la plupart des cas, les allégations de procédure formulées par la Russie au titre des dispositions de l'article 6 de l'Accord antidumping font implicitement ou explicitement référence aux réexamens. Spécifiquement, dans le cadre des allégations o), p), r) et t), il est allégué que les mesures en cause sont incompatibles avec:

l'article 6.1.2 et 6.4 de l'Accord antidumping parce que, à de nombreuses reprises, l'Union européenne a reporté l'octroi aux parties intéressées de l'accès au dossier non confidentiel du *réexamen*;

l'article 6.1.3 et 6.4 de l'Accord antidumping parce que l'Union européenne n'a pas communiqué aux parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit le 28 mars 2013, sur la base de laquelle elle a engagé le *réexamen à l'expiration*;

l'article 6.5.1 de l'Accord antidumping parce que l'Union européenne n'a pas exigé de sa branche de production qu'elle fournisse un résumé non confidentiel suffisamment détaillé des données communiquées à titre confidentiel, y compris la communication de la branche de production de l'Union européenne du 12 mai 2014, sur laquelle elle s'est appuyée pour fonder sa détermination selon laquelle *il était probable* que le dumping et le dommage *se reproduisent*;

l'article 6.9 de l'Accord antidumping parce que l'Union européenne n'a pas informé les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision *de proroger* les mesures antidumping³⁷;

3.30. Compte tenu de cela, nous sommes d'avis qu'en ajoutant une référence à l'article 11.4 de l'Accord antidumping dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie a *précisé* que les allégations n° 16 à 21 concernaient la manière dont le réexamen contesté avait été conduit.

3.31. Par conséquent, nous concluons que l'inclusion de l'article 11.4 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie est raisonnablement le prolongement de la demande de consultations et ne modifie pas l'essence du différend. Nous rejetons donc la demande de l'Union européenne d'exclure les allégations n° 16 à 21 du champ du différend dans la mesure où elles font référence à l'article 11.4 de l'Accord antidumping.

3.4 Allégation n° 17

3.4.1 Principaux arguments des parties

3.32. L'allégation n° 17 concerne le fait allégué que les autorités de l'UE n'ont pas fourni aux parties intéressées, "dès l'ouverture de l'enquête", le texte intégral de la demande écrite déposée par la branche de production de l'Union le 28 mars 2013. Dans le cadre de son allégation n° 17, la Russie invoque comme fondement juridique les articles 6.1.3, 6.2, 6.4 et 11.4 de l'Accord antidumping.³⁸

3.33. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que l'allégation n° 17 de la Russie, dans la mesure où elle fait référence à l'article 6.2 de l'Accord antidumping, ne lui est pas

³⁵ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 71.

³⁶ Russie, demande de consultations, pages 1 à 3.

³⁷ Russie, demande de consultations, pages 4 et 5 (pas d'italique dans l'original).

³⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 1110 à 1144.

soumise à bon droit au motif que la demande de consultations de la Russie ne mentionne pas l'article 6.2.³⁹

3.34. La Russie affirme que la référence à l'article 6.2 de l'Accord antidumping est le prolongement de l'allégation p) figurant dans la demande de consultations ainsi que de clarifications reçues au cours des consultations et d'éléments de preuve recueillis avant les consultations et par la suite.⁴⁰

3.4.2 Évaluation du Groupe spécial

3.35. Nous notons que l'allégation p) de la demande de consultations de la Russie concerne le fait allégué que les autorités de l'UE n'ont pas communiqué aux parties intéressées le texte intégral de la demande présentée par écrit dans le contexte du réexamen à l'expiration. À cet égard, la demande de consultations mentionne seulement l'article 6.1.3 et 6.4 de l'Accord antidumping.⁴¹

3.36. Toutefois, nous ne considérons pas que l'ajout de l'article 6.2 de l'Accord antidumping dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie élargisse indûment le champ du différend.

3.37. Nous faisons observer que les articles 6.1.3 et 6.4 de l'Accord antidumping portent respectivement sur le droit des parties intéressées d'avoir accès au texte de la demande et sur l'obligation qu'ont les autorités de ménager en temps utile à toutes les parties intéressées la possibilité de prendre connaissance de tous les renseignements pertinents. L'article 6.2 de l'Accord antidumping énonce l'obligation étroitement liée suivante:

"[p]endant toute la durée de l'enquête antidumping, toutes les parties intéressées auront toutes possibilités de défendre leurs intérêts".⁴²

3.38. Nous notons par ailleurs que l'Organe d'appel a reconnu qu'une violation de l'article 6.4 de l'Accord antidumping entraînerait nécessairement une violation de l'article 6.2 du même accord.⁴³

3.39. Compte tenu de ces éléments, nous concluons que l'inclusion de l'article 6.2 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie est raisonnablement le prolongement de la demande de consultations et ne modifie pas l'essence du différend. Par conséquent, nous rejetons la demande de l'Union européenne d'exclure l'allégation n° 17 de la Russie du champ du différend dans la mesure où elle fait référence à l'article 6.2 de l'Accord antidumping.

4 OBJECTIONS DE L'UNION EUROPÉENNE CONCERNANT LA COMPATIBILITÉ DE LA DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL AVEC L'ARTICLE 6:2 DU MÉMORANDUM D'ACCORD

4.1 Allégation n° 11

4.1.1 Principaux arguments des parties

4.1. L'allégation n° 11 concerne le fait allégué que les autorités de l'UE n'ont pas procédé à des "calculs appropriés concernant le dumping" qui soient conformes aux articles 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping ainsi qu'à l'article VI:1 du GATT de 1994 dans le contexte du troisième réexamen à l'expiration.⁴⁴

4.2. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que l'allégation n° 11, dans la mesure où elle a trait à la détermination de la probabilité que le dumping "se reproduira", ne lui est pas soumise à bon droit au motif que cette question va au-delà du champ de la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie. Elle fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie conteste la détermination par les autorités de l'UE de la probabilité que le dumping "subsistera", sans mentionner leur détermination de la probabilité que le dumping "se reproduira". L'Union européenne estime que, par conséquent, les références à l'analyse des

³⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 38.

⁴⁰ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 79.

⁴¹ Russie, demande de consultations, page 4.

⁴² Article 6.2 de l'Accord antidumping.

⁴³ Rapport de l'Organe d'appel CE – *Accessoires de tuyauterie*, paragraphe 149.

⁴⁴ Russie, première communication écrite, paragraphes 709 à 739.

autorités de l'UE concernant le fait que le dumping "se reproduira" faites par la Russie dans sa première communication écrite élargissent indûment le champ du différend.⁴⁵

4.3. La Russie répond que les sections pertinentes de sa demande d'établissement d'un groupe spécial doivent être lues ensemble. Elle rappelle ce qui suit:

... le respect des prescriptions de l'article 6:2 [du Mémoire d'accord] doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.⁴⁶

4.4. À cet égard, la Russie affirme que la lecture combinée du titre de la section de la demande d'établissement d'un groupe spécial dont relève l'allégation n° 11 et de l'allégation n° 11 elle-même confirme que son allégation relative à la détermination de la probabilité que le dumping "subsistera" est liée à la détermination de la probabilité que le dumping "se reproduira".⁴⁷

4.1.2 Évaluation du Groupe spécial

4.5. L'allégation n° 11 figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie est libellée comme suit:

L'Union européenne ne s'est pas conformée aux articles 11.3, 2.1, 2.2 et 2.4 de l'Accord antidumping, ni à l'article VI:1 du GATT de 1994, en s'appuyant sur le fait que le dumping subsisterait sans effectuer de calculs appropriés de la marge de dumping conformément à l'article 2 de l'Accord antidumping.⁴⁸

4.6. Nous notons que l'allégation n° 11 figure dans une section de la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie intitulée "Allégations concernant l'établissement de la probabilité que le dumping se reproduira".⁴⁹ D'après la lecture que nous en faisons, cette section de la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie comprend une allégation qui peut englober à la fois la détermination par les autorités de l'UE de la probabilité que le dumping "subsistera" et leur détermination de la probabilité qu'il "se reproduira". De plus, étant donné les termes employés dans le titre de la section de la demande d'établissement d'un groupe spécial dont relève l'allégation n° 11, il est raisonnable de s'attendre à ce que l'Union européenne ait été consciente que l'allégation n° 11 pouvait aussi concerner la détermination de la probabilité que le dumping "se reproduirait".

4.7. Pour ces raisons, nous concluons que l'allégation n° 11, dans la mesure où elle a trait à la détermination de la probabilité que le dumping se reproduira, relève de notre mandat. Par conséquent, nous rejetons la demande de l'Union européenne d'exclure l'allégation n° 11 de la Russie du champ du différend dans la mesure où elle a trait à la détermination de la probabilité que le dumping se reproduira.

4.2 Allégations n° 12 à 15

4.2.1 Principaux arguments des parties

4.8. Les allégations n° 12 à 15 concernent la "perception continue des droits antidumping" sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie.⁵⁰ Nous notons que les taux de droits

⁴⁵ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 23 à 25.

⁴⁶ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 85 (mentionnant le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 127).

⁴⁷ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 87.

⁴⁸ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7.

⁴⁹ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 7.

⁵⁰ Le fondement juridique avancé par la Russie en ce qui concerne ces allégations est le suivant: a) s'agissant de l'allégation n° 12, les articles 11.1, 9.3 et 1^{er} de l'Accord antidumping ainsi que l'article VI:2 du GATT de 1994; b) s'agissant de l'allégation n° 13, l'article 11.3; c) s'agissant de l'allégation n° 14, les articles 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping ainsi que les articles I:1, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, conjointement avec la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994; et d) s'agissant de l'allégation n° 15, les articles 1^{er} et 18.1 de l'Accord antidumping (Russie, première communication écrite, paragraphes 740 à 920).

actuellement appliqués résultent d'une modification du Règlement n° 999/2014 mise en œuvre par le Règlement d'exécution n° 2018/1722 de la Commission (Règlement n° 2018/1722).⁵¹

4.9. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que les allégations n° 12 à 15 que la Russie fonde sur le Règlement n° 2018/1722 ne relèvent pas du champ du différend car elles ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord.⁵² En particulier, elle fait valoir que le Règlement n° 2018/1722, adopté le 14 novembre 2018 (soit près de deux ans après que la demande d'établissement d'un groupe spécial a été présentée), n'est pas mentionné parmi les mesures en cause dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie.⁵³

4.10. La Russie fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial indique explicitement qu'elle porte sur les mesures en cause énumérées ainsi que sur "toutes modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures connexes et mesures d'application, et tout acte des autorités de l'Union européenne qui affecterait les mesures en cause". Elle affirme que le Règlement n° 2018/1722 n'est pas une mesure indépendante des mesures énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, mais une modification du Règlement n° 999/2014 et que, bien que les droits antidumping actuels aient été imposés par le Règlement n° 2018/1722, ils sont en fait "fondés" sur les diverses mesures antérieures énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, y compris le Règlement n° 999/2014. Par conséquent, la Russie affirme que, bien qu'elle ne le mentionne pas explicitement, la demande d'établissement d'un groupe spécial porte sur le Règlement n° 2018/1722.

4.11. La Russie considère en outre que, si le Groupe spécial devait s'opposer à l'inclusion du Règlement n° 2018/1722 dans son mandat, l'objectif du règlement rapide du différend qui est énoncé à l'article 3:3 du Mémoire d'accord ne serait pas atteint. Enfin, elle fait valoir qu'inclure le Règlement n° 2018/1722 dans le mandat du Groupe spécial ne modifie pas l'essence du différend étant donné que les violations alléguées au sujet de cette mesure sont les mêmes que celles qui affectent les mesures énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁵⁴

4.2.2 Évaluation du Groupe spécial

4.12. Le Règlement n° 2018/1722 est entré en vigueur après l'établissement du Groupe spécial, mais un peu avant que sa composition ait été arrêtée.⁵⁵ Par ses termes, ce règlement *modifie* le Règlement n° 999/2014, qui a imposé un droit antidumping définitif sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie, à la suite d'un réexamen intermédiaire partiel engagé le 17 août 2017 et dont le champ était limité à l'examen du dommage.⁵⁶ Bien que les droits antidumping en cause dans le présent différend soient actuellement perçus sur la base du Règlement n° 2018/1722, cette mesure est clairement liée aux déterminations établies lors de l'enquête initiale visant les importations de nitrate d'ammonium et de réexamens ultérieurs.

4.13. À cet égard, nous notons que, dans la partie pertinente de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est indiqué ce qui suit:

La présente demande porte sur les mesures indiquées ci-dessus ainsi que sur toutes modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures connexes et mesures d'application, et tout acte des autorités de l'Union européenne qui affecterait les mesures en cause.⁵⁷

4.14. Nous notons en outre que les allégations n° 12 à 15 ne visent pas spécifiquement les déterminations figurant dans le Règlement n° 2018/1722 ni le réexamen intermédiaire partiel limité à l'examen du dommage, mais portent en fait sur les déterminations établies lors de procédures

⁵¹ Commission Implementing Regulation (EU) 2018/1722 of 14 November 2018 amending Implementing Regulation (EU) No 999/2014 imposing a definitive anti-dumping duty on imports of ammonium nitrate originating in Russia following an interim review pursuant to Article 11(3) of Regulation (EU) 2016/1036 of the European Parliament and of the Council, OJ L 287, 15.11.2018, page 3 (pièce RUS-96).

⁵² Union européenne, première communication écrite, paragraphes 25 et 26.

⁵³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 27 à 29.

⁵⁴ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphes 102

à 119.

⁵⁵ La composition du Groupe spécial a été arrêtée le 17 décembre 2018.

⁵⁶ Règlement (UE) n° 2018/1722, paragraphe 13 (pièce RUS-96).

⁵⁷ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 8.

antérieures, spécifiquement en ce qui concerne l'établissement des marges de dumping (allégation n° 12)⁵⁸, la prorogation des droits antidumping lors de réexamens ultérieurs (allégation n° 13)⁵⁹, la perception continue de droits antidumping à l'échelle du pays calculés sur la base d'une méthode dont il est allégué qu'elle est incompatible avec les règles de l'OMC (allégation n° 14)⁶⁰, et l'obligation générale d'imposer des droits antidumping conformément aux dispositions de l'Accord antidumping (allégation n° 15).⁶¹ En conséquence, les références au Règlement n° 2018/1722 faites par la Russie dans sa première communication écrite ne constituent pas un élargissement du mandat portant atteinte à la régularité de la procédure et aux objectifs d'information adéquate inscrits à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

4.15. Pour ces raisons, nous concluons que l'absence d'une référence explicite au Règlement n° 2018/1722 dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie ne constitue pas une infraction à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Nous rejetons donc la demande de l'Union européenne d'exclure les allégations n° 12 à 15 que la Russie fonde sur le Règlement n° 2018/1722 du champ du différend.

4.3 Allégation n° 14

4.3.1 Principaux arguments des parties

4.16. L'allégation n° 14 concerne l'allégation de la Russie selon laquelle l'Union européenne a imposé et continue de percevoir des droits antidumping à l'échelle du pays sur les importations de nitrate d'ammonium en provenance de Russie, pour lesquelles la marge de dumping à l'échelle du pays a été calculée conformément à une méthode qui n'est pas conforme aux articles 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'aux articles I:1, VI:1 et VI:2 du GATT de 1994, conjointement avec la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994.⁶²

4.17. L'Union européenne demande au Groupe spécial de décider que la Russie n'a pas satisfait au critère de l'article 6:2 du Mémoire d'accord consistant à "énoncer clairement le problème" en ce qui concerne l'allégation n° 14. Elle affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie fait référence à une "méthode qui n'est pas conforme" aux dispositions invoquées, sans expliquer à quelle "méthode" la Russie ferait référence, en quoi la méthode consiste, où elle est énoncée et en quoi elle serait incompatible avec les dispositions dont il est allégué qu'elles ont été violées.⁶³

4.18. La Russie estime que la description explicative de sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement que ce qu'elle conteste n'est pas une quelconque méthode non spécifiée, mais la méthode utilisée pour calculer la marge de dumping lors de réexamens antérieurs, qui ont abouti à l'application d'une marge de dumping à l'échelle du pays aux importations de nitrate d'ammonium en provenance de son territoire. En ce qui concerne la nature de la méthode contestée, la Russie affirme que la référence à la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994 indique qu'elle conteste l'utilisation de "la méthode appliquée par [les autorités de] l'UE aux économies autres que de marché".⁶⁴

4.3.2 Évaluation du Groupe spécial

4.19. Nous rappelons que l'article 6:2 du Mémoire d'accord prescrit que le plaignant doit, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, donner une indication de la mesure spécifique en cause ainsi qu'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Nous rappelons en outre que, pour examiner le caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, un groupe spécial peut examiner les communications et les déclarations présentées par les parties, en particulier dans la première communication écrite de la partie plaignante, pour: a) confirmer le sens des termes utilisés dans la

⁵⁸ Russie, première communication écrite, paragraphes 741 à 841.

⁵⁹ Russie, première communication écrite, paragraphes 842 à 856.

⁶⁰ Russie, première communication écrite, paragraphes 857 à 907.

⁶¹ Russie, première communication écrite, paragraphes 908 à 920.

⁶² Russie, première communication écrite, paragraphes 857 à 907.

⁶³ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 31 et 33.

⁶⁴ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphes 128 à 132.

demande d'établissement; et b) évaluer s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre.

4.20. Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, la Russie expose l'allégation n° 14 selon les termes suivants:

L'Union européenne a imposé et continue de percevoir des droits antidumping sur le produit concerné en provenance de Russie sur la base d'une marge de dumping à l'échelle de l'Union selon une méthode qui n'est pas conforme aux dispositions des articles I:1, 2.1, 2.2, 9.3 et 11.3 de l'Accord antidumping, ainsi qu'à celles des articles VI:1 et VI:2 du GATT de 1994 conjointement avec la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 figurant dans l'Annexe I du GATT de 1994 et a donc agi en contravention auxdites dispositions, ainsi qu'à l'article 11.3 de l'Accord antidumping.⁶⁵

4.21. Comme l'Union européenne, nous notons que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie fait référence à "une méthode qui n'est pas conforme" à certaines dispositions de l'Accord antidumping et du GATT de 1994, sans mentionner de méthode spécifique pour la détermination de la valeur normale pour les pays à économie autre que de marché. Toutefois, nous observons également que les dispositions juridiques invoquées par la Russie en ce qui concerne cette allégation concernent la détermination de la valeur normale et de la marge de dumping, et que l'une de ces dispositions est la seconde disposition additionnelle relative à l'article VI:1 du GATT de 1994. Cette disposition indique ce qui suit:

Il est reconnu que, dans le cas d'importations en provenance d'un pays dont le commerce fait l'objet d'un monopole complet ou presque complet et où tous les prix intérieurs sont fixés par l'État, la détermination de la comparabilité des prix aux fins du paragraphe premier peut présenter des difficultés spéciales et que, dans de tels cas, les parties contractantes importatrices peuvent estimer nécessaire de tenir compte de la possibilité qu'une comparaison exacte avec les prix intérieurs dudit pays ne soit pas toujours appropriée.

4.22. Compte tenu de cela, nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial peut être lue comme comprenant une contestation de la méthode utilisée pour déterminer la valeur normale dans le cas d'économies autres que de marché. Nous concluons donc qu'en ce qui concerne l'allégation n° 14, le libellé de la demande d'établissement d'un groupe spécial suffit à satisfaire au critère énoncé à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.

4.23. Nous notons en outre que la "méthode" contestée a été confirmée par la Russie dans sa première communication écrite. Dans sa première communication écrite, la Russie explique ce qui suit:

... les autorités de l'Union européenne ne peuvent pas appliquer la méthode relative à un pays à économie autre que de marché dans le cadre de la détermination de la valeur normale s'agissant des produits concernés originaires de la Fédération de Russie pour trois raisons.⁶⁶

4.24. Pour ces raisons, nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que nous décidions que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémoire d'accord en ce qui concerne l'allégation n° 14.

4.4 Allégations n° 2, 18, 19 et 21

4.4.1 Principaux arguments des parties

4.25. L'Union européenne demande au Groupe spécial de constater que les allégations n° 2, 18, 19 et 21 ne lui sont pas soumises à bon droit parce que la Russie n'a pas indiqué les mesures spécifiques

⁶⁵ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 8.

⁶⁶ Russie, première communication écrite, paragraphe 869. Voir aussi les paragraphes 871 à 875.

en cause ni fourni de bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème, en contradiction avec l'article 6:2 du Mémoire d'accord.⁶⁷

4.26. Elle affirme qu'en ce qui concerne l'allégation n° 2, la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie énumère les articles 5.3 et 11.3 de l'Accord antidumping mais ne fait référence à aucun acte ou omission des autorités de l'UE qui pourrait être considéré comme contraire à ces dispositions. Pour l'Union européenne, le simple acte consistant à engager un réexamen à l'expiration ne peut pas, à lui seul, être décrit comme une violation de l'Accord antidumping.⁶⁸

4.27. En ce qui concerne les allégations n° 18, 19 et 21, l'Union européenne affirme que la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie paraphrase le libellé de l'article 6.5, 6.5.1 et 6.9 de l'Accord antidumping, mais ne spécifie pas comment, où ni quand les autorités de l'UE ont, d'après les allégations, agi d'une manière incompatible avec ces dispositions, portant ainsi atteinte aux droits de l'Union européenne en tant que défendeur.⁶⁹

4.28. La Russie répond que les allégations n° 2, 18, 19 et 21 satisfont aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémoire d'accord. Elle affirme qu'en ce qui concerne l'allégation n° 2, tant la mesure en cause (le Règlement n° 999/2014) que le fondement juridique de la plainte (les articles 5.3 et 11.3 de l'Accord antidumping) sont clairement établis par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial et compte tenu des circonstances concomitantes. En particulier, la Russie fait valoir que les obligations énoncées dans ces dispositions sont claires et portent sur le caractère suffisant des éléments de preuve requis pour l'ouverture d'une enquête ou l'engagement d'un réexamen.⁷⁰

4.29. S'agissant des allégations n° 18, 19 et 21, la Russie fait valoir que la mesure en cause (le Règlement n° 999/2014) est clairement indiquée, étant donné que la section de la demande d'établissement d'un groupe spécial qui contient ces allégations s'intitule "Allégations concernant la conduite de l'enquête dans le cadre du réexamen à l'expiration". Elle considère en outre que la description explicative de ces trois allégations qui figure dans la demande d'établissement d'un groupe spécial est compatible avec la prescription imposant de fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, étant donné qu'elle relie clairement la mesure en cause à la disposition dont il est allégué qu'elle a été enfreinte. La Russie estime que fournir les détails additionnels suggérés par l'Union européenne – par exemple les cas spécifiques de violation de l'article 6.5, 6.5.1 et 6.9 – irait au-delà de l'obligation énoncée à l'article 6:2 du Mémoire d'accord.⁷¹

4.4.2 Évaluation du Groupe spécial

4.30. En ce qui concerne le caractère suffisant de la demande d'établissement d'un groupe spécial, dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de *clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut aussi y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.⁷²

4.31. Nous lisons cela comme indiquant que, bien que la simple énumération des dispositions des Accords de l'OMC ne soit normalement pas suffisante pour "énoncer clairement le problème", l'obligation figurant dans une disposition particulière peut néanmoins être suffisamment spécifique pour permettre au défendeur de comprendre ce qui est en jeu et préparer sa défense.

⁶⁷ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 20 et 39 à 43.

⁶⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 20.

⁶⁹ Union européenne, première communication écrite, paragraphes 39 à 43.

⁷⁰ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphe 148.

⁷¹ Russie, réponse à la demande de décision préliminaire de l'Union européenne, paragraphes 152 à 162.

⁷² Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124. (italique dans l'original)

4.32. Nous examinons maintenant les allégations spécifiques contestées par l'Union européenne.

4.4.2.1 Allégation n° 2

4.33. Dans la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie, l'allégation n° 2 est exposée comme suit:

L'Union européenne a violé les articles 5.3 et 11.3 de l'Accord antidumping en engageant le réexamen à l'expiration qui a abouti à l'adoption du Règlement n° 999/2014.⁷³

4.34. L'article 5.3 de l'Accord antidumping énonce une obligation qui incombe à l'autorité chargée de l'enquête en ce qui concerne le caractère suffisant des éléments de preuve requis pour l'ouverture d'une enquête:

Les autorités examineront l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande afin de déterminer s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

4.35. L'article 11.3 de l'Accord antidumping traite de l'engagement et de la conduite des réexamens à l'expiration.

4.36. À notre avis, la référence à l'article 5.3 de l'Accord antidumping et à l'engagement du réexamen faite dans la description explicative de l'allégation n° 2 informait suffisamment l'Union européenne de la nature de cette allégation, c'est-à-dire l'engagement d'un réexamen en l'absence d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

4.37. Nous rappelons en outre que, pour examiner le caractère suffisant d'une demande d'établissement d'un groupe spécial, un groupe spécial peut examiner la première communication écrite de la partie plaignante pour: i) confirmer le sens des termes utilisés dans la demande d'établissement; et ii) évaluer s'il a été porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre. La première communication écrite de la Russie confirme que l'allégation n° 2 se limite au caractère suffisant des éléments de preuve requis pour l'engagement d'un réexamen.⁷⁴ Par conséquent, nous considérons que l'exposé de l'allégation n° 2 de la Russie n'a pas porté atteinte à la capacité de l'Union européenne de préparer sa défense.

4.38. Pour ces raisons, nous concluons qu'en ce qui concerne l'allégation n° 2, la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord et nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que nous décidions que l'allégation n° 2 de la Russie n'est pas soumise à bon droit au Groupe spécial.

4.4.2.2 Allégations n° 18, 19 et 21

4.39. En ce qui concerne les allégations n° 18, 19 et 21, respectivement, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique ce qui suit:

L'Union européenne ne s'est pas conformée aux articles 6.5 et 11.4 de l'Accord antidumping en traitant comme confidentiels, sans exposé de raisons valables, les renseignements fournis par sa branche de production.

L'Union européenne a agi d'une manière contraire aux articles 6.5.1 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'exigeant pas de sa branche de production qu'elle fournisse des résumés non confidentiels suffisamment détaillés des données communiquées à titre confidentiel.

L'Union européenne a enfreint les articles 6.9 et 11.4 de l'Accord antidumping en n'informant pas les parties intéressées des faits essentiels examinés qui constituaient le fondement de la décision de proroger les mesures antidumping.⁷⁵

⁷³ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 6.

⁷⁴ Russie, première communication écrite, paragraphe 609.

⁷⁵ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 8.

4.40. Nous notons que la mesure spécifique en cause s'agissant des allégations n° 18, 19 et 21 – c'est-à-dire l'enquête dans le cadre du réexamen à l'expiration dont les résultats apparaissent dans le Règlement n° 944/2014 – est indiquée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.⁷⁶ En effet, dans la section III.A de la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsque sont présentées les "[m]esures en cause" en ce qui concerne les allégations de la Russie relatives aux droits antidumping imposés par les autorités de l'UE sur les importations de nitrate d'ammonium originaire de Russie et aux enquêtes correspondantes, il est d'abord indiqué le réexamen à l'expiration qui a abouti à l'adoption du Règlement n° 999/2014.⁷⁷ Dans la section suivante (section III.B) de la demande d'établissement d'un groupe spécial sont énumérées les diverses allégations formulées par la Russie, y compris en ce qui concerne le Règlement n° 999/2014. Les allégations n° 18, 19 et 21 sont exposées dans la section de cette liste qui traite de la "conduite de l'enquête dans le cadre du réexamen à l'expiration". Nous considérons que cette référence, conjointement avec l'indication du Règlement n° 999/2014 en tant que mesure en cause, informait l'Union européenne que les allégations n° 18, 19 et 21 de la Russie concernaient le traitement des renseignements confidentiels et les résumés non confidentiels ainsi que la divulgation des faits essentiels dans le contexte du réexamen à l'expiration qui a abouti au Règlement n° 999/2014.

4.41. De plus, nous ne souscrivons pas à l'argument de l'Union européenne selon lequel la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie ne fait "rien d'autre que paraphraser le libellé de l'article 6.5, 6.5.1 et 6.9 de l'Accord antidumping".⁷⁸ À notre avis, la description explicative de la demande d'établissement d'un groupe spécial de la Russie en ce qui concerne les allégations n° 18, 19 et 21 est conforme à la prescription imposant de fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème. Nous convenons avec la Russie qu'exiger des détails tels que les cas spécifiques où, d'après les allégations, les autorités de l'UE ont traité des renseignements comme confidentiels sans raisons valables et n'ont pas demandé de résumés non confidentiels ni divulgué les faits essentiels irait au-delà des prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4.42. Pour ces raisons, nous concluons qu'en ce qui concerne les allégations n° 18, 19 et 21, la demande d'établissement d'un groupe spécial satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Par conséquent, nous rejetons la demande de l'Union européenne tendant à ce que nous constatons que les allégations n° 18, 19 et 21 de la Russie ne nous sont pas soumises à bon droit.

5 CONCLUSION

5.1. En résumé, après avoir examiné attentivement la demande de décision préliminaire de l'Union européenne et la réponse de la Russie à cette demande, le Groupe spécial décide ce qui suit:

- a. l'allégation n° 1 et les autres allégations relatives à la gamme des produits visés (dans la mesure où elles font référence au nitrate d'ammonium de qualité industrielle) et les allégations n° 9 (dans la mesure où elle fait référence aux articles 2.3, 6.8 et 6.10 de l'Accord antidumping), n° 16 à 21 (dans la mesure où elles font référence à l'article 11.4 de l'Accord antidumping) et n° 17 (dans la mesure où elle fait référence à l'article 6.2 de l'Accord antidumping) sont soumises à bon droit au Groupe spécial;
- b. l'allégation n° 11 est soumise à bon droit au Groupe spécial, y compris en ce qui concerne une détermination de la probabilité que le dumping "se reproduira";
- c. le Règlement n° 2018/1722 et les allégations n° 12 à 15 que la Russie fonde sur ce règlement relèvent du champ de la procédure; et
- d. les allégations n° 2, 14, 18, 19 et 21 sont soumises à bon droit au Groupe spécial.

⁷⁶ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, pages 4 à 6.

⁷⁷ Russie, demande d'établissement d'un groupe spécial, page 4, note de bas de page 4.

⁷⁸ Union européenne, première communication écrite, paragraphe 40.